



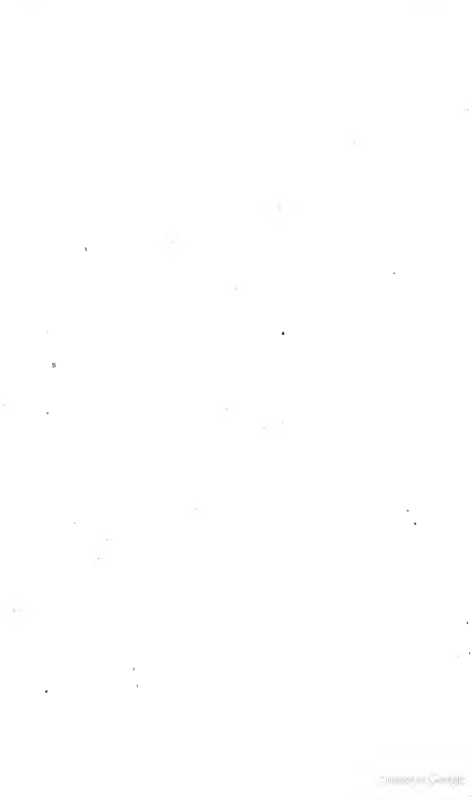
· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·



Grande Sale O. S.

23 - III - 24

III 23 III 24



RECHERCHES
SUR
LA NATURE ET LES CAUSES
DE
LA RICHESSE DES NATIONS.

TOME VI.

22813
RECHERCHES
SUR
LA NATURE ET LES CAUSES
DE
LA RICHESSE DES NATIONS;

PAR ADAM SMITH.

SECONDE ÉDITION,
AVEC DES NOTES ET OBSERVATIONS NOUVELLES;

PAR LE MARQUIS GARNIER,
PAIR DE FRANCE, ASSOCIÉ LIBRE DE L'ACADÉMIE
DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

TOME SIXIEME.



A PARIS,

Chez M^{me} veuve AGASSE, Imprimeur-Libraire,
rue des Poitevins, n^o 6.

~~~~~  
1822.

10/10/10

10/10/10

---

---

RECHERCHES  
SUR  
LA NATURE ET LES CAUSES  
DE  
LA RICHESSE DES NATIONS.

---

---

NOTES DU TRADUCTEUR.

---

NOTE XLII.

*Sur les machines employées dans les manufactures.*

(TOME II, PAGES 147 et 156.)

PAR le nom de *machine*, dans lequel ne sont point compris les outils et instrumens immédiatement employés par l'ouvrier, on entend parler de ces moyens artificiels nouvellement imaginés pour suppléer à un grand emploi de la main-d'œuvre, en substituant aux forces humaines des agens matériels extrêmement puissans, tels, entre autres, que la dilatation et la force expan-

*Tome VI.*

A

sive de l'eau réduite à l'état de vapeur. A l'aide de ce secours on est parvenu, dans certaines fabriques, à créer une masse de travail non salarié et à obtenir une quantité d'ouvrage fair, sans autres frais que l'emploi d'un capital; d'où il est résulté une diminution considérable dans la valeur échangeable des divers articles qui ont été produits de cette manière. Adam Smith s'est peu occupé de ces procédés, dont les effets d'ailleurs s'accordent avec les règles qu'il a posées, et s'expliquent par la définition qu'il a donnée de la valeur échangeable et de ses parties constituantes.

L'introduction des machines a pu apporter des changemens dans la valeur relative d'un certain nombre d'objets de consommation et dans la direction de quelques branches secondaires du commerce; mais c'est une considération qu'on peut regarder comme étrangère au système général de l'économie politique. L'emploi des machines ne peut s'appliquer à ce qui constitue véritablement le fonds du travail d'une société, le travail qui nourrit et qui loge les membres dont elle se compose, c'est-à-dire, la culture des terres, l'éducation des bestiaux, la construction et l'entretien des bâtimens, et tous ces ouvrages journaliers qui naissent de l'occasion et des besoins du moment. Dans une nation quelconque, cette économie de

la main-d'œuvre ne peut porter que sur une partie extrêmement faible du travail annuel, et cette partie sera encore bien moins considérable chez un peuple dont le gouvernement aura eu la sagesse de ne point forcer par des moyens violens, par des monopoles ou par des gratifications, la direction naturelle des capitaux, et ne les aura pas poussés outre mesure vers les manufactures et vers le commerce étranger, conduite si souvent blâmée par notre auteur, et dont les funestes conséquences ne peuvent manquer de se faire sentir tôt ou tard.

M. Ricardo attache une grande importance à l'emploi des machines, et il examine fort au long leur influence sur la valeur relative des objets qu'elles concourent à produire. Dans le chapitre premier de son ouvrage, en définissant la valeur en général, il établit un calcul pour démontrer qu'en certaines circonstances données, l'emploi des machines peut faire baisser de plus des deux tiers la valeur relative d'un article de consommation. Il suppose une machine dont la construction a coûté à son propriétaire 20 mille livres sterling, qui doit durer cent ans sans dégradation, ni frais d'entretien, ni un moment d'interruption dans sa marche. Il suppose que pendant cette même période de cent ans il y ait une hausse persistante

de salaires, laquelle il évalue à 7 pour 100. Il suppose qu'avant la construction de cette machine, la marchandise qu'elle est destinée à fabriquer se vendait à un prix qui donnait 10 pour 100 de profit au capitaliste. Le prix restant le même, les 10 pour 100 de profit ont à supporter, comme il l'établit avec toute raison, l'augmentation de 7 pour 100 survenue dans les salaires et se trouvent réduits à 3 pour 100. L'auteur, d'après ces bases, alloue au propriétaire de la machine 600 livres par an pour les intérêts de son capital, et de plus 7 livres 13 sous 8 deniers pour le remplacement du fonds, cette dernière somme, accumulée pendant cent ans, devant produire au bout du terme un capital de 20 mille livres. Au moyen de ces deux prélèvements, la masse annuelle des marchandises fabriquées sera vendue à 68 pour 100 plus bas qu'elle n'eût pu l'être avant la construction de la machine (1). Poussant ensuite ses calculs sur l'hypothèse qu'il a posée, il fait voir que la réduction du prix des marchandises sera moindre en raison de la plus courte durée de la machine; car si, au lieu de durer cent ans, elle n'en dure que dix, ou trois, ou seulement une année, alors, au lieu

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome I, page 47.



de baisser de 68 pour 100, le prix des objets fabriqués en entier par la machine, ou plutôt leur valeur relative à celle des objets fabriqués de main d'homme, ne baissera que de 28, ou de 13, ou de 6 pour 100 seulement.

L'hypothèse construite par M. Ricardo se compose de faits qui sont inadmissibles ou contradictoires. Une hausse de salaires qui se prolongerait pendant une durée de cent ans est une supposition impossible, car l'effet nécessaire d'une hausse de salaires tant soit peu durable serait d'encourager la population de manière à ce que le nombre des ouvriers s'élevât au niveau des besoins, et que l'équilibre se rétablît entre les quantités respectives du travail demandé et du travail offert, ce qui remettrait le taux du salaire à son état naturel. D'un autre côté il est contradictoire de faire coïncider une hausse permanente de salaires avec l'emploi général des machines dans les manufactures, l'effet nécessaire de cet emploi, à mesure qu'il vient à s'étendre, étant de faire baisser le taux du salaire.

Cependant en adoptant cette hypothèse telle qu'il a plu à l'auteur de l'établir, on ne voit pas quelles inductions il pourrait en tirer contre la doctrine d'Adam Smith.

Le travail fait par une machine n'est pas le tra-

vail proprement dit, le travail exécuté par la main de l'homme, le travail salarié, celui qui se mesure par le nombre de journées donné par l'ouvrier à celui qui l'emploie. C'est ce dernier genre de travail seulement et non aucun autre qui est désigné sous ce nom dans l'ouvrage de Smith, et c'est le seul auquel puissent s'appliquer les principes qu'il a établis sur la nature, le produit et la valeur du travail. Il existe une multitude de forces physiques dont l'homme sait tirer parti pour augmenter ses jouissances : la pesanteur, l'élasticité, les dissolvans chimiques, etc., sont autant de puissances qu'il emploie, qu'il dirige et qu'il oblige à travailler pour lui. Le travail mystérieux de la nature dans les productions végétales et animales et dans la formation des minéraux, est le premier et le principal de tous les travaux applicables à nos besoins ; il fournit le fonds de toute la matière première sur laquelle s'exerce l'ouvrier, en quelque genre que ce puisse être ; ce genre de travail opère sans relâche et agit sans salaire ; il constitue la source inépuisable dont l'espèce humaine, depuis qu'elle existe, tire tous les moyens de vivre et de se perpétuer. Mais dans toute science, et principalement en économie politique, la manière de procéder consiste à distinguer les choses qui diffèrent essentiellement entre elles par leur prin-

eipe et par leurs conséquences. Or, Smith, en analysant les parties constituanes du prix d'une marchandise, les a divisées en trois : le salaire qui est le prix du travail exécuté par la main de l'homme ; le profit qui est l'indemnité due au propriétaire du capital fixe ou circulant, et enfin la rente de la terre qui est la portion due au propriétaire foncier pour ce travail secret qui s'opère à la surface ou dans les entrailles de la terre par la seule puissance de la nature, et dont il recueille le produit, prélèvement fait des frais de la culture et de l'exploitation. Une machine n'est pas autre chose qu'un capital fixe, et tout ce qui procède de l'emploi de ce capital est un profit et ne peut pas être confondu avec le salaire.

Que les objets fabriqués par le moyen d'une machine reviennent à un prix beaucoup plus bas que ceux qui sont fabriqués par le travail d'un ouvrier ; que la baisse de prix soit assez considérable pour faire plus que compenser une hausse qui serait survenue dans les salaires et donne encore un avantage au capitaliste propriétaire de la machine ; que les dépenses de construction de cette machine soient de beaucoup inférieures aux dépenses qu'elle est destinée à épargner ; qu'enfin, plus les salaires viendront à hausser dans tous les autres genres de travail, plus il y aura de profit à faire avec le

capital fixe employé à remplacer un travail salarié, il n'y a dans toutes ces proportions rien qui ne s'accorde parfaitement avec les principes professés par Adam Smith. Pourquoi donc, en déduisant ces assertions et en travaillant à les démontrer à l'aide d'une grande complication de calculs et d'hypothèses, M. Ricardo ajoute-t-il que son opinion tendant à prouver qu'une baisse dans les prix est compatible avec une hausse générale des salaires, est une opinion tout-à-fait neuve et qui a contre elle l'autorité des premiers maîtres en économie politique, et que c'est pour cela qu'il s'est attaché à porter cette vérité jusques à la démonstration? Serait-il nouveau de dire que malgré la hausse générale des salaires dans tous les genres de manufacture depuis 200 ans, le prix de façon d'une paire de bas faite au métier est moins cher que ne l'était alors le prix de façon d'une paire de bas faite à l'aiguille? Mais si M. Ricardo eût dit que la baisse du prix des objets fabriqués par le travail salarié était compatible avec la hausse des salaires, il eût vraiment énoncé une opinion très-neuve, mais qu'il lui aurait été impossible de démontrer.

Quelques autres personnes ont soutenu une thèse fort opposée; elles ont pensé que l'emploi des machines était nuisible à la société, parce

qu'il privait une partie de la classe ouvrière de ses moyens de travail. Mais il est évident que tout ce qui tend à économiser le travail est un bienfait pour la société tout entière, encore qu'une petite fraction de cette société en puisse être momentanément affectée. Avoir la même masse de jouissances et de consommations au prix d'une moindre quantité de travail qu'auparavant, est un pas de fait vers une situation plus heureuse et plus prospère. Dans le bilan d'une nation, son travail est son passif, c'est ce qu'elle est tenue de payer; les produits de son travail, de son industrie et de son sol constituent son actif, ou le revenu qui se distribue entre tous ses membres. Diminuer le passif sans rien perdre de son actif, c'est à coup sûr améliorer sa condition. La portion de travail économisée refluera vers d'autres sources productives, et la somme annuelle des consommations et des jouissances sera augmentée d'autant. La quantité de subsistances restant la même, la population des classes ouvrières ne saurait éprouver de diminution, et les consommateurs qui profitent de l'épargne occasionnée par les machines auront à dépenser d'une autre manière la portion de revenu ainsi épargnée; la demande de travail sera donc ce qu'elle était auparavant. Tout le changement portera sur la nature du travail demandé.

On ne peut nier que quelques ouvriers seront forcés de se jeter dans les métiers analogues à celui qu'ils exerçaient ; et que, s'ils n'y trouvent pas d'emploi, plusieurs d'entre eux auront à souffrir du déplacement survenu dans la distribution des travaux salariés. Mais ces accidens partiels et passagers ne sont point du ressort de la théorie ; c'est à l'administration qu'il appartient de prévenir les effets fâcheux que pourrait entraîner une substitution subite et générale des machines dans un genre de manufacture qui employait un grand nombre de bras ; c'est à elle, si elle peut craindre que cette classe d'ouvriers qui se trouve tout-à-coup privée du travail auquel elle est le plus exercée ne soit dangereuse pour la tranquillité publique, à ouvrir des ressources extraordinaires qui lui donnent le temps de s'écouler paisiblement dans d'autres branches d'industrie.

Les inventions et les découvertes, quelque avantageuses qu'elles puissent être, ont quelquefois à leur suite le même genre d'inconvénient que les machines. L'une des plus importantes de ces inventions, celle de l'imprimerie, qui a eu l'avantage de procurer aux derniers rangs même du peuple, et à si peu de frais, les moyens d'instruction et d'amusement qui proviennent de la lecture, a privé de leur revenu ordinaire une prodigieuse

quantité d'hommes lettrés qui ne subsistaient que du métier de copier les ouvrages grecs et latins pour le service de tous les étudiants en théologie, en droit ou en médecine, et de tous ceux qui se livraient à la culture des sciences et des lettres. On se ressent, après 400 ans ; et l'on se ressentira long-temps encore des effets de ce déplacement de travail. C'était pour fournir aux demandes très-multipliées de ce genre de travail que l'enseignement des langues grecque et latine était si généralement répandu et était devenu le seul objet de l'instruction publique non-religieuse. La force de l'habitude a conservé ce mode d'instruction, quoique, parmi la jeunesse à laquelle ces connaissances sont si longuement et si péniblement inculquées, il y ait plus des neuf dixièmes auxquels elles seront complètement inutiles dans tout le cours de leur vie, tandis que le même temps et les mêmes soins pourraient, avec beaucoup plus de fruit pour la société, être appliqués à des études d'une pratique presque universelle, et dont l'application ne serait étrangère à aucune des conditions.

Au reste, en considérant ce sujet sous le rapport qui nous occupe ici plus particulièrement, si l'invention de l'imprimerie a fermé une des sources du travail salarié, elle en a en même temps ouvert

cent autres infiniment plus abondantes. La consommation générale et toujours croissante des produits de la presse fait fructifier plusieurs branches importantes de l'industrie, du commerce et des produits naturels qui seraient inactives si l'imprimerie n'eût pas remplacé l'usage des copies manuscrites. Il n'est guère de découverte profitable à l'inventeur qui ne doive, dans les proportions qu'elle comporte, amener des effets à peu près semblables.

Quelques feuilles publiques ont annoncé le projet d'appliquer la machine à vapeur à l'exploitation des mines d'argent de l'Amérique. Si cette entreprise venait à s'exécuter et qu'un tel procédé pût s'introduire dans l'universalité des mines, ce serait certainement de tous les emplois qu'on peut faire des machines, celui qui serait le moins utile aux hommes. L'argent serait peut-être un peu moins cher qu'il ne l'est, et la sphère de sa consommation s'agrandirait à proportion de l'abaissement de sa valeur. Les riches auraient une plus grande quantité de vaisselle ; les gobelets et autres petits meubles d'argent seraient plus communs dans les villages. Mais l'argent monnayé subirait la même dépréciation, et le prix moyen du blé s'élèverait dans une proportion pareille ; toutes les marchandises et salaires dont la valeur resterait la même, seraient néanmoins évalués en argent un peu plus



haut qu'ils ne le sont. Qu'un article de pure superfluité descende à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs, c'est un bien faible avantage ; mais l'inventeur d'une machine qui parvient à diminuer le travail de filer et de tisser la laine et le coton, et qui par-là donne à toute la population le moyen de se fournir avec beaucoup plus de facilité des vêtemens chauds et commodes, a certainement des droits à la reconnaissance de la société.

---

## NOTE XLIII.

*Sur l'accord qui règne entre l'intérêt particulier du propriétaire foncier et l'intérêt général de la société.*

(TOME II, PAGE 161.)

DE toutes les erreurs qu'on peut relever dans les *Principes d'économie politique* publiés par M. Ricardo, la plus grande sans doute et la plus dangereuse par ses conséquences, à cause de l'influence que semblent avoir les opinions de cet écrivain sur les personnes chargées, dans son pays, de la direction des affaires publiques, c'est celle qui signale les propriétaires fonciers comme une

classe opposée par son intérêt particulier à l'intérêt général de la société. « L'intérêt du propriétaire foncier, dit-il (1), est toujours en opposition avec celui du consommateur et du manufacturier. Le blé ne peut jamais se soutenir à un haut prix, qu'autant qu'il faut plus de travail pour le produire, qu'autant qu'il coûte plus de frais de production. La même cause faisant également hausser le prix de ferme, il est de l'intérêt des propriétaires fonciers que les frais de la production du blé augmentent. Ce n'est pourtant pas là l'intérêt du consommateur, qui voudrait que le blé fût toujours à bas prix, relativement à l'argent et aux marchandises; car c'est toujours avec des marchandises ou avec de l'argent que l'on achète du blé... Toutes les classes de la société souffrent par le renchérissement du blé, excepté celle des propriétaires. Les transactions entre les propriétaires fonciers et le public ne ressemblent pas aux transactions mercantiles dans lesquelles on peut dire que le vendeur gagne aussi bien que l'acheteur, car dans les premières toute la perte est d'un côté et tout le gain de l'autre; et si, par l'importation, on pouvait se procurer du blé à meilleur

---

(1) Tome II, page 196.

» marché, la prohibition d'importer le blé, pour  
» un faible gain à quelques-uns, entraînerait une  
» perte énorme pour tous. »

Qui pourrait comprendre que des frais, des dépenses, des charges enrichissent celui qui doit les supporter, et que celui-ci gagne à mesure que ses charges augmentent? La fortune du propriétaire consiste dans le revenu ou produit de sa terre. Ce produit compose son *actif*. Mais, pour l'obtenir, il faut des avances, des frais, de la peine; c'est là ce qui constitue son *passif*. Il est riche de ce dont l'actif excède le passif; et plus le passif vient à grossir, plus l'actif diminue, moins le propriétaire a de richesse. Les frais de la culture sont à retrancher sur la part afférente au propriétaire; ainsi, plus le retranchement sera considérable, plus la part sera petite. La conséquence de la thèse posée par M. Ricardo, c'est que le propriétaire du sol le plus ingrat, le plus dispendieux à exploiter, serait le plus riche des propriétaires, toutes choses égales d'ailleurs.

Ce qui a entraîné l'auteur à cette bizarre deduction, c'est d'avoir appliqué aux produits de la terre le principe qui régit les produits de l'industrie, et qui veut que ceux-ci valent autant qu'ils ont coûté. Mais les produits de l'industrie ou du commerce valent entre les mains du producteur

ou du vendeur tout ce qu'ils lui ont coûté, parce que les frais de sa marchandise ont été payés par lui avec une valeur qu'il possédait déjà, dont il pouvait faire tout autre emploi, et qu'il n'a consacré à cette dépense que pour s'en faire rembourser par un tiers. Cette dépense faite par lui est devenue à son égard une richesse, une créance, un objet de répétition contre le consommateur de la chose. Plus ses avances ont été fortes, plus il a à répéter contre son acheteur. Il est dans le cas d'un agent ou mandataire qui a avancé son argent pour un homme riche par lequel il a l'assurance d'être exactement remboursé avec un profit additionnel de commission. Le propriétaire foncier n'est l'agent que de lui-même, et ce n'est que pour son compte qu'il fait ou qu'il fait faire par un fermier les frais de la culture. Une autre différence non moins essentielle, c'est que l'agent manufacturier ou commerçant n'est assuré du remboursement de ses avances que sous une condition, celle d'avoir dépensé le moins possible, d'avoir fabriqué ou transporté avec la plus stricte économie dans les frais, ce qu'on appelle vendre à bon marché; car l'achat fait par le consommateur peut être considéré comme un règlement de compte et une approbation de la dépense faite pour son service, et il ne reconnaît pour son agent ou facteur que

que celui qui a le mieux rempli la condition de le servir à moins de frais.

Les propriétaires fonciers sont dans une tout autre situation à l'égard de ceux qui consomment le produit de la terre. Ces propriétaires possèdent des machines productives très-diverses entre elles, plus ou moins libérales, plus ou moins exigeantes, et cependant le produit qui en sort n'a pour cela ni plus ni moins d'utilité, et par conséquent ni plus ni moins de valeur. Le consommateur, en achetant de ce produit, s'inquiète donc fort peu des qualités plus ou moins avantageuses de la machine productive dont il provient; il ne regarde qu'à la qualité seule du produit qu'il veut consommer.

M. Ricardo paraît s'être ici laissé entraîner par cette opinion populaire, que plus le blé est cher, plus le propriétaire est riche. Cette idée ne serait pas fausse si on se bornait à observer une seule année, sans égard au passé ni à l'avenir. Le propriétaire qui vend son blé au prix moyen de 25 francs le setier, reçoit en argent, qui est du travail fait, l'équivalent du travail qu'un setier de blé pourrait commander. Si l'acheteur lui paie 30 francs, le propriétaire reçoit, en travail fait, un cinquième en sus de la quantité de travail que le setier de blé met à la disposition de celui qui

le possède. L'acheteur qui craint de manquer de pain, aime mieux faire le sacrifice d'une portion de travail épargné que de s'exposer à la famine. Lorsque, dans une autre année, le propriétaire ou le fermier donne le setier pour 20 francs, il perd un cinquième du travail que le setier lui donne le pouvoir de commander, année commune. Mais ce propriétaire ou ce fermier ne trouveraient pas, pour le moment, cette quantité de travail, et s'ils différeraient trop long-temps à réaliser leur denrée en travail fait, ils s'exposeraient à trouver encore moins de travail en échange, parce que, pour l'instant, les subsistances sont plus abondantes que n'est le travail offert, et que la prochaine récolte peut encore ajouter à cette surabondance. Mais ces sacrifices, des deux parts, sont calculés d'après une série de chances qui se balancent successivement les unes les autres, et, en résultat définitif, le setier de blé rapporte toujours à celui qui le possède la quantité de travail que cette mesure peut alimenter, soit que le possesseur du blé commande du travail à faire, soit qu'il préfère réaliser sur-le-champ sa denrée en travail fait, tel que l'argent. Dire que le propriétaire a intérêt à vendre constamment son blé plus que ce blé ne peut alimenter de travail, c'est dire qu'il a intérêt à ce que son blé vaille tou-

jours plus que sa valeur, ce qui est un nonsens, un de ces assemblages de mots qui se contredisent et ne laissent aucune idée dans l'esprit. Il serait plus raisonnable de dire que l'intérêt du propriétaire serait d'avoir quatre récoltes par an, ou de nourrir l'ouvrier avec une once de blé aussi bien qu'il l'est avec une livre. Ce seraient des idées fabuleuses, mais qui du moins n'offrent rien de contradictoire.

Certainement l'intérêt du propriétaire, comme celui du consommateur, ce serait que la marche des saisons fût constante, que la production fût toujours proportionnée à la quantité de grain semé et à la fertilité plus ou moins grande de la terre cultivée. Il n'y aurait plus d'incertitudes dans les récoltes, il n'y aurait plus de variations dans le prix du blé en argent, il n'y aurait plus d'approvisionnement à faire d'une année sur l'autre, plus de transports de la dentée du lieu où elle abonde momentanément, au lieu où elle manque; de-là moins de frais, moins de risques, moins de blé perdu ou avarié; le propriétaire en serait plus riche et le consommateur serait pourvu plus facilement et plus commodément. Le haut prix du blé en argent ou son bas prix sont des accidens attachés aux lois de la nature. Nous sommes forcés de nous résigner à ces accidens, et la société tout

entière en supporte le dommage, comme celui des autres maux inséparables de notre existence, et qui sont la condition sous laquelle la vie nous a été donnée.

Cette étrange opinion, que le fermage payé au propriétaire foncier produit une hausse dans le prix moyen du blé en argent, avait déjà été énoncée avant M. Ricardo par plusieurs écrivains dont les ouvrages jouissent de quelque estime. M. Sismondi, dans un *Traité de la richesse commerciale*, imprimé à Genève en 1803, avait dit que le prix du fermage ou la rente payée au propriétaire était le résultat de cette espèce de monopole dont jouissent les propriétaires de terre contre leurs concitoyens, et il ajoute dans une note : « Cette partie de la » rente foncière est celle que les économistes ont » décorée du nom de *produit net*, comme étant » le seul fruit du travail qui ajoutât quelque chose » à la richesse nationale. On pourrait, au con- » traire, soutenir contre eux que c'est la seule par- » tie du produit du travail dont la valeur soit pu- » rement nominale et n'ait rien de réel ; c'est, » en effet, le résultat de l'augmentation de prix » qu'obtient un vendeur en vertu de son privi- » lège, sans que la chose vendue vaille réellement » davantage (1). »

---

(1) Tome I, pages 49 et 50.



Les mêmes idées avaient été aussi présentées par M. Buchanan, l'un des annotateurs de Smith.

« Le *produit net*, dit-il, qui, selon les économistes, est la mesure de la richesse produite par l'agriculture, provient évidemment du haut prix du blé, lequel, tout avantageux qu'il est pour le propriétaire qui le reçoit, ne l'est assurément pas pour le consommateur qui le paie. Que les produits de l'agriculture se vendent à un prix plus bas, il ne restera plus le même excédant net, et pourtant l'agriculture ne sera pas moins productive pour la masse de la nation, avec cette seule différence que les hauts prix enrichissaient auparavant le propriétaire foncier aux dépens de la communauté, au lieu qu'alors ce sera la communauté qui y gagnera ce que le propriétaire perdra par la baisse. Le haut prix, soutenu du fermage, en enrichissant le propriétaire, lorsqu'il vend son blé, appauvrit d'autant ceux qui l'achètent; c'est pourquoi rien n'est moins exact que de considérer comme partie de la richesse nationale les fermages ou rentes payées aux propriétaires fonciers (1). »

Ces trois écrivains s'accordent donc à croire

---

(1) Tome IV, page 134, et cité par M. Malthus, dans ses *Principes d'économie politique*, tome I, page 178.

que le prix moyen du blé en argent n'est monté au taux où il est que parce que les fermiers paient à leurs propriétaires un fermage, et par conséquent que si chaque propriétaire faisait remise de son fermage annuel au cultivateur, ou qu'une loi vînt à anéantir ce que ces auteurs appellent *le monopole de la terre*, le blé baisserait à un plus bas prix en argent, parce qu'alors, suivant eux, le cultivateur se contenterait de vendre ses produits pour la quantité d'argent qui représenterait ses frais de culture et le profit de son capital, ainsi que le font les autres entrepreneurs de travail dans les deux classes des manufactures et du commerce.

En suivant cependant ce raisonnement, une difficulté a dû se présenter à leur esprit. Les terres étant douées de différens degrés de fertilité, le cultivateur de la terre la moins fertile aurait été obligé de vendre son blé beaucoup plus cher que le cultivateur de la terre la plus fertile, et cependant la même denrée ne saurait avoir en même temps et au même marché deux prix différens. C'est probablement cette réflexion qui a amené M. Ricardo à soutenir que le prix du blé se réglait d'après les frais de production sur les terrains les moins fertiles, comme Adam Smith l'a établi pour ce qui concerne le prix du produit des mines et carrières qui approvisionnent un même marché.

Mais l'erreur commune à tous ces divers écrivains, c'est qu'ils semblent regarder l'argent comme le véritable prix du blé. Égarés par les illusions qui ont enfanté le système connu en économie politique sous le nom de *système mercantile*, ils ont attaché à l'argent une valeur innée ; et parce que ce métal est, dans la pratique des nations, la mesure des valeurs, ils ont raisonné comme s'il était une mesure naturelle et primitive de la valeur. Philosophiquement parlant, l'argent, comme le fer ou le plomb, n'a d'autre valeur que celle qui lui est conférée par une dépense de travail, et cette dépense se mesure par la quantité de subsistances qui a été consommée pour alimenter ce travail. Quand l'argent se présente au marché, il y reprend la même quantité de subsistances que celle qui a été dépensée pour le faire venir à ce marché. Quand même tous les propriétaires fonciers s'accorderaient pour faire remise de leurs rentes ou fermages, le blé n'en serait pas pour cela moins cher en argent d'un seul grain de ce métal.

La libéralité des propriétaires européens ne pourrait rien ajouter à la valeur de l'argent d'Amérique, et elle ne ferait pas qu'une once d'argent ait le pouvoir d'acheter plus de blé que cette once n'en achète aujourd'hui, c'est-à-dire, de commander plus de travail qu'elle n'en a coûté. La

seule valeur naturelle qu'on puisse regarder comme mesure primitive de toutes les autres, c'est la subsistance. C'est celle qui, dans tous les temps, est sûre de trouver son prix, qui est le travail de l'homme qu'elle peut nourrir, et le taux de ce prix, année commune, sera toujours la quantité de travail que la quantité offerte de subsistances peut alimenter et entretenir.

La doctrine que je combats ici amènerait à des conséquences subversives de tout ordre social, et ce serait méconnaître le premier principe de la civilisation que de présenter les propriétaires fonciers comme une classe de frêlons qui recueillent, sans profit pour la communauté, un miel qui pourrait très-bien, sans eux, y être apporté avec autant d'abondance. Attaquer le privilège de la propriété foncière, c'est miner tout l'édifice social par ses fondemens.

En effet, supposons pour un moment que la terre labourable soit partout de telle qualité qu'elle ne puisse produire que la quantité de subsistances absolument nécessaire pour remplacer celle qui aura été consommée pour semer, pour nourrir les ouvriers de la culture et pour indemniser le cultivateur en chef qui a fait toutes ces avances. Dans cette hypothèse, il est évident que tout le travail de la société serait exclusivement consacré

à la culture, car il n'y aurait possibilité de nourrir que ceux qui seront occupés au travail de la terre. S'il n'en est pas ainsi, s'il y a, dans la société, des ouvriers employés aux manufactures et à l'exploitation des mines et carrières, s'il y a des marchands, des artisans, des soldats, des magistrats, des administrateurs, des hommes qui se vouent à l'exercice des professions libérales, d'autres qui, par goût, cultivent les sciences, les arts et la littérature, d'autres enfin qui s'abandonnent à une vie purement oisive et consomment, sans rien faire, les fruits de la civilisation, c'est parce qu'il existe annuellement un excédant de subsistances qui forme un fonds dans lequel toutes les classes puisent de la nourriture, sans avoir besoin de mettre la main à la charrue ou à la bêche. C'est parce que la terre cultivée, après avoir rendu, au jour de la récolte, tout ce qui a été dépensé en semence, en nourriture d'ouvriers et en profits de capital pour produire cette récolte, laisse un surplus disponible, c'est par cette raison que tout le reste de la société est dispensé de travailler à la terre pour se nourrir et pour se procurer des subsistances par la voie de l'échange, soit en offrant soit travail et ses services, soit en livrant du travail fait qu'il a épargné ou accumulé lui-même, ou qui lui a été transmis par ses pères.

Mais cette portion du produit, franche de tous frais de culture et d'exploitation, ce surplus gratuitement donné par la terre aux nations agricoles, et sans lequel elles ne pourraient devenir industrielles, commerçantes et policées, il faut bien qu'il soit dévolu à quelques-uns des membres de la société auxquels la jouissance exclusive en soit garantie par la force publique, afin que ce ne soit pas une proie continuellement disputée par la violence, ce qui rendrait impraticable ce régime de paix intérieure et de sécurité permanente sous lequel seul l'agriculture peut être florissante. C'est donc une condition nécessaire de toute civilisation que le domaine utile du territoire soit partagé entre une classe d'hommes qui aient le droit de disposer de la production, à la charge de payer les services que cette production exige, et sans lequel elle ne peut naître.

A défaut d'une division de territoire en propriétés privées, une société ne pourrait plus se maintenir que d'une seule manière; ce serait par la réunion de la propriété territoriale au pouvoir politique. On comprend que l'agriculture et toutes les industries qu'elle féconde puissent acquérir un certain degré d'extension sous une forme de gouvernement où le prince, réputé seul propriétaire du sol de ses états, affermerait à divers fermiers

ses revenus territoriaux, de même que le sont ailleurs la plupart des revenus fiscaux. Mais assurément un tel prince se trouverait investi du despotisme le plus solidement construit qui puisse jamais exister, puisqu'il réunirait dans sa main le droit de gouverner et le pouvoir de commander la totalité du travail de la société par l'offre des subsistances. Ce dernier genre de pouvoir que les propriétaires fonciers exercent en première ligne, constitue la plus forte garantie de la liberté nationale; c'est aussi le plus sûr appui de la félicité publique, parce qu'il est constamment en harmonie avec l'intérêt particulier de tous les individus; quelle que soit leur condition dans la société.

Ce point est celui par lequel l'économie politique se rattache de plus près à la science de l'organisation législative et aux principes de la représentation nationale. Adam Smith a parfaitement démontré que, dans les conseils publics, les propriétaires ruraux seraient toujours portés à voter dans un sens conforme à l'intérêt général de la nation, quand même ils ne feraient qu'obéir à l'impulsion de leur intérêt personnel, tandis que la classe des manufacturiers et celle des commerçans se trouvent dans une situation différente, et qu'en maintes circonstances l'intérêt privé de ces

classes les porte dans une direction contraire au bien public.

Cette vérité s'est fait sentir chez tous les peuples qui ont joui des bienfaits d'une constitution dans laquelle ont été admis des représentans électifs ; mais la jalousie et la rivalité des agens de l'industrie ont toujours réussi à empêcher que le privilège exclusif, inhérent à la propriété foncière, n'entrât dans le plein et entier exercice du droit politique qui en est la conséquence naturelle. La Charte qui régit la France depuis 1814 avait expressément réservé le droit électoral aux seuls imposés à la contribution directe, et c'est la disposition textuelle des articles 38, 39 et 40 de cette Charte. Or, dans le vrai langage de l'économie politique, tel qu'il est employé chez nous depuis plus d'un demi-siècle par tous nos bons écrivains, le nom de contribution directe ne s'applique qu'à la seule contribution foncière, attendu que c'est la seule des impositions nominatives qui affecte directement le contribuable par une diminution réelle de son revenu et une privation effective d'une partie de ses jouissances personnelles, tandis que tout autre impôt perçu sur des rôles nominatifs, sous la dénomination de *capitation*, de *contribution personnelle et mobilière* ou de *patentes*, quoique



levée en apparence sur la personne du redevable, ne reste cependant pas définitivement à la charge de la classe industrielle ou commerçante, et n'affecte nullement le taux de ses salaires ou de ses profits; mais ce paiement, à son égard, n'est autre chose qu'une simple avance dont elle est toujours remboursée par le consommateur pour lequel elle travaille ou qui paie ses services.

Dans la proposition qui fut faite à la chambre des communes d'Angleterre en 1809, sur la motion de M. Curwen, cet orateur demanda que le droit d'élection pour les députés fût réservé aux seuls propriétaires fonciers, et il s'attacha à prouver que dans le parlement national, l'intérêt territorial devait dominer tous les autres, étant le seul intérêt privé qui, dans tous les cas, se trouve en accord avec celui de toutes les classes de la nation. Mais, depuis environ vingt-cinq années, la propriété foncière, en Angleterre, a été jetée hors de l'ordre naturel des choses; elle succombe sous le poids des taxes; une partie du terrain nécessaire à la subsistance des habitans serait frappée de stérilité par l'excès des impôts qui grèvent la culture, si on n'avait cherché à pallier les maux engendrés par un premier abus, à l'aide d'un second abus encore plus généralement oppressif, et si la loi n'avait créé en faveur des propriétaires

fonciers un monopole pour la vente de leurs blés. Cet objet particulier doit être traité séparément de la question générale à laquelle cette note se rapporte, et il sera la matière d'une note subséquente.

---

#### NOTE XLIV.

*Sur les causes qui donnent lieu au progrès et à l'accumulation des richesses; sur la relation qui existe entre la consommation et la production; sur le luxe des particuliers et les dépenses de guerre; sur les bornes où s'arrête l'accroissement du capital productif.*

(TOME II, PAGE 191.)

Si l'on veut remonter jusques à la cause première de la multiplication progressive des richesses et de leur accumulation dans un pays, on ne peut la trouver ailleurs que dans cette innombrable variété de besoins, réels ou factices, que l'homme en société est continuellement pressé de satisfaire, et qui se multiplient et s'étendent à mesure que la civilisation vient à se raffiner davantage, et que des relations plus fréquentes et plus rapprochées donnent plus de développement à toutes les pas-

sions et à tous les penchans dont l'homme social est susceptible.

L'homme, ainsi qu'on l'a dit ailleurs (*note I<sup>re</sup>*), n'a d'action sur la formation des richesses que par son travail, soit que ce travail s'applique directement à la terre, soit qu'il s'exerce sur les produits qu'elle donne. Mais, en même temps, l'homme est né avec de l'éloignement pour le travail, et il n'y a que l'aiguillon du besoin qui puisse le déterminer à sortir de son indolence naturelle. On peut donc dire que si toute richesse procède du travail, tout travail procède du besoin. Les besoins de l'homme sont le premier mobile de la formation des richesses; plus ces besoins seront nombreux et variés, plus le travail s'exercera à produire et à multiplier les choses destinées à les satisfaire. Les peuples nés entre les tropiques, et auxquels la nature a donné si peu de besoins, ont été de tout temps les moins avancés en industrie et les moins pourvus de richesses. Au même degré de force et de santé, l'ouvrier des villes travaille beaucoup plus que celui des campagnes, parce que le premier est pressé par un plus grand nombre de besoins.

Les besoins de l'individu augmentent à mesure que la société avance en population et qu'elle se civilise davantage. La liste de ces besoins n'a

presque pas de terme, et ceux qui tiennent à la conservation de l'existence ne sont bientôt plus qu'une faible partie de ceux qui réclament le travail d'autrui. Les desirs du riche ne se bornent pas à se procurer tout ce qui peut contenter ses appétits et flatter ses goûts, à rechercher les moyens de s'assurer une vie aisée et commode, à s'affranchir des soucis de l'avenir; il éprouve encore le besoin non moins impérieux d'imprimer aux autres une idée avantageuse de sa propre importance, de fixer leurs regards et de s'attirer leur considération. On aime le pouvoir, non pas tant pour en user que pour en faire parade; il en est de même de la richesse, qui est, de tous les pouvoirs, le plus recherché et le plus généralement reconnu. Celui qui porte à son doigt un beau diamant ne peut avoir d'autre but que de faire connaître à ceux qui l'approchent, qu'il a droit de disposer à sa fantaisie de plusieurs milliers de journées du travail d'autrui.

Le propriétaire qui recueille annuellement de la terre une beaucoup plus grande quantité de subsistances qu'il n'en faut à la consommation de sa famille, ne distribuera pas gratuitement son superflu à ceux qui en ont besoin pour se nourrir. Il le leur donne en échange de services, et ces services, il les leur commande d'après ses goûts.

Ces

Ces goûts peuvent être frivoles et même bizarres, c'est ce qui importe peu à celui qui ne demande qu'à travailler pour être nourri. Que le travail commandé par le riche soit tel qu'il n'en reste rien l'instant d'après, dont un tiers puisse profiter après lui, ou bien que le produit soit de nature plus durable et contribue à augmenter la masse des choses utiles et commodes qui circulent dans la société, c'est une circonstance dont il s'occupe peu, et ce n'est pas celle qui le détermine. Il obéit à l'impulsion de ses penchans ; c'est sa propre satisfaction qu'il recherche plutôt que celle des autres.

Les matières qui servent à la nourriture, comme aliment ou comme boisson, celles dont on fait usage pour se chauffer et s'éclairer, se détruisent au moment même où elles entrent en consommation. Pour ces sortes de richesses, la production est lente et la consommation est instantanée. Les matières employées au vêtement et à la parure, à la construction de l'habitation et à son ameublement, aux ustensiles de ménage, aux voitures et autres commodités de la vie, sont pour la plupart d'une nature durable, et telle que ces objets s'usent plutôt qu'ils ne se détruisent totalement par la consommation, en sorte que leurs débris même ne sont pas sans quelque valeur. On

tire toujours parti des vieux bois et des vieux fers; et le linge usé, réduit en lambeaux, devient la matière première du papier, et forme en France un article d'exportation fort demandé par l'étranger. Beaucoup d'autres substances, après avoir été consommées sous une première forme, rentrent de nouveau en consommation sous une autre. Le riche aime à multiplier et à varier ses habits et ses meubles; il les rejette long-temps avant qu'ils soient hors d'usage, et en demande de nouveaux à la production. Pour tous les objets de ce genre, la production donne constamment plus que la consommation ne détruit, et c'est ainsi que la masse totale des richesses ou du fonds de consommation de la société va toujours en grossissant, d'où résultent l'abondance de jour en jour plus grande des richesses dans la circulation et leur accumulation progressive dans les mains des particuliers.

On peut donc dire que c'est accidentellement que les richesses s'accumulent dans la société, car cette accumulation n'est pas le but que se propose directement celui qui travaille ni celui qui paie le travail. Si un riche a le goût des festins, des bals, des concerts, des illuminations et feux d'artifices, le travail qu'il mettra en œuvre pour se satisfaire sera sans doute un encouragement à

la reproduction de ce qui sera consommé dans ces fêtes ; mais ce travail n'aura donné lieu à aucune accumulation ni à aucune augmentation dans la masse des richesses circulantes. Un autre a le goût de la parure, des riches ameublemens ; il se plaît à rassembler des collections de tableaux, de sculptures, de livres précieux, de bronzes, de porcelaines, d'objets de curiosité naturelle, ou bien il a la passion de bâtir, de planter des jardins et des parcs ; alors tout le travail que celui ci aura fait mouvoir produira des richesses qui subsisteront long-temps encore après que le goût de ce premier consommateur aura été satisfait, et pourront être matières de jouissance ou de commodité pour les générations suivantes.

De la différence des résultats dans le premier et dans le second cas, il ne faudrait pas en conclure que l'un de ces genres de dépense est nuisible à la société et que l'autre lui est avantageux, car il y a ici une sorte de compensation dans les effets qu'ils produisent l'un et l'autre sur le travail disponible de la société. Plus la consommation est rapide, plus est puissante et énergique son action sur la reproduction, en sorte que le travail qui donne les produits les plus durables est celui qui encourage le plus faiblement la reproduction. Plus il y aura de travail employé dans une année à la cons-

truction de maisons nouvelles, moins il y aura pour les années suivantes d'emploi ouvert à ce même genre de travail.

L'espèce des goûts auxquels se livrent les riches et la direction particulière qu'ils jugent à propos de donner à leurs dépenses personnelles, sont donc, sous le rapport qui nous occupe, assez indifférens au bien-être général de la société. Ce qui est à désirer pour la multiplication des moyens de travail, c'est que ces goûts soient les plus nombreux et les plus variés possibles; c'est que tous agissent assez fortement sur l'esprit du riche pour le déterminer à y sacrifier une part du surplus de subsistances dont il peut disposer, et surtout à accroître de plus en plus cette portion surabondante de nourriture avec laquelle il a le pouvoir d'appliquer le travail d'autrui à la satisfaction de ses jouissances personnelles.

Adam Smith, qui n'a jamais manqué de distinguer tout ce qu'il était nécessaire de distinguer pour éclaircir sa doctrine, a, toutes les fois qu'il a eu à parler des richesses en général, compris indistinctement sous cette dénomination les choses utiles, commodes et agréables, comme concourant toutes également au progrès de la richesse nationale et au développement des facultés du travail. Dès que le consommateur attache assez de prix



à une chose quelconque pour alimenter le travail propre à la produire, cette chose prend place parmi les richesses. Les jouets de l'enfance, comme ceux de l'âge mûr, sont des articles sur lesquels l'industrie s'exerce avec tout autant de profit que sur les souliers, les chapeaux et les articles les plus indispensables du vêtement, et le commerce du bimbélotier, qui n'est pas sans importance, n'existerait pas si les bénéfices résultant de la fabrication et du débit de sa marchandise n'étaient pas au niveau de ceux qu'on retire des autres métiers. Toute gêne, toute charge qui tend à rendre plus difficile ou plus dispendieux un service recherché et offert, est nuisible à l'accroissement de la population et de l'aisance générale de la société, parce que ces entraves ferment ou resserrent une source de laquelle il découlait un emploi pour le travail et une distribution de salaires, sans qu'aucune autre source puisse y gagner de l'accroissement. Si l'on convient de cette vérité, on reconnaîtra combien tout impôt mis sur les objets de luxe est impolitique et opposé au but qu'on se propose, puisque, si cet impôt était assez fort pour imposer au riche une privation, il anéantira pour le pauvre une occasion de travail et un moyen de subsistance.

Les philosophes, tant anciens que modernes,

ont beaucoup écrit et déclamé contre le luxe, parce qu'ils l'ont envisagé sous le rapport de ses effets purement moraux, sa tendance à nourrir dans l'homme le penchant à l'égoïsme aux dépens des affections nobles et généreuses, son exemple contagieux, les passions qu'il excite, les vices qu'il encourage, et tant d'autres maladies sociales qui sont la suite nécessaire de la grande multiplication des richesses et d'une communication plus rapprochée et plus fréquente entre ces deux classes si différentes d'hommes, dont l'une est tourmentée du besoin de jouir, et l'autre de celui de subsister. Mais les principes de l'économie politique appartiennent à un autre ordre d'idées que les préceptes de la morale. La question de savoir si, dans une nation vouée à la pauvreté ou dans une nation parvenue au plus haut degré d'opulence, la proportion entre les vices et les vertus inhérentes à chacune de ces deux conditions est plus favorable au vœu de la morale dans l'un des états que dans l'autre, n'est pas une question de notre ressort, et si elle était résolue à l'avantage de la pauvreté, il faudrait proscrire l'étude de l'économie politique, comme immorale dans son objet, puisqu'elle s'attache à la recherche et à l'exposition des moyens qui conduisent un peuple au plus haut degré de richesse auquel sa position lui permette d'atteindre.

Les écrivains du dix-huitième siècle, dont la philosophie plus étendue et plus méditative a travaillé à séparer les diverses branches des connaissances humaines, ont considéré le luxe dans ses effets immédiats sur nos sociétés modernes telles qu'elles existent, et dans ses rapports purement économiques. Aussi tous se sont accordés sur ce point, que le luxe des riches est le patrimoine de l'indigent laborieux.

Cependant un auteur instruit et judicieux, dont l'ouvrage a eu un succès mérité, a beaucoup d'égards, est tombé dans l'erreur que nous combattons, lorsqu'il a voulu rechercher quels sont les effets du luxe sur l'économie des nations.

« Qui balancera, dit-il, le mal d'une consommation qui n'a pour objet la satisfaction d'aucun besoin réel ? d'une dépense qui n'a pour objet que cette dépense même ? d'une destruction de valeurs qui ne se propose d'autre but que cette destruction ? (1) »

Le reproche fait aux dépenses de luxe est porté ici jusques à l'exagération. Personne ne dépense uniquement pour dépenser et détruire. Un attrait quelconque est attaché à la dépense que l'on fait,

---

(1) *Traité d'économie politique*, par J. B. Say, 4<sup>e</sup> édition, 1819, tome II, page 253.

et elle n'aurait pas lieu sans cela. La distinction entre les besoins réels et les besoins factices ne peut concerner que le moraliste; les uns et les autres procèdent également de la nature de l'homme. Pour beaucoup de riches, le besoin de satisfaire la vanité n'est pas moins pressant que ne l'est pour le pauvre le besoin des premières nécessités de la vie.

L'auteur cité poursuit ainsi : « Cette dépense, » dites-vous, procure des bénéfices aux producteurs des objets consommés. Mais la dépense » qui ne se fait pas pour de vaines consommations » se fait toujours, car l'argent qu'on refuse de répandre pour des objets de luxe, on ne le jette » pas dans la rivière. Il s'emploie soit à des consommations mieux entendues, soit à la reproduction. De cette manière, à moins de l'enfouir, on consomme ou l'on fait consommer » tout son revenu (1). »

Cet argent, qui est entre les mains des riches, et qu'ils emploient à de vaines consommations, est la représentation du superflu de substances provenant de leurs rentes ou fermages. Or, ce superflu n'existerait pas en aussi grande quantité, si on anéantissait les besoins factices qu'il est des-

---

(1) *Idem*, page 254.

tiné à satisfaire. Il n'y aurait point d'argent à enfouir, car le revenu du propriétaire n'augmente en étendue qu'à mesure des besoins du maître, tels qu'il les éprouve et qu'il veut se donner le moyen de les satisfaire. Quelque vaste que soit un domaine, quelque fertile qu'on le suppose, il ne sera jamais cultivé que dans la proportion qui convient aux goûts particuliers de son possesseur. Dites au propriétaire de cette grande terre, située dans un des cantons les plus productifs de la France, d'abattre ces longues et inutiles avenues qui conduisent à son château et qui occupent plusieurs arpens d'un excellent terrain; exhortez-le à faire passer la charrue sur ce parc immense dans lequel il nourrit quelques chevreuils, ou sur ces vastes jardins anglais dans lesquels tant de capital improductif a été sacrifié pour obtenir une froide et mesquine représentation des sites pittoresques de la nature; démontrez-lui par des calculs incontestables qu'avec cette opération si simple il va se procurer un surplus de subsistances dont la société profitera et dont l'argent lui sera payé par des fermiers; prouvez-lui qu'en renonçant à des besoins purement imaginaires, il ajoutera considérablement à la somme de son revenu réel. Vos raisonnemens et vos démonstrations ne feront aucun effet sur lui, il ne renoncera pas aux vains

amusemens de la chasse et de la promenade, non plus qu'à la satisfaction encore plus vaine de l'égalage de grandeur et d'opulence qu'il croit lui être commandé par sa position dans le monde. Ainsi, la portion de propriété qui fournit un véritable revenu à la société, celle qui est productive de subsistances et sert à alimenter le travail, est nécessairement déterminée par les besoins et les goûts du propriétaire ; ce sont ces besoins et ces goûts qui seuls règlent la nature et l'étendue de ses dépenses.

La seule manière d'augmenter la richesse réelle, c'est d'encourager ces besoins factices, cette recherche des commodités, ce goût de la parure et ces vaines consommations qui stimulent l'activité du travail et multiplient les moyens de l'alimenter.

Les voyageurs s'étonnent souvent de l'état de pauvreté dans lequel se présentent certains cantons de la France que la nature a doués du sol le plus propre à la production. Les terres y sont au plus mal cultivées ; les habitans, à peine vêtus, logent sous des chaumières construites de boue et couvertes de paille. Tout y porte le caractère de la plus déplorable indigence, auprès d'une source de richesses qu'un peu plus de travail pourrait rendre si féconde. Frappées de cette observation,

quelques personnes ont pensé qu'un débouché plus facile , ouvert aux produits de ces cantons , y encouragerait la culture. Mais les marchés voisins ont leur approvisionnement habituel , et de nouveaux débouchés ne serviraient de rien à des productions qui n'existent pas et ne sont pas demandées. D'autres personnes ont cru que l'établissement d'une manufacture dans ces contrées pauvres les ferait sortir de leur indigence. Sans doute il est à croire que tel en serait l'effet ; mais si la demande des articles de manufacture n'augmente pas par quelque autre cause , celle qui se transplanterait dans ces cantons appauvrirait d'autant le pays qu'elle abandonnerait. Ce ne serait qu'un déplacement et non un accroissement de consommation et de travail.

Qu'au lieu de recourir à ces mesures illusoires , on cherche à donner de l'activité au travail en créant , parmi ces habitants , des besoins jusques ici inconnus chez eux , alors ce pays trouvera en lui-même le germe de ses progrès et concourra sans effort à l'accroissement de la richesse nationale.

Que les grands propriétaires , qui ne visitent jamais les biens qu'ils possèdent dans cet endroit , aillent y résider une partie de l'année avec leur famille et leur suite ; qu'ils appellent et réunissent auprès d'eux , dans quelques occasions solennelles , les

principaux habitans du lieu ; que ceux-ci soient investis de quelque pouvoir municipal auquel soient attachées des distinctions et des préséances à l'église et dans les assemblées. La fréquentation d'une classe supérieure, le desir de s'y montrer sans exciter de dégoût, le besoin de marquer son importance et de monter au niveau des distinctions auxquelles on a droit, sont autant de stimulans auxquels les hommes les plus simples ne restent pas insensibles. Peu à peu ces grossiers paysans remplaceront leurs guenilles par des vêtemens plus décens ; ils feront usage de souliers ; ils se chaufferont avec des bas et consumeront plus de linge ; ils auront une nourriture plus soignée ; leurs habitations seront mieux construites et plus proprement tenues. Pour subvenir à tous ces besoins nouveaux, ils cultiveront leurs champs avec plus d'activité et d'intelligence. Les plus âgés d'entre eux emprunteront sur l'hypothèque de leur fonds, s'ils manquent d'argent, de quoi ajouter à leur capital en instrumens de labourage et en bestiaux, et le produit de ce surcroît de capital paiera plus que l'intérêt du prêt et fournira même des moyens d'accumulation, car l'économie marche de pair avec cette augmentation de dépense et de travail. La première impulsion donnée se communiquera bientôt de proche en proche à tous les habitans du canton, et ce petit



district croîtra en richesse par les mêmes procédés que le royaume a suivis. Il y aura plus de consommations, plus de demandes faites aux manufactures, plus de travail agricole et industriel, plus de subsistances produites annuellement, et, par suite, augmentation proportionnée dans la population. Ce sera alors que de nouveaux débouchés pourront être ouverts pour faciliter ces communications nouvelles ; ce sera alors qu'une manufacture pourra trouver de l'avantage à s'établir dans ce canton : ces événemens concourront à multiplier encore les richesses de ce petit pays, parce que de nouveaux besoins naîtront de ce qui donnera le moyen de les satisfaire à moindre frais.

Ce qui paraît avoir causé l'erreur de l'estimable écrivain que je viens de citer, c'est qu'il a méconnu le principe, que la consommation encourage la reproduction ; ce qui veut dire, que l'état des consommations faites détermine les reproductions à faire.

« Dans quelle erreur, dit-il (*id. id.*), ne sont  
» donc pas tombés ceux qui voyant en gros que  
» la production égale toujours la consommation  
» (car il faut bien que ce qui se consomme ait  
» été produit), ont pris l'effet pour la cause, ont  
» posé en principe que la seule consommation

» improductive provoquait la reproduction, que  
» l'épargne était directement contraire à la pros-  
» périté publique, et que le plus utile citoyen  
» était celui qui dépensait le plus. »

。 Nous ne savons s'il est arrivé à quelqu'un de poser le principe en ces termes : que le citoyen le plus utile est celui qui dépense le plus. Cette assertion, ainsi énoncée, présente un sens qui, au premier aspect, choque la raison et la morale. Nous avons beau fixer toutes nos pensées sur les matières d'économie politique, nous ne pouvons faire abstraction complète des idées morales, et il nous répugnerait de donner notre assentiment à cette proposition, que celui qui dépense 1000 francs de son revenu à fonder un lit dans un hôpital, est un citoyen beaucoup moins utile que celui qui en dépense dix fois autant pour payer des brodeurs ou des marchands de modes. Il s'attache aux actions de bienfaisance un caractère d'utilité publique dont il est difficile d'écarter l'impression, quoique ce genre d'utilité soit fort différent de celui dont l'économie politique entend exclusivement s'occuper, et qui est totalement indépendant de l'intention du consommateur. Il est cependant vrai que l'homme charitable, en fondant un lit, a seulement assuré un asile et des secours à un malheureux, tandis que l'autre, qui peut n'être

qu'un débauché, a fourni, sans y penser, des moyens de subsistance à vingt familles industrieuses. Non-seulement sa dépense les a fait vivre, mais cette dépense les a encouragées à travailler à la reproduction d'articles pareils à ceux que cet homme a consommés. Le paiement que fait le consommateur, est la récompense du service qu'il a reçu et la garantie que des services semblables seront aussi bien récompensés.

Les producteurs ne se livrent au travail qu'autant que cette espérance est devant eux; ce n'est que par les consommations faites qu'ils peuvent juger de la nature et de l'étendue des goûts et des besoins du riche; c'est là ce qui leur indique de quel côté leur travail et leur industrie doivent se diriger. Plus les magasins du débitant se vident avec promptitude, plus le fabricant redouble d'activité pour les remplir de nouveau. Une pauvre ouvrière n'ira pas consumer une année de son temps à faire une pièce de dentelle, et l'entrepreneur de ce genre d'ouvrage ne lui fera pas, pour un temps aussi long, l'avance de la matière première qu'elle emploie et de la nourriture qu'elle consomme, s'il n'a pas la certitude de trouver un consommateur qui lui rendra toutes ces avances avec un profit convenable. Selon toute apparence, les dentelles et les broderies ont été faites, dans

la maison même des grands et des riches, par leurs femmes et leurs filles, auxquelles ce travail tenait lieu d'amusement; et lorsqu'il a, par la suite, exigé plus de temps et de soin qu'elles n'en pouvaient donner, elles ont commandé ce genre de parure et en ont payé le salaire. Enfin, quand la consommation de ces superfluités a été assez généralement répandue pour que l'industrie et le commerce pussent s'en occuper avec profit, les producteurs se sont exercés à les faire exécuter avec plus de perfection et aux moindres frais possibles. Ainsi, quoi que puisse dire l'auteur qu'on vient de citer, c'est l'état des consommations faites, leur genre et leur quantité qui encourage et qui détermine le genre et la quantité des reproductions destinées à remplacer ce qui a été consommé.

On a donc eu raison de dire : « Les principes  
» qui peuvent servir de guides pour l'administra-  
» tion d'une fortune privée et ceux sur lesquels  
» doit se diriger la fortune publique, non-seulement  
» diffèrent entre eux, mais se trouvent souvent  
» directement contraires..... La fortune d'un  
» individu se grossit par l'épargne; la fortune  
» publique, au contraire, reçoit son accroissement  
» de l'augmentation des consommations (1). »

---

(1) *Abrégé élémentaire des principes de l'économie politique.* Paris, Agasse, 1796.

Cette proposition a été formellement contestée par M. J. B. Say (1). Cependant la raison de la différence qui y est établie est facile à saisir. La fortune d'un particulier peut être en effet regardée comme un vase qui se vide ou s'emplit exactement en proportion de ce qu'on y met ou de ce qu'on en ôte. Mais si l'on considère dans son ensemble la marche et les mouvemens de la richesse publique, on voit que c'est une machine compliquée dont les divers tuyaux ou branches se communiquent toutes entre elles, de manière que l'une ne peut rien perdre du fluide qu'elle contient sans qu'une autre le reçoive. Ce que dépense un particulier, il ne le puise que dans son propre revenu; mais si l'on embrasse dans une même vue la société tout entière, on voit que plus des neuf dixièmes des membres qui la composent n'ont d'autre revenu que la dépense d'autrui. D'une part sont les propriétaires fonciers et leurs créanciers, dans lesquels sont compris ceux de l'État; de l'autre part sont les salariés, depuis celui qui exerce l'emploi le plus élevé jusques au simple journalier. Ce qui complice le jeu de cette grande machine et le rend difficile à saisir, c'est qu'il

---

(1) *Traité d'économie politique*, édition de 1803, tome II, page 397.

n'y a pas un salarié qui n'ait aussi les siens ; l'ouvrière qui prend une tasse de café, salarié, pour sa part, le commerçant qui a expédié ses navires en Amérique pour en rapporter les denrées coloniales. En dernière analyse, tout revenu particulier procède ou de la propriété foncière ou d'un salaire gagné par l'industrie, quoique ce salaire, une fois qu'il est gagné, puisse aussi bien servir à commander le travail d'autrui ou à en acheter le produit que l'aurait pu faire le revenu foncier. Tout anéantissement d'une partie du revenu foncier est une perte non-seulement pour le propriétaire qui l'éprouve directement et qui se trouve forcé à des privations, mais encore pour tous ceux auxquels sa dépense ouvrait des sources de revenu. Les fléaux qui détruisent les récoltes n'affligent pas uniquement le propriétaire ou le fermier ; ils retombent sur toute la classe salariée, non pas tant par le renchérissement de la denrée que par la suppression des occasions de travail. Le retranchement forcé que le premier consommateur fait à sa dépense, impose de proche en proche des privations à tous ceux que sa consommation mettait à même de consommer, et le contre-coup se fait sentir jusques au dernier anneau de cette chaîne de dépenses qui naissent toutes l'une de l'autre.

Mais ce serait étrangement abuser des mots que

de confondre la fortune publique, telle que nous l'entendons en ce moment, avec l'*administration des deniers publics*, et je conviens sans peine avec M. Say que l'application du principe à l'administration des deniers publics, si jamais il arrivait à quelqu'un de tomber dans une méprise aussi grossière, entraînerait les conséquences les plus fausses et les plus dangereuses (1).

Sous le nom de *fortune publique* on comprend la totalité des fortunes privées, considérées non pas isolément, mais en masse et dans l'action continue qu'elles exercent réciproquement les unes sur les autres; ce qui est le véritable objet des observations de l'économie politique. Ce mot *fortune* désigne à la fois et les capitaux et les revenus; chose dont le propriétaire peut se jouer à son gré et dont il dispose librement, sans en devoir compte à qui que ce soit. Le droit de propriété a été défini par les jurisconsultes le droit d'user et d'abuser, et l'économie politique ne peut pas admettre d'autre définition de ce droit. Mais les deniers publics, les tributs des peuples ne constituent point une *fortune*; ils sont une émanation des propriétés privées, mais ils ne sont point une

---

(1) *Traité d'économie politique*, édition de 1819, tome II, pages 269 et 270.

propriété dans les mains de celui qui a la charge de les administrer. Dans ces mains, ils sont encore les deniers d'autrui, et le propriétaire qui s'en est dessaisi ne l'a fait que sous la condition qu'ils seraient employés à son plus grand avantage. L'administrateur des deniers publics n'est qu'un mandataire gérant avec les fonds d'autrui et ne pouvant les appliquer qu'aux intérêts de celui dont ils proviennent. L'économie est une règle que le particulier s'impose volontairement; elle est d'obligation rigoureuse pour quiconque administre ce dont il n'a pas l'absolue propriété.

La dépense d'un gouvernement diffère donc essentiellement de celle du particulier; elle est réglée par des devoirs, tandis que l'autre ne l'est que par une volonté purement arbitraire. L'économie de l'administrateur des deniers publics est circonscrite dans des bornes dont elle ne doit point s'écarter. Le particulier peut être immodéré dans sa consommation comme dans son épargne; le gouvernement ne doit l'être ni dans l'une ni dans l'autre. Il est dans ses devoirs de maintenir la masse des consommations à la hauteur où elle doit être pour le plus grand bien de la société, le plus grand encouragement du travail, de l'industrie et des arts. Les dignitaires de l'État, les magistrats supérieurs, les premiers fonctionnaires doivent



consommer en éclat et en magnificence autant qu'il convient au degré d'opulence de la nation et au rang qu'ils y occupent. Cette représentation est une partie nécessaire de la dépense publique, et si cette dépense n'était pas faite, la fortune nationale en pourrait éprouver du dommage. La classe la plus élevée est celle sur laquelle les autres cherchent naturellement à se modeler, et si elle donnait l'exemple d'une épargne hors de proportion avec le revenu annuel consommable, la masse des consommations décroîtrait bientôt au point de décourager la reproduction, et le royaume tournerait à l'appauvrissement. D'un autre côté, si ces dépenses de faste et de représentation excédaient une juste mesure, si elles enlevaient aux particuliers, par la surcharge des contributions, tous les moyens d'épargner sur leur revenu annuel, elles tendraient à amener la dissipation des capitaux et à précipiter l'État dans la pauvreté par une route contraire à la première. Ces limites qui sont toujours variables, puisqu'elles dépendent de circonstances relatives aux temps et aux lieux, ne peuvent certainement être définies à l'aide du raisonnement et du calcul, mais elles se trouvent tout naturellement posées par l'état actuel des mœurs et des habitudes; et les choses se passent ici comme dans la plupart des affaires communes de la vie, où la

grande majorité des hommes, sans délibérer et sans procéder par méthode, mais en obéissant aveuglément à l'impulsion du mouvement social, arrivent toujours à agir de la manière la plus convenable à leur position.

Dans un ouvrage très-récemment publié (1), M. le vicomte de Saint-Chamans a réfuté avec beaucoup de succès l'opinion énoncée par M. Say, qui tendrait à restreindre les consommations du riche et à proscrire les dépenses de luxe, comme nuisibles à la richesse publique et tendant à appauvrir la classe laborieuse. Il avait beau jeu contre son adversaire, en attaquant une thèse qui ne paraît pas soutenable, et en établissant la proposition directement contraire, « que la fortune publique » reçoit son accroissement de l'augmentation des » consommations. »

Mais nous ne pouvons accorder à M. de Saint-Chamans qu'une assertion aussi erronée que celle qu'il combat se trouve dans le livre d'Adam Smith, qui certainement ne contient rien de semblable, et qui n'aurait pu le dire sans renverser les fondemens mêmes de la doctrine de ce grand maître.

Il est vrai que Smith a établi que la richesse

---

(1) *Du système d'impôt fondé sur les principes de l'économie politique*. Paris, 1820.

publique ne s'augmentait que d'une seule manière, c'est-à-dire, les épargnes annuelles des particuliers qui ne consommant pas la totalité de ce qu'ils auraient le droit de consommer, enrichissent l'année suivante de toute la portion des productions qui n'a pas été consommée dans l'année où elle a été produite. En développant ce principe dans une autre note sur les effets de l'économie des particuliers, je tâcherai de faire voir que l'économie et les dépenses de luxe ne sont pas deux choses incompatibles, même chez un particulier, pris séparément; que l'épargne d'une partie du revenu disponible, telle que Smith la présente, ne porte aucun dérangement à la reproduction, et que même elle ajoute aux moyens de produire.

Tout en convenant cependant avec M. de Saint-Chamans, que la consommation est ce qui excite le plus puissamment la reproduction, je crois toutefois qu'il s'est laissé entraîner fort au-delà de la vérité, en appelant la consommation *reproductive*, et en soutenant que toute consommation, même celle des prodiges et celle des gouvernemens, qu'on peut regarder, sans encourir le reproche d'exagération, comme les premiers de tous les prodiges, est également favorable à la reproduction; en sorte que, d'après son idée, il suffirait de

consommer, n'importe comment, pour produire un accroissement de la richesse publique.

D'abord, dans une science telle que l'économie politique, dont les principes ne sont pas encore bien généralement compris, et dans laquelle il subsiste quelque confusion entre les idées qui semblent se toucher, il faut s'astreindre à la plus exacte précision de langage. Ainsi, de ce que la consommation faite d'une chose invite les reproducteurs à la remplacer, il n'en résulte pas qu'on puisse appeler *productif* l'acte qui détruit. Pour éclaircir ceci par une comparaison, nous savons, d'après les savantes recherches faites sur le mouvement de la population et consignées dans l'ouvrage célèbre du professeur Malthus, qu'une épidémie, une guerre, tout fléau qui augmente la mortalité, encourage les naissances et les rend plus nombreuses qu'auparavant. Cependant on ne s'exprimerait pas avec justesse et clarté, si, en franchissant toutes les idées intermédiaires qu'il est indispensable de marquer, on disait que la peste et les massacres sont les générateurs de l'espèce humaine. De même, dans la partie de l'économie politique qui traite de la formation des richesses et de leur multiplication, il est essentiel de distinguer l'action du producteur qui les fait naître et celle du consom-

mateur qui les détruit, quoique, par un rapport nécessaire, l'une de ces actions influe sur l'autre.

Cette observation aurait l'apparence d'une question sur les mots, si les conséquences ne donnaient pas de l'importance à cette distinction. Admettre que toute consommation, telle qu'elle puisse être, est également favorable à la reproduction, serait une erreur qui conduirait à de funestes résultats. L'auteur que je combats en ce moment, semble ne voir dans le capital d'une nation qu'une masse homogène qui ne serait susceptible que d'un seul genre de modification, l'accroissement ou le décroissement. Mais le capital circulant d'une nation, celui qui entre dans toutes les diverses branches de l'industrie et des manufactures, ne doit pas être comparé à un cours d'eau qui baisse ou qui s'élève dans toutes ses dimensions, à proportion du volume total du fluide dont il est formé. Ce capital se compose d'élémens fort divers, de subsistances, d'outils et instrumens de travail, et enfin des matières premières sur lesquelles s'exerce le travail, telles que laines, peaux, cotons, soies, métaux, bois, pierres, etc. Toutes ces matières premières sont produites, pour l'ordinaire, dans des quantités proportionnées aux besoins habituels et connus de la consommation. Mais qu'une guerre vienne à éclater ou seulement à se faire craindre, que le gou-

vernement lève des armées ou équipe une flotte ; alors se présente un consommateur inattendu qui dérange toutes les proportions établies , parce que ses besoins sont d'une toute autre nature que ceux de la consommation ordinaire. S'il a des soldats à habiller , une cavalerie à monter et à équiper , des vaisseaux à construire et à armer , des magasins à pourvoir , il fait une demande en drap , toile , chevaux , cuirs , vivres et fourrages , chanvres , cordages , bois de construction , fer , résine , etc. , tellement exorbitante de la quantité commune , les services qu'il commande sont si urgens et si chèrement payés , que tous ces articles sont aussitôt enlevés à la consommation du particulier qui ne pourrait suffire à les payer au prix auquel ils sont montés. Ce consommateur qui détruit avec une célérité qui lui est propre , dépasse de beaucoup la marche habituelle de la production , et les matières premières , surtout celles que la nature ne donne que dans un certain nombre d'années ou dans des quantités bornées , comme les chevaux , le bétail , le bois , le charbon , les cuirs , les métaux , etc. , renchérissent de plus en plus et sont arrachés même aux capitaux fixes. D'un autre côté , les matières réservées au luxe , la soie , le coton , les métaux précieux , toutes celles enfin dont ne fait point demande ce tyran de la consommation ,

restent au-dessous de leur valeur, parce que les particuliers forcés, d'une part, à pourvoir aux besoins de première nécessité devenus plus coûteux, d'autre part, appauvris par l'impôt de guerre, n'ont plus le moyen de se donner des superfluités. Enfin, il se fait un nouvel emploi de l'industrie, totalement étranger à la consommation privée; c'est celui qui fabrique les munitions d'artillerie, les bouches à feu et leurs projectiles, les armes portatives, les armes blanches, etc. La quantité de travail détournée du service particulier pour satisfaire à ce service public rend le reste du travail et plus rare et plus cher. Il y a donc gêne et détresse dans toutes les classes de consommateurs, dégât dans le capital circulant, diminution et dépérissement dans les capitaux fixes, et cause d'un appauvrissement encore plus grand pour l'avenir. Ainsi, si par le mot de *richesse publique* on entend désigner la masse accumulée des choses propres à augmenter dans une société l'aisance, les commodités et les jouissances de la vie, on concevra jusques à quel point la dépense extraordinaire d'un gouvernement; et principalement celle occasionnée par la guerre, attaque cette richesse dans toutes ses sources. Ce n'est pas seulement par l'argent qu'il lève que le gouvernement appauvrit ses sujets, c'est surtout par la manière dont il le dépense. La

masse d'argent reste la même, si l'État n'achète rien au dehors; la somme du travail en activité sera aussi la même, si l'État ne se fournit pas, pour ses approvisionnemens, d'objets de fabrique étrangère; mais encore, même dans ce cas, il y a destruction de richesses, et cette destruction a une marche si rapide, qu'elle laisse la reproduction bien loin derrière elle. Il serait donc très-dangereux d'enseigner que la consommation, quels que soient les objets vers lesquels elle se porte, est toujours favorable à la production.

Lorsqu'une nation se trouve encore éloignée du degré d'opulence auquel elle est naturellement appelée par la fertilité de son sol et par l'activité de ses habitans; lorsqu'après une longue suite de guerres destructives et de confusions civiles, elle se livre en paix au développement de ses facultés industrielles; alors elle emploie une grande partie de son travail à se créer des fonds productifs. On défriche, on dessèche, on améliore, on plante, on construit des bâtimens d'exploitation, des usines, des magasins, des fabriques de toute espèce; les fermes se garnissent de bestiaux et d'instrumens aratoires; les manufactures se fournissent de métiers et de matières premières. Il s'ouvre des routes; il s'établit des bacs, des ponts, des canaux; les communications et les moyens de trans-



port se multiplient. La nation semble ne s'occuper que de son avenir et travailler beaucoup moins pour la génération présente que pour celles qui la suivront; elle est l'image du père de famille qui mène une vie frugale pour assurer à ses enfans une aisance sans bornes. Dans cet état de choses, le travail de la société doit pourvoir à la fois à la consommation actuelle et à tous les établissemens destinés à rendre la production future et plus facile et plus abondante. Il y a beaucoup d'emploi pour le travail; mais comme il y a eu peu d'accumulations de faites, il ne se trouve pas assez de capitaux pour suffire à tous ces emplois, en sorte que beaucoup de travaux sont retardés à défaut d'un capital pour les mettre en activité. On peut donc dire que; dans cette période de l'état social, le travail fait est à proportion du capital existant dans la société.

Mais un tel état de choses n'est qu'un passage à une situation naturelle, et par conséquent il n'est pas durable. La rareté des capitaux les fait tellement rechercher, qu'ils rendent un fort intérêt à celui qui les possède et un gros profit à celui qui les emploie. Ce haut prix des capitaux encourage chacun à épargner sur son revenu pour en convertir une partie en capital, et peu à peu la masse du capital de la société se grossit dans une proportion qui

le rapproche de la somme des demandes. Dès-lors les choses se trouvent dans l'ordre naturel. La production n'est plus en raison de la masse du capital existant ; elle est , comme elle doit l'être constamment, en proportion des besoins et demandes de la consommation. Ce sont ces besoins et demandes qui déterminent la quantité de travail mis en œuvre, et par suite celle du capital nécessaire pour entretenir ce travail. Il ne faut jamais perdre de vue que la consommation est toujours la fin que se propose le producteur ; le travail et le capital ne sont que les moyens. Toute épargne faite sur le revenu d'une année pour être employée en travail reproductif, est un présent fait à l'année suivante, puisqu'elle tend à augmenter d'autant le revenu consommable de cette seconde année ; mais qu'on retarde plus ou moins le moment de la consommation, c'est toujours le terme auquel il faut aboutir : car, si l'on suivait ce système d'épargne pendant une longue suite d'années, il arriverait un instant où la consommation se trouverait tellement en arrière de la production, que celle-ci serait forcée de s'arrêter. Tout ce que la génération présente aurait pu consommer sans s'appauvrir, et que pourtant elle ne consomme pas, devra être consommé par les générations futures au-delà de ce que celles-ci reproduiront annuelle-

ment. L'accumulation a ses limites naturelles, et si on veut la porter au-delà de ces limites, elle ne sera plus qu'une source de dommages. Il est bien qu'un père de famille ménage le bois de ses forêts, et qu'au lieu de le couper au bout de vingt ans pour l'employer à son chauffage ou le vendre pour cet usage, il le laisse croître quarante ou soixante ans de plus, afin de réserver à ses enfans et petits-enfans un capital grossi de tous les profits de cette accumulation; mais si tous les propriétaires de bois faisaient à la fois la même spéculation, lorsque viendrait enfin le terme auquel il faudrait abattre toutes ces réserves, et où le dépérissement des arbres rendrait la coupe nécessaire, tous ces calculs de l'économie se trouveraient bien trompés. On aurait, pendant quarante ans, manqué, dans le commerce, de bois de chauffage; on aurait, pendant tout ce temps, payé les matières combustibles à un prix excessif; les consommateurs, pour s'en procurer, se seraient vus dans la nécessité de se retrancher sur tous autres genres de dépense, et, par ce retranchement forcé, ils auraient découragé plusieurs autres sortes de productions; et, à la fin de cette période, le bois non consommé et crû en haute futaie serait tellement surabondant et

hors de toutes proportions avec les besoins, qu'il resterait à peu près sans valeur.

Quelques écrivains de nos jours se sont figuré qu'il suffisait de multiplier la production pour appeler et déterminer la consommation, et que celle-ci s'étendrait d'elle-même dans la mesure dans laquelle le travail et les capitaux augmenteraient la masse de leurs produits. M. Say a dit dans son *Traité d'économie politique*, et il vient de répéter dans une note (1), « que les emplois se » multiplient en proportion de l'abondance des » capitaux. » Dans son opinion, ce ne sont pas les besoins et les demandes des consommateurs qui déterminent et qui mesurent la quantité des emplois ouverts au travail et aux capitaux destinés à alimenter ce travail; mais c'est la masse existante de produits en circulation qui donne naissance aux besoins et demandes de la consommation, et qui règle l'étendue de ces besoins et demandes.

Si cependant on veut bien examiner dans sa nature le rapport qui subsiste entre le produc-

---

(1) Sur la traduction française des *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, de M. Ricardo, tome II, page 107.

teur, quel qu'il soit, et la personne qui consomme ce qu'il a produit, on verra que ce rapport est le même à beaucoup d'égards que celui de l'ouvrier domestique vis-à-vis du maître dont il reçoit des gages. Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est un travailleur qui s'exerce à contenter les goûts et jusques aux caprices de celui dont il attend sa récompense; dans l'un comme dans l'autre cas, celui qui est servi est tenu de rembourser tous les frais, avances et travaux employés pour le satisfaire. La différence essentielle, quant à l'objet qui nous occupe, c'est que, dans le travail domestique, l'ordre est donné avant que le travail commence, et que le produit a sa destination certaine avant qu'il soit entrepris, tandis qu'au contraire, dans le travail commercable, l'ordre n'est que présumé, et que le producteur, en confectionnant le produit, ignore le plus souvent quel est celui qu'il sert et de quelle main sortira la valeur qui doit lui rembourser sa dépense et récompenser sa peine. Dans les siècles du moyen âge, une dame de la haute classe faisait fabriquer par ses femmes les divers articles qui composaient sa toilette. Aujourd'hui, l'ouvrière en modes met son industrie à deviner par avance et à prévehir les goûts de la personne encore inconnue à la parure de laquelle elle travaille. Ce n'est pas cepen-

dant qu'il n'y ait parmi les ouvriers-mâtres ou entrepreneurs de travail une grande quantité de chefs d'atelier ou de fabrique, qui travaillent sur l'ordre direct du consommateur. De grandes et importantes manufactures travaillent aussi sur commande; mais la commande leur est adressée non par les consommateurs, mais par des marchands qui spéculent sur la vente de ces produits, et qui s'étudient à bien connaître quels sont les articles le plus en demande dans le cours actuel de la consommation générale.

Cette circonstance, commune au plus grand nombre des produits de l'industrie, qu'ils sont entrepris, achevés et offerts au marché pour y chercher des acheteurs, est ce qui a fait illusion aux écrivains dont je combats l'opinion, et ce qui les a entraînés à croire que le premier intérêt de la société était d'augmenter le capital et d'accroître ainsi de plus en plus la somme des produits, persuadés qu'ils étaient que les consommateurs ne manqueraient jamais à la production, quelque dimension qu'elle pût atteindre. Ils ont imaginé que tant qu'il y aurait dans le pays un homme manquant de chapeau, de chaussure et de linge, il ne fallait, pour lui en procurer, que grossir la somme des capitaux productifs, diriger l'industrie vers ces articles de première nécessité, en repoussant par tous

les moyens possibles la production de ces frivoles superfluités, de ces parures fastueuses et recherchées, de tout cet attirail d'ostentation et de ces apprêts de sensualité, qui, employant tant de travail et de capitaux, ne servent qu'à satisfaire les goûts dépravés de la classe opulente aux dépens des premiers besoins du pauvre. C'est ce qui fait dire à M. Say : « La misère marche toujours à la suite » du luxe. Un riche fastueux emploie en bijoux » de prix, en repas somptueux, en hôtels magnifiques, etc., des valeurs qui, placées productivement, auraient acheté des vêtements » chauds, des mets nourrissans, des meubles commodes à une foule de gens laborieux condamnés » par lui à demeurer oisifs et misérables. Alors » le riche a des boucles d'or, et le pauvre manque » de souliers; le riche est habillé de velours, et » le pauvre n'a pas de chemise (1). »

Mais la quantité de chapeaux, de bas, de souliers ou de chemises qu'un pays peut produire, ne se règle nullement sur le nombre des hommes capables d'user de toutes ces choses ou même de ceux qui désireraient en être pourvus. Cette quantité est déterminée par le nombre d'hommes qui,

---

(1) *Traité d'économie politique*, 4<sup>e</sup> édition, 1819, tome II, page 256.

desirant s'en pourvoir, possèdent en même temps de quoi payer le prix de ces marchandises, car on ne produit que pour vendre. Autant vaudrait-il dire que tant qu'il y a des hommes qui vont à pied, les selliers devraient multiplier la fabrication des carrosses, et que les orfèvres ne doivent s'arrêter dans la façon des cuillères et fourchettes d'argent qu'au moment où il n'existera pas un seul ménage qui n'en soit pourvu.

M. Ricardo, dans le chapitre où il traite des *effets de l'accumulation sur les profits et intérêts des capitaux*, prétend que, « si les fonds pour le » paiement du travail étaient doublés, triplés » ou quadruplés, il ne serait pas difficile de se » procurer bientôt la quantité de bras nécessaire » pour l'emploi de ce fonds. » L'auteur ajoute que cette grande multiplication des produits amenant une plus grande demande d'ouvriers et faisant par-là hausser les salaires, produirait une élévation dans le prix des subsistances et serait suivie nécessairement d'une augmentation proportionnée dans la population. »

Sans doute, si la production ainsi doublée et triplée, comme le suppose M. Ricardo, avait reçu son impulsion de la cause qui doit naturellement déterminer sa marche, c'est-à-dire, d'un accroissement double ou triple dans les besoins



et demandes de la consommation, les effets qu'il annonce en seraient la conséquence nécessaire. Les demandes des consommateurs ainsi augmentées seraient l'indication certaine que la richesse ou les moyens de payer auraient doublé ou triplé, et, dans ce cas, les producteurs, pour suffire à ces demandes, seraient en recherche des capitaux, sans l'aide desquels ils ne pourraient pas produire tout ce qui leur serait demandé, et ils mettraient l'enchère sur les capitaux en offrant une plus grande part dans les produits. La concurrence serait entre ceux qui cherchent des capitaux, et non pas entre ceux qui en ont à placer. Le travail et les capitaux étant également recherchés, il n'y aurait pas de raison pour faire baisser les salaires ou les profits. Dans un tel état de choses, comme les capitaux manqueraient aux emplois qui leur seraient ouverts, plusieurs portions de la richesse accumulée seraient converties en fonds productif; et ce fonds serait continuellement grossi par les épargnes jusques à ce que la reproduction dont l'activité aurait été ainsi augmentée, fût pleinement saturée de capitaux et marchât de pair avec la consommation. Mais cette hypothèse est une pure chimère qui ne peut se réaliser dans une société depuis long-temps industrielle et commerçante,

dans laquelle ceux qui vivent de profits ont à peu près épuisé tous les moyens de flatter et d'exciter les goûts des consommateurs, en leur procurant tout ce qui pouvait être demandé en productions indigènes et exotiques. Alors tous les emplois sont surchargés de capitaux, et les profits, réduits au taux le plus bas, ne donnent au capitaliste de revenu un peu considérable qu'autant que l'emploi dont ils procèdent est de nature à absorber de gros fonds. Dans cette surabondance, chacun dédaigne de convertir en capital productif les épargnes annuelles qu'il fait sur son revenu, et la richesse s'accumule, entre les mains des particuliers, en fonds non-productifs, c'est-à-dire, en meubles, en vaisselle, en livres, en tableaux et autres objets de commodité et de jouissance immédiate. C'est sous cette forme que s'accroît la masse des richesses chez les nations parvenues à un haut degré d'opulence. Ce genre d'accumulation est presque sans bornes, parce que le goût s'en propage de plus en plus, et finit par gagner peu à peu jusques aux classes laborieuses et même celles des campagnes. Il n'est pas rare de trouver actuellement chez les fermiers des environs de Paris, en vaisselle d'argent, en tapisserie, meubles d'acajou, livres et estampes, un

fonds de richesse accumulée qui eût été employé par leurs pères en bestiaux, instrumens aratoires et autres moyens de production.

Quoique la somme des consommations aille toujours en croissant chez une nation industrielle et opulente, et quoique la production s'exerce à ne pas rester en arrière des demandes, il est toutefois impossible que l'accumulation de richesse n'excède pas toujours de plus en plus ce que la production peut employer comme capital. Si, pendant une année, une partie du fonds destiné à alimenter la production a été employée à la fabrication de meubles, tentures, glaces, pendules, bronzes, livres, estampes, etc., tous ces objets étant de nature à demeurer pendant une suite d'années dans l'approvisionnement général, la société en sera mieux fournie de toutes ces choses, la production aura d'autant moins à faire, et les capitaux d'autant moins d'emploi dans les années suivantes. Toutes ces circonstances tendent donc à opérer l'effet qu'Adam Smith a fait observer, la surabondance de capital dans tous les genres d'emploi et la baisse générale du taux des profits.

L'aisance universelle de tous les ordres de la société devrait être naturellement le résultat de cette accumulation progressive d'objets utiles, com-

modes et agréables qui ne se détruisent que lentement, et qui, aussitôt qu'ils ont perdu l'attrait de la nouveauté, descendent dans la consommation des classes inférieures à un prix infiniment au-dessous des frais de première production, tandis que de nouvelles matières sont continuellement demandées à la terre et sont mises en œuvre par l'industrie pour contenter les goûts mobiles et capricieux qui sont particuliers à la classe la plus riche.

Mais ce cours naturel des choses ne pourrait se maintenir que sous un régime permanent d'ordre et de tranquillité, et un tel état n'est pas compatible avec cette succession de crises politiques qui laisse de si courts intervalles à la paix des nations. Le gouvernement de chaque peuple est un foyer de destruction qui dévore sans reproduire; c'est, en temps de guerre, le plus grand devastateur, et, dans tous les temps, le plus immodéré de tous les dissipateurs. Il paie presque tous les services qui lui sont rendus sans garder de proportion entre le travail et la récompense, parce qu'il les paie avec des tributs et parce que l'intérêt commun de tous ses agens les dirige vers la profusion plutôt que vers l'économie. La production est donc perpétuellement occupée à remplir le vide immense que creuse dans le fonds national

ce consommateur désordonné, et c'est là ce qui soutient constamment la somme annuelle des emplois ouverts au travail et aux capitaux fort au-dessus de toute proportion avec la somme des consommations de besoin, d'utilité et d'agrément. Depuis le commencement du siècle dernier, l'Angleterre, outre le revenu annuel des taxes et contributions, a consommé une masse de capitaux égale à plus de 22 milliards de nos francs, et ces capitaux matériels étaient de véritables richesses qui auraient pu être appliquées aux besoins et aux jouissances de ceux qui les possédaient, et qui ont préféré de s'en priver pour les livrer, à titre de prêt, à leur gouvernement. Les possesseurs de ces richesses actuellement détruites, ont reçu en échange de cette valeur réelle un capital purement imaginaire, dont la valeur idéale consiste dans le droit éventuel et l'espérance plus ou moins fondée de recevoir à perpétuité, par chaque année, une part des taxes et contributions que le gouvernement pourra à l'avenir retirer de ses sujets. Telle est la nature de cette prétendue richesse que l'on désigne sous le nom d'*effets publics*. L'empressement des individus à convertir journellement le fruit de leurs privations contre ces sortes de promesses, ne paraît point se ralentir, malgré la masse si effrayante du passif dont l'avenir se trouve

maintenant grevé. Ce passif peut cependant grossir à tel point que les promesses faites par l'État deviennent impossibles à réaliser. Dans le cas d'un tel événement, qui n'est pas hors des règles de la vraisemblance, il ne restera plus rien autre chose entre les mains de ces prêteurs confians et crédules, que de vains et stériles papiers à la place de tant de richesses bien réelles dont ils se sont abstenus de jouir et de profiter.

---

#### NOTE XLV.

*Sur le capital circulant et le capital fixe de la société.*

(TOME II, PAGE 205.)

DEPUIS le moment où la production est séparée de la terre, jusques à celui où elle entre dans la main de son consommateur, elle parcourt une route plus ou moins longue, plus ou moins diversifiée, pendant laquelle elle subit successivement plusieurs degrés de main-d'œuvre et différens changemens de lieu. A chacune des stations qu'elle fait dans ce trajet, soit pour recevoir une modification dans sa forme, soit pour être transportée d'une

place à une autre, elle acquiert un surcroît de valeur résultant du travail de ceux qui ont concouru à cette fabrication et à ce transport, et des salaires et profits attachés à ce travail. La somme totale des richesses qui parcourent cet intervalle entre la production originaire et l'entrée en consommation, forme ce que Smith a désigné sous le nom du *capital circulant* de la société.

Une portion de ce capital s'arrête en route et ne va pas jusques à la consommation proprement dite. Cette portion est celle qui est employée à fabriquer des outils, des métiers, des machines, des bâtimens d'exploitation, usines, magasins, moyens de transport par eau ou par terre, à améliorer les fonds de terre, à nourrir et à entretenir les hommes qui, ne travaillant pas encore pour le service actuel de la consommation, s'exercent néanmoins à acquérir de l'habileté et une aptitude qui les rende un jour plus propres à ce service. Toute cette portion de richesses, enlevée ainsi à la consommation immédiate, dans la vue de lui être rendue plus utile, en facilitant et perfectionnant le travail destiné à la servir, est ce qu'il appelle *capital fixe*.

Enfin, la masse de richesses qui est entre les mains des consommateurs, qui sert directement aux besoins, commodités et jouissances de ceux

qui la possèdent, et qui s'use et se détruit dans un temps plus ou moins long, par suite de ce service, est ce qui forme le *fonds de consommation*.

Ces trois portions réunies composent la masse totale des richesses mobilières de la société, c'est-à-dire, toute sa richesse consommable.

Le seul point qui semble présenter ici quelque difficulté, c'est de savoir si l'argent de la monnaie doit être compris dans le capital circulant, ou dans le capital fixe d'une nation.

Quoique Smith ait placé l'argent-monnaie dans le capital circulant de la société, cependant il paraîtrait résulter de la nature particulière de cette sorte de richesse, et même des définitions de l'auteur, que cet article devrait être considéré comme un capital fixe.

L'argent est l'instrument, mais non la véritable matière de la circulation. Ce qui circule, ce sont les denrées et marchandises consommables; ce sont elles qui occupent l'industrie et le commerce, et qui vont chercher le consommateur. L'argent n'est que le véhicule employé pour rendre cette circulation plus facile et plus rapide.

L'argent, à bien dire, n'a point de consommateur, si ce n'est l'ensemble de la société tout entière. Il s'use, comme tout capital fixe, par suite des services qu'il rend à la production, mais non



par l'effet de la consommation privée. L'argent même qu'un particulier a dans sa bourse pour subvenir à ses besoins personnels, ne peut être regardé comme partie de son fonds de consommation. Ce n'est que lorsque ce particulier aura fait emploi de son argent, qu'il aura ajouté quelque chose à ce fonds. Jusque-là il est le maître d'aller, à son gré, porter son argent chez le boucher, chez le marchand de drap ou chez l'épicier ; et c'est après son achat fait, qu'il retirera une partie du capital circulant chez ces divers marchands, pour le faire entrer dans son fonds de consommation.

Un écu parfaitement neuf et celui qui circule depuis vingt ans, ont absolument la même valeur pour celui qui les possède, et ils ont le même cours au marché. C'est en quoi l'argent-monnaie diffère essentiellement d'une pièce d'argenterie ; car celle-ci étant un article de consommation, dès qu'elle a perdu la plus petite partie de son éclat et de sa nouveauté, elle a déchu considérablement de sa valeur.

La réparation de la monnaie dégradée est une des charges publiques, tout comme l'entretien et la réparation des grandes routes. Celles-ci n'ont d'autre service que de faciliter et de multiplier les transports ; celui de la monnaie est de faciliter et de multiplier les échanges, qui ne sont que des transports d'une main dans une autre.

Selon la définition de Smith, le caractère distinctif du capital circulant, c'est de ne pouvoir donner de profit à son maître qu'en sortant de sa main pour entrer dans une autre. Or, l'argent par lui-même ne saurait donner aucun profit à son maître, soit qu'on le garde, soit qu'il change de main. Qu'on n'objecte pas ici l'intérêt que stipule un capitaliste qui prête son argent. L'intérêt de l'argent prêté n'est autre chose qu'une part retenue dans les profits que fera l'emprunteur sur les matières consommables qu'il se procurera avec cet argent. Ce n'est pas proprement l'argent qu'il emprunte, ce sont les matières ouvrables et commercables qu'il se propose d'acheter, et sur lesquelles seules il peut espérer de faire un bénéfice. Le prêteur ne fait que céder et transporter, par l'intermédiaire de l'argent, le droit qu'il avait de puiser avec cet argent dans le capital circulant telles denrées ou marchandises qu'il lui avait plu de demander. Ce qui donne naissance au contrat de prêt d'argent, c'est l'espérance d'un profit à faire par l'emprunteur, sur lequel profit sera prélevé l'intérêt convenu. Or, ce profit, l'emprunteur ne peut l'attendre que d'une circulation de marchandises consommables.

Il paraît donc plus conforme à l'esprit de la doctrine de notre auteur, en s'écartant un peu de la lettre du texte, de considérer l'argent de la mon-

naie comme faisant partie du capital fixe de la société. Il établit lui-même, dans le 2<sup>e</sup> chapitre de ce livre (*pag. 219 et suiv.*), tous les signes qui donnent à l'argent le caractère essentiel de *capital fixe*, à l'égard de la nation. Il le montre comme étant toujours nécessairement hors du capital circulant, et enfin il fait voir (*pag. 234 et 235*) comment la substitution d'un papier de banque à une partie de l'argent monnayé, fait entrer dans le capital circulant toute la portion épargnée de ce capital fixe.

## NOTE XLVI.

*Sur la distinction entre le revenu brut et le revenu net d'une nation ; sur la richesse publique et les valeurs dont elle se compose.*

(TOME II, PAGE 213.)

POUR évaluer le produit net du domaine d'un particulier, c'est-à-dire, le revenu disponible qu'en retire annuellement le propriétaire, on doit déduire sur le produit total ou produit brut, 1<sup>o</sup> les dépenses d'entretien, et 2<sup>o</sup> les frais de la culture, y compris les profits de l'entrepreneur ou fermier qui a fait

l'avance de ces frais. Le propriétaire n'a rien à prétendre sur cette portion du produit brut, qui doit être prélevée pour acquitter des charges sans lesquelles le domaine ne pourrait être productif.

En partant du même principe, on pourrait dire que le revenu annuel d'une nation consiste dans la somme de richesses, de choses utiles aux besoins, aisances et agrémens de la vie qu'elle recueille, moins la fatigue qu'elle est forcée de se donner et les difficultés qu'il lui faut surmonter pour obtenir toutes ces choses; car la fatigue et les difficultés sont le contraire de la richesse.

Cette proposition est vraie en ce sens, que tout ce qui diminue pour une nation le travail ou la difficulté de produire ou de recueillir, les autres circonstances restant les mêmes, ajoute, par cela seul, à sa richesse annuelle. Mais il ne serait pas exact de procéder ici comme dans l'évaluation du revenu net du domaine particulier, et de ne composer le revenu net de la nation que de ce qui reste disponible après le prélèvement des frais de production, y compris les profits des entrepreneurs. Ces frais et ces profits sont, il est vrai, l'équivalent des fatigues et des difficultés attachées à sa production; mais ce qu'une nation abandonne de son produit annuel à ceux de ses membres qui se chargent d'endurer les fatigues, et de vaincre les difficultés, est aussi une  
partie

partie du revenu national. Sans doute le travail, considéré en lui-même et pour celui qui l'exécute, est une quantité négative ; mais l'indemnité ou récompense que reçoit le travailleur, est une quantité positive et une véritable richesse. S'il n'en est pas d'une nation, sous ce rapport, comme d'un individu, c'est parce que, dans l'estimation du revenu ou de la richesse de ce particulier, on ne peut tenir compte que de la part dont il peut disposer, en l'appliquant à ses propres besoins ou à ses propres jouissances, et que la portion qu'il est obligé de laisser aux ouvriers et entrepreneurs de la production est totalement mise hors de ses mains. Lorsque, au contraire, nous voulons considérer la société dans son ensemble, nous ne pouvons méconnaître que les membres qu'elle nourrit, qu'elle vêtir et qu'elle loge, pour remplir les diverses tâches nécessaires à la production, font partie d'elle-même, et que le revenu qui fait subsister ces membres ne doit pas moins entrer dans le compte du revenu national, que celui qui fait subsister les autres membres. C'est pour cette raison que Smith ne retranche du revenu net de la nation que la dépense réservée à l'entretien du capital fixe de cette nation, parce que cette dépense est une charge commune à tous, et qui, tout utile, tout indispensable qu'elle est au maintien de la production annuelle, ne s'ap-

plique cependant directement et immédiatement aux besoins et jouissances d'aucun des membres de la société.

Cette partie de la doctrine de Smith a été contestée par M. Ricardo, qui reproche à notre auteur d'exagérer les avantages qu'une nation retire d'une augmentation dans son revenu brut (1). Ce critique ne considère comme richesse publique que la somme des revenus nets individuels, c'est-à-dire, celle des revenus fonciers ou prix de ferme et celle des bénéfices de l'industrie. Il regarde comme une circonstance indifférente, le nombre d'individus qu'une nation peut nourrir du produit annuel de ses terres et de son travail; les seuls dont il tienne compte, ce sont ceux qui sont nourris et entretenus sans travailler à la production de la richesse qu'ils consomment. « Pourvu, dit-il, que le revenu net et réel d'une nation, le montant des fermages et les profits soient les mêmes, qu'importe qu'elle se compose de 10 ou 12 millions d'individus? Ses facultés pour l'entretien d'escadres, d'armées et de toute autre sorte de travail improductif doivent être en proportion de son revenu net et non de son

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, traduction française, tome II, page 218.

» revenu brut. Si cinq millions d'hommes pou-  
» vaient produire de quoi nourrir et habiller dix  
» millions, la nourriture et l'habillement des se-  
» conds cinq millions sont le revenu net. Le pays  
» retirera-t-il quelque avantage, si pour produire  
» ce même revenu net, il fallait sept millions  
» d'hommes, c'est-à-dire, s'il fallait que 7 millions  
» d'hommes fussent employés à produire de quoi  
» en nourrir et habiller 12 millions? Dans ce  
» dernier cas, comme dans l'autre, le revenu net  
» serait toujours le même; ce serait la nourriture  
» et l'habillement de cinq millions d'hommes  
» seulement (1). »

La forme sous laquelle cet argument est pré-  
senté, semble déplacer la question qu'il s'agit de  
traiter. Certainement, si une nation de 12 mil-  
lions n'a pas annuellement une somme de revenus  
nets et disponibles plus considérable qu'une nation  
qui ne compte qu'une population de 10 millions,  
on ne peut disconvenir que, relativement à leurs  
populations respectives, la première est beaucoup  
plus pauvre que la seconde, puisque, dans l'une,  
le travail pour produire est, à l'égard du produit,  
comme 7 est à 12; tandis que, dans l'autre, il  
est seulement comme 5 à 10, et, par conséquent,

---

(1) *Idem*, page 221.

plus productif. Mais pour que cela soit ainsi, il faut supposer que, dans le premier de ces pays, l'industrie est fort peu avancée, ou bien que l'on a à lutter contre des désavantages de climat ou des difficultés de situation, sans quoi il faut toujours admettre que si cinq produisent dix, sept produiront quatorze. Dans le cas où le produit net ne s'élève pas à la hauteur qu'on a droit d'attendre du nombre des travailleurs, c'est au Gouvernement à rechercher les causes de cette infériorité dans les facultés productives qui, si elle ne s'explique pas par des circonstances physiques, ne peut procéder que d'un vice d'administration. C'est à coup sûr un des objets les plus dignes d'attirer l'attention publique, et l'on ne peut pas dire qu'il importe peu à la nation de se relever d'un tel état d'abaissement. Mais cette question s'éloigne un peu de celle qu'il s'agissait d'examiner en ce moment, et qui se borne simplement à savoir si une nation qui ne nourrit que dix millions d'habitans n'est pas moins riche, moins pourvue de moyens que celle qui en nourrit 12 millions.

La distinction entre le revenu brut et le revenu net, telle que l'établit M. Ricardo, ne peut être applicable qu'à la matière de l'impôt. Ce qu'il entend par revenu net, est proprement la portion imposable, celle que l'impôt pourrait enlever, sans



nuire à la reproduction. Les fonds que l'impôt met à la disposition du Gouvernement, étant presque tous destinés à des dépenses improductives, ils ne peuvent être levés que sur cette partie du revenu net que les particuliers peuvent consommer sans toucher en rien aux fonds destinés à l'entretien du travail.

L'école de Quesnay ne composait le revenu net d'un pays, que du revenu net territorial. Cette école soutenait que tout impôt, de quelque manière qu'il fût assis, retombait toujours, en dernière analyse, sur le revenu foncier ou produit net et disponible du propriétaire, soit par un retranchement de ce produit, quand l'impôt chargeait les frais de la culture, soit par une augmentation du prix des choses consommables, quand l'impôt ajoutait aux dépenses des manufactures et du commerce. Suivant cette doctrine, les salaires du travail et les profits de l'industrie et du commerce étant, par l'effet de la concurrence, réduits au taux le plus bas que puisse comporter l'état de la société, ne sont pas susceptibles de subir une réduction par le fait de l'impôt, et ils reprennent sur le consommateur tout ce que l'impôt semble leur ôter. Or, tout consommateur, quel qu'il puisse être, tient toujours ses moyens de consommer, directement ou indirectement, d'une

propriété foncière, puisque, s'il n'est pas lui-même propriétaire, il faut qu'il soit salarié ou rétribué par un propriétaire, ou par quelqu'un qui ait puisé à cette même source; d'où il faut conclure que toute taxe imposée sur les consommations sera supportée par les propriétaires, qui ne pourraient plus obtenir les mêmes services, s'ils n'ajoutaient aux salaires et aux rétributions qu'ils paient, un surcroît équivalent au moins au montant de la taxe.

Adam Smith paraît s'être écarté sur ce point de l'opinion des économistes français, et c'est pour cela qu'il a établi une autre définition du revenu net national. Il pense que, dans une société parvenue à un haut degré d'opulence, les salaires du travail et les profits de l'industrie et du commerce, quoique tous nivelés à un taux commun d'avantages et de désavantages, par l'effet de la liberté des concurrences, sont tous assez élevés pour laisser une portion disponible qui, n'étant pas absorbée par les consommations purement nécessaires, peut être atteinte et enlevée par l'impôt. Les articles de la consommation étant entièrement multipliés, si la taxe est légère sur chacun d'eux, on peut croire que le salarié même la supportera, et qu'il se résignera à une privation trop peu considérable pour apporter à sa condition un changement bien sen-

sible. Dans les pays très-riches et qui le sont depuis long-temps, on pourrait, à la rigueur, séparer aussi le revenu du salarié en deux parts, dont l'une serait sa subsistance et celle de sa famille, et l'autre un superflu disponible; cette dernière serait celle que l'ouvrier emploie à acheter du vin, de la bière, du tabac, du sucre et autres articles de consommation générale, ou bien qui lui sert à se tenir plus propre et mieux paré que le commun des gens de sa sorte, ou enfin, qu'il épargne, s'il est porté à l'économie. C'est cette partie du salaire qu'une taxe pourrait peut-être diminuer, sans que le taux commun des salaires éprouvât aucune variation. On peut en dire autant des profits de l'industrie et des bénéfices du commerce, qui fournissent encore, d'une manière plus large et plus abondante, aux consommations superflues du commerçant ou de l'entrepreneur de travail.

Le revenu national ne se régit pas sur les mêmes principes que le revenu d'un particulier, et les variations accidentelles qui surviennent dans les valeurs de certains produits, n'affectent pas de la même manière ces deux sortes de revenus.

Une rareté de grains ou de quelque autre fruit de la terre qui en occasionne la cherté, opère toujours une diminution dans le revenu total de la société, tandis que ce même événement est une

cause passagère d'augmentation de revenu pour les propriétaires et les fermiers. Dans cette circonstance, les possesseurs de la denrée renchérie lèvent une sorte de tribut sur la totalité des consommateurs, et le revenu des premiers se trouve grossi du retranchement forcé qu'éprouve le revenu des autres. Ce serait donc une bien fautive opération que de former le revenu de la nation de la somme additionnée de tous les revenus individuels.

Il serait difficile de se laisser entraîner par une telle erreur, plus loin que ne l'a fait lord Lauderdale, dans un écrit sur *la Nature et le progrès de la richesse nationale*. « Que l'eau, dit-il, devienne » rare, et qu'elle soit la propriété exclusive d'un » seul particulier, celui-ci augmentera de richesse, » car l'eau, dans ce cas, aura une valeur; et si la » richesse nationale se compose de la somme totale des fortunes individuelles, la richesse générale s'en trouvera d'autant augmentée. »

M. Ricardo a répondu avec justesse à cette étrange proposition, que, dans cette hypothèse, la richesse de l'individu propriétaire exclusif de l'eau augmenterait à la vérité, mais que, comme alors il faudrait que le fermier vendît une partie de son blé, le cordonnier une partie de sa marchandise, et que tout le monde se privât de quel-

que article de sa consommation pour se procurer de cette eau qu'ils avaient auparavant pour rien, ils se trouveraient tous appauvris de la quantité de valeurs qu'ils seraient forcés de sacrifier pour se procurer cet objet si nécessaire, ce qui n'opérerait qu'un déplacement de richesse (1).

La même réponse s'applique à ceux qui, tombant dans une erreur toute semblable, se figurent que la dette publique d'un pays doit être mise au nombre des valeurs dont se compose la richesse nationale. Cette dette, dont l'effet est de conférer au créancier de l'État le privilège de recueillir à perpétuité ou jusques au remboursement du capital qu'il a prêté au gouvernement, une partie du produit annuel des terres et du travail de ses concitoyens, n'est assurément aussi qu'un simple déplacement de richesses. Les effets ou titres de la dette publique, comme les obligations, promesses, billets et lettres-de-change des particuliers, sont bien des valeurs actives et de vraies richesses dans la main de celui qui les possède; mais ces valeurs sont en diminution du revenu des débiteurs qui ont à les acquitter. Ces dettes opèrent un virement dans la distribution du re-

---

(1) *Principes de l'économie politique, etc.*, traduction française, tome II, page 74.

venu annuel des terres et du travail du pays, mais certainement elles n'ajoutent pas, par elles-mêmes, la moindre chose à ce revenu.

Les variations qui surviennent dans un sens contraire à la valeur de certains produits, celles qui procèdent d'une diminution dans les frais de production, celles que produisent les méthodes mieux entendues, les procédés plus ingénieux, les inventions et découvertes propres à abrégier et à faciliter le travail, sont toujours favorables au revenu national et sont la source d'une plus grande abondance de produits dont profite la société tout entière, quoique, pour le moment, certains revenus particuliers puissent en éprouver quelque dommage. Il ne faudrait pas en conclure, comme l'a fait M. Ricardo, « que la valeur » diffère essentiellement de la richesse ; que la » valeur ne dépend pas de l'abondance, mais bien » de la facilité ou de la difficulté de la production », proposition qu'il explique par l'hypothèse suivante. « Supposons, dit-il (1), qu'avec » un capital donné, le travail d'un certain nombre d'ouvriers puisse produire 1000 paires de » bas, et qu'ensuite, par l'invention d'une machine, le même nombre d'ouvriers vienne à

---

(1) *Idem*, tome II, page 65.

» en produire 2000 paires, dans ce cas, la va-  
» leur des 2000 paires sera exactement la même  
» que celle qu'avaient les 1000 paires avant l'in-  
» troduction de la machine, parce que ces pro-  
» duits, quoique différens, seront le résultat de  
» la même quantité de travail. Il y aura même,  
» ajoute-t-il, une diminution dans la valeur de  
» la masse totale de ce genre de marchandise;  
» car, quoique la valeur produite par le nouveau  
» procédé soit exactement égale à celle de la  
» moindre quantité qu'on produisait auparavant,  
» il y aura un effet produit sur la portion des  
» mêmes marchandises non encore consommées,  
» et qui, ayant été fabriquées avant l'introduc-  
» tion du nouveau procédé, éprouveront une ré-  
» duction de leur première valeur et descendront  
» au niveau de la valeur des marchandises de  
» nouvelle fabrication, en sorte que la société  
» aura, somme totale, moins de valeurs qu'elle  
» n'en avait avant l'usage de la machine. »

• Dire que 2000 paires de bas n'ont pas plus de  
valeur que 1000 ; soutenir que la nation qui,  
avec une égale dépense de son travail, se procure  
le double de ce qu'elle se procurait auparavant  
d'une des productions les plus utiles et les plus  
commodes, n'a pas ajouté par-là à la valeur réelle  
du revenu de son travail, c'est une de ces asser-

tions qui choque le sens le plus commun. Pour découvrir ce qu'il y a de sophistique dans cette argumentation de M. Ricardo, il est indispensable d'analyser le mot sur lequel porte tout le vice du raisonnement.

Ce qu'on entend par *valeur échangeable* est une idée complexe, et cette valeur se compose de deux quantités, l'une positive et l'autre négative. La quantité positive, c'est l'utilité de la chose, sa propriété de satisfaire un besoin ou de procurer un agrément à celui qui la possède. Cette partie de son prix est celle qui fait que la chose est demandée et plus ou moins recherchée. L'autre partie de son prix, c'est le travail, la fatigue ou la difficulté qu'elle a coûté à celui qui l'a produite ou qui en a acquis la possession; c'est là la quantité négative ou passive. Tout le monde a intérêt à ce que cette seconde partie soit diminuée, excepté toutefois le possesseur actuel de la chose, parce que ce qui est pour tout autre une quantité négative, une fatigue à endurer, une difficulté à vaincre, est devenu pour lui une valeur active, attendu qu'il est censé avoir remboursé cette dette ou charge de la chose par un équivalent. Il a pu payer la chose, c'est-à-dire, en supporter les frais, dans un temps où elle était plus coûteuse et plus difficile à acquérir. S'il l'eût consommée



dans ce temps, il n'aurait rien à regretter, car la jouissance ou la commodité qu'elle lui eût procurée, eût été alors égale à ce que cette chose exigeait en frais de production. Mais il l'a conservée et l'a retranchée de sa consommation. Depuis il est survenu une amélioration, une découverte dont l'effet est que la chose par lui épargnée étant déchargée de moitié des frais dont elle était grevée auparavant, ne peut plus lui valoir le remboursement ou l'indemnité de la totalité de ces frais. Il n'éprouve pas de perte réelle, car en consommant la chose réservée, en l'appliquant à ses propres besoins, il en retirera toute la satisfaction qu'il s'en promettait dans le temps où il l'a acquise. Mais, s'il veut l'échanger, personne ne lui voudra payer un travail dont la société est à jamais déchargée par le bénéfice d'un procédé plus avantageux et qui est profitable à tous. Ce bénéfice assurément n'a pas un effet rétroactif sur les choses qui ont été produites antérieurement à l'introduction du moyen de perfectionnement. C'est à cela toutefois que peut se réduire la plainte ou le regret de celui qui, en conservant la chose, a espéré qu'elle coûterait toujours à la société autant de peine et de difficulté qu'auparavant.

Ainsi, dans l'hypothèse présentée par M. Ricardo, on voit que personne n'a essuyé de perte

réelle, et que tous les membres de la société ont gagné à un événement qui met à deux fois meilleur marché la fabrication des bas, puisqu'il n'est personne qui, avec la même quantité de travail à faire ou de travail fait, ne puisse acquérir deux fois plus de cette espèce de marchandise qu'il n'aurait pu le faire auparavant. Ce cas particulier qu'il expose et qui est purement relatif à la situation où se trouverait un individu possesseur de quelques paires de bas mises en réserve, et qui ne peut, par voie d'échange, les faire payer plus que leur valeur actuelle, n'a aucune application à la définition que Smith a donnée de la valeur échangeable. Pour ne pas s'exposer à la méprise dans laquelle est tombé M. Ricardo à cet égard, on ne doit jamais perdre de vue que toutes les fois qu'on dit qu'une valeur baisse, quoique la demande reste la même, on entend que ce décroissement porte en entier sur la quantité passive ou négative dont se compose la valeur, et non pas sur l'utilité qu'elle offre et sur l'étendue du service qu'on peut en retirer. On doit donc en conclure que tout ce qui opère une diminution dans les frais de production est un allègement des charges de la société, une réduction de son passif, et par conséquent une augmentation dans la valeur réelle et positive de son revenu annuel.

Cependant il ne faudrait pas, comme l'ont fait quelques écrivains de nos jours, étendre cette proposition jusques au-delà des bornes raisonnables, en supposant des productions sans travail quelconque. Ce qui ne coûte aucun travail n'a plus de valeur échangeable, n'a plus le caractère de richesse, et est tout-à-fait étranger à la science dont nous nous occupons. La richesse, a dit Smith, consiste dans le pouvoir qu'elle donne sur le travail d'autrui ; elle ne peut donc avoir d'empire sur ce qui n'exige aucun travail. Aussi c'est une hypothèse absolument insignifiante et dont on ne peut déduire aucune conclusion, que celle qui a été établie par M. Malthus, « que toutes les denrées » quise consomment en Angleterre, qu'elles soient » le produit du sol ou des manufactures, soient » produites, pendant dix ans, sans aucun travail (1). » Ainsi un autre écrivain a mis au nombre des richesses, des choses qui ne sont pas susceptibles de valeur, attendu que leur possession ne peut être le produit d'un travail humain. « Si » l'on prend, dit M. J. B. Say (2), le mot de

---

(1) *Principes d'économie politique*, par M. Malthus, 1820, traduction française, tome I, page 81.

(2) Note sur les *Principes d'économie politique* de M. Ricardo, tome II, page 98.

» *richesse* dans sa signification la plus étendue,  
» les richesses de l'homme sont tous les biens  
» qui, étant à sa disposition, peuvent, de quelque  
» manière que ce soit, satisfaire ses besoins ou  
» seulement ses goûts. Dans ce sens, ajoute-t-il,  
» l'air que nous respirons, la lumière du soleil,  
» et même l'attachement de notre famille et de  
» nos amis, sont des *richesses*. » Il s'ensuivrait de-  
là qu'un mendiant bien constitué serait plus riche  
en air et en lumière qu'un financier myope et  
asthmatique. Une telle observation peut faire la  
matière d'une épigramme ou d'une pensée morale,  
mais elle n'a aucune espèce de rapport avec l'étude  
de l'économie politique, et nous devons nous en  
tenir à la doctrine d'Adam Smith, qui ne com-  
prend sous la dénomination de *richesses* que les  
choses nécessaires, utiles ou agréables, produites  
par le travail de l'homme, et dont la jouissance  
exclusive appartient à celui qui les a produites ou  
achetées.

---

## NOTE XLVII.

*Sur la banque d'Angleterre.*

(TOME II, PAGES 227 et 284.)

EN faisant l'exposé des services que peut rendre au pays l'établissement d'une banque d'escompte et en signalant les dangers qui menacent une telle institution, et contre lesquels elle a continuellement à se défendre, Adam Smith ne pouvait certainement pas prévoir le cas où l'autorité publique elle-même permettrait l'infraction des engagements pris par la banque envers les porteurs de ses billets. Il était loin, sans doute, de s'attendre que vingt ans plus tard, un acte du parlement autoriserait la banque d'Angleterre à refuser l'échange de ses billets contre espèces, et par suite accorderait une surséance générale à tous les porteurs de ces billets, en les affranchissant de toutes contraintes et poursuites de la part de leurs créanciers, au moyen de l'offre de payer en billets de banque.

La banque, délivrée par cet acte de l'obligation de garder un fonds continuellement subsistant pour

*Tome VI.*

G

subvenit aux échanges contre espèces, n'eut plus le même intérêt à restreindre le montant de ses escomptes, qui n'étaient plus alors pour elle qu'une occasion d'augmenter les bénéfices de ses actionnaires. D'un autre côté, elle ne pouvait plus trouver, comme auparavant, dans la prompte rentrée de ses billets un avertissement indicatif que le nombre des billets émis dépassait les besoins ordinaires de la circulation. Il n'est donc pas étonnant que, dans de telles circonstances, elle fut bientôt entraînée dans tous les inconvénients d'une émission surabondante.

Dès-lors les spéculateurs aventureux, les gens à projets, les négocians gênés trouvèrent la facilité de faire escompter leurs traites, et les billets de la banque se multiplièrent hors de toute mesure. Il s'établit de nouvelles banques d'escompte dans toutes les provinces, et ces banques subsidiaires, qui n'étaient d'abord qu'au nombre de 200 au plus, fut plus que quadruplé. Le papier de ces banques de second ordre circula presque sans distinction, concurremment avec celui de la banque d'Angleterre, parce qu'il n'y avait que très-peu d'occasions où le porteur des billets de banque de province eût intérêt à le faire échanger contre le papier de la banque de Londres, cet échange n'étant utile que pour le cas très-rare où

le créancier refusant de recevoir son paiement en billets , le débiteur était forcé de lui faire une offre légale en billets de la banque d'Angleterre, les seuls qui eussent, par la loi, le privilège de servir de monnaie, ou du moins de préserver le débiteur qui les offrait, des poursuites et contraintes auxquelles il était exposé.

Ces émissions de billets, tant de la banque principale que des banques secondaires, ne peuvent néanmoins être assimilées à celles qui eurent lieu en France sous le nom d'*assignats*, attendu qu'aucun de ces billets de banque n'était livré à la circulation qu'en contre-échange d'une valeur effective, soit en lettres-de-change escomptées, soit en effets de la dette publique, et que chaque maison de banque courait personnellement le risque de l'insolvabilité de l'escompteur auquel elle remettrait ses billets.

Mais une considération qui est purement d'intérêt public, et à laquelle les banques ne dûrent faire aucune attention, parce que leur intérêt personnel ne les portait point à s'en occuper, c'était l'excès de cette monnaie factice sur la quantité de monnaie réelle qui eût circulé dans le pays si le cours n'eût pas été forcé, et que l'argent circulant fût en proportion avec l'étendue du service qu'il est destiné à remplir. On croit que la somme

totale des billets de banque émis tant par la banque de Londres que par celles des provinces se trouva dépasser 125 millions sterling, dont 25 millions ou un cinquième en billets de deux et d'une livre sterling.

Cette surabondance excessive dans l'instrument des échanges fit qu'une grande partie de ce papier superflu passa entre les mains des particuliers et s'y amassa en telles quantités, que les possesseurs ne trouvaient plus aucun moyen d'en faire un emploi ; ceux qui en étaient ainsi surchargés ne pouvant en tirer parti par l'exportation en pays étranger, comme on l'eût fait de la monnaie d'or ou d'argent, qui, dans un cas semblable, est vendue au dehors contre des marchandises ou fondue pour servir de matière à l'orfèvrerie. Il y eut donc une concurrence très-active pour employer ce papier surabondant de la seule manière praticable dans l'intérieur, c'est-à-dire, en échange de marchandises et d'objets consommables, et cette concurrence occasionna peu à peu une forte élévation dans le prix nominal de tous les articles de commerce ou de consommation. Les particuliers qui avaient de l'or ou de l'argent à faire passer au dehors pour leurs affaires, payaient ces matières avec des billets de banque à 15, 20, 30 et même 35 pour cent de plus que la dénomination du



billet n'en représentait, en sorte qu'on donna, en billets, jusques à plus de 5 livres sterling pour une once d'or au titre de la monnaie, quoique cette once ne comptait cependant dans son évaluation légale que pour 3 livres 17 sous  $10\frac{1}{2}$  sterling. Le change avec l'étranger se régla sur cette échelle, et nous vîmes acheter sur la place de Paris des lettres-de-change payables à Londres en billets de banque au prix de 16 livres de nos francs pour chaque livre sterling.

On sentit, en Angleterre, la nécessité de porter remède à un désordre si funeste au commerce intérieur et extérieur de ce pays, mais on ne reconnut pas sur-le-champ la véritable cause du mal. Cette cause du mal était clairement indiquée dans l'ouvrage de Smith, et ce célèbre économiste avait démontré que le canal de la circulation monétaire rejetait nécessairement de lui-même tout le fluide qui excède sa capacité. Mais on inclina à croire que les billets de la banque n'étaient dépréciés que par défaut de confiance, et on chercha seulement des moyens propres à rassurer les porteurs et à leur inspirer une plus grande sécurité. Parmi ceux qui furent proposés, celui qui fut agréé consistait à obliger la banque à offrir à ceux des porteurs de ses billets qui l'exi-

geraient, leur paiement en lingots d'or sur le pied de 4 livres sterling l'once.

Cette mesure n'atteignait pas le mal dans sa véritable source. C'était imposer aux porteurs de billets une perte actuelle de 2 à 3 pour cent sur leur capital, et de plus, le préjudice résultant du délai nécessaire pour faire convertir le lingot en espèces à la monnaie. Ce n'était, dans la réalité, qu'un vain subterfuge que d'offrir en échange d'une valeur destinée au service de la circulation une matière qui n'était nullement propre à ce service, et on ne peut voir dans cet expédient d'autre vue que celle d'éloigner le porteur de billets de faire un échange dont il avait si peu d'utilité à retirer.

On s'arrêta enfin au seul parti qui fût capable de diminuer, autant que possible, les inconvénients inévitablement attachés à un papier-monnaie dont le cours est forcé : ce fut de réduire la somme totale des billets de la banque à ce que la circulation de l'intérieur pouvait facilement employer. En conséquence, la banque de Londres retira une forte partie de ses billets et restreignit ses escomptes. Les banques des provinces furent obligées, par cela même, à apporter la même réserve dans leurs opérations, parce qu'on pouvait

toujours exiger le paiement en billets de la banque d'Angleterre. Lorsque le papier-monnaie n'exista plus en quantité surabondante au besoin, les désordres causés par l'émission excessive ne tardèrent pas à disparaître, le change remonta à peu près au pair, et il n'y eut plus de différence très-sensible entre le prix de l'or vendu contre des billets et sa valeur comme monnaie. Le crédit des billets de la banque se soutint surtout par l'espérance généralement conçue que la banque reprendrait incessamment ses paiemens en espèces, et par l'opinion bien établie qu'elle était en état de le faire. Il ne faudrait pas, en effet, se persuader que la limitation de la somme mise en circulation soit la seule condition à observer pour donner à un papier-monnaie la même valeur que celle de la quantité d'or ou d'argent qu'il a pour objet de représenter. Tout papier-monnaie qui ne peut s'échanger immédiatement au gré du porteur contre les espèces dont il tient la place, est toujours une calamité publique, et, quelque bien garanti qu'il puisse être, il sera toujours estimé de quelque chose au-dessous de la valeur qu'il exprime. Toute promesse dont la réalisation est tant soit peu différée ou incertaine, ne peut assurément valoir autant que vaut la chose promise. Je crois que peu de personnes partageront

l'opinion énoncée par M. Ricardo, que, pourvu que le papier-monnaie soit parfaitement garant et ne soit pas trop abondant, un billet de 100 livres, payable dans quinze ans, vaudra tout autant qu'un billet de 100 livres payable à vue (1). Si une assertion aussi étrange paraissait digne d'une réfutation sérieuse, on peut relire ce que dit Smith à ce sujet dans le même chapitre (*pag.* 300 et *suiv.*), et les divers exemples qu'il rapporte de la baisse considérable qu'a éprouvée tout papier-monnaie, quelque solidement garanti qu'il pût être, par la seule circonstance que son remboursement en espèces se trouve assujetti à une condition quelconque.

« Pour donner une valeur au papier-monnaie, » dit ailleurs M. Ricardo (2), il n'est pas besoin que ce papier soit payable à vue en espèces monnayées; il suffit pour cela que la quantité du papier soit réglée d'après la valeur du métal reconnu pour mesure commune. »

Mais quand le Gouvernement donne au papier-monnaie un cours forcé, c'est une preuve manifeste que ce papier ne serait pas accepté sans

---

(1) *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome II, page 241 de la traduction française.

(2) *Idem*; page 235.

quelque difficulté, puisqu'il a besoin de la contrainte de la loi pour circuler. Un billet portant promesse de payer 100 francs, ne vaut certainement pas alors 100 francs réalisés. L'obstacle qui empêche l'exécution de la promesse est une quantité négative qui diminue de quelque chose la valeur de la promesse. Quiconque possédera 100 francs ne consentira pas à les échanger contre la promesse douteuse d'un remboursement de cette somme; ce serait un prêt d'argent fait gratuitement, un acte de bienfaisance, et non un marché. Quelque mesurée que fût l'émission de ce papier-monnaie, il se trouvera toujours quelqu'un qui, pour voyager hors du pays ou pour tout autre service, aura le desir de convertir son billet de 100 francs en or ou en argent, et pour obtenir cet échange il sera disposé à faire un sacrifice quelconque sur la valeur promise par le billet. Ce qui peut tromper l'observateur sur la dépréciation d'un papier-monnaie, c'est que la seule manière dont elle puisse s'opérer, c'est par une hausse dans le prix nominal de tout ce qui s'échange, tandis que la dénomination originale du papier reste invariable.

---

## NOTE XLVIII.

*Sur les projets de banques fondées sur un crédit hypothécaire.*

(TOME II, PAGE 274.)

S'IL y a une erreur qui ait résisté jusques à présent avec opiniâtreté aux démonstrations du raisonnement et aux leçons les plus dures de l'expérience, c'est l'opinion établie dans certains esprits sur la nature des billets propres à remplacer l'argent. Ces personnes se sont figuré, à ce qu'il semble, que la condition unique à remplir pour donner le cours de monnaie à un billet de banque, c'était qu'il fût parfaitement garanti par des sûretés d'une solidité évidente. Nous avons vu dans la note précédente, que M. Ricardo, dont on assure que les écrits ont une grande vogue en Angleterre, n'a pas hésité à se prononcer pour ce sentiment. L'exposé que Smith a fait de l'histoire de la banque hypothécaire d'Ayr en Écosse, et les raisons qu'il a données pour démontrer que la chute rapide de cette entreprise était une suite inévitable de la nature même de ses opérations, n'ont pas empêché que, de nos jours, des banques ou caisses du même

genre, et fondées sur un principe tout semblable, n'aient tenté de se former, au grand détriment de tous ceux qui se sont laissé séduire par cette dangereuse illusion. Il semble donc qu'on ne saurait trop s'attacher à combattre une erreur qui se reproduit si constamment et dont les conséquences peuvent être si funestes.

Pour s'en garantir, il ne faudrait qu'étudier le mécanisme de la circulation de l'argent, et si on l'observait avec attention, on se convaincrait que le billet le plus solide et le mieux garanti ne peut faire fonction de monnaie, s'il n'est pas convertible en espèces, au gré du porteur, à moins que les billets ne soient en coupures aussi petites que les pièces de la monnaie courante, ce qui ne peut convenir à un billet de banque.

La manière dont Smith s'est exprimé en cet endroit, sur la circulation de l'argent, pourrait donner lieu à quelque fausse interprétation, si on ne cherchait pas à fixer, par un développement plus étendu, le véritable sens de ses expressions. « On peut regarder, dit-il (*pag.* 292), la » circulation d'un pays comme divisée en deux » branches différentes, savoir, la circulation qui » se fait entre les commerçans seulement, et la » circulation entre les commerçans et les consommateurs. » Il dit ailleurs (*pag.* 228). « Il y a

» des billets qui circulent pendant des mois et  
» des années de suite. »

L'ambiguïté de ces termes pourrait faire croire que la circulation se compose de deux branches séparées et à peu près indépendantes l'une de l'autre, dont l'une pourrait être servie en entier par des billets de banque, tandis que le service de l'autre se ferait par le papier concurremment avec les espèces. On tirerait de-là cette fausse conséquence, qu'un billet de banque pourrait se soutenir longtemps dans la circulation, s'il avait acquis une confiance parfaite parmi tous les commerçans, et que ce billet pourrait circuler entre les personnes de cette classe pendant des mois et des années, sans que les porteurs fussent jamais dans la nécessité absolue de le convertir en espèces pour pouvoir continuer leurs affaires. Il faut démontrer que, si on raisonnait ainsi, on se ferait une très-fausse idée de la circulation de l'argent.

Commençons par examiner comment marche cette circulation quand elle se fait uniquement avec l'espèce métallique. La fonction de l'argent est de faire circuler les denrées et marchandises depuis le producteur qui les recueille ou les fabrique, jusques au consommateur, et de les distribuer dans ce trajet à tous ceux qui y ont droit, et pour la portion qui leur en appartient. C'est une série



continue d'échanges de marchandises et de travail, qui tous s'opèrent par l'intermédiaire de l'argent, pour qu'ils se fassent avec plus de promptitude et de commodité. Parmi ces échanges qui forment tous une chaîne non interrompue, il en est dans lesquels la marchandise passe en gros volumes, d'autres dans lesquels elle se présente divisée en parcelles très-exiguës. Le fermier, par exemple, transporte les vivres et les laines, fruits de ses récoltes, au fabricant, qui ensuite distribue les uns à ses ouvriers, et fait filer et tisser les autres pour les convertir en drap. L'ouvrage fait, ce fabricant livre son drap par ballots au marchand en gros, qui le vend, sous la même forme, au marchand détaillier, et enfin ce dernier le débite par aunes aux consommateurs. Une partie de ce trajet de la circulation peut se faire par le moyen de sacs de 1000 ou de 500 francs, mais une autre partie ne peut se faire qu'avec des écus et des pièces de monnaie. Si le fabricant paie les denrées qu'il a reçues en masse du fermier avec des sacs de 1000 ou de 500 francs, ce dernier peut très-bien remettre ces mêmes sacs, sans les délier et tels qu'il les a reçus, au propriétaire auquel il doit le terme échu de son fermage. Mais le propriétaire qui veut employer cet argent à la dépense de sa maison, ne peut faire usage de ces sacs sans les morceler et

les résoudre en écus détachés qui lui servent d'instrumens d'échange proportionnés à la valeur des divers articles dont se compose le détail de sa consommation. Le fabricant qui vend le produit de sa fabrique au marchand en gros, reçoit de celui-ci son paiement en sacs, parce qu'il livre sa marchandise en masse ; mais ce fabricant est forcé de réduire ces sacs en écus pour distribuer les salaires à ses ouvriers et acquitter toutes les dépenses de détail qu'exige l'entretien de sa fabrique et des autres parties de son capital fixe. Le marchand en gros qui traite avec le marchand en boutique acceptera en paiement des sacs de 1000 ou de 500 francs, et acquittera, sous la même forme, ce qu'il doit au fabricant, soit qu'il le paie comptant, soit qu'il rembourse les effets à terme qu'il lui a souscrits. Quant au marchand en boutique qui a affaire au consommateur, ce n'est qu'en écus et en monnaie courante qu'il recueille le prix de ses ventes journalières, et il réunit ces écus pour en former des sacs avec lesquels il paie son marchand en gros ou bien les traites que celui-ci tire sur lui.

On voit donc qu'il ne faut pas se figurer la circulation de l'argent comme divisée en deux branches séparées, mais bien plutôt comme un canal circulaire dans lequel le fluide est forcé, par intervalles, d'amincir sa forme pour s'accom-

moder aux inégalités du canal qu'il a à traverser, attendu qu'il y a des lieux de passage dans lesquels il se trouverait arrêté dans son cours, s'il ne se résolvait pas en gouttes détachées, tandis qu'il peut franchir les autres passages en conservant un plus gros volume.

Qu'au lieu d'argent on substitue les billets de banque de 1000 ou de 500 francs ; ces billets pourront bien parcourir une portion du canal, mais la circulation se trouverait obstruée, si ces billets n'avaient pas en eux-mêmes la propriété d'être convertis à tout moment en espèces courantes. Le fabricant qui recevra en billets de banque le montant des traites qu'il tire sur le marchand en gros, son débiteur ne pourrait pas continuer ses opérations de fabrique s'il n'avait pas à sa volonté la faculté de changer ces billets en espèces monnayées, pour salarier ses ouvriers et pourvoir aux menues dépenses de l'entretien journalier de ses bâtimens et instrumens de travail. Ce n'est pas par défaut de confiance dans le billet de banque qu'il le veut convertir en écus, mais c'est parce qu'il ne peut sans cela en faire l'usage qui lui est indispensablement nécessaire. Aussi, lorsque nous avons vu, en 1806, la banque de France interrompre tout-à-coup ses échanges de billets contre espèces, parce que le Gouvernement s'était avisé de s'emparer du fonds

de caisse réservé pour ce service, quoique la banque n'eût, lors de cet événement, rien perdu de sa solvabilité et de tous ses titres à la confiance publique, cependant ses porteurs de billets, pressés par le besoin urgent d'espèces, se trouvant réduits à la nécessité de recourir pour cela à la complaisance des particuliers, se virent obligés de payer jusques à 10 et 15 pour cent pour obtenir cette conversion.

Il n'est pas exact de dire, comme on le lit dans Smith, qu'il y a des billets qui circulent pendant des mois et des années de suite. Si l'on suivait chaque billet de banque dans la route qu'il parcourt en circulant, on verrait qu'il n'en est pas un seul qui puisse changer de maître plus de cinq à six fois, sans arriver dans la main de quelqu'un qui ne pourrait en faire aucun usage s'il ne le convertissait en espèces, soit à la caisse de la banque, soit dans le comptoir d'un marchand; ce qui n'empêche pas qu'il ne puisse exister simultanément dans la circulation quatre ou cinq fois plus de billets que le fonds de caisse n'en pourrait échanger, les billets émis journellement par la voie des escomptes pouvant excéder dix fois le nombre de ceux qui viennent à l'échange dans la même journée.

La propriété d'être convertible en espèces à tout instant à la volonté du porteur, est tellement de l'essence

l'essence du billet de banque circulant ; cette propriété est tellement indépendante du plus ou moins de confiance attachée au billet , que si , en guise de billets , la banque mettait en circulation des pièces d'or massives de 500 francs et de 1000 francs chacune , sans établir en même temps un bureau d'échange constamment ouvert , on ne craint pas d'assurer que ces pièces perdraient contre la monnaie courante tout autant qu'ont perdu nos billets de banque en 1806 , parce que les possesseurs de ces pièces qui auraient besoin de les échanger contre de la monnaie , pour faire leurs affaires , étant , sans comparaison , plus nombreux que ceux qui pourraient s'accommoder de ces pièces volumineuses , il n'y aurait que l'offre d'un profit qui pût déterminer à consentir à un tel échange. Dans cette supposition , toutes celles de ces grosses pièces qu'on ne trouverait pas à placer sur-le-champ dans le pays étranger ou chez les orfèvres , seraient constamment offertes à perte à quiconque voudrait donner des espèces courantes en échange.

Si ce premier point est bien entendu , que le billet de banque ne peut se soutenir dans la circulation sans cette condition , d'être à volonté convertible en monnaie , on en conclura nécessairement qu'une banque , pour conserver son existence , doit avoir pardevers elle un bureau d'échange

constamment ouvert, et garni, en tout temps, d'une quantité d'écus suffisante pour satisfaire tous ceux qui se présentent et qui en demandent en échange de leurs billets de banque. Or, cette caisse d'échange se vidant continuellement de tous les écus qui en sont retirés pour être donnés aux porteurs de billets, elle sera bientôt à sec, si elle n'est pas remplie avec la même célérité par des rentrées journalières; et c'est ce qui ne peut avoir lieu que pour une banque d'escompte d'effets de commerce. Si la banque de France porte ses escomptes jusques à une valeur de cent millions de lettres-de-change, dont l'échéance la plus éloignée soit à quatre-vingt-dix jours, il est évident qu'après ce terme de quatre-vingt-dix jours, les cent millions seront rentrés dans ses coffres, tant en ses billets qu'en espèces, plus le profit de l'escompte. Les rentrées en argent pourvoient au service de sa caisse d'échange, et celles en billets diminuent d'autant la quantité de son papier circulant, et par conséquent des besoins d'échanges contre espèces.

Mais une banque qui prête ses billets à un propriétaire foncier, et qui en reçoit une obligation à long terme, eût-elle ses billets garantis par les sûretés hypothécaires les mieux établies, ne pourra jamais former une banque de circulation. Le propriétaire emprunteur, qui n'a contracté ce prêt

que pour en employer le montant en améliorations de sa terre , en desséchemens , défrichemens , clôtures , constructions et autres ouvrages de ce genre , ne peut faire usage des billets , parce qu'il lui faut des espèces pour payer les salaires des ouvriers qu'il compte mettre en œuvre. Il s'empressera donc de convertir en écus les billets de la banque , et il retirera de la caisse de cette banque une quantité d'espèces égale au montant des billets qu'elle lui a délivrés. Ces espèces seront bien versées dans la circulation par le propriétaire , quand il en fera emploi , mais elles ne rentreront pas dans les coffres de la banque. Le courant qui a fait sortir ces espèces de la caisse de la banque ne les lui ramène pas , comme cela a lieu dans les banques d'escompte. Lorsque les billets émis par la banque hypothécaire lui sont ainsi revenus , si elle veut de nouveau les lancer dans la circulation , il faut qu'elle recommence en même temps à garnir sa caisse de nouvelles espèces , en remplacement de celles qui en ont été retirées ; et ainsi , à chaque opération du même genre , il faudra qu'elle songe à se pourvoir d'un capital en espèces absolument égal au montant des billets par elle émis. L'intérêt du prêt est la seule rentrée un peu prochaine qu'elle ait à espérer , et c'est aussi à cet intérêt que se borne tout le profit de son opération , qui se

résout toujours en un simple prêt d'argent à intérêt.

Les profits que fait une banque d'escompte, résultent de ce qu'elle concourt directement au service de la circulation pécuniaire. Aussi, l'une des conditions essentielles d'un tel établissement, c'est que son capital ne sorte jamais du courant de la circulation dans lequel cette banque est placée, et que, par conséquent, ce capital lui soit sans cesse ramené par la pente naturelle de ce courant.

Pour rendre ceci plus sensible par un exemple, si un fermier a vendu des grains et du bétail à un boulanger et à un boucher de Paris, et qu'il ait reçu de ces deux marchands des billets à ordre payables à trois mois de date, et qu'il passe ces effets à l'ordre de son propriétaire, pour valeur de son ferme de fermage, ce propriétaire fait escompter les billets à ordre à la banque de France, et il retire de la caisse de celle-ci des espèces, parce que c'est de cette monnaie réelle qu'il a besoin pour les dépenses courantes de sa maison. Qu'a fait la banque de France dans cette opération? Elle n'a fait qu'avancer à ce propriétaire une portion de l'argent de la circulation, que le cours de cette même circulation va reporter dans les coffres de la banque. En effet, le boulanger et le boucher, qui ont à acquitter leurs billets à ordre à l'échéance,



retiennent journellement de la circulation les écus que la vente journalière de leur pain et de leur viande amène dans leur comptoir ; ils mettent ces écus en réserve et ils en forment des sacs qui iront , au terme de l'échéance , se verser dans la caisse de la banque , en remboursement des effets par elle escomptés. Il en sera de même si quelque négociant du Havre ou de Marseille tire sur un épicier de Paris pour la valeur des sucres ou des savons expédiés à ce débitant , et qu'il adresse cette traite à son banquier , lequel , après l'avoir fait accepter , la remet à la banque de France. Les recettes journalières qui amènent dans la boutique de l'épicier les monnaies courantes , sont destinées à être vidées dans les coffres de la banque , jusques à concurrence du montant de la traite que cette banque a dans son porte-feuille. Quelque longs et quelque compliqués que puissent être les circuits que fait le commerce , comme c'est toujours la consommation qui est le premier mobile dont toute industrie quelconque reçoit son activité , c'est nécessairement , en dernier résultat , l'argent des consommateurs qui acquitte les engagements que les commerçans et fabricans peuvent contracter les uns envers les autres. Tout agent de l'industrie et du commerce n'opère que pour le compte des consommateurs , et c'est de ceux-ci qu'il attend , en

définitive, le remboursement de toutes ses avances.

Les banques d'Écosse, à ce que dit Smith, ne se bornent pas à l'escompte des effets de commerce; elles ouvrent de plus, en faveur des marchands, des crédits en compte courant, ce qui n'est également qu'une avance faite à ce marchand, de cette portion de l'argent circulant que le débit de ses marchandises fait affluer dans son coffre.

La banque de France ne fait aucune sorte d'avances de ce genre, et ne paie rien pour le compte de ses correspondans au-delà de la provision faite par eux. Ainsi les comptes courans de cette banque ne sont pas des comptes de crédit comme les comptes courans des banques écossaises. Mais sur des places moins étendues que celle de Paris, et dans lesquelles on peut apprécier aisément la prudence et l'esprit de conduite que chaque commerçant met dans la direction de ses affaires, les banques peuvent, sans aucun risque, faire ces sortes d'avances, et leur capital ainsi employé ne sort pas du courant de circulation dans lequel elles sont placées.

M. Ricardo conteste les avantages que le commerce d'Écosse reçoit de cette pratique de crédits sur comptes courans. « Ces comptes courans ou de » caisse, dit-il, sont des crédits que le banquier » écossais donne à ses correspondans, en sus des

» lettres-de-change qu'il leur escompte ; mais,  
» comme le banquier, à mesure qu'il avance de  
» l'argent et qu'il le met en circulation par une  
» voie, se trouve dans l'impossibilité d'en émettre  
» par une autre, il n'est pas aisé de concevoir en  
» quoi cet avantage consiste (1). »

Le sens de cette objection, c'est que le banquier ne doit pas étendre ses affaires au-delà de ce que son capital lui permet de faire. Sur ce point, tout le monde sera d'accord avec M. Ricardo, et sûrement Smith n'a pas entendu dire le contraire. Mais tous les marchands n'ont pas de lettres-de-change à offrir à l'escompte, et si les effets qui se présentent à l'escompte n'absorbent pas la totalité du capital que le banquier a à sa disposition, il fait très-bien, sans doute, pour son propre profit et pour l'avantage du commerce de son pays, de mettre en circulation, par la seconde voie, tout ce qui ne peut pas être employé par la première.

---

(1) *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome II, page 252 de la traduction française.

## NOTE XLIX.

*Sur la distinction faite entre un travail productif et un travail non-productif.*

(TOME II, PAGE 311.)

DANS ce chapitre, Smith distingue deux espèces de travail ; il qualifie l'un de *productif*, et l'autre de *non-productif*, et il pense que le premier est plus favorable que l'autre à l'accroissement de la richesse nationale. Cette distinction semble, à quelques égards, peu conciliable avec les principes établis par l'auteur lui-même sur la nature du travail ; les caractères sur lesquels il veut fonder cette distinction ne sont pas assez nettement tracés pour qu'on puisse faire la séparation qu'il indique ; et enfin, les conséquences qu'il voudrait tirer de cette définition, sont susceptibles d'être contestées.

La richesse, a-t-il dit, consiste dans le pouvoir d'appliquer le travail d'autrui, moyennant salaire, à ses propres besoins, commodités et jouissances. Donc, tout travail salarié est essentiellement productif d'une chose utile, commode ou agréable pour celui qui le paie, sans quoi celui-ci ne le

paierait pas ; ce travail est non moins essentiellement productif d'un salaire pour celui qui l'exécute, sans quoi il ne travaillerait pas. Tout travail salarié ( et c'est le seul dont s'occupe l'économie politique ) est un service, et l'utilité ou l'agrément que procure ce service, voilà le produit du travail, et il ne peut en avoir d'autre. Quelquefois le travail est directement et immédiatement payé par celui qui en consomme le produit, et c'est ce qui a toujours lieu quand le service du travailleur est rendu, sans nul intermédiaire, à celui qui paie ce service. Plus souvent, le travail est mis en œuvre par un tiers, qui ne se propose nullement d'en consommer le produit, mais qui entend le faire payer par un autre en se réservant un profit pour lui-même. Dans ce second cas, il y a un entrepreneur de travail qui fait l'avance du salaire, avec l'intention de s'en faire rembourser par celui auquel est définitivement destiné le produit du travail. Ce cas ne peut avoir lieu qu'autant que l'utilité ou l'agrément que procurera le travail résulte de la préparation ou transport de quelque objet matériel. Mais, dans l'un comme dans l'autre cas, on ne paie le travail qu'en raison du prix qu'on attache à l'utilité ou à l'agrément qu'il procure, et il est indifférent à celui qui veut satisfaire son besoin ou

son goût, que cette satisfaction procède ou non d'un objet matériel.

Ce sont cependant ces deux cas qui ont paru à Smith assez distincts en eux-mêmes et par leurs conséquences, pour devoir fonder la distinction qu'il a établie entre le travail productif et le travail non-productif. Il appelle *travail productif* celui qui ajoute une valeur à celle du sujet sur lequel il s'exerce; tel est, dit-il, en général, le travail des ouvriers de manufacture, qui ajoute à la valeur de la matière celle de son salaire et du profit de son maître. Le travail du domestique, au contraire, quoique également salarié, n'ajoute à la valeur de rien, et la valeur de ce que ce domestique a consommé ne se retrouve nulle part. C'est pour cette raison que ce dernier genre de travail est distingué du premier et est réputé improductif. On s'enrichit, dit Smith, à employer une multitude d'ouvriers fabricans; on s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. Cependant il reconnaît que le travail des domestiques a sa valeur et mérite son salaire aussi bien que le travail de l'ouvrier; mais, ajoute-t-il, le travail de l'ouvrier se fixe et se réalise sur un sujet ou sur une chose vénale, qui dure au moins quelque temps après que le travail a cessé. Enfin, le caractère qui distingue

le travail non-productif, c'est de périr à l'instant même où le service est rendu, de ne laisser après soi aucune valeur vénale avec laquelle on puisse acheter un autre service.

Cette définition comprend quelques-unes des professions les plus utiles, et même celles qui sont les plus importantes et les plus respectables dans la société, savoir, les membres du gouvernement, les magistrats, les ecclésiastiques, les militaires, les légistes, les médecins, les savans et les gens de lettres. Elle s'applique aussi à d'autres professions moins utiles et moins élevées, mais qui contribuent beaucoup à l'agrément de la vie, tels que les musiciens, les comédiens, les danseurs, etc.

Toute la distinction, comme on voit, porte sur cette circonstance; c'est que le travail des ouvriers et artisans se réalise sur une valeur vénale, et que le travail des autres personnes placées dans la classe non-productive est complètement éteint dès qu'il a été exécuté. Cette différence toutefois n'est pas autre chose que celle qui, par la nature même des choses, existe entre la production et la consommation. Les ouvriers de manufacture travaillent pour un maître qui ne consomme pas, mais qui veut vendre leur produit. Si ce travail n'était pas de nature à former une valeur vénale, s'il ne se fixait pas sur la matière confiée à l'ouvrier, s'il périssait

sous la main de celui-ci, il ne pourrait pas être l'objet d'une spéculation de manufacture. Ce travail de l'ouvrier de fabrique n'est pas l'un des procédés de la production, une des opérations nécessaires pour que la matière devienne un objet propre à la consommation. Quant au travail dont le consommateur reçoit immédiatement le produit, il est tout simple que ce produit périsse à l'instant même où ce travail est exécuté, parce que c'est le propre de toute consommation de détruire, et que la jouissance du consommateur résulte de cette destruction même. Une bouteille de vin précieux, conservée pendant 20 ou 30 ans, est détruite à l'instant même où elle est bue par le consommateur, pour lequel elle a été pendant si long-temps mise en réserve. On pourrait dire aussi que l'on s'enrichit à produire du vin et qu'on s'appauvrit à le boire. Que le produit du travail ne subsiste plus quand il a été totalement recueilli par celui qui le paie; que le consommateur qui a goûté le fruit de ce travail soit appauvri de tout ce que lui a coûté sa consommation, c'est ce que veut la nature même du rapport existant entre la production et la consommation. Quand le musicien a exercé son talent, il ne reste rien à ses auditeurs que le souvenir du plaisir qu'il leur a causé; que reste-t-il de plus à celui qui a savouré un mets exquis? Pour



quoi donc le travail du premier sera-t-il regardé comme non-productif, tandis qu'on réputera productif le travail de tous ceux qui ont concouru à procurer l'autre sorte de jouissance ?

Si l'on veut considérer les différens travaux qui s'exécutent dans la société, sous le rapport de l'avantage que celle-ci peut en recevoir en général, on peut dire que le travail du laboureur est infiniment plus estimable que celui du marchand de modes ou du ménétrier ; toutefois, l'un comme l'autre ne donne que le produit qu'on lui demande. Le travail le plus utile par son objet cesse de l'être pour tout ce qui excède le besoin, de même que le produit le plus frivole en lui-même a toute sa valeur vénale lorsqu'il est demandé par quelqu'un.

Il n'en est pas de la richesse sociale comme de celle d'un particulier. Celui-ci est riche même de ce qu'il ne peut consommer, parce qu'il peut toujours échanger son excédant. Un propriétaire qui, après la récolte, a cent fois plus de blé dans ses greniers qu'il ne lui en faut pour ses besoins personnels, n'en est pas moins riche de toute cette dentée, qu'il vendra à ceux qui en manquent. Mais une nation qui a recueilli en un an deux fois plus de grain qu'elle n'en pourra consommer, n'en est pas deux fois plus riche, parce que tous ses membres trouveront de la subsistance au-delà de leurs besoins,

et qu'il y aura un excédant sans valeur. Le travail qu'on nomme productif est, comme tout autre, borné dans ses produits par la demande qu'en font ceux qui doivent les payer. Si la France consomme par an, tant pour l'usage de ses habitans que pour ce qu'elle a coutume de vendre à l'étranger, un million de chapeaux de feutre, et que les chapeliers français s'étant pourvus d'un surcroît de capital, s'avisent de fabriquer dans une année dix mille chapeaux au-delà de ce million, sans que la demande soit augmentée, ces 10 mille chapeaux, qui ne pourront être vendus, ne seront pour les fabricans que de la matière et du travail consommés en pure perte. C'est une règle commune à tous les genres de travail, et si celui qu'on appelle non-productif était au-dessous du besoin, la société serait sur ce point dans un état de souffrance et de pauvreté. Par exemple, le service du barbier, qui ne produit rien de vénal ou d'échangeable, est un de ces services nécessaires à toutes les classes du peuple et dans tous le cours de l'année, et si les gens de ce métier n'étaient pas en nombre suffisant, la nation ne serait pas pourvue à cet égard d'une des choses qui constitue la commodité de la vie. Une ville qui n'aurait pas chez elle de médecin et qui serait obligée, dans l'occasion, d'en appeler de quelque ville voisine, serait moins riche de tout ce

que lui coûterait cette dépense occasionnelle, car on est appauvri de ce qui augmente une dépense indispensable. Ainsi le travail des artisans et ouvriers de manufacture, comme le travail direct et immédiat que reçoit le consommateur, étant l'un et l'autre également limités dans leurs produits par l'étendue des besoins, la société ne peut jamais gagner à ce que l'un de ces travaux soit augmenté aux dépens de l'autre. Il n'y a à excepter que le seul travail appliqué à multiplier les productions de la terre, parce que ce genre de travail, par sa nature même, multiplie le nombre des demandes de la chose qu'il produit, et que l'accroissement des moyens de subsistance fait naître un surcroît de consommateurs et de travailleurs qui n'auraient pas existé sans cet accroissement dans la nourriture offerte.

Quand une nation est suffisamment pourvue de toute la quantité d'ouvriers qu'exigent la production et la préparation des articles servant aux besoins de la vie, tels que nourriture, vêtement et logement, il faut bien que le surplus de subsistance disponible soit employé en produits de pur agrément. Ce qui arrive dans la société est en grand l'image de ce qui se passait autrefois dans le domaine d'un riche et grand seigneur du moyen âge. Ce seigneur nourrissait avec les fruits de ses terres

tous les serviteurs dont le travail pourvoyait à la nourriture, au vêtement et au logement de la famille entière, et avec le surplus de ses subsistances disponibles, il entretenait des valets, des pages, des ménestrels, des baladins et autres gens dont le service consistait à flatter l'orgueil du maître ou à amuser son loisir. De même l'excédant du revenu d'une société opulente, quand les premiers besoins sont servis, est nécessairement employé à entretenir des travaux d'agrément ou de pure fantaisie. Mais ces divers travaux, utiles ou non, n'appartenaient pas moins à la classe honorée du nom de productive qu'à celle de l'autre dénomination. La musique, qui répand de grands charmes sur la vie, qui ouvre le cœur aux émotions tendres et imprime à l'âme une noble élévation, est une jouissance digne des hommes les plus distingués par leur mérite et par leur rang, quoiqu'elle consiste en sons qui s'évanouissent dès qu'ils ont été formés, et que le meilleur concert ne laisse, après son exécution, aucun résultat matériel. Une autre sorte de jouissance qui semble ne convenir qu'à des personnes efféminées, et dont les personnes circonspectes ont soin de se défendre, celle des parfums, donne lieu à un emploi assez considérable de terre et de travail de fabrique. On cultive des champs de roses, on élève à grands frais des plantes odorantes, le com-

merce

merce apporte des deux bouts du monde le musc, l'ambre, la vanille et les bois de senteur; on distille, on extrait, on forme des esprits, des essences, des huiles aromatiques; mais quoique tous ces produits de l'industrie et du commerce de la parfumerie soient matériels et échangeables, à quoi ces produits peuvent-ils jamais être bons, si ce n'est à satisfaire ceux qui ont contracté ces habitudes de mollesse et de sensualité? Une nation sera-t-elle plus riche quand elle aura des boutiques abondamment garnies de ces sortes de produits, que quand elle possédera dans son sein d'excellens musiciens et de grands comédiens?

Lorsque Smith a exposé, dans le chapitre précédent, en quoi consiste le capital fixe d'une nation, il n'a pas manqué d'y comprendre expressément les talens utiles acquis par les habitans ou membres de la société. « L'acquisition de ces talens, dit-il, » coûte toujours une dépense réelle, à cause de » l'entretien de celui qui les acquiert, pendant le » temps de son éducation, de son apprentissage » ou de ses études, et cette dépense est un capital » fixe et réalisé, pour ainsi dire, dans sa personne. » Si ces talens composent une partie de sa fortune, » ils composent pareillement une partie de la fortune de la société à laquelle il appartient. » (Pag. 204.) Le talent de l'habile musicien et celui

du grand comédien sont le fruit d'un long exercice et d'études approfondies, qui ont amélioré un don précieux de la nature. Beaucoup de temps et d'avances ont été dépensés pour perfectionner ce rare instrument de travail, dont les produits sont si recherchés et payés à si haut prix. De tels instrumens de travail doivent certainement être comptés au nombre des richesses de la société, et ce serait tomber dans une véritable contradiction que de les nommer improductifs. La ville de Genève qui, sur un territoire fort peu étendu, possède des ateliers d'instruction si productifs, a acquis par-là le privilège de fournir des instituteurs à plusieurs pays de l'Europe, et sans doute elle doit regarder ses établissemens savans comme une des principales sources de la richesse de ses habitans.

La richesse d'une nation, a-t-on dit, consiste dans tout ce qui, n'étant pas encore consommé, peut être la matière d'un échange ou le sujet d'un impôt; or, une telle propriété ne peut convenir qu'aux seuls produits immatériels. Mais la richesse d'une nation, de même que celle d'un particulier, ne consiste pas uniquement dans la provision des choses consommables qu'elle possède; cette richesse consiste bien plutôt dans la quantité de choses consommables que la société est en état de produire. Un grand propriétaire est bien moins riche de la quan-

tité de blé, de vin ou de fourrage non consommés qui se trouvent ressetrés dans ses greniers et ses caves, qu'il ne l'est de ses possessions territoriales, de ses vignobles, de ses enclos, granges, pressoirs et autres biens non consommables, qui sont pour lui une source intarissable de richesses. Son opulence consiste bien moins dans la quantité de son approvisionnement actuel que dans le revenu sur lequel il a à compter chaque année pour un avenir indéterminé.

On a dit encore que les objets immatériels étaient seuls susceptibles d'être accumulés, et de former ainsi un capital servant à accroître la production future. Il est vrai que si l'augmentation des demandes de la consommation encourage l'industrie à déployer de nouveaux efforts et ouvre au travail de nouveaux emplois, alors un surcroît de capital devient nécessaire pour mettre et tenir en activité ce surcroît d'industrie et de travail ; il est également vrai que ce capital ne peut se composer que d'objets matériels accumulés. Mais ce qu'il est essentiel d'observer, c'est que ce ne sont pas indistinctement tous les produits matériels qui peuvent faire fonction de capital, et il y a une grande partie de ces produits matériels qui n'y seraient nullement propres. Les matières premières, les articles nécessaires à la subsistance et au vêtement, tels sont les seuls produits

avec lesquels on puisse entretenir des ouvriers. Vainement aurait-on accumulé par le travail réputé productif, des soieries, des rubans, des gazes, des mousselines, des broderies, des dentelles, de la parfumerie, etc., si toutes ces choses ne peuvent trouver des acheteurs qui aient moyen de les payer et de donner en retour les matières premières et les vivres ; une telle accumulation sera totalement inutile pour la production future. De quelque côté qu'on se tourne dans ce cercle de raisonnemens, on trouve toujours en face de soi ce principe invariable, c'est que le produit, tel qu'il soit, n'a de valeur qu'autant qu'un consommateur est prêt à se présenter pour le payer par un équivalent ; lequel équivalent n'a lui-même de valeur qu'autant qu'il est demandé.

M. Malthus a cherché à soutenir cette distinction entre un travail productif et un travail improductif (1). Mais la discussion étendue à laquelle il s'est livré à ce sujet, ne démontre autre chose que la difficulté qu'il a trouvée à tracer une ligne un peu précise pour séparer ces deux sortes de travail. En adoptant pour caractère définitif la qualité matérielle ou immatérielle du produit, on n'en sera pas

---

(1) *Principes d'économie politique*, chap. I, sect. 2<sup>e</sup>, tome I, page 8 de la traduction française.



moins embarrassé pour discerner quelle est la classe de salariés à laquelle il conviendra de donner le nom de classe productive, et celle à laquelle il faudra refuser cette dénomination.

Smith oppose partout les ouvriers et artisans aux domestiques, en caractérisant le travail des premiers comme se fixant et se réalisant sur un sujet, et celui des autres, comme n'ajoutant de valeur à rien et étant de nature à périr au moment même où il est exécuté.

Cependant il y a beaucoup de domestiques dont l'emploi est exactement le même que celui de certains ouvriers et artisans. Dans les maisons bien montées, ce sont des serviteurs à gages qui font pour la table et le mobilier du maître, ce que font pour leurs pratiques les traiteurs, les pâtisseries, les confiseurs, les limonadiers, les rapissiers et autres ouvriers qui prennent place dans la classe prétendue exclusivement productive. Il y a nombre de familles dans lesquelles une femme-de-chambre confectionne une grande partie des vêtemens et ajustemens de sa maîtresse. Dans plusieurs provinces, le pain est pétri et mis au four par les domestiques de la maison, et ce sont eux qui préparent la boisson habituelle pour la consommation du ménage. Les serviteurs employés de cette manière donnent des produits tout aussi matériels que le font les ouvriers

et artisans qui rendent à leurs pratiques des services absolument semblables. La seule différence qu'on puisse remarquer, c'est que le salaire des premiers se paie à forfait par mois ou par année, et que celui des autres est réparti sur chaque article de leur ouvrage. D'un autre côté, il est dans la classe désignée comme productive, beaucoup de salariés dont le travail ne se réalise sur rien et ne laisse après soi aucun produit matériel. Tel est le travail du valet de ferme chargé de garder les troupeaux, des filles qui soignent la basse-cour, des garçons d'écurie, etc. Ces divers travaux sont salariés avec un capital et non avec un revenu; et cependant, tout utiles qu'ils sont, ils ne laissent pas après eux plus de traces réelles que le travail du domestique qui habille ou qui suit son maître. Dans les manufactures très-étendues, il y a des employés dont tout le service consiste à veiller à la garde et conservation des matières premières et des objets mis en magasin, à distribuer aux ouvriers leur salaire et maintenir un ordre régulier dans toutes les parties de l'établissement. Si de tels employés entrent dans la classe productive de la société, pourquoi en exclure le médecin, le chirurgien, dont les soins tendent à conserver l'ouvrier lui-même, qui est de tous les instrumens de travail le plus universel et le plus actif? Pourquoi n'y pas comprendre le juge et le

légiste, qui se sont voués à protéger et à défendre les droits de la propriété et la foi due aux engagements, deux principes sans lesquels il n'y aurait plus parmi les hommes ni agriculture, ni commerce, ni industrie ?

Il est encore nécessaire d'observer que ces professions, dont le produit n'est pas matériel, sont tellement liées à d'autres professions qui produisent des objets vénaux et échangeables, que ces dernières n'existeraient pas du tout si elles ne recevaient leur impulsion des premières. Les instrumens d'optique, d'astronomie, de mathématique, les outils de la chirurgie, les divers instrumens de musique, les décorations, machines et costumes destinés aux représentations théâtrales, les livres nécessaires pour l'étude de la jurisprudence et de la médecine, etc., sont autant de produits matériels, fruits d'une industrie savante et raffinée, qui ne doit sa naissance qu'à l'exercice de ces professions et de ces talens qu'on signale comme improductifs. Ce serait une inconséquence bien choquante que de traiter d'improductive une cause dont les effets sont reconnus pour être productifs, et d'attribuer à ce qui n'est que dépendant et accessoire, une réalité qu'on refuse à la chose principale.

En établissant cette distinction entre le travail productif et le travail improductif, Smith a eu

principalement pour objet de faire voir par quels moyens s'accumulait le capital destiné à l'entretien des manufactures et du commerce. Le lecteur ne doit pas perdre de vue que l'auteur écrivait pour un pays dans lequel ce capital semblait susceptible d'une augmentation illimitée. A l'époque à laquelle fut publié le livre sur la *Richesse des nations*, l'Angleterre avait le monde entier pour consommateur, à cause de la supériorité de son industrie manufacturière et de sa grande puissance commerciale ; ses produits, quelque multipliés qu'ils fussent, ne couraient pas le risque de rester sans acheteurs ; ainsi on ne voyait point de bornes au-delà desquelles l'accroissement du capital pût cesser d'être productif.

Mais une telle prépondérance d'industrie et de commerce n'est pas un état naturel et permanent. Dans un ouvrage de pure théorie, écrit pour tous les temps et tous les lieux, on doit supposer que le travail humain est appelé à déployer chez tous les peuples la même énergie et la même dextérité, et qu'avec le temps, les nations ne doivent différer de richesse entre elles qu'en proportion de l'étendue, de la fertilité et de la situation du territoire qu'elles possèdent. En conséquence de ce principe, et quand les choses sont dans leur état naturel, une nation ne peut demander aux autres que les pro-

ductions qu'elle ne peut faire croître chez elle avec autant d'avantage ; et si elle fait usage des produits d'une industrie étrangère , c'est parce qu'elle peut faire dans la sienne propre d'autres sortes de produits équivalens qui ne lui coûtent pas une plus grande quantité de travail que n'en représente ce qu'elle reçoit en retour.

En admettant ce juste équilibre dans les facultés industrielles qui fait que chaque nation gagne également par le commerce qu'elle fait au dehors , et qu'aucune d'elles ne conserve le privilège de mettre à contribution l'ignorance et l'inhabileté des autres, en leur achetant les productions de leur sol pour moins de travail qu'elles n'en valent en réalité ; alors la somme du capital applicable à l'industrie manufacturière sera bornée dans tous les pays par les demandes de la consommation intérieure , et ce capital n'augmentera qu'en suivant pas à pas la marche progressive de la consommation générale de la société.

Si l'on veut donc considérer les professions classées sous le nom si peu mérité d'improductives , on verra qu'elles ne concourent pas moins puissamment que les autres à l'accumulation du capital que requiert l'accroissement successif et graduel de l'industrie manufacturière et commerçante. Les gens de loi , les médecins , les artistes parviennent or-

dinairement à se créer une fortune par l'exercice de leur savoir et de leur talent; et cette fortune, ils ne peuvent l'acquérir qu'en épargnant annuellement une portion des honoraires et rétributions qui forment leur revenu, et en contribuant par-là à grossir le capital général de la société. Pour rendre productive cette portion épargnée sur leur revenu, le plus souvent ils la prêtent à des entrepreneurs de travail qui, à ce moyen, achètent des matières et des vivres pour mettre en œuvre une nouvelle quantité de travail. En fondant ainsi leur fortune privée, ces hommes prévoyans et économes ajoutent nécessairement à la fortune nationale, et ils ne peuvent pas se former un revenu sans que la somme du revenu général de la société en soit augmentée. Je ne comprends pas pourquoi on supposerait que des hommes de cette classe qui n'ont pour capital que la science ou le talent qu'ils ont acquis par l'étude et par l'exercice, et qui sentent bien que ce capital s'atténue avec l'âge, ne seraient pas tout au moins aussi portés à la prévoyance et à l'épargne, que ceux dont le revenu procède des profits d'un capital matériel plus durable que leur vie. Les domestiques sont dans une situation qui les dispose plus à la prévoyance et à l'économie que les ouvriers de manufacture; ils ont plus d'impatience d'arriver à une condition libre et indépendante, ce qu'ils ne peu-

vent espérer qu'à la faveur de leurs économies ; ils sont moins exposés aux tentations de dissiper leurs salaires dans des réunions et des parties de plaisir. Les fruits de leurs épargnes sont souvent confiés à de petits artisans, qui n'auraient pas d'accès ou de crédit auprès des capitalistes d'une classe plus relevée, et qui n'en emploient pas moins ce mince capital d'une manière lucrative pour eux-mêmes, pour leur prêteur et pour la société tout entière. Ce ne sont que des filets d'eau, mais leur nombre se multiplie assez pour former un volume considérable, et pour grossir d'une manière sensible la source dans laquelle se puisent tous les objets consommables.

Ce qui importe vraiment à la société, c'est de posséder un capital suffisant pour entretenir la totalité du travail que ses membres peuvent demander et payer ; ce qui lui importe, c'est que ce capital soit épargné et accumulé de manière à s'accroître graduellement à proportion que les demandes de la consommation provoquent l'activité d'une plus grande quantité de travail, et par conséquent l'emploi de plus de capital ; mais ce qui n'importe nullement à la société, c'est que ce capital soit épargné et accumulé par telles ou telles mains, par celles qui ont concouru directement à le produire,

ou par d'autres dans lesquelles il est parvenu par voie d'échange ou en retour de services rendus.

---

## NOTE L.

*Sur l'épargne faite par les particuliers ; sa cause et ses effets.*

(TOME II, PAGE 326.)

LA crainte de manquer, l'inquiétude sur l'avenir, le désir de pourvoir d'avance aux chances incertaines et imprévues, sont une de ces dispositions naturelles de l'homme, dont il ne faut pas chercher la cause ailleurs que dans la constitution même de l'individu. Il en résulte que dans quelque condition que l'homme soit placé, il est enclin à ne pas consommer sur-le-champ tout ce dont il pourrait disposer, et qu'il s'arrange de manière à mettre en réserve pour le lendemain une portion quelconque de sa provision du jour. Ainsi tout ce qui est produit n'est pas immédiatement détruit par la consommation, et il reste un excédant dont se forme un fonds d'accumulation qui va toujours se grossissant de plus en plus. Il n'y a et il ne peut y avoir



d'autre cause directe de l'accroissement progressif de la masse totale des objets consommables dans une nation. Quelle que puisse être la faculté productive du travail, quelque abondans que soient les revenus annuels, si tous ces revenus étaient consommés aussi rapidement qu'ils sont produits, la somme des richesses existantes dans la société serait à la fin de l'année ce qu'elle était au commencement. Si le propriétaire foncier consomme dans le cours de l'année la totalité de son revenu, comme il a le droit de le faire et comme il le peut sans s'appauvrir; si le fabricant ou commerçant consomme tous ses profits aussitôt qu'ils lui sont acquis, et l'ouvrier tous ses salaires à mesure qu'il les reçoit, quelque grand que soit ce revenu, quelque hauts que soient ces profits et ces salaires, la société aura été abondamment pourvue, mais la richesse nationale n'aura pas reçu la plus légère augmentation.

Il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi. Le propriétaire même le plus porté à la dépense, l'homme industrieux le plus disposé à se donner toutes ses commodités, mettra toujours de côté une portion de ce qu'il avait droit de consommer. On peut même dire que s'il ne le faisait pas, il n'aurait pas satisfait tous ses besoins, car ce penchant à l'épargne lui est naturel comme tous ses autres be-

soins. Plus la société est civilisée, plus ce penchant est généralement senti, à quelques exceptions près, dont l'effet est bien plus que compensé par la parcimonie des avarés, qui portent leurs épargnes fort au-delà de ce que suggère la prévoyance commune, et qui s'exercent à se faire une jouissance des plus dures privations. Les liens de famille, les affections et les devoirs qui en sont la suite, ajoutent beaucoup à ce penchant. C'est alors que l'homme se complaît à enrichir un avenir auquel il se sent attaché par les plus doux sentimens de la nature.

C'est sous ce point de vue que Smith a considéré l'épargne faite par les particuliers, et qu'il en a exposé les effets sur l'accroissement de la richesse publique. Mais quelques écrivains récents, en se méprenant complètement sur le sens du mot *épargne*, ont imputé à l'auteur des idées aussi fausses que contradictoires. Ils ont cru voir dans sa doctrine le précepte de ne guère consommer et de beaucoup produire. A quoi, ont-ils dit, serviront tous ces produits s'ils ne trouvent pas d'acheteurs? La production sera bientôt tellement surabondante, tellement en excès relativement aux besoins et aux demandes, qu'elle restera, pour la plus grande partie, sans valeur. « Que ferait, sans » les dépenses, l'épargne d'Adam Smith? Elle

» emploierait des revenus à faire produire. Si per-  
» sonne n'achète ces produits, ils ne seront plus  
» remplacés l'année suivante (1). »

Cependant Smith avait eu le soin de prévenir cette objection, ou plutôt d'obvier à cette fausse interprétation de ses paroles, par l'observation suivante : « Ce qui est annuellement épargné, »  
» t-il dit (*pag.* 327), est aussi régulièrement con-  
» sommé que ce qui est annuellement dépensé,  
» et il l'est aussi presque dans le même temps;  
» mais il est consommé par une autre classe de  
» gens. »

L'épargne faite pour s'enrichir et par des vues d'économie, ne doit pas être confondue avec la frugalité ou l'abstinence absolue. Celle-ci opère dans la consommation un vide qu'elle ne remplit par aucune autre demande ; mais l'épargne ne diminue nullement la consommation générale, et loin d'y porter atteinte, non plus qu'à la production, elle contribue le plus souvent à les encourager et à les accroître l'une et l'autre.

Ainsi le particulier qui, par des principes moraux ou religieux portés jusques au rigorisme le plus outré, s'impose des privations continues, sans

---

(1) *Du système d'impôt, etc.*, par M. le vicomte de Saint-Chamans. Paris, 1820, page 95.

autre but que la satisfaction de remplir la règle qu'il s'est prescrite, opère réellement un vide dans la consommation, parce qu'en se privant il n'a point en vue de se ménager la jouissance de quelque autre produit du travail et de l'industrie. Il n'épargne rien, car il n'a rien à épargner; il s'abstient sans mettre en réserve. Il a les richesses en mépris et ne se donne aucun mouvement pour s'en procurer; il ne fait nul usage des moyens qu'il aurait de se créer un revenu, soit territorial, soit industriel; ses principes ascétiques le portent à faire la guerre à la production non moins qu'à la consommation. Toutefois, s'il possède quelque revenu et qu'il l'emploie aux œuvres charitables, alors il concourt, sous ce rapport, à accroître la consommation. S'il distribue lui-même ses aumônes en nature, et qu'il donne aux malades et aux indigens des bouillons et des médicamens, de la subsistance, du linge et des habits, il est le consommateur de tous ces divers articles, puisque c'est lui qui en fait demande et les paie aux producteurs. S'il fait ses largesses en argent, ce sont les pauvres qui sont les consommateurs, car ce sont eux qui demandent et qui paient avec l'argent reçu; ce qui s'accorde le mieux avec leurs besoins et leurs goûts. En supposant que les particuliers voués à ce régime austère formassent une secte

un

un peu nombreuse parmi les propriétaires d'un pays naturellement disposé à devenir prospère, une telle société porterait de graves atteintes à la consommation et à la production, en anéantissant une partie des facultés productives du travail de la nation. De tels sectaires ne seraient pas des propriétaires vigilans, occupés à défricher et à améliorer; ce ne serait pas parmi eux qu'il faudrait chercher des entrepreneurs actifs, d'habiles commerçans ni des ouvriers laborieux. Ils formeraient dans la population une classe inerte, qui ne prendrait presque aucune part dans le mouvement général du travail et de l'industrie.

Les lois somptuaires agissent de la même manière sur la production, et c'est à cette source même qu'elles attaquent la consommation. Que, dans un pays riche où en train de le devenir, des réglemens d'administration publique interdisent tout-à-coup l'usage des soieries, des dentelles, des riches tissus, des draperies fines, des bijoux, des carrosses, des festins, des spectacles, etc., non-seulement ces réglemens réduiront à l'inactivité tout le travail et l'industrie qui se seraient exercés à produire les articles compris dans la prohibition, non-seulement ils fermeraient ces emplois aux capitaux qui se seraient portés dans toutes ces branches, mais de plus, ils auront l'effet de dé-

truire parmi toutes les personnes que leur goût aurait portées à consommer ces sortes de richesses, le mobile principal qui excite à produire et à accroître ses revenus ; car on ne cherche à s'enrichir que pour jouir de ses richesses.

C'est ainsi qu'opère la diminution de la dépense des particuliers, quand cette diminution procède de causes qui réagissent sur la production.

L'épargne d'économie et de prévoyance, qui est la seule dont Smith se soit occupé en cet endroit, est d'une toute autre nature, et elle opère d'une manière directement contraire. Celui qui épargne dans la vue d'améliorer sa fortune, ne s'impose pas une privation absolue, et s'il s'abstient d'une jouissance, ce n'est que pour s'en ménager une autre qui est plus à sa convenance. Il ne renonce point à la chose qu'il ne veut pas consommer, car il entend bien en consommer toute la valeur. Il ne fait que vendre à un autre le droit de consommer à sa place. Il y a dans le voisinage de Paris, des propriétaires de vergers et de jardins qui, dans les années où les fruits sont rares et chers, se privent de manger ceux qu'ils recueillent et les portent à la halle, où ces fruits vont chercher d'autres consommateurs qui consentent à en donner un haut prix. Si la chose épargnée ne trouvait pas un consommateur, le but de l'épargne serait manqué et

il n'y aurait aucun intérêt à épargner. Il n'y a pas absence, mais il y a échange de consommation, et cet échange a, comme tous les autres, l'effet de multiplier les occasions de produire.

Un particulier a deux manières de placer le fruit de son épargne. La première et la plus ordinaire consiste à échanger un objet dont la consommation est instantanée, telles que sont les subsistances, contre un autre objet dont la consommation est lente et graduelle. Un artisan épargne le vin, la bière ou la viande que son salaire journalier lui permettrait de consommer, pour acheter, avec le prix qu'il retire de ces choses, un meuble qui lui est agréable ou commode. Il a échangé une jouissance fugitive contre une autre qui est solide et durable. Plus la chose qu'il acquiert avec son épargne a de durée, plus il s'est enrichi et plus il a ajouté de valeur au fonds de sa consommation particulière, et par conséquent au fonds de la consommation générale de son pays. Celui qui emploie ses épargnes à se donner une montre, une glace de cheminée ou une pièce d'argenterie, jouit encore après plus de 20 ans de ce fruit de ses épargnes, et le transmettra même à ses héritiers. Celui qui est également sobre et tempérant, mais qui aime la parure et qui n'épargne que pour avoir des habits plus frais, du linge plus blanc,

des bas de soie et des cheveux mieux soignés, ne sera guère plus riche au bout de l'année que ceux de ses camarades qui auront dépensé leur superflu au café ou au spectacle.

Celui qui épargne n'a en vue que sa satisfaction personnelle; mais sans le vouloir, il encourage une certaine quantité de travail et d'industrie qui n'aurait pas existé sans cela. J'ai connu un vieillard, dont le revenu était plus que suffisant pour lui procurer toutes les aisances de la vie, mais qui était dominé par la manie d'amasser des livres, du plus beau et plus grand papier, reliés avec magnificence. Pour satisfaire son goût favori, il en était venu au point de ne boire que de l'eau, de se nourrir de pain et de fromage, et de mettre la même parcimonie dans ses habits et dans ses meubles. Ces privations journalières étaient pour lui une source de jouissances toujours nouvelles, et tout en se livrant à son goût, il encourageait l'industrie des imprimeurs, des libraires et des relieurs, et par suite, celle des métiers subsidiaires, tels que papetiers, fondeurs de caractères, maroquiniers, batteurs d'or, etc., auxquels cet amateur donnait une occupation qui, sans lui, eût été moins active, et qui les mettait à portée de consommer le vin, la viande et les habits qu'il s'était refusés. A sa mort, ces livres vendus à l'enchère



publique ont produit plus de 60 mille francs, et cette somme a formé pour son héritier un capital productif d'intérêts, tandis que les débris épars de cette riche collection sont entrés dans le fonds de consommation de plus de cent différens particuliers, qui les ont payés avec des épargnes de revenus. Cette manière de placer ses épargnes dans son fonds de consommation devient de plus en plus générale, à mesure que le goût des meubles de décoration, des livres, des estampes, etc., s'étend et se propage dans les classes inférieures de la société.

Le mobilier de simple commodité, celui qui occupe sans nulle comparaison le plus grand nombre de manufactures, étant à la portée de toutes les classes de la société, se répand partout dans une abondance toujours croissante, à mesure que le fonds épargné vient à s'accumuler. Les objets de pure ostentation étaient peut-être aussi nombreux il y a deux à trois siècles qu'ils le sont aujourd'hui, parce que leur consommation est toujours restreinte à un très-petit nombre de personnes. Les grandes dames d'alors avaient des pierreries et fort peu de linge. On trouve dans le *Antichi à Estense* (Antiquités de la maison d'Est), l'inventaire du trousseau de Julie de la Rovère, fille du duc d'Urbain, mariée en 1548 à Alphonse d'Est, qui fut la

tige des ducs de Modène. La princesse apporta seulement 24 chemises et 12 mouchoirs. Le linge est un des premiers articles de commodité dans la consommation générale, et il n'y a guère de famille qui ne desire grossir sa provision en ce genre, à mesure que ses épargnes le lui permettent. Il serait impossible d'assigner aucunes bornes à l'accroissement que peut prendre, par cette voie, le fonds général de consommation d'un pays.

La seconde manière de placer le fruit de ses épargnes, c'est de s'en former un capital productif de profits ou d'intérêts, en le consacrant au service de la production. Ce genre de placement suppose nécessairement qu'il y a, dans la société, demande ou recherche de capitaux, c'est-à-dire, de nouvelles occasions d'en faire emploi. Celui qui épargne aurait beau vouloir se créer un surcroît de revenu, il est évident qu'il ne trouverait pas de profit à faire ni d'intérêt à recevoir sur ce capital épargné, si la production n'offrait pas quelque nouvel emploi de travail. Ainsi, quand le montant d'une épargne faite par un particulier peut lui rapporter un profit ou un intérêt, c'est parce que la production a besoin de s'étendre dans quelques-unes de ses branches pour se mettre au niveau des demandes que fait la consommation. Cette sorte de manière de placer ses épargnes ne saurait être illimitée comme la

première. Il doit, tôt ou tard, arriver que tous les emplois ouverts au travail sont pleinement saturés de capitaux et ne peuvent plus en absorber de nouveaux. C'est alors que le taux général du profit pour les entrepreneurs de travail et le taux de l'intérêt pour les capitalistes prêteurs, tombent si bas, que la plupart des particuliers préfèrent de réaliser leurs épargnes en additions nouvelles à leur fonds de consommation, c'est-à-dire, en objets mobiliers qui servent immédiatement à leurs commodités et jouissances.

Quand une nation, dont tous les membres ont depuis long-temps l'habitude d'épargner et d'accumuler, possède un capital supérieur à tout ce que la production intérieure peut employer, elle n'a plus d'autre moyen pour retirer quelque profit de son capital excédant, que de l'employer à faire les affaires des nations étrangères, soit en le leur prêtant, soit en achetant de l'une d'elles ce qui peut être demandé par une autre. Dans ce cas, tout le bénéfice de cette nation capitaliste se mesure bien moins sur la somme du capital que sur le taux des profits qu'il lui rapporte. Que des particuliers hollandais possèdent au service des étrangers un capital de cent millions, qui leur rende seulement 2 pour cent par an, ils ne seront pas plus riches qu'ils ne le seraient avec un capital de 50 millions

qui serait placé à 4 pour cent de la même manière, et, dans l'un comme dans l'autre cas, le revenu annuel de leur nation sera absolument le même.

On pourrait encore faire ici mention d'une troisième manière de réaliser le fruit de ses épargnes, sans le convertir en capital productif et sans le faire entrer dans son fonds de consommation; c'est de le garder dans ses coffres sous forme d'argent monnayé; ce qu'on nomme thésautiser. Mais cette manière d'accumuler étant l'effet d'une passion particulière et non pas d'une disposition commune à la généralité des hommes, elle ne devait pas être comprise dans cette division. Toutefois il est à propos d'observer ici que si l'avare qui entasse de l'argent ne contribue directement ni à la consommation ni à la production, pour tout ce qu'il épargne, cependant il concourt à imprimer de l'activité au courant de la consommation, en jetant dans la circulation générale tous les objets consommables dont il avait la disposition, et dont il se prive pour les convertir en argent. Tous ces objets trouvent des consommateurs, puisqu'ils sont payés à celui qui les possédait, et qui a mieux aimé les céder que de les appliquer à ses propres besoins.

Quelle que soit, au reste, la manière dont l'homme économe voudra placer ce qu'il épargne,

on voit que l'effet commun à tous ces divers placements sera toujours de faire passer la chose épargnée en d'autres mains, dans lesquelles elle sera consommée d'une manière plus avantageuse à la société. Dans tous les cas, celui qui épargne contribue puissamment à accroître l'activité de la consommation aussi bien que de la production, et il ajoute de plus en plus à la richesse de son pays, tout en ne se proposant que d'améliorer sa propre condition.

Les effets de cette tendance générale de tous les membres de la société sont impossibles à calculer, et on ne peut se faire une idée de l'accumulation prodigieuse qu'elle peut amener, qu'en comparant d'un siècle à l'autre l'accroissement presque incroyable de la masse des richesses, en dépit des fléaux, des guerres et des troubles civils qui entraînent d'immenses destructions. Si l'on suppose qu'en France, où les revenus nets des propriétés territoriales ne forment pas un produit annuel au-dessous de 12 cents millions, chaque propriétaire foncier, l'un dans l'autre, mette en épargne chaque année un dixième de son revenu, la somme de ces épargnes, au bout de 50 ans, représentera une valeur de plus de six milliards, sans y comprendre les intérêts de ce qui aura été placé en capital productif. Mais l'épargne ne se fait pas

seulement sur le revenu net, elle s'opère sur les charges mêmes de ce revenu. Le fermier épargne sur ses profits; l'ouvrier, sur ses salaires; le créancier de l'État, le rentier particulier, le pensionnaire, celui qui reçoit des gages, des rétributions ou des honoraires, tous mettent en réserve une portion de ce qu'ils auraient pu totalement consommer sans s'appauvrir. Dans un seul coin de la France, l'arrondissement d'Aubusson, dont la population totale est au-dessous de 100 mille, il sort tous les ans au moins 6000 hommes, qui se rendent à Paris pour y travailler comme maçons, charpentiers, tuiliers, etc.; chacun de ces ouvriers, l'un dans l'autre, y compris ceux qui servent comme simples goudjats, rapporte dans son pays 200 fr., ce qui donne annuellement pour ce seul objet, une épargne de 12 cents mille francs. Enfin, on peut dire que tout revenu, de quelque source qu'il provienne, a toujours une part qui lui survit, et il n'est pas rare que des individus vivant de la charité publique, aient laissé après eux un trésor de quelque importance.

Comme il est naturel que chacun aime à avoir sous sa main ce qui lui appartient, le placement fait sur lui-même sera pour l'ordinaire celui qu'il préférera à tout autre, et il emploiera, autant que possible, ce qu'il aura épargné à accroître ce qui

fait le fonds de sa richesse. Le propriétaire foncier voudra convertir le produit de ses économies en améliorations, en clôtures, en constructions utiles; le fermier en achètera quelques pièces de bétail et de nouveaux instrumens aratoires; le fabricant s'en servira pour augmenter la provision de ses matières premières, et le marchand ajoutera d'autant au fonds qui remplit son magasin. En Angleterre, où les fonds publics sont généralement recherchés, ils forment le réservoir dans lequel s'absorbe une grande partie des épargnes faites sur le revenu annuel. C'est cette source inépuisable et toujours croissante des économies privées qui fournit sans cesse au Gouvernement matière à ses emprunts; des intérêts de ces mêmes emprunts sont encore épargnés et convertis en capitaux, de manière à produire de nouveaux intérêts, dont une partie sera aussi mise en réserve, sans qu'on puisse prévoir quelle sera, en définitive, l'issue de cette lutte entre la profusion insatiable du Gouvernement et les patientes accumulations de l'économie des particuliers.

Le dissipateur qui applique à ses jouissances personnelles le capital productif qui lui est venu par héritage, enlève au travail et à l'industrie une partie des fonds qui étaient destinés à les alimenter, et par-là il semblerait porter atteinte à la repro-

duction, si, pour un dissipateur, il n'y avait pas cent économes qui s'empressent de remplir avec leurs épargnes le vide que la prodigalité a pu faire. Les hommes sans prévoyance, insoucians de leur avenir, et qui, sacrifiant tout à la jouissance du moment, détournent de sa destination un capital productif pour l'employer comme revenu, doivent être considérés comme ces insensés dont on ne tient nul compte quand on s'occupe à observer les procédés d'une société prise en masse. On peut donc poser comme règle générale, que c'est sur son revenu et non sur aucun autre fonds que tout consommateur prend ce qu'il applique à ses jouissances personnelles. Alors on reconnaîtra combien sont chimériques les alarmes de ceux qui croient qu'une nation peut s'appauvrir en consommant les denrées de luxe que lui apporte le commerce étranger. Quelque abondantes que puissent être des importations de ce genre, on peut affirmer qu'elles ne seront payées qu'avec des revenus, et que les consommateurs qui demandent du sucre, du thé, des vins d'Espagne ou des tissus anglais, n'entament aucun de leurs capitaux pour se satisfaire. Il est même à croire que pour se donner les moyens de consommer toutes ces choses, ils travaillent à augmenter leur revenu en se créant de nouveaux capitaux, et qu'une consommation de denrées ou



marchandises importées de l'étranger concourt à l'accroissement du revenu national, comme la consommation des productions indigènes. Il importe fort peu que ces importations du dehors soient payées avec de l'argent ou avec toute autre valeur; cet argent n'étant, dans ce cas, que la représentation d'un revenu, et l'argent, comme toute autre marchandise étrangère, étant à son tour acheté par une partie des revenus, lorsque les besoins de la circulation ou des manufactures demandent une importation nouvelle de ce métal.

L'homme économe qui convertit en un capital productif le montant de ses épargnes, est représenté par Smith comme le fondateur d'un établissement public, d'un atelier de travail qui doit durer à perpétuité, étant placé sous la garantie de l'intérêt personnel du capitaliste et de ses successeurs, attendu qu'il ne pourrait plus être détourné de sa destination première, sans que ceux-ci en éprouvassent un dommage qu'ils chercheront toujours à prévenir (p. 328). Une telle fondation cependant pourrait s'anéantir d'elle-même et sans qu'on puisse imputer aucune faute au possesseur du capital, parce que la mobilité continuelle des goûts et des fantaisies des consommateurs suffit pour enlever au travail et à l'industrie des emplois qui leur ont été long-temps avantageux, et pour rendre

oisifs les capitaux qui tenaient en activité ces branches particulières de la production. Celui qui mérite véritablement d'être qualifié de fondateur à perpétuer d'un atelier de travail, c'est celui qui a su présenter aux consommateurs l'attrait d'une jouissance nouvelle, dont l'habitude est devenue assez impérieuse pour prendre le caractère d'un véritable besoin. Tel est, par exemple, l'empire qu'exercent maintenant dans la consommation les denrées coloniales, dont l'usage était presque inconnu il y a 2 à 300 ans. Le voyageur qui, vers le milieu du dix-septième siècle, a excité la cour de France à prendre du tabac, peut être regardé comme le créateur d'une richesse toute nouvelle. Il a le premier ouvert une source qui bientôt s'est grossie au point d'ajouter considérablement à la fertilité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce du Monde, et de fournir aux capitaux productifs une multitude d'emplois qui, selon toute apparence, ne leur seront jamais enlevés. Cette superfluité est venue à bout de prendre rang parmi les articles réputés nécessaires, et sa consommation est du nombre de celles qui suivent les progrès de la population. La France seule consomme annuellement, si on comprend ce qui entre en fraude, plus de 30 millions de livres pesant de cette denrée, et celle-ci est tellement demandée, qu'un

prix élevé jusques à cinq ou six fois au-dessus du prix naturel ne paraît pas décourager les consommateurs.

---

## NOTE LI.

*Sur le sens à donner au mot capital.*

(TOME II, PAGE 354.)

DANS le langage familier et reçu parmi les gens d'affaires, on entend par le mot de *capital* une somme d'argent qui rapporte un intérêt à celui qui l'a prêtée, et on nomme *capitalistes* ceux qui possèdent de l'argent dont ils retirent du profit par l'emploi qu'ils en font.

Cette manière de parler a dû naturellement s'introduire dans le commerce, parce que c'est l'expression la plus simple et la plus abrégée qui est toujours adoptée de préférence, et que, dans le fait, les emprunteurs reçoivent toujours en argent ou en valeurs réalisables en argent le capital qui leur est prêté, qu'ils le remboursent de la même manière et servent aussi en argent l'intérêt convenu. Il n'y a pas d'inconvénient, dans la pratique, à cette façon de s'exprimer, parce qu'il est

très-rare qu'avec de l'argent, l'emprunteur ne se procure pas sur-le-champ les objets qu'il a en vue d'obtenir en contractant le prêt, et que même, sans cette assurance, il est probable qu'il n'aurait pas souscrit son engagement.

Toutefois, dans un ouvrage de théorie, dans lequel on doit se mettre en garde contre toute ambiguïté dans les termes qu'on emploie, il est indispensable de faire observer que l'argent n'est pas l'objet principal du prêt; que cet argent ne peut rendre aucun service à l'emprunteur qui a l'intention de faire exécuter quelque travail ou de consacrer à quelque spéculation de commerce ou entreprise de manufacture l'argent qu'il a reçu, à moins que cet argent ne soit converti en objets commerçables ou en matières propres à être manufacturées, attendu que c'est d'une opération de commerce, de fabrique ou de travail, quelconque qu'il attend le profit ou le bénéfice avec lequel il paiera un intérêt au capitaliste. Voilà ce que Smith a cru nécessaire d'expliquer pour prévenir toute équivoque sur ce mot *capital*. « La chose, dit-il, » dont l'emprunteur a vraiment besoin, celle que » le prêteur lui fournit réellement, ce n'est pas » l'argent, c'est ce que vaut cet argent; ce sont » les marchandises qu'on peut avoir avec cet » argent. » (P. 354.) « On peut regarder, dit-il

» il ailleurs (p. 357), un capital prêté à intérêt  
 » comme une délégation faite, par le prêteur à  
 » l'emprunteur d'une certaine portion du produit  
 » annuel, sous la condition qu'en retour l'em-  
 » prunteur lui déléguera annuellement une por-  
 » tion plus petite, appelée *intérêt*, et à l'échéance  
 » du prêt, une portion pareille à celle qui a été  
 » originairement déléguée. Quoique l'argent, soit  
 » espèces, soit papier, serve en général d'instru-  
 » ment de délégation, il est néanmoins tout-à-  
 » fait différent de la chose qu'on délègue par son  
 » moyen. »

Cette explication si claire et si conforme aux  
 premiers élémens de la science, n'a pas empêché  
 qu'un écrivain, qui vient de publier un ouvrage  
 d'économie politique, n'ait pris le mot *capital*  
 dans le sens impropre, contre lequel Smith a  
 voulu prévenir ses lecteurs.

« Il n'est pas vrai, dit ce nouvel auteur, que  
 » le travail n'agisse qu'à proportion des capitaux  
 » qui le mettent en mouvement. Toutes les fois  
 » qu'il y a demande des produits, et qu'on est, en  
 » conséquence, assuré de les vendre, les capitaux  
 » ne manquent jamais pour produire, ou l'on s'en  
 » passe fort bien. A défaut de capitaux on fait ses  
 » billets, on prend à crédit; l'on paie sur le prix  
 » de l'objet confectionné. Voyez dans les cam-

» pagnes, de pauvres charpentiers de village ont-  
 » ils jamais refusé une commande considérable,  
 » faute de capitaux (1)? »

Tout le vice de cet argument provient, comme on le voit, de la fausse idée que l'auteur s'est faite du mot de *capital*. Il serait aisé de démontrer par un exemple l'erreur dans laquelle il est tombé. Si l'on suppose qu'il y ait dans Paris une demande considérable pour des constructions de maisons neuves, et qu'en même temps on suppose qu'il n'existe au marché, dans les 50 lieues à la ronde de cette capitale, ni pierres de taille, ni moellons, ni plâtre, ni bois de charpente, ni gros fers, etc., vainement les entrepreneurs de bâtimens auront-ils le plus grand crédit auprès des capitalistes de Paris, vainement trouveront-ils de l'argent en quantité et à l'intérêt le plus modique, il ne leur en sera pas moins impossible de satisfaire aux demandes des propriétaires de terrain, et de construire à un prix qui s'accorde avec la valeur courante des maisons. Supposez maintenant des circonstances toutes contraires : qu'il y ait abondance de matériaux et difficulté extrême de se pro-

---

(1) *Du système d'impôt, fondé sur les principes de l'économie politique*, par M. le vicomte de Saint-Chamans, Paris, 1820, page 96.

turer de l'argent, ils auront mille moyens de suppléer à ce défaut d'argent, en donnant aux marchands de pierres, plâtre, bois et fer, des sûretés et des privilèges sur les constructions à faire, ou bien, en se faisant cautionner auprès d'eux par les propriétaires du terrain à bâtir. Que l'argent soit rare ou non, les maisons demandées seront construites à un prix raisonnable. De toutes les matières qui circulent pour le service de la consommation, l'argent est assurément celle dont il est le plus aisé de se passer, et c'est par cette raison que le charpentier de village, qui a ses matériaux sous la main, peut fort bien remplir toutes les commandes qui lui sont faites, sans recourir à la bourse de personne. Un des pays de l'Europe dans lequel les entreprises de manufacture et de commerce sont dans la plus grande activité et où il s'exécute le plus de travaux de tout genre, la circulation des capitaux s'exécute avec facilité depuis près de 25 ans, sans aucune entremise de l'argent et sans autre instrument qu'un papier de crédit garanti par une banque, et dont le remboursement n'a pas de terme fixe.

## NOTE LII.

*Sur les différens degrés d'encouragement que donne au travail du pays un capital employé dans le commerce en gros, d'après le genre de commerce dans lequel ce capital est employé.*

(TOME II, PAGE 387.)

UN capital employé dans les opérations de commerce en gros contribue plus ou moins à encourager le travail et l'industrie du pays, selon la nature des opérations auxquelles il est employé. Voilà ce que Smith se propose d'établir en cet endroit. Toutefois il ne faut pas se méprendre sur le but que l'auteur a eu en vue, ni en conclure qu'il ait entendu qu'une telle observation dût servir de règle à la conduite des particuliers ni à celle du Gouvernement. Il reconnaît que le possesseur d'un capital, en choisissant l'emploi qu'il veut en faire, ne se détermine que d'après son propre intérêt et sa convenance personnelle. « Il  
» n'entre jamais dans sa pensée, dit-il (p. 401),  
» de calculer combien ce genre d'emploi mettra  
» de travail en activité et ajoutera de valeur au  
» produit annuel de son pays. »



En même temps, l'auteur, fidèle à ce principe de liberté, qui est la base fondamentale de toute sa doctrine, ne veut pas que l'on s'efforce d'encourager un genre de commerce plus que l'autre. « Le grand objet que se propose l'économie politique, dit-il (p. 396), c'est d'augmenter la richesse et la puissance du pays. Elle ne doit donc accorder aucune préférence au commerce étranger sur le commerce intérieur, ni au commerce de transport sur aucun des deux autres; elle ne doit pas encourager l'un de ces commerces plus que l'autre; elle ne doit pas chercher, par des appâts ou par des contraintes, à attirer dans l'un ou l'autre de ces canaux une plus grande quantité du capital du pays, que celle qui s'y jetterait d'elle-même dans le cours naturel des choses. »

Mais, dans un ouvrage où l'on se propose de rechercher comment se forme la richesse nationale, comment elle s'augmente et quelle est l'influence du capital accumulé sur l'accroissement de la fortune publique, il était nécessaire d'expliquer de quelle manière chaque capital peut agir sur le travail et l'industrie de la société, selon l'emploi que le capitaliste a jugé à propos de donner à son capital; et c'est là tout ce que Smith a voulu faire en démontrant qu'un capital, placé dans le commerce intérieur, donne deux fois plus d'encourage-

ment au travail national que la même somme de capital placée dans des opérations de commerce étranger, même dans le cas où l'on supposerait que les retours de ce commerce étranger seraient aussi prompts que ceux d'un commerce intérieur.

Pour prouver sa proposition, il suppose qu'un commerçant d'Édimbourg emploie son capital à acheter des ouvrages de fabrique écossaise qu'il expédie pour Londres, et qu'il se fasse remettre en retour des marchandises de fabrique anglaise. Par cette opération, dit-il, ce commerçant remplace deux capitaux appartenant l'un et l'autre à des fabricans sujets de la Grande-Bretagne, deux capitaux qui, à chaque remplacement, mettent en œuvre le travail et l'industrie des nationaux. Mais le commerçant qui emploie son capital à acheter des marchandises étrangères pour la consommation intérieure, s'il fait cet achat en envoyant à l'étranger des marchandises de fabrique nationale, remplace bien, par chaque opération de ce genre, deux capitaux distincts; mais de ces deux capitaux, l'un seulement sert à l'entretien de l'industrie domestique. Si le commerçant anglais envoie en Portugal des marchandises de fabrique anglaise, pour rapporter en Angleterre des marchandises portugaises, il n'a remplacé, dans cette opération,

qu'un seul capital anglais, et il a encouragé, dans la même proportion, le travail et l'industrie des sujets du roi de Portugal.

M. Ricardo attaque cette proposition, et soutient que les raisonnemens de Smith ne sont que spécieux. « Quoique deux capitaux, dit-il, l'un portugais et l'autre anglais, soient employés, ainsi que le suppose le docteur Smith, il y aura cependant un capital, employé au commerce étranger, double de celui qui sera employé au commerce intérieur. Supposons que l'Ecosse emploie un capital de 1000 livres sterling à la fabrication des toiles qu'elle échange contre le produit d'un capital pareil employé en Angleterre à la fabrication des soieries; ces deux pays emploieront ainsi 2000 liv. et une quantité de travail à proportion. Supposons maintenant que l'Angleterre découvre qu'elle peut obtenir de l'Allemagne une plus grande quantité de toiles en échange des soieries qu'elle était dans l'habitude d'exporter en Ecosse, et que, de son côté, l'Ecosse trouve qu'elle peut obtenir de la France plus de soieries en échange de ses toiles, qu'elle n'en obtenait auparavant de l'Angleterre; dans ce cas, le commerce entre l'Angleterre et l'Ecosse ne cessera-t-il pas à l'instant, et le commerce de consommation intérieure ne

» sera-t-il pas remplacé par un commerce de con-  
» sommation étrangère ? »

Jusques ici, ce que dit M. Ricardo nous paraît incontestable ; mais il ajoute : « Quoique deux  
» capitaux additionnels entrent dans ce com-  
» merce, c'est-à-dire, le capital allemand et le  
» capital français, la même somme de capital  
» écossais et anglais ne continuera-t-elle pas à être  
» employée, et ne mettra-t-elle pas en activité la  
» même quantité d'industrie que lorsque ces ca-  
» pitaux étaient consacrés au commerce inté-  
» rieur (1) ? »

C'est ici que M. Ricardo déplace la question et s'écarte entièrement du sujet traité par l'auteur qu'il prétend réfuter. Smith se borne à considérer l'étendue des services que les capitaux de commerce peuvent rendre aux capitaux placés dans les manufactures ou dans l'agriculture. Il ne s'agit ici que de la relation qui existe entre le capital commercial et le capital industriel, qui sont deux différentes natures de capital, et l'on veut mesurer le degré d'activité que le premier imprime à l'autre dans des circonstances différentes. Le vice principal du raisonnement de M. Ricardo pro-

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome II, page 228 de la traduction française.

vient de ce qu'il a confondu ces deux classes de capitaux.

Pour faire mieux ressortir son erreur, je suis forcé de rappeler et de spécifier plus particulièrement cette importante distinction. Les capitaux employés à la terre et aux manufactures consistent en bâtimens, ateliers, machines et instrumens qui forment la partie fixe de ce genre de capital; puis, en matières premières et subsistances ou salaires qui en sont la partie circulante. C'est à l'aide de ce capital, tant fixe que circulant, que l'entrepreneur de travail produit et fabrique, et qu'il convertit ses matières premières en objets consommables ou marchandises. Mais le producteur ou fabricant ne peut vendre lui-même ses produits, autrement il faudrait qu'il interrompît ses travaux et fermât ses ateliers pendant tout le temps qui s'écoulerait entre la confection et le débit des objets fabriqués; car il n'y a que la vente qui lui fasse rentrer son capital et le mette en état d'avoir de nouveau des matières premières et de payer des salaires pour continuer sa fabrication. Une autre classe de capital est destinée à opérer ce remplacement avec assez de célérité pour que l'activité de la culture ou de la fabrique n'éprouve aucune interruption. Ce capital est le capital commercial, le seul dont il soit ici question. Ce capital

consiste en valeurs mobilières ou circulantes, au moyen desquelles le commerçant achète les produits de la terre ou de la fabrique pour les livrer à la consommation le plutôt possible, et c'est par les revenus des consommateurs que cette autre classe de capital est remplacée. C'est ainsi que ces deux classes de capitaux concourent à tenir en activité constante le travail et l'industrie du pays, et qu'elles se prêtent un secours réciproque. Or, l'étendue de ce secours diffère selon l'espèce de commerce à laquelle le capital commercial se trouve employé, et si la démonstration donnée par Smith ne semble pas assez claire, des calculs plus positifs la rendront plus frappante.

Un négociant d'Édimbourg qui possède en argent, lettres de change ou autres valeurs disponibles, une somme de 25,000 francs, juge à propos d'employer cette somme à acheter d'un manufacturier d'Écosse des toiles; il les expédie à son correspondant de Londres, auquel il donne commission de les vendre à des marchands de cette ville, et avec les valeurs provenant de cette vente, de lui adresser en retour des étoffes de soie fabriquées à Londres, que ce négociant se propose de vendre à Édimbourg. Dans cette opération, les 25,000 fr. du négociant ont remplacé une pareille somme dans le capital circulant du fabricant de

toiles d'Ecosse, et lui ont donné le moyen de racheter des matières et de payer des ouvriers pour fabriquer de nouveau. Le prix de ces mêmes toiles a ensuite servi à remplacer le capital circulant du fabricant de soieries à Londres, pour pareille somme de 25,000 fr. au moins, et lui a fourni des fonds pour commencer de nouveaux ouvrages. Ainsi ; dans cet emploi, les 25,000 fr. appartenant au commerçant d'Edimbourg ont successivement remplacé deux capitaux de même somme, faisant tous deux partie du capital britannique consacré directement au service des manufactures du pays.

Mais si le commerçant d'Edimbourg, au lieu d'envoyer à Londres les toiles qu'il a achetées du fabricant d'Ecosse, expédie ces toiles en Portugal et charge son correspondant en ce pays de lui faire parvenir, en retour, des vins de Portugal ; dans ce cas, le capital commercial écossais n'aura remplacé que 25,000 fr. seulement dans le capital manufacturier de la Grande-Bretagne, et il aura remplacé pareille somme de 25,000 fr. dans le capital portugais employé à la production et au commerce des vins de ce royaume.

Dans l'hypothèse que présente M. Ricardo, l'opération serait double. Il suppose que le commerçant d'Ecosse trouve plus de profit à faire en envoyant ses toiles en France, dont il importera des

soieries. Il suppose de plus, qu'un commerçant de Londres, au lieu d'acheter ses toiles d'Ecosse, regardera comme une spéculation plus lucrative pour lui de tirer des toiles de l'Allemagne et d'y exporter des soieries de Londres. Dans cette supposition, sans doute, il y aura la même quantité du capital manufacturier de la Grande-Bretagne qui sera employée et tenue en activité, savoir, 25,000 fr. en Ecosse et 25,000 fr. à Londres, comme dans le temps où les toiles d'Ecosse et les soieries anglaises s'échangeaient les unes contre les autres. On convient que si les ventes de toiles ou de soieries ont lieu pour la même somme qu'auparavant, il n'y aura, dans un cas comme dans l'autre, rien de changé quant à la quantité du capital industriel ou manufacturier. Mais dans le cas où les toiles d'Ecosse et les soieries de Londres iront s'échanger au dehors, les deux opérations ne pourront se consommer qu'autant que le capital commercial de la Grande-Bretagne y concourra pour 50,000 fr., savoir, pour 25,000 fr. en Ecosse et pour 25,000 fr. à Londres; car ce n'est pas le fabricant de toiles d'Ecosse qui fera l'envoi de ses toiles en France, pour en faire revenir des étoffes de soie; ce ne sera pas non plus le manufacturier de soieries de Londres qui se chargera de l'exportation de ses produits et de l'importation des toiles.



d'Allemagne ; il faudra nécessairement à chacun de ces fabricans le secours d'un capital commercial de valeur égale à la somme de leurs produits destinée à être exportée. Ce qui , dans le premier cas , était opéré par le mouvement d'un seul capital commercial de 25,000 fr. , ne pourra plus l'être , dans le second cas , que par le mouvement de deux capitaux de commerce de chacun 25,000 fr.

---

## NOTE LIII.

*Sur l'exportation du produit qui excède la consommation intérieure.*

(TOME II, PAGE 396.)

ON ne produit que pour trouver un consommateur ; on ne fabrique que pour vendre ; car l'ouvrier et l'homme industriel qui l'emploie ne voudront pas travailler sans recueillir des salaires et des profits.

« Dans toutes les choses qui sont le produit de  
» l'industrie humaine, a dit Smith (*tom. I, p. 238*),  
» la demande annuelle qui s'en fait, règle la quantité d'industrie qui s'y porte annuellement, en  
» telle sorte que le produit moyen annuel puisse

» égalet d'aussi près qu'il est possible la quantité  
» présumée de la consommation annuelle. »

Ainsi toutes les fois qu'une branche quelconque d'industrie donne un produit qui excède ce que la demande du pays peut absorber, c'est parce que l'excédant est envoyé au dehors pour y être échangé contre quelque autre produit qui est en demande dans l'intérieur. « La terre et le travail de la  
» Grande-Bretagne, dit Smith (p. 397), pro-  
» duisent naturellement plus de blé, de laines  
» et de quincailleries que n'en exige la demande  
» du marché intérieur. Il faut donc exporter le  
» surplus et l'échanger contre quelque chose dont  
» il y ait demande dans le pays. »

M. Ricardo attaque cette proposition, et ici, comme il lui arrive presque toujours, sa critique s'adresse à ce que notre auteur n'a pas voulu dire :  
« On serait tenté de croire, dit-il, d'après ce pas-  
» sage, qu'Adam Smith en conclura que nous  
» sommes dans la nécessité de produire un excé-  
» dant de blé, d'étoffes de laine et de quincaille-  
» ries, et que le capital employé à leur production  
» ne saurait l'être d'une autre manière. On a ce-  
» pendant toujours le choix de l'emploi à donner  
» à son capital, et par conséquent il ne peut y  
» avoir, pendant un temps durable, un excédant  
» de produit quelconque ; car si cela était, il tom-

» berait au-dessous de son prix naturel, et le  
 » capital passerait à un autre emploi plus lu-  
 » cratif (1). »

Toute cette objection ne porte que sur une équivoque. Le mot *excédant* est pris par M. Ricardo dans un sens absolu, lorsque Smith n'a voulu l'employer que dans un sens purement relatif. Ce produit dont il parle, qui est un excédant relativement à la consommation du pays, n'est point un excédant pour la consommation universelle; autrement personne ne s'aviserait de le produire. Quand il dit que la Grande-Bretagne produit naturellement plus de blé, de lainages et de quincailleries que n'en demande son marché intérieur, il ne peut pas dire autre chose, si ce n'est que la pente naturelle du travail et de l'industrie les porte à produire plus de ces denrées et marchandises qu'il n'en faut pour la consommation de l'Angleterre, mais que si le travail et les capitaux ont pris cette direction, c'est parce que la consommation étrangère offre, pour ces articles, un marché avantageux. Il importe peu au producteur et au fabricant que ses produits soient consommés dans le pays ou au dehors; ce qui lui importe, c'est qu'ils soient bien vendus.

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, traduction française, tome II, page 109, note.

L'emploi le plus profitable pour le possesseur de capitaux, c'est celui qui lui rend le plus de bénéfice, soit que ce bénéfice soit payé par un consommateur national ou par un consommateur étranger. S'il produit plus que ses compatriotes ne lui peuvent acheter, il n'y est forcé que par l'impulsion de son intérêt personnel, et c'est seulement parce que ses spéculations lui ont appris qu'il tirerait plus de profit à produire pour la consommation extérieure. Nos vignobles de Bordeaux sont cultivés de manière à produire beaucoup plus de vin qu'en demande la consommation française, mais ce surplus est dirigé vers les pays du nord de l'Europe et jusque dans des contrées de l'Asie orientale, d'où il ramène, en retour, des denrées étrangères que nos consommateurs recherchent et consentent à payer ; en sorte que, tout bien calculé, quand l'opération est terminée, on reconnaît qu'il y a plus de bénéfice à exploiter ce terrain en nature de vigne et à y consacrer le nécessaire, que de donner tout autre emploi à cette portion du sol et du capital français.

---

## NOTE LIV.

*Sur la division du territoire entre un nombre plus ou moins grand de propriétaires.*

(TOME II, PAGE 414.)

ON lit dans des écrits récents que le nombre des propriétaires fonciers en Angleterre, qu'on estimait être de 250 mille en 1786, ne se montait plus, en 1816, qu'à 32 mille seulement, dans lequel nombre les corporations figuraient pour 6 mille, et le clergé pour autant; en sorte qu'il n'existerait dans ce royaume que 20 mille particuliers qui fussent propriétaires (1).

Cette assertion, dont je ne prétends pas garantir l'exactitude, ne se trouverait cependant pas démentie, comme on l'a dit, par le nombre beaucoup plus considérable de personnes qui concourent, dans les comités, à l'élection des membres du parlement, attendu, 1<sup>o</sup> que la même propriété confère le droit

---

(1) *Histoire critique et raisonnée de la situation de l'Angleterre au 1<sup>er</sup> janvier 1816*, par M. de Montvéran. Paris, 1819. (Tome I, p. 34, note, et tome II, page 345.)

de vote, non-seulement au propriétaire du domaine, mais encore à tous ceux qui sont investis de quelque droit réel ou foncier sur le même bien ; 2° que le propriétaire exerce son droit de suffrage dans tous les comtés dans l'étendue desquels il possède une propriété ou un droit réel et foncier ; en sorte que le même propriétaire peut se présenter à la fois dans vingt élections différentes ; 3° que le seul titre de preneur par bail à vie d'un *freehold* pour 2 livres sterling de rente ou prix de bail, suffit pour conférer le droit de vote.

Quoi qu'il en soit, la division des propriétés en France se présente sous des apparences fort différentes. D'après un relevé fait sur les rôles de 1816, la totalité des cotes de la contribution foncière s'élève au nombre de 10 millions 400 mille. Dans ce nombre, les cotes au-dessous de 50 fr. entrent pour 8 millions, et celles supérieures, mais au-dessous de 500 fr., pour 11 cent mille ; en sorte que les cotes de 500 fr. et au-dessus sont au nombre de 13 cent mille. Dans cette dernière catégorie, les cotes de 1000 fr. et au-dessus n'excèdent pas 17 à 18 mille. Enfin, on voit par le nombre des personnes appelées aux élections, que les contribuables de 300 fr. et au-dessus forment un nombre d'environ 100 mille. D'après ces données, si on suppose que toute la population française se com-

pose de 5 millions de familles, et qu'on estime que, l'un dans l'autre, chaque propriétaire figure quatre fois sur les rôles de divers cantons de perception, il en résulterait qu'une moitié des habitans de la France est, ou propriétaire foncier, ou membre d'une famille de propriétaire.

Ce grand nombre de propriétés foncières, dont il se présente nécessairement tous les ans au marché une quantité assez considérable, est cependant loin d'avoir fait baisser la marchandise. Il n'est personne qui n'ait été à portée d'observer que lorsque, dans l'un des départemens voisins de la capitale, il se trouve à vendre un petit morceau de terre cultivable, l'activité de la concurrence est telle, que le prix de l'objet est fort au-dessus de la proportion ordinaire avec le revenu. On sait que si une ferme de quelque étendue est mise en vente par petits lots détachés, la vente produira un tiers et quelquefois moitié plus que si ce bien eût été vendu en masse. Un bon domaine, un herbage de Normandie, du produit net de 4 à 5000 fr., ne trouvera peut-être pas d'acquéreur qui en donne plus de vingt-cinq fois le revenu; mais ce qu'on pourra diviser en petits lots, dans le même canton, de manière à le mettre à la portée d'un grand nombre d'acheteurs, sera enchéri jusques à trente à quarante fois le revenu net actuel. Les habitans de la

campagne, qui, comme tous les hommes industriels et économes, épargnent une partie de leur revenu, ne veulent pas d'autre placement qu'un achat de propriété foncière. Ils répugnent à confier leur argent à des commerçans ou même à tout autre emprunteur, et les fonds de la dette publique leur inspirent peu de confiance, ou sont même pour eux une sorte de valeur à peu près inconnue. Les économies qu'ils peuvent faire ne leur permettent pas d'atteindre à autre chose qu'à de petits lots de terre, et s'il s'en présente au marché de leur canton, ils enchérissent tous à l'envi les uns des autres. Les acquisitions d'un prix un peu élevé ne sont plus à la portée que d'une classe de gens moins disposés à rejeter les autres espèces de placement de leur capital. Si, en général, ceux-ci préfèrent la propriété foncière, du moins cette préférence ne va pas jusques à un sacrifice considérable du revenu qu'ils pourraient se procurer d'une autre manière.

On doit bien présumer que ces petites portions de terres achetées à si haut prix par les cultivateurs des campagnes, sont bientôt travaillées par eux de manière à rendre tout le produit brut que la fertilité naturelle du sol permet d'en tirer; et c'est sur la somme de ce produit brut, non sur celle du produit net, que l'on doit mesurer le bénéfice qui en



résulte pour la société, puisque le produit brut fournit des subsistances aux ouvriers de la culture, des profits et du revenu aux cultivateurs-propriétaires. La distinction entre le produit brut et le produit net serait impossible à établir pour ces petites exploitations qui se font par les mains mêmes du propriétaire et de sa famille, et auxquelles ceux-ci, en certaines saisons de l'année, consacrent non-seulement toute leur journée, mais quelquefois une partie de la nuit.

On a encore tenté dernièrement de renouveler les attaques qui ont été souvent dirigées contre la division des propriétés, et de provoquer les chambres législatives à prendre des mesures pour la restreindre. Cependant, si l'on veut ne considérer cette question que sous le rapport des progrès de la culture et de la richesse nationale, sous celui de la tranquillité intérieure et de tout ce qui constitue immédiatement la félicité publique, quel plus grand bien pour un pays que d'y multiplier autant que possible la classe des propriétaires ruraux, de ces hommes que leur intérêt personnel attache si fortement au maintien de l'ordre établi; de ces petits agriculteurs que leurs occupations paisibles tiennent éloignés de la corruption et de la turbulence des villes, et qui ne connaissent de délassemens que ceux qu'ils trouvent au sein de leurs familles?

Quoi de plus avantageux que d'offrir un placement si sûr et si commode à chaque modique capital, et d'ouvrir de toutes parts des sources nouvelles au travail le plus innocent et le plus profitable ?

On a objecté que cette division extrême de la propriété était une occasion fréquente de querelles sur la fixation des limites entre les propriétaires voisins qui se touchent par tant de points ; mais un code rural bien rédigé et une sage administration de la police municipale préviendraient un inconvénient qu'on exagère, et dont il ne semble pas qu'on ait ressenti jusques à présent de fâcheux effets.

Mais la plus chimérique de toutes les alléguées que montrent les ennemis de cette division de terres, c'est la crainte de voir l'universalité des propriétés de la France s'éparpiller ainsi en fractions exigües, de manière à ce qu'insensiblement les grandes et importantes propriétés viennent à disparaître : comme si la tendance naturelle qu'a tout propriétaire à arrondir sa propriété, en y réunissant sans cesse de nouvelles acquisitions, comme si le besoin si impérieux pour l'homme riche d'embellir ce qu'il possède et d'en agrandir les proportions, n'étaient pas des principes assez puissans pour contre-balancer une division qui ne s'opère que par la chance des successions ! Les causes qui poussent à l'agglomération sont cent fois plus multipliées et

plus énergiques que celles qui amènent le morcellement. Quel que soit l'attachement du petit cultivateur pour sa propriété, il est bien rare qu'il ne cède pas aux offres séduisantes et répétées du riche et puissant voisin qui a des projets d'agrandissement. Quand nous serons plus éloignés de l'événement qui a mis tout-à-coup dans la circulation une masse immense de grandes propriétés et qui les a réduites, pour ainsi dire, en menue monnaie, afin qu'ils pussent plus promptement et plus facilement se distribuer parmi le peuple, nous ne tarderons pas à nous apercevoir, par la réduction graduelle du nombre des cotisés à la contribution foncière, que les choses auront repris leur cours naturel, que des corps de propriété se seront formés peu à peu avec ces élémens épars qui ne pourront pas long-temps résister à la puissance attractive des masses.

C'est donc pour aller au-devant d'un mal tout-à-fait imaginaire, qu'on propose de faire revivre ces absurdes institutions, dignes de leur barbare origine, qui violent les premiers principes de la justice et de la raison, et déchirent les liens sacrés de la famille. Qu'y a-t-il de plus révoltant, de plus contraire aux sentimens et aux devoirs imprimés par la nature dans le cœur des parens, que cette loi de la *primogéniture* qui, comme l'observe Smith,

« pour enrichir un des enfans, réduit tous les autres à la misère? ».

Les substitutions perpétuelles ou *majorats* furent introduits par le même motif que le droit de primogéniture, pour prévenir l'aliénation ou le démembrement d'une propriété qui ne pouvait être défendue contre les attaques du dehors que par la force et le nombre des hommes qui subsistaient de son produit. Notre Code civil a heureusement fait disparaître ces vestiges de l'anarchie sous laquelle gémissaient nos ancêtres. Aujourd'hui une telle dérogation au droit commun des successions, loin d'avoir aucun but utile, ne serait qu'une occasion d'abus et de désordres. Un grevé de substitution qui jouit d'une propriété sans avoir aucun intérêt personnel à l'améliorer, qui a des successeurs pour recueillir ses biens et qui n'en a point pour tenir ses engagemens, qui vit au sein de l'abondance quand il est placé dans un état d'insolvabilité, qui est naturellement tenté d'abuser de cet extérieur d'opulence pour ajouter à ses consommations viagères en trompant la bonne foi de ses fournisseurs, est un homme d'autant plus dangereux dans la société, qu'il y est ordinairement placé dans une haute classe. Une telle institution détruit, dans tous ceux qu'elle atteint, cet esprit de propriété si éminemment conservateur et productif. Elle oblige une

suite de générations à retenir, en dépit de leur volonté et de leur convenance, une possession qui n'est pas de leur choix, et elle arrache violemment de la circulation des biens qui, sans cela, passeraient dans les mains de quelqu'un qui les rechercherait par goût et les conserverait par attachement.

Mais quelque graves que pussent paraître les considérations qui prescrivent ce dévolu d'une propriété au premier né à l'exclusion des autres enfans, et cette transmission circonscrite à perpétuité dans une ligne déterminée, ces raisons toutefois doivent céder à un motif prédominant, qui est le maintien de l'ordre de gouvernement établi dans un pays. Si donc il existe dans les institutions politiques de ces pays une magistrature héréditaire qui constitue une classe de citoyens plus élevée que les autres, et séparée du reste de la nation par des prérogatives jugées nécessaires à l'existence de ce corps aristocratique, la conséquence d'une telle institution est qu'à cette magistrature héréditaire soit attachée, comme accessoire, une propriété proportionnée par son importance à la dignité dont le magistrat est revêtu, et que cette propriété suive la ligne tracée pour la transmission du titre et participe à tous les caractères d'inaliénabilité et d'indivisibilité qui sont de l'essence de

ce titre héréditaire. L'état d'indigence, pour un homme constitué en dignité, est une des causes les plus propres à lui faire perdre la considération publique; et si cette cause n'est pas la plus juste et la plus raisonnable, elle est certainement celle qui frappe le plus l'attention et qui agit le plus généralement sur les esprits. Ainsi le droit de succession par primogéniture et la substitution de mâle en mâle dans une ligne déterminée, doivent être spécialement et exclusivement réservés à l'aristocratie constitutionnelle, comme un des privilèges conservateurs dont elle a besoin d'être investie; et c'est précisément par cette raison que ce mode de succéder doit être interdit aux autres classes de la société, puisque, sans cela, il perdrait le caractère de privilège et porterait atteinte à la constitution de l'État.

---

## NOTE LV.

*Sur le change.*

(TOME III, PAGE 10.)

L'ARGENT a la même valeur intrinsèque dans tous les pays; mais cette marchandise, comme toutes les autres, acquiert un surcroît de valeur,

lorsqu'elle est transportée d'un lieu où elle était moins utile , dans un lieu où elle le sera davantage. Les blés de Picardie destinés à la consommation de Paris , quand ils sont parvenus aux portes de cette ville , ont acquis une valeur additionnelle par les frais de transport sans lesquels cette denrée n'aurait pas eu toute l'utilité qui en a déterminé la production. Les frais et risques du transport de l'argent sont la seule cause qui fait varier le cours du change , et le résultat des transactions faites entre deux places est la circonstance qui rend ce transport plus ou moins utile.

Quand les dettes, et créances respectives du commerce de deux nations qui font des affaires l'une avec l'autre se balancent de telle manière qu'il n'y aura pas nécessité de transporter de l'argent d'un pays dans l'autre pour solder le compte définitif , alors il est indifférent pour un commerçant d'avoir de l'argent dans l'un ou dans l'autre pays ; le transport d'espèces n'a point d'utilité , et le change est au pair.

Ce pair du change s'exprime en traduisant simplement d'une langue dans l'autre la valeur nominale d'une quantité déterminée d'argent. Si un poids de 4 onces d'argent au titre ordinaire de la monnaie se nomme en France , quand il est monnayé , 25 francs , et que ce même poids se nomme ,

dans la monnaie d'Angleterre , une livre sterling , le change sera au pair entre les deux nations , lorsque la livre sterling se fera sur la place de Londres au prix de 25 francs , ou que 25 francs achèteront à la bourse de Paris une lettre-de-change au moyen de laquelle le porteur se fera payer en Angleterre une livre sterling.

Mais si , toutes compensations faites , les marchands de Londres sont dans la nécessité de faire transporter de l'argent en France , ils rechercheront les lettres-de-change sur Paris , puisque ces lettres les mettront en possession d'une somme d'argent toute transportée , et leur épargneront les frais et embarras du transport. De l'argent à Paris leur est , dans ce cas , plus utile que de l'argent à Londres ; il a la valeur additionnelle résultant du transport effectué. Ils achèteront peut-être jusques au prix de 21 schellings une lettre-de-change de 25 francs sur Paris , et par conséquent 25 francs achèteront sur la place de Paris une lettre-de-change de 21 schellings payables à Londres. Alors le change sera de 5 pour cent contre l'Angleterre en faveur de la France.

Si , en supposant la balance de doit et d'avoir égale entre ces deux pays , et par conséquent l'argent ayant autant de valeur sur une place que sur l'autre , il se soit en même temps opéré une



espèce de révolution dans le langage approprié à la monnaie anglaise, que, par une altération dans les termes, la même expression n'ait plus le même sens et ne représente plus la même chose ; si les Anglais, au lieu d'énoncer, comme par le passé, par ce mot de *une livre sterling*, un poids de 4 onces d'argent de notre poids de marc, entendent par ce même mot une promesse ou obligation plus ou moins solide, plus ou moins facile à réaliser, contractée par une association de banquiers de payer au porteur cette livre sterling, alors le commerce des lettres-de-change entre Paris et Londres ne se réglera plus sur les principes du change ni d'après le plus ou le moins d'utilité du transport des espèces d'un lieu dans l'autre. Ce sera un contrat ou marché d'une toute autre nature ; ce ne sera plus un échange d'argent contre argent, avec addition ou retenue de la somme équivalente aux frais et risques du transport des espèces. Ce contrat-ci est devenu une convention purement aléatoire, dont les conditions dépendent du plus ou moins de probabilité de la réalisation de la promesse, du plus ou moins de confiance qu'inspire le débiteur, du plus ou moins d'espoir de placer la promesse avec facilité et sans perte. Lorsque, par suite d'une émission de papier-monnaie hors de toute mesure, la livre sterling, il y a quelques années, se négociait

à Paris au prix de 18 francs 75 centimes; si l'on suppose qu'il y eût balance dans les comptes de commerce respectif entre les deux pays, alors les risques du non-paiement de la promesse ou de la perte à faire pour la réaliser contre argent ou marchandises, étaient évalués à 25 pour cent. Celui qui prenait une lettre-de-change sur Londres et qui la payait avec des écus français, savait que cette lettre-de-change n'était payable qu'en billets de la banque dépréciés par leur excessive surabondance, et qu'il n'estimait valoir que les trois-quarts seulement de leur valeur nominale ou fictive. Quoique les gens de commerce donnassent à cet agio le nom de *change*, néanmoins le cours auquel se négociaient alors à Paris les traites sur l'Angleterre, ne pouvait être regardé comme une indication de l'état du change entre les deux nations. Au temps même où se faisaient ces marchés, il se peut très-bien que, par le résultat des affaires respectives de commerce, le change réel fût en faveur de l'Angleterre, et que le prix de ce change, en élevant de quelque chose en France la valeur du papier-monnaie anglais, ait prévenu une plus forte dépréciation des traites sur l'Angleterre vendues à la bourse de Paris.

Si la circulation monétaire de l'Angleterre, au lieu d'être en papier de banque, était en une monnaie

altérée , rognée ou usée de 25 pour cent , en sorte que la livre sterling , au lieu de contenir 4 de nos onces , n'en contînt plus que 3 , cette livre sterling se vendrait 18 francs 75 centimes sur la place de Paris , lorsque le change serait au pair entre les deux pays , parce que 18 francs 75 centimes formeraient alors le même poids d'argent que la livre sterling. On ne pourrait pas dire , dans ce cas , comme l'a fait M. Ricardo (1) , que le change fût au désavantage de l'Angleterre de 25 pour cent : supposez que le cours de la livre sterling , pendant cette circulation de mauvaises espèces , fût à 20 francs , il faudra reconnaître que le change réel est de 5 pour cent en faveur de l'Angleterre , puisque 20 francs contiendraient un 10<sup>e</sup> d'argent de plus que la livre sterling de cette monnaie rognée.

Mais M. Ricardo , en poursuivant son raisonnement sur cette matière , établit encore ici une de ces hypothèses dont nous avons déjà remarqué quelques exemples dans son ouvrage , c'est-à-dire , qu'il suppose un concours de circonstances impossible , et composé de faits qui s'excluent les uns les autres. Il suppose qu'il y ait en Angleterre ,

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome I, pages 405 et 406 de la traduction française.

dans la circulation, plus d'argent que n'en comportent les besoins de cette circulation, et qu'en même temps une loi prohibe d'une manière efficace l'exportation de cet argent superflu. Il pense que, dans un tel état de choses, le prix de toutes les marchandises hausserait dans le pays, et que le change serait, dans la même proportion, défavorable à l'Angleterre.

D'abord, s'il est une maxime évidente en économie politique, c'est assurément celle établie par Smith (*tom. II, pag. 230*), que la circulation ne peut retenir une quantité d'argent plus forte que celle qui est nécessaire à son service. Si une loi défendait l'exportation de cet argent surabondant, et qu'on n'eût aucun moyen d'éluder la défense, les personnes qui posséderaient cette quantité d'argent rejetée par la circulation, comme surcharge inutile, ne voudraient pas pour cela, sans doute, donner leur argent pour moins que sa valeur, et plutôt que d'y perdre, elles le feraient convertir en ouvrages d'orfèvrerie. Toute importation d'argent du dehors s'arrêterait nécessairement, et attendu que ce métal s'use et se consomme comme toute autre chose, on en reviendrait, avec le temps, à l'état naturel, et il arriverait, tôt ou tard, un moment où l'Angleterre n'aurait plus, tant en monnaie qu'en vaisselle, que la quantité  
d'argent

d'argent nécessaire à sa consommation dans ces deux gentes.

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse ne peut avoir aucun rapport avec la question du change. L'état du change dépend de la quantité d'affaires qui se font entre deux pays, mais nullement du prix en argent des marchandises dans l'un ou dans l'autre de ces pays. Admettons avec M. Ricardo que les prix en argent de toutes choses viennent à hausser en Angleterre de 10 pour cent, par une cause quelconque, cette circonstance ne changera rien aux affaires faites avec l'étranger. Si un marchand de Londres est dans l'usage de faire passer à Lisbonne dix pièces de toile pour lesquelles il retire un tonneau de vin de Portugal, il lui importe fort peu de payer ses toiles un dixième de plus en argent, si le vin de Portugal qu'il ramène en Angleterre doit hausser de prix dans la même proportion. Son gain ne diminuera point, et son compte à solder avec Lisbonne ne donnera pas lieu, pour cela, à la sortie d'un schelling de plus qu'auparavant.

---

## NOTE LVI.

*Sur les réglemens qui tendent à prohiber ou à restreindre l'importation du blé étranger dans les pays qui peuvent en produire assez pour leur consommation.*

(TOME III, PAGE 70.)

AU moment où Smith écrivait, le prix du blé, en argent, était dans son pays comme dans tous les autres. Il était variable d'une année à l'autre, selon que la saison avait été plus ou moins favorable à ce genre de production ; mais le prix moyen était, à de très-légères différences près, ce qu'il était partout ailleurs. Dans cette situation, l'Angleterre n'avait pas d'intérêt à appeler chez elle les blés étrangers, puisque non-seulement elle recueillait, année commune, toute la quantité nécessaire à la subsistance de ses habitans, mais que même elle exportait habituellement des quantités assez considérables de toutes espèces de grains dont la sortie était encouragée par des gratifications.

Mais depuis environ une trentaine d'années, il s'est opéré en Angleterre la plus étonnante révolution dans le prix du blé en argent. Cette denrée qui,

depuis l'exploitation des mines de l'Amérique, s'était tenue dans ce royaume au prix de 2 liv. 1 s. sterling le *quarter*, ce qui répond au prix de 18 fr. pour notre hectolitre, s'est élevée à plus du double de ce prix ; elle est encore actuellement de 50 à 60 pour cent plus chère que dans les autres pays agricoles de l'Europe.

Au milieu de cette cherté extraordinaire et opiniâtre, la détresse des propriétaires et des cultivateurs allant toujours en croissant, le Gouvernement a cru devoir leur accorder une sorte de monopole, en prohibant l'entrée des blés étrangers, tant que celui de l'Angleterre ne serait pas monté, dans le marché intérieur, à 4 livres le *quarter*. Cette mesure, qui est en vigueur depuis près de six années, n'a apporté, à ce qu'il semble, aucun adoucissement au sort des cultivateurs ; jamais leur situation ne s'est montrée plus déplorable, et jamais leurs réclamations n'ont été aussi multipliées et aussi générales.

C'est donc un objet digne de toute notre attention que de rechercher ici, 1<sup>o</sup> quelles sont les causes qui ont amené sur l'Angleterre cette calamité d'une cherté constante du blé ; 2<sup>o</sup> quels sont les effets de cet état de choses sur le prix général des marchandises en ce pays ; 3<sup>o</sup> quel résultat a dû produire la loi qui restreint l'importation du blé

étranger, et quelle espèce de soulagement on en peut espérer pour la propriété foncière.

La cherté permanente du blé en Angleterre n'ayant commencé à se faire sentir que dans les dernières années du siècle passé, et jusques-là le prix de la denrée y ayant suivi le cours général des autres pays agricoles, il ne faut pas chercher la cause de ce phénomène ailleurs que dans le système adopté par le Gouvernement à cette même époque, et dans les événemens qui ont coïncidé avec ce changement de régime et en ont rendu les effets encore plus désastreux.

Un gouvernement qui, à force de réglemens, de faveurs et de primes, s'attache à encourager l'industrie manufacturière et commerçante au détriment de l'industrie agricole, qui donne au travail et aux capitaux une impulsion forcée et contraire à l'ordre naturel des choses; qui, faisant une grande consommation d'hommes par l'extension excessive de sa marine et de ses colonies, et par l'insalubrité de la plupart de ses fabriques, imprime par cela même au mouvement de sa population une activité hors de toute proportion avec l'étendue et la fertilité de son territoire, se met dans la nécessité de tirer du dehors une partie considérable de ses subsistances. Si, dans le même temps, les charges publiques dont le produit territorial est



grevé, y vont en croissant de plus en plus et restreignent graduellement la culture aux seules parties du sol qui sont assez fertiles pour en supporter le poids, il se trouvera dans le pays une quantité de propriétés foncières dont le produit ne pourra pas soutenir la concurrence avec les blés étrangers, et l'agriculture déclinera de manière à accroître de plus en plus cet état de souffrance.

Telle était la situation de l'Angleterre lorsque, entraînée dans une guerre excessivement dispendieuse, dont elle se résolut à supporter presque seule tous les frais, elle a prodigieusement ajouté aux charges énormes qui pesaient déjà sur l'agriculture, et dont le fardeau était à peine supportable. Les impôts ne peuvent être fournis que par le produit net de la terre, c'est-à-dire, par la rente que le fermier peut payer au propriétaire. Plus les impôts augmentent, plus la rente diminue, et enfin arrivé le terme où cette rente étant totalement absorbée par les exigences du fisc, le propriétaire n'a plus aucune espèce d'intérêt à faire continuer la culture de son terrain. Dès l'année 1793, les Anglais se nourrissent en grande partie de blé étranger; mais pour que l'introduction de ces blés ne décourageât point trop les agriculteurs du pays, le Gouvernement eut soin de maintenir ces blés étrangers, dans les marchés de l'Angleterre, à un

prix excessif, et qui se montait à plus du double du prix moyen et ordinaire. En une seule année, sous l'administration de M. Pitt, il fut importé, tant de l'Irlande que des pays étrangers, plus de 2 millions de *quarters* de froment, c'est-à-dire, plus du septième de la consommation totale de la nation, et ces blés furent payés aux importateurs sur le pied de 5 livres sterling le *quarter*, qui était le prix garanti par le Gouvernement.

Pendant les quinze premières années du dix-neuvième siècle, le prix moyen du *quarter* de blé en Angleterre a été de 100 schellings (125 fr.); tandis que, durant le cours de la même période, le prix moyen de l'hectolitre, en France, n'a pas excédé 20 fr., ce qui porterait le prix d'une mesure égale au *quarter* à 50 francs 66 centimes. Ainsi, pendant tout ce temps, le blé a été constamment deux fois, au moins, plus cher en Angleterre qu'il ne l'était en France.

Ce haut prix du blé en argent ne changeant absolument rien à sa valeur réelle, comme Smith l'a parfaitement démontré, il ne saurait être considéré comme un encouragement pour l'agriculture. Toutefois on ne peut s'empêcher de reconnaître que ce haut prix a dû, dans les circonstances où était l'Angleterre, y soutenir la culture d'une grande quantité de terres de médiocre fertilité,

qui, sans cela, seraient nécessairement restées incultes. Pour rendre cette vérité plus sensible, il suppose une ferme dont le produit brut, année commune, est égal à 1000 quarrers de blé, et qui, exigeant, pour la semence et pour la nourriture des ouvriers et agens de la culture, une avance de 800 quarrers, ne laisse de disponible entre les mains du fermier, à la récolte, qu'une quantité de 200 quarrers qu'il porte au marché, et sur le prix desquels il retient les profits de son capital et se rembourse du montant de toutes les taxes qu'il a dû acquitter en argent, tant à la décharge du propriétaire qu'à la sienne propre, telles que la taxe foncière, la dîme payable par abonnement, la taxe des pauvres, celle sur les chevaux de labour, sur les cuirs, les fers et autres matières qu'il consomme dans son exploitation, toutes charges dont il faut qu'il soit indemnisé pour pouvoir continuer son entreprise. Si la totalité de ces taxes fait sortir de sa poche une somme de 410 livres sterlings, il est évident que, tant que le prix du blé sera à 2 liv. 1 s. le *quarrer*, il ne lui restera pas un schelling pour payer un fermage à son propriétaire. Mais si le prix du blé monte à 3 livres, et que les charges publiques qu'il acquitte en argent restent les mêmes, il pourra remettre au propriétaire 190 livres de

rente ou prix de bail. Les terres d'un degré de fertilité inférieur à celle-ci, et dont le produit net ne serait que le 7<sup>e</sup> ou le 8<sup>e</sup> du produit brut, ne pourraient supporter les frais et charges de la culture; même nonobstant cette élévation du prix du blé, parce que l'argent provenu de la vente de la portion disponible de la récolte suffirait à peine à la restitution des charges payables en argent. Ainsi la culture se trouve restreinte aux seuls terrains doués d'un certain degré de fertilité, la production annuelle tombe nécessairement au-dessous des besoins de la consommation, et les blés de la production étrangère deviennent un supplément tout-à-fait indispensable.

Cependant si l'introduction de ces blés étrangers avait l'effet de faire baisser le prix en argent du blé produit dans l'intérieur, alors, par les raisons qui viennent d'être exposées, l'abandon de la culture se propagerait et engloberait des terrains qui jusque-là avaient trouvé dans l'élévation du prix le moyen de s'y soustraire; et dans ce cas, il faudrait une importation encore plus abondante qu'auparavant.

Ainsi l'Angleterre se trouva placée sous le poids de ce double fléau; le besoin absolu d'une importation de blé étranger et la nécessité non moins absolue de venir chez elle le blé à un prix double du

prix ordinaire des pays agricoles, pour ne pas condamner à la stérilité une trop grande partie de ses terres cultivables.

Cette cherté factice et purement locale opère sur le pays qui en est affligé de la même manière que ferait une révolution physique qui aurait détérioré la nature du climat et frappé de stérilité une partie du territoire. La production ne se trouve plus en rapport avec la population à laquelle un temps plus heureux avait donné naissance. Il y a constamment insuffisance dans la quantité de l'approvisionnement, et ceux qui veulent se procurer du blé sont forcés de le payer plus qu'il ne vaut et de faire des sacrifices sur les autres valeurs qu'ils possèdent. L'élévation du prix pécuniaire ne change rien à la valeur réelle de la denrée; ce haut prix ne fait pas qu'une mesure de blé puisse alimenter plus de travail qu'auparavant, ni par conséquent qu'elle puisse en commander davantage. Le propriétaire qui a du blé disponible ne se fera pas rendre plus de services et n'entretiendra pas un plus grand nombre d'ouvriers; mais, à cause de la rareté de la subsistance, il mettra à contribution ceux qui ne peuvent la payer qu'avec le produit de leurs épargnes, ou en donnant en échange ce qu'ils possèdent en travail fait, en sorte que tout ce que gagne dans ce

marché le vendeur de blé, est une perte réelle pour l'acheteur.

Lorsque Smith a établi comme l'un des principes fondamentaux de sa doctrine, que le prix en argent de tous les produits du travail humain se réglait naturellement sur le prix du blé en argent, cette vérité ne peut s'entendre que du prix ordinaire, du prix qui résulte du rapport entre deux quantités correspondantes, savoir, celle du travail qu'exigent les mines d'argent, et celle du blé qu'exige l'entretien de ce travail. C'est ce prix qui est régulateur pour toutes les marchandises qui entrent dans le commerce des nations. La valeur de ces marchandises ne peut pas être affectée par les variations accidentelles et passagères du prix du blé en argent. Une aune de telle espèce de drap vaut 36 francs, parce que le travail réalisé dans ce drap est égal à ce que deux hectolitres de blé peuvent communément entretenir et alimenter : si, dans un temps de cherté, dans un pays qui souffre de la disette, le prix courant de l'hectolitre vient à doubler, assurément cette circonstance ne peut rien changer à la valeur du drap. Il est bien vrai que celui qui aura à échanger de ce drap contre du blé sera forcé de donner deux fois plus de drap que dans les temps ordinaires, mais tout

le drap de même sorte que le marchand conserve dans ses magasins, ou qui reste dans le fond de consommation des particuliers, n'aura pas moins de valeur qu'il n'en avait auparavant. Ce drap, échangé contre toute autre chose que contre du blé, obtiendra toujours la même quantité de chacune de ces choses; et si la cherté du blé n'est que locale, ce même drap, transporté hors du pays, s'échangera contre un poids de blé égal aux deux hectolitres dont il est réellement l'équivalent.

Si le blé est, de tous les objets de commerce, celui dont le prix moyen et ordinaire en argent est le plus invariable, puisqu'il se règle uniquement sur un fait très-peu susceptible de changement, qui est la quantité de travail exigée pour l'exploitation des mines qui concourent à l'approvisionnement général du monde commerçant, d'un autre côté, il fait reconnaître qu'aucune marchandise n'est plus sujette que le blé à éprouver des variations dans son prix en argent, d'un moment à l'autre, selon les temps et selon les lieux, parce que cette marchandise est la plus généralement demandée, qu'elle est une de celles dont la production est exposée à plus de chances, et dont le transport est le plus difficile et le plus dispendieux. Si les prix en argent de toutes les choses commercables suivent les variations locales et momentanées du prix du

blé, au lieu de se régler sur ce prix tel qu'il s'établit toujours à la longue, dans un état moyen et ordinaire, il n'y aurait plus, dans les prix de toutes choses, que fluctuations et incertitudes telles, que les entrepreneurs d'ouvrage et les commerçans ne pourraient plus se livrer à leurs spéculations.

Cette erreur se présente cependant dans les écrits de quelques auteurs anglais qui semblent avoir donné cette fausse interprétation au principe de Smith sur le prix du blé en argent, considéré comme régulateur de tous les autres prix.

M. Malthus, qui s'est figuré que la hausse survenue dans le prix du blé en Angleterre devait être attribuée à l'accroissement de ce qu'il appelle les frais nécessaires de la production, s'est proposé la question suivante : « Pendant les vingt années ;  
 » dit-il, qui se sont écoulées depuis 1794 jusques  
 » en 1813, le prix moyen du blé, en Angleterre,  
 » a été à environ 83 schellings le *quarier* ; pendant  
 » les dix dernières années de cette période, il a  
 » été de 72 schellings, et pendant les cinq der-  
 » nières de 108 schellings. Dans le cours de ces  
 » mêmes vingt années, le Gouvernement a em-  
 » prunté plus de 500 millions sterlings de capital  
 » réel, duquel, abstraction faite du fonds d'amor-  
 » tissement, il s'est engagé à payer environ 5



» pour 100, selon le terme moyen des conditions  
 » des emprunts; mais si le blé baissait à 50 schel-  
 » lings le *quarter*, et dès-lors toutes les autres  
 » choses à proportion, le Gouvernement, au lieu  
 » d'un intérêt à 5 pour 100, en paierait un de  
 » 7, 8, 9 et même 10 pour 100 sur les derniers  
 » 200 millions (1). »

Durant la période à laquelle se réfère le calcul de M. Malthus, le prix moyen du blé, dans tous les autres pays de l'Europe qui en cultivent, en formant un prix commun, n'a pas été plus haut que 41 schellings le *quarter* anglais, ce qui était aussi le prix moyen en Angleterre pendant les cent années et plus, antérieures à cette période. C'est sur ce prix moyen et général qu'ont été acquises les valeurs prêtées au gouvernement de la Grande-Bretagne par ses sujets ou les étrangers qui ont pris part dans ses emprunts; et si, par le retour aux vrais principes de l'administration, le blé reprenait, dans cette île, le prix qu'il a partout ailleurs, les créanciers de l'État ne trouveraient dans le service annuel des intérêts qui leur ont été promis, que l'équivalent des jouissances et commodités sur lesquelles ils ont dû

---

(1) Dans un écrit publié en Angleterre sous ce titre : *Grounds of an opinion*, etc, (pag. 36.)

compter, et le Gouvernement ne paierait que la valeur qu'il s'est obligé à leur fournir.

C'est par suite de cette fausse idée que d'autres écrivains de la même nation ont soutenu qu'il serait conforme aux principes de la justice de régler le dividende ou intérêt des fonds publics, d'après les variations successives du prix du blé en argent. M. Ricardo, sans approuver en entier cette opinion, n'y voit cependant guère d'autre objection que l'énormité de la dépense qui en résulterait pour l'Etat. « Jusques à ce jour, » dit-il (1), on n'a point encore essayé de régler les dividendes des fonds publics d'après la valeur en argent du blé. Si l'équité et la bonne foi exigeaient un pareil règlement, les possesseurs des vieilles rentes auraient de grandes sommes à réclamer, car ils ont, depuis un siècle, reçu toujours le même dividende en argent, quoique, pendant cette période, le blé ait peut-être doublé ou triplé de prix. »

Quand la guerre fut enfin terminée, et que l'attention des ministres anglais vint à se reporter sur la situation intérieure, ils furent frappés des symptômes effrayans qui se manifestaient de tou-

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome II, page 343 de la traduction française.

tes parts, et ils cherchèrent à mettre un terme à une calamité aussi menaçante qu'une décadence progressive et presque générale de l'agriculture du pays. On se rappela que le territoire de l'Angleterre avait autrefois non-seulement suffi à la nourriture de tous ses habitans, mais que même on avait reconnu que, sous l'administration de lord Pelham, un quinzième des grains produits dans le pays était annuellement exporté au dehors comme surabondant. On crut donc que le moyen infaillible de reléver l'agriculture nationale était de la défendre contre la concurrence des blés étrangers, et de lui assurer un prix avantageux en argent pour ses produits. En conséquence, après diverses enquêtes faites en 1814 sur l'état de la culture et sur le montant des frais et charges qu'elle avait communément à supporter, après de longs débats parlementaires, dans lesquels les intérêts opposés des manufactures et de l'agriculture furent vivement soutenus de part et d'autre, il fut statué, en 1815, que l'importation des blés étrangers ne serait permise que dans tous les temps où le prix du *quarter* de froment se serait élevé dans le marché intérieur à 80 schellings. Cette mesure était égale à deux hectolitres et cinq sixièmes : un tel prix mettrait notre hectolitre à 35 fr. 30 cent., et cependant cette restriction

ne parut pas suffisante aux patrons de la propriété foncière, puisque, en mai 1820, M. Summers soutint, dans la Chambre des Communes, que les propriétaires et les fermiers du pays seraient complètement ruinés si l'importation n'était pas repoussée à une limite encore plus reculée, et si elle n'était pas prohibée dans tous les cas où le blé de l'intérieur ne monterait pas jusques à 85 schellings (106 fr. 25 cent. le *quarter*, ou 37 fr. 56 cent. notre hectolitre).

Quels peuvent être les effets d'une telle mesure, dans un temps où l'excès des charges publiques absorbait la totalité du produit net d'une partie des terres labourables, enlevait nécessairement cette partie à la culture et rendait inévitable un déficit annuel dans l'approvisionnement? Repousser le supplément qu'offrait l'étranger; ce n'était pas éloigner les obstacles qui comprimèrent l'agriculture dans l'intérieur : c'était créer une disette permanente et constituer la denrée dans un état de rareté et de cherté; c'était imposer à la nation un fléau sans terme et sans remède.

Ce prix artificiel du blé, cette hausse de la valeur pécuniaire, effet de la rareté ou insuffisance, n'était autre chose qu'un impôt établi sur toute la population en faveur des propriétaires et fermiers pour leur procurer en argent un supplément de  
fermage

fermage et de profit, et pour leur faire rentrer une partie des deniers déboursés pour l'acquit des charges publiques. C'était, par un circuit au moins inutile, rejeter sur la masse du peuple une portion des impôts excessifs dont était grevée la propriété foncière.

La seule source qui pût fournir à cette dépense extraordinaire, c'était le bénéfice des manufactures et du commerce; mais une telle source, qui n'est alimentée que par les échanges avantageux faits avec les nations étrangères, doit nécessairement aller toujours en diminuant, à mesure que celles-ci font des progrès en industrie, à mesure que leur travail s'exerce de plus en plus pour élever ses facultés productives à la hauteur de celles du travail anglais; et le renchérissement constant des subsistances en Angleterre est une cause puissante pour rabaisser la supériorité de ses manufactures.

L'indemnité que les propriétaires et les fermiers reçoivent par le haut prix du blé, en leur fournissant le moyen d'acquitter les charges qu'ils ont à payer en argent, peut bien les mettre en état de continuer leur exploitation actuelle; mais il est impossible que cet argent ait l'effet de provoquer une extension de culture et qu'il agisse comme encouragement à multiplier les produits.

C'est l'erreur principale de ce système mercantile, si victorieusement réfutée par Adam Smith, que de faire de l'argent une source de richesse; et, par suite de cette erreur, les partisans de ce système regardent le haut prix du blé en argent, de quelque cause qu'il procède, comme tendant à encourager la production de la denrée. M. Malthus a partagé cette illusion quand il a cru que les lois restrictives de l'importation des blés étrangers devaient amener à des défrichemens de nouveaux terrains, et à des améliorations sur ceux déjà cultivés, de manière à créer un fermage sur des portions du sol anglais qui, sans ces lois restrictives, n'auraient pu donner de rente à leurs propriétaires (1). Cet écrivain a pris, comme on voit, la valeur nominale du blé, ou son prix en argent, pour sa valeur réelle, la seule qui puisse enrichir le producteur. La culture consiste à ensemençer une terre avec du blé et à avancer du blé aux cultivateurs, pour retirer à la récolte un excédant qui, après le remplacement du blé avancé, fournisse en sus un profit à celui qui a fait l'avance, et une rente au maître du fonds. La cherté du blé à recueillir frappe aussi le blé semé et livré aux ouvriers, et quel que puisse être le prix cou-

---

(1) *Principes d'économie politique*, chap. 3, sect. 9.

rant en argent, ce sera toujours la différence de quantité entre la somme des avances et la somme du produit qui créera la rente du propriétaire. M. Malthus avait déjà énoncé la même erreur dans un précédent ouvrage (1), en traitant des gratifications données à l'exportation du blé et de leurs effets. Il y soutient également que cette cherté artificielle, produite par la gratification, est un encouragement à la culture, et il attaque les principes que Smith a établis sur cette matière, en employant les argumentations banales du système mercantile. Je ne puis mieux faire que de rappeler ici les vérités que Smith a proclamées sur l'effet des gratifications à l'exportation, et qui s'appliquent parfaitement aux lois restrictives de l'importation. « De telles lois, dit-il (*tome III, pag. 175*), seraient un encouragement à la production, si leur effet était de faire monter le prix réel du blé et de mettre le fermier en état d'entretenir avec la même quantité de blé un plus grand nombre d'ouvriers... Mais il est évident qu'aucune institution humaine ne peut produire un tel effet. »

La gratification à l'exportation et la restriction mise à l'importation sont deux mesures qui ont

---

(1) *Essai sur le principe de population*, chap. 10.

le même but, celui de créer une rareté factice qui force le consommateur à sacrifier plus d'argent pour se procurer du blé. Dans la vue d'améliorer le sort du propriétaire et du fermier, on grève la société tout entière, et, comme remède à un mal partiel et privé, on construit une calamité générale. Les charges qui pèsent sur la propriété, en tant que leur excès ne va pas au point de faire rétrograder la culture, ne touchent qu'au revenu particulier du propriétaire; elles appauvrissent l'individu et non la nation. La cherté, au contraire, altère toutes les sources de la fortune publique; elle rend le travail plus rare et plus difficile dans toutes les branches de l'industrie.

Toutefois, ce qui établit une différence entre ces deux mesures, c'est que les effets de la première sont infiniment moins désastreux que ceux de la seconde. La gratification n'a lieu que dans des momens d'abondance; la restriction agit dans les temps où l'insuffisance de la provision appelle l'importation; l'une tend à prévenir la baisse d'un prix déjà modéré; l'autre veut maintenir un prix déjà trop élevé. L'une empêche le développement d'un plus grand bien; mais l'autre empêche qu'on ne remédie à une maladie déclarée.

L'indemnité pécuniaire que les lois restrictives créent au profit des propriétaires et fermiers à la



charge de l'universalité des consommateurs, est répartie de la manière la plus vicieuse et la plus opposée au but de ces lois. En effet, la répartition est telle que les propriétaires les plus appauvris par les charges publiques, la reçoivent dans une bien moindre proportion que les autres. Cette injustice est surtout frappante dans un pays tel que la Grande-Bretagne, dans lequel les sujets d'un même Empire ne sont pas soumis aux mêmes impôts. Ainsi, en supposant deux fermes de même étendue et de pareille fertilité, rendant l'une et l'autre annuellement un produit brut égal à mille *quarters* de blé; que l'une de ces fermes soit située en Angleterre et l'autre en Écosse, la première assujettie aux dîmes, à la taxe des pauvres et à quelques autres taxes locales qui réduisent la rente du propriétaire au cinquième de ce produit brut; la ferme écossaise ne paie ni la taxe des dîmes, ni celle pour les pauvres, et elle rend à son propriétaire un prix de fermage montant à la moitié du produit brut. Quel sera l'effet de la loi restrictive de l'importation sur chacune de ces deux fermes? Le propriétaire anglais recueille pour son revenu 200 *quarters* qu'il aurait vendus 400 livres sterlings, si le prix du blé fut resté au prix moyen de 41 schellings, tel qu'il a existé

en Angleterre pendant les deux siècles antérieurs à l'année 1793, mais qu'il peut vendre 800 liv., le prix de 80 schellings étant la limite jusques à laquelle s'étend la prohibition d'importer. Ainsi, l'effet de la loi est de lui faire gagner en argent 390 liv. sterlings. Le propriétaire écossais reçoit pour sa rente 500 *quarters* qu'il aurait vendus dans l'état naturel des prix 1025 liv., mais que, grâce aux lois restrictives, il peut vendre 2000 liv. Ainsi, de deux propriétaires que nous avons supposés parfaitement égaux en richesse foncière, l'un est gratifié d'une indemnité de 390 liv. seulement, et l'autre en reçoit une de 975 liv.; et cela, parce que le premier est grevé de charges énormes dont le second se trouve être affranchi.

Au reste, l'hypothèse qu'on vient de présenter ne doit pas être regardée comme de pure invention et comme s'accordant mal avec le véritable état des choses. Le rapport qui a été fait récemment en Angleterre au comité d'agriculture, atteste que les bonnes terres dont la rente était ci-devant au tiers, ou au moins au quart du produit brut, ne rendaient actuellement au propriétaire que le cinquième au plus de ce produit. Il n'en est pas de même pour les terres d'Écosse. Sir John Sinclair, dans son ouvrage sur l'état de

l'agriculture dans ce pays, donne la description d'une ferme située dans le Lothian, qui rend au propriétaire moitié du produit brut.

M. Ricardo désapprouve, il est vrai, les prohibitions ou restrictions sur l'importation du blé ; mais on voit par les raisonnemens qui l'amènent à cette conclusion, qu'il regarde comme un avantage pour un pays d'être constamment nourri en partie par du blé importé d'un territoire étranger. C'est absolument comme si l'on souhaitait à son pays d'être frappé, tous les ans, par l'un de ces fléaux extraordinaires qui détruisent une partie des récoltes et qui font qu'elles se trouvent inférieures aux besoins de la population.

Il y a certaines nations qui, par leur situation et par suite des événemens politiques qui ont fondé leur premier établissement, se trouvent dans la nécessité constante d'importer du dehors une grande partie du blé qu'elles consomment ; tels sont les Hollandais et les Suisses. Ces peuples travaillent pour les pays qui les nourrissent, comme un ouvrier travaille pour celui qui le fait subsister ; mais leur condition, quant à la portion de subsistance qui leur est fournie, est encore plus désavantageuse : ils ne paient le blé qu'on leur livre qu'avec du travail fait ; or, il est évident qu'ils sont forcés de donner, en travail fait,

plus que les substances reçues ne peuvent alimenter de travail à faire. Les frais et risques du transport sont une charge de plus qu'il leur faut encore payer avec du travail fait. Le pays vendeur n'évalue le travail fait qu'on lui envoie que d'après la valeur qu'a chez lui le travail à faire, et le blé transporté chez eux ne vaut que le travail qu'il peut alimenter, par conséquent moins de travail qu'on n'a sacrifié de travail pour l'obtenir. Il y a donc chez ces peuples une partie du travail national qui ne représente aucune jouissance ou agrément, mais une sorte de travail de corvée auquel ils se trouvent condamnés, comme condition particulière de leur existence locale. Les Hollandais sont placés sous la servitude d'un travail forcé pour empêcher que la mer n'envahisse leur territoire, et encore d'un autre travail du même genre pour faire venir du dehors la subsistance que leur pays ne peut leur donner.

La France, dont la consommation annuelle demande à l'agriculture environ 90 millions d'hectolitres de grains, et dont la production se règle sur cette demande, importe et exporte, année commune, des quantités de grains qui, comparées à la somme totale de la consommation, doivent être regardées comme absolument insignifiantes. D'après les tableaux que le Gouvernement a fait distribuer

aux Chambres législatives, en 1819, il est constaté que depuis 1778 jusqu'à et y compris 1790, l'importation des grains de toute espèce s'est élevée à la quantité de..... 5,550,458 quint. mét.  
et l'importation à celle de... 5,156,271

---

d'où il résulte, pour ces treize années, un excédant d'importation de..... 394,187 quint. mét.  
ce qui donne une moyenne de 30,322 quintaux métriques, ou de 37,902 hectolitres et demi par année.

Depuis l'année 1800 jusqu'à et y compris l'année 1817, mémorable par la disette, l'importation s'est élevée à..... 9,793,128 quint. mét.  
l'exportation à..... 9,198,171

---

ce qui donne un excédant d'importation de..... 594,957 quint. mét.  
ou pour l'année moyenne de cette période de 18 années, 33,053 quintaux métriques, équivalant à 41,316 hectolitres un quart.

Ainsi, dans les deux périodes réunies, l'importation et l'exportation se balancent à peu de chose près; et si l'on considère l'année moyenne, l'excédant des importations sur les exportations est à l'égard de la masse totale des consommations dans un rapport plus faible que n'est 1 à 2000.

Il est à observer que l'exportation a été presque toujours gênée ou restreinte, tandis qu'au contraire l'importation des grains étrangers a été non-seulement libre, mais souvent même favorisée et encouragée. En 1817, où le manque de subsistances s'est fait durement sentir dans une grande partie du royaume, l'importation fut excitée par une prime de 5 francs par quintal métrique de blé; et cependant toute la quantité importée pendant le cours de cette année, ne fut que de 1,818,726 hectolitres, ce qui n'est qu'un cinquième de la consommation ordinaire.

Suivant l'état que le directeur général des douanes a présenté à la législature en 1819, la quantité de grains importés en France, dans le courant de 1818; n'a pas été de plus de 176,400 hectolitres. On croit qu'en 1819 l'importation des blés étrangers a été beaucoup plus considérable; toutefois on ne pense pas qu'elle ait été au-delà d'un million d'hectolitres, ou du quatre-vingt-dixième des besoins ordinaires de la consommation.

Cet accroissement dans l'importation n'a point été produit par un déficit dans la récolte intérieure; il a été tout naturellement l'effet du prix très-bas auquel les blés de la Crimée sont venus s'offrir au port de Marseille. Les riches propriétaires de Pologne et de Russie, chargés d'une grande

masse de subsistances surabondantes, et ne pouvant trouver dans le travail grossier de leurs compatriotes le moyen de satisfaire ces goûts de mollesse et d'ostentation qui suivent toujours l'opulence, ont saisi avec empressement l'occasion qui leur était offerte d'échanger leurs blés superflus contre les belles productions du travail français. Les grains qui encombraient les magasins d'Odessa furent bientôt dirigés vers le marché que la France leur avait ouvert lors de l'année calamiteuse de 1817, dans laquelle le Gouvernement avait appelé les grains de l'étranger par l'appât d'une forte gratification. Les seigneurs russes et polonais recherchèrent des échanges qui leur procuraient la jouissance de se vêtir et de se meubler avec les magnifiques étoffes fabriquées à Lyon. Cette ville industrielle vit ses métiers monter en peu de temps au nombre de vingt mille, et jamais ses fabricans n'avaient reçu autant de demandes de l'étranger.

C'était, sans nul doute, une opération fort lucrative pour la France que de faire entrer chez elle, en échange d'un produit de son travail, deux fois plus de blé que ce travail n'en avait consommé pour son entretien, et plus les grains de la Crimée nous étaient livrés à bon marché, plus le bénéfice était considérable pour notre

pays. Mais la tâche la plus difficile pour les gouvernemens, c'est de soumettre les intérêts privés à la loi suprême de l'intérêt général. Les marchands français qui approvisionnaient de blé la Provence et les départemens voisins, ne pouvaient pas soutenir la concurrence des blés arrivés de la mer Noire et de la mer Baltique. Ils n'eurent pas de peine à jeter l'alarme parmi les cultivateurs, dont le superflu formait la matière de cette branche de notre commerce intérieur. Le ministère et les Chambres furent bientôt assaillis de nombreuses pétitions dans lesquelles on ne manquait pas, suivant l'usage, de prédire la ruine totale et imminente de la culture en France, si l'on ne se hâtait de mettre des digues à cette funeste invasion des blés étrangers. La manie de réglementer, qui est la faiblesse commune à tous les gouvernemens, seconda puissamment les pétitionnaires, et l'on vit sortir une loi qui imposa de fortes restrictions à l'entrée de ces blés ennemis, tandis que, de son côté, cédant à des instigations suggérées par un autre intérêt privé, l'empereur de Russie défendait à ses sujets de se fournir des étoffes de fabrication française.

C'est ainsi que les administrateurs de la fortune publique, aveuglés par les illusions que leur présente l'intérêt des particuliers, semblent conspi-



rer entre eux contre le commerce des nations et s'évertuer à qui pourra le plus entraver ces relations productives et ces échanges naturels entre les divers fruits du travail, qui sont cependant la première cause de cette immense supériorité que l'Europe s'est acquise sur les autres parties du Monde.

Ce qui s'échange le plus fréquemment entre deux peuples, ce sont les productions du sol de l'un avec les produits industriels de l'autre; et si l'on prohibe ou que l'on gêne la sortie ou l'entrée de l'un des deux termes de l'échange, il s'ensuit de toute nécessité qu'on porte atteinte en même temps au mouvement correspondant de l'autre. Le gouvernement français ne verrait pas assurément sans satisfaction que dans une année d'abondance de nos récoltes, l'Angleterre fît demande de nos grains; mais, par une inconséquence choquante, il empêchera l'entrée des tissus qu'elle peut nous offrir en échange. De même, il applaudit aux demandes que font les peuples du Nord de nos vins et de nos soieries, mais en même temps il repousse ou il restreint le plus qu'il peut l'introduction des blés que ceux-ci entendent nous donner en retour de ces vins et de ces soieries. Que des propriétaires ruraux du Languedoc ou de la Saintonge, qui ne voient rien au-

delà du petit canton qu'ils cultivent, s'imaginent que si le débit de leurs grains vient à décroître et qu'ils se voient forcés à restreindre le genre de culture auquel ils ont depuis long-temps l'habitude de se livrer, et dont ils sont accoutumés à tirer un bon revenu, c'en est fait pour jamais de l'agriculture française et que le royaume sera indubitablement exposé, chaque année, aux horreurs de la famine; que des fabricans de coton se figurent de même que l'industrie nationale touche à sa ruine et que toute notre classe ouvrière va rester plongée dans l'inaction et dans la misère, lorsqu'on permettra aux tissus anglais de se présenter dans la consommation intérieure en libre concurrence avec les nôtres, il n'y a rien là dont on doive s'étonner quand on songe que les vues égoïstes et rétrécies de l'intérêt particulier ne s'étendent jamais au-delà de la petite sphère dans laquelle il est renfermé, et que cette prévention, fortifiée par l'habitude, fascine le jugement des plus honnêtes gens; mais que les hommes placés dans un poste assez élevé pour planer au-dessus de ces intérêts privés et pour embrasser dans leur horizon l'ensemble des mouvemens de la fortune publique, que des hommes spécialement chargés de protéger l'intérêt général de la société partagent ces puériles préventions, qu'ils

méconnaissent que toute leur politique commerciale consiste à multiplier, le plus possible, le nombre des échanges, parce que, pour les nations comme pour les particuliers, tout échange est une occasion de gain pour chacune des deux parties contractantes, qu'il est toujours avantageux et productif pour la société, que, dans toute transaction avec l'étranger, la marchandise qui entre a plus de valeur relative que celle qui sort en contre-échange, et que l'augmentation dans les valeurs relatives ajoute toujours à la richesse publique, voilà un aveuglement qui, pour être opiniâtre et presque universel, ne doit pas moins nous surprendre. Il y a cinquante ans qu'Adam Smith a professé tous ces principes dans un pays fécond en lumières et qui possédait le germe de toutes les libertés; il a établi ces principes sur des argumens invincibles et sur des faits incontestables, mais les administrateurs de la richesse nationale se sont à peine détournés d'un seul pas de l'obscur et pénible routine dans laquelle ils se traînent constamment depuis deux siècles, et il est probable que la doctrine de la liberté commerciale sera encore long-temps soutenue dans les livres d'économie politique, sans qu'elle produise plus de fruits pour les peuples.

## NOTE LVII.

*Sur les gratifications à l'exportation du blé.*

(TOME III, PAGE 189.)

A toutes les objections faites par Smith pour prouver que les gratifications accordées à l'exportation des grains sont une mesure aussi absurde qu'impolitique, on pourrait encore ajouter un raisonnement qui semble ramener la question à ses premiers et à ses plus simples élémens.

Le blé ne se paie que d'une seule manière; il n'a et ne peut avoir d'autre prix que du travail. Soit que le blé se paie avec du travail déjà fait, ou avec du travail commandé et à faire, le vendeur de blé ne peut jamais recevoir, en échange de cette denrée, autre chose que le produit du travail. Or, qu'arrivait-il lorsque l'Angleterre tirait de son trésor une gratification de 5 schellings qu'elle donnait pour chaque *quatter* de blé exporté chez l'étranger, c'est-à-dire, lorsqu'elle gratifiait le vendeur de blé d'environ 12 pour cent en argent sur la valeur du blé que celui-ci destinait à nourrir des ouvriers étrangers? Le véritable résultat d'une telle opération, c'était que les ouvriers étrangers se trouvaient

trouvaient nourris en partie aux frais de l'échiquier anglais; que ce trésor contribuait pour un 8<sup>e</sup> à leur nourriture, et qu'ils n'avaient plus à fournir en travail que les 7 huitièmes seulement de leur subsistance. On peut dire que dans ce cas, sur 800 *quarters* de blé anglais exportés en Hollande, 700 seulement devaient être payés aux Anglais par le travail hollandais, et que les 100 autres étaient fournis sans nul retour de la part de la Hollande qui les avoir reçus, mais qu'ils étaient payés uniquement par une impôt levé sur la population de l'Angleterre. Naturellement il devait arriver qu'une partie de ces ouvriers étrangers étaient détournés du travail de la culture dans leur pays pour être employés à quelque autre genre de travail plus lucratif, dont le produit était envoyé en Angleterre pour payer ces subsistances anglaises. Si l'on suppose que les facultés productives du travail étranger étaient égales à celles du travail anglais dans le genre de produit que l'Angleterre recevait en retour (comme il n'est guère possible de le supposer autrement, car on ne demande pas aux étrangers ce qu'on peut faire chez soi à meilleur marché qu'eux-mêmes), alors, il est constant que pour chaque 800 *quarters* de blé exportés, l'Angleterre n'avait en retour qu'une valeur égale au plus à ce que 700 *quarters* auraient pu acheter ou commander dans son intérieur.

L'argent, comme on ne peut le contester, n'est autre chose que du travail fait, et toute sa valeur procède de la quantité de travail qu'il a absorbée et qu'il représente partout où il a à se mesurer contre quelque autre valeur échangeable. Le possesseur des 800 *quarters* de blé anglais destinés à l'exportation, ayant déjà reçu, en travail fait, sorti des coffres de son gouvernement, un 8<sup>e</sup> de la valeur de sa denrée, n'avait plus autre chose à demander aux étrangers auxquels il vendait son blé, que les sept autres huitièmes qu'il lui fallait pour compléter son prix et se mettre en état de continuer le même commerce avec un profit convenable.

Mais, comme l'observe Smith, la perte du peuple anglais ne se bornait pas là. Ce blé exporté à l'étranger, et qui ne ramenait en retour dans le pays que les 7 huitièmes seulement du travail qu'il aurait pu entretenir et commander, déterminait les conditions de tous les autres échanges qui avaient lieu dans l'intérieur entre le blé et le travail. Il fallait que tout Anglais riche payât, en travail fait, soit argent, soit autre produit, un 8<sup>e</sup> de plus pour acheter son blé, et il fallait que chaque ouvrier anglais reçût en salaire un 8<sup>e</sup> de subsistances plus que ce qu'on lui aurait donné si la gratification n'eût pas été établie, et si tout le blé anglais fût

resté dans le pays ou bien n'en fût sorti que pour la même valeur qu'il avait dans l'intérieur. L'exportation librement permise n'a aucun des inconvéniens de l'exportation gratifiée, et ne présente au contraire que des avantages.

## NOTE LVIII.

*Sur l'importation des fers.*

(TOME III, PAGE 328.)

APRÈS la denrée dont l'ouvrier se nourrit, celle dont le bon marché contribue davantage à donner de l'activité au travail et à augmenter l'aisance générale du peuple, c'est le fer. Il y a peu de substances dont la consommation soit aussi étendue et dont les services soient à la fois plus utiles et plus variés. Le fer fournit des instrumens à presque tous les arts et métiers, depuis le soc de la charrue jusques au ciseau du sculpteur et à la lime de l'horloger; il sert à mettre en œuvre les autres matières, le bois, la pierre, les métaux et le fer lui-même; il taille le diamant et les pierres précieuses; il entre, comme partie essentielle, dans la construction des édifices et des vaisseaux, ainsi que dans la

fabrication de presque tous les meubles solides et durables. Il sert à fournir une quantité d'ustensiles de ménage; et n'est pas moins nécessaire dans le foyer et dans la cuisine du pauvre que dans ceux du riche; enfin, il contribue puissamment à la défense du pays en temps de guerre.

Mais le fer, tel que la nature nous le donne, se trouve combiné avec certaines substances minérales qui, d'après les proportions dans lesquelles elles existent, le rendent ou plus doux ou plus cassant, et, par cette raison, plus ou moins propre à des usages particuliers; et comme ces qualités du fer varient en différentes contrées, il en résulte que certains pays possèdent en quantité surabondante la qualité du fer recherchée pour quelques genres de travaux, tandis que d'autres pays, ou ne la trouvent point dans leur sol dans une quantité égale à leurs besoins, ou du moins ne peuvent la produire chez eux qu'avec de très-grands frais.

La France, avant la révolution de 1789, consommait, année commune, à ce que l'on étoit, environ 180 millions de livres ou 1800 mille quintaux de fer, acier et fonte moulée, dans laquelle somme on peut compter l'acier pour 8 millions de livres et la fonte moulée pour 16.



Sur ces 180 millions de livres pesant de fer consommé ou travaillé en France, on pense que près des quatre cinquièmes étaient de fabrication française, et qu'un peu plus d'un cinquième (trois à quatre mille quintaux du poids de marc) était importé de la Suède, de l'Espagne et de l'Allemagne, mais principalement du premier de ces trois pays.

Quelques personnes ont porté beaucoup plus haut le montant de la fabrication française, parce qu'elles ont établi leur calcul sur le nombre des hauts-fourneaux existans dans le royaume, et qu'elles ont supposés tous roulans sans interruption, c'est-à-dire, 9 à 10 mois dans l'année, tandis qu'il en est plusieurs qui ne sont allumés que tous les deux ans et même tous les trois ans, et d'autres qui ne le sont que 5. et 6 mois par année.

Une partie du fer travaillé en France, soit qu'il provînt du sol, soit qu'il eût été acquis par l'importation, était exporté aux colonies françaises de l'Amérique.

Le fer de Suède acquittait à l'entrée dans le royaume de France un droit de dix sous par quintal du poids de marc, et ce modique droit subsistait ainsi depuis plus de cent ans, sans exciter aucune plainte de la part de nos maîtres de for-

ges, dont l'exploitation étant partout réglée sur les besoins habituels de la consommation, tant pour la quantité que pour la qualité des fers, ne recevait aucune atteinte de l'importation étrangère, également mesurée sur ces besoins. Mais ce qui excitait alors avec justice de vives réclamations de la part de ces fabricans, c'était la taxe perçue dans l'intérieur sur les produits de leur fabrication, sous le nom de droit de *la marque des fers*, taxe dont la perception était accompagnée de visites gênantes et même de mesures vexatoires.

L'assemblée qui exerça la première le pouvoir législatif en France, depuis cette révolution, supprima le droit de la marque des fers; et pour que le fisc reçût une indemnité de cette suppression, elle doubla le droit d'entrées sur les fers étrangers, et le porta, par une loi de 1791, à un franc par quintal, poids de marc.

Mais les événemens qui suivirent, amenèrent bientôt après une grande secousse dans l'état de la fabrication et de la consommation des fers en France. La guerre qui éclata entre ce pays et les puissances du nord et de l'est de l'Europe, ainsi que l'interruption de tout commerce maritime, empêchèrent l'importation ordinaire des fers de la Suède et de l'Espagne. Quoique les mêmes causes arrêtasent aussi l'exportation du fer fabri-

qué en France que recevaient les colonies, cependant les besoins immenses d'une guerre dans laquelle on armait presque tout individu en âge de porter les armes, joints au défaut d'ordre et d'économie qui est inséparable d'un état de confusion et de turbulence, élevèrent la demande pour le fer à un tel point qu'il s'établit de toutes parts des forges nouvelles, et jusques dans des cantons voisins des côtes de la mer, dans lesquels on n'aurait jamais songé à en établir, dans d'autres circonstances, puisque le transport d'une telle marchandise étant très-dispendieux, des forges ainsi situées n'auraient pu soutenir la concurrence des produits étrangers qui étaient transportés par mer. La fabrication du fer fut, en France, fort au-dessus de ce qu'elle avait jamais été. On lit dans quelques écrivains très-judicieux, mais qui n'ont point indiqué la source où ils avaient puisé cette information (1), que la fabrication du fer, en France, s'éleva à 225 millions de kilogrammes; ce qui serait presque trois fois la fabrication antérieure à 1789, et ce qui semble trop peu vraisemblable pour qu'on ne soit pas tenté de soupçonner ce calcul d'une forte exagération.

---

(1) M. de Humboldt : *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, tome IV, pag. 246 de l'édition in-8°.

Quand, après les jours de tumulte et d'anarchie, le Gouvernement eut pris, en France, une forme régulière et que les relations commerciales commencèrent à se renouer, la plupart de ces forges, qui ne devaient leur naissance qu'à des circonstances tout-à-fait extraordinaires, ne pouvaient plus lutter contre les fers étrangers. Ceux-ci étaient le produit naturel du développement de l'industrie dans des pays couverts de forêts sans utilité; mais la fabrication française était, à certains égards, une véritable superfétation hors de toute proportion avec la valeur des autres produits du pays. Le Gouvernement crut donc, en 1806, devoir accorder comme encouragement aux forges françaises, un doublement du droit d'entrée sur les fers étrangers, ce qui quadrupla le droit qui avait été perçu jusques à l'époque de 1790.

Mais, en 1806, les fabricans français trouvaient dans l'anéantissement presque total du commerce maritime une garantie suffisante contre l'introduction des fers du Nord, ceux dont ils avaient le plus à redouter la concurrence. Aussi ces fabricans eurent-ils, dans le fait, le monopole absolu de la fabrication des fers pour tous les besoins de la consommation de leur pays; et comme l'état permanent de guerre rendait continuelles les demandes du Gouvernement pour ce genre de

fourniture, que ce consommateur est le moins économe de tous et le moins difficile sur les conditions de ses achats, le prix du fer monta à une hauteur excessive, au grand détriment de tous les arts mécaniques et de tous les consommateurs privés.

La cherté extrême du fer ne fut pas le seul dommage qui résulta de cet état forcé et contraire au cours naturel des choses. Une autre espèce de dentée de consommation générale et de première nécessité fut entraînée dans le renchérissement des fers et obligée de suivre le mouvement qu'ils avaient pris, parce qu'elle est en quelque sorte la matière première dont ce métal est fabriqué. Le bois entre pour plus des deux tiers dans les frais de la fabrication du fer, et forme, avec la subsistance des ouvriers et employés, de la forge, la totalité des valeurs qui se consomment dans ce genre d'exploitation; le minerai, la castine et autres substances minérales qui entrent dans le fourneau avec le charbon, n'ayant presque d'autre valeur que la dépense faite pour le transport. Ainsi, l'opération du maître de forges consiste principalement à acheter des bois qu'il convertit en charbon, puis en fonte et en fer, et c'est surtout le prix auquel il achète le bois, qui détermine le prix auquel il peut livrer sa marchandise

au commerce. La rareté du bois est la cause qui force à éteindre les fourneaux. Au commencement du dix-huitième siècle, on comptait en Angleterre trois cents hauts-fourneaux en activité; ils se trouvaient réduits, vers le milieu du même siècle, au nombre de cinquante-neuf seulement, à cause du manque de bois; mais l'industrie anglaise vint à bout de relever cette branche importante de manufacture, en substituant au bois un combustible minéral dans la fabrication de la fonte qui n'était pas destinée à être convertie en fer, et en adoptant plusieurs procédés ingénieux tendant à économiser la consommation du bois dans les diverses manipulations qui avaient pour objet de donner au fer en barres ces formes carrées ou cylindriques, plates ou laminées qu'exigent les services différens auxquels il doit être employé.

L'épuisement de bois a mis également les maîtres de forges de la Russie dans la nécessité d'abandonner leurs exploitations, mais sans que ce genre d'industrie en éprouvât aucune diminution, de nouvelles forges s'étant élevées à mesure dans d'autres parties de l'Empire où le bois se trouvait surabondant.

Le bois propre au service des forges, et qui est désigné dans le commerce sous le nom de *char-*

*bonnette*, forme, en France, environ un quart, quant à sa valeur, du produit total de nos bois, et fournit annuellement, à ce que l'on croit, deux millions huit cent mille cordes. La corde de ce bois est de quatre-vingts pieds cubes. D'après ce qu'on lit dans le *Journal des Mines* (1), on brûle dans les fourneaux du département du Cher deux cent quarante pieds cubes de bois pour obtenir un quintal métrique de fer, et d'après les observations faites par le baron de Dietrich (2), on brûle, en Alsace, 230 pieds cubes de bois pour fabriquer la même quantité de cent kilogrammes de fer. En prenant pour moyenne deux cent quarante pieds cubes de bois, il s'ensuivrait que pour obtenir les quatre-vingt-huit millions de kilogrammes de fer auxquels on évalue la consommation de la France actuelle, année commune, il faudrait consommer deux millions six cent quarante mille cordes. Il ne resterait donc pour le charbon des villes, celui des autres manufactures et des cuisines, que cent soixante mille cordes. Mais Paris seul brûle, par an, quatre millions de pieds cubes de charbon, qui sont le produit de cent soixante mille cordes de bois de charbon-

---

(1) Tome XXVI, page 321.

(2) *Description des gîtes de minerais*, tomes III et IV.

nette. Comme l'emploi de la houille dans les procédés de la fonte est si peu répandu qu'il ne mérite pas d'entrer en compte, on doit inférer des calculs ci-dessus, que le travail des forges, poussé au-delà de sa mesure naturelle, a entraîné nécessairement une cherté permanente et un renchérissement dans le charbon du commerce, ainsi que dans les bois destinés au même chauffage, au même service de la boulangerie et à quelques autres usages semblables.

D'après les recherches les plus étendues et les plus exactes, on s'est assuré que, en 1814, la consommation du charbon dans les forges françaises était de cinq cents à cinq cent vingt-cinq parties pondérables pour cent parties de fer, et c'est sur cette proportion que les maîtres de forges ont établi le prix de leurs fers au taux de 27 à 30 fr. les cinquante kilogrammes.

Mais si l'on compare cette consommation des forges françaises à celle qui a lieu dans les autres forges de l'Europe, on se convaincra aisément combien le travail du fer en France, à cette époque, était éloigné du point d'amélioration auquel il lui était facile de parvenir.

Dans le travail ordinaire du fer, la consommation de charbon se divise en deux parties ou en deux degrés différens de main-d'œuvre, qui sont :



1° la conversion du minerai en fonte; 2° l'affinage de la fonte ou sa conversion en fer.

Dans la première de ces opérations, la consommation varie de soixante-six à cinq cent quarante-neuf parties pondérables pour cent parties; et, sur plus de cent hauts-fourneaux de différens pays, la moyenne s'est trouvée être de cent soixante-deux parties (1). La consommation de fonte et de charbon, pour obtenir du fer, est de cent dix à cent cinquante parties pondérables de fonte, et de cent dix à deux cent soixante parties de charbon pour obtenir cent parties de fer (2).

En général, la consommation moyenne de charbon pour obtenir 100 parties pondérables de fer, par la méthode des hauts-fourneaux et de l'affinage de la fonte, varie entre 285 et 440 parties (3); en sorte que la plus forte consommation, dans ces différens pays, est encore de 15 à 20 pour cent plus faible que celle qui a été observée dans nos forges. Il ne faudrait cependant pas se figurer que cette différence dans la proportion du charbon consommé procédât de la nature du minerai qu'on

---

(1) *Sidérotechnie*, tome I, page 208 à 210; et tome II, pages 38 et 51.

(2) *Idem*, tome III, page 75.

(3) *Idem*, tome III, page 148.

traite en France; on voit dans l'ouvrage déjà cité (1); que cette différence doit être uniquement attribuée au mode de procéder dans les deux opérations, et qu'il suffirait d'adopter de meilleures méthodes pour obtenir une économie de deux cinquièmes dans la quantité du charbon brûlé.

Dégagés de toute concurrence étrangère, les maîtres de forges de France n'avaient guère d'intérêt à économiser la consommation de charbon, et ils préféraient de suivre les vieilles routines plutôt que de travailler à introduire les méthodes nouvelles. Comme ils étaient assurés de se faire rembourser de leurs avances, et qu'ils pouvaient élever le prix de leur marchandise en raison de leurs frais de fabrication, ils ne songèrent qu'à se procurer les bois qui leur étaient nécessaires. Aussi la corde de charbonnette qui, dans quelques cantons du royaume, ne se vendait guère, en 1790, que 30 à 40 sous, tripla de valeur dans ces mêmes endroits, et même elle se paya jusques à 8 et 9 francs dans quelque districts de la Normandie où l'on s'était avisé d'élever des fourneaux pour la fabrication de la fonte moulée.

Tel était l'état des choses au moment où la

---

(1) *Idem*, tome I, page 232; et tome III, page 145 et suivantes.

paix générale fut rétablie en Europe, et que les relations commerciales purent reprendre entre la France et les pays du Nord, sur le pied où elles étaient avant 1789. Alors les maîtres de forges virent avec effroi l'introduction des fers de la Suède et de la Russie, qui peuvent entrer dans les ports de France au prix de 10 à 12 francs les 50 kilogrammes, c'est-à-dire, à moins de moitié du prix qu'avaient chez nous les fers d'une qualité à peu près pareille. Ils se liguèrent donc entre eux et réclamèrent en corps contre cette invasion des fers étrangers, en invoquant la protection due par le Gouvernement à l'industrie nationale, et, suivant le langage toujours usité en pareil cas, ils ne manquèrent pas de prédire les plus sinistres conséquences et de montrer la France comme sur le point de manquer de fer même pour sa défense et pour ses premiers besoins, ou du moins réduite à subir le joug de l'étranger pour se procurer un des articles les plus importants de notre consommation.

Les clameurs de l'intérêt privé n'ont pas de peine à étouffer la voix toujours calme de la raison et de la justice. Quelques autres intérêts particuliers qui se trouvaient menacés par la prohibition des fers étrangers ne parvinrent pas à se faire entendre, parce que la masse de ces intéressés était peu nombreuse. Les maîtres de forges, au contraire,

se fortifièrent encore de l'alliance des propriétaires de bois qu'ils entraînent dans leur ligue, en leur persuadant que l'introduction des fers étrangers anéantissant toutes les forges en France, laisserait une grande partie de bois sans aucune espèce de valeur. Enfin une loi fut rendue en décembre 1814, dont la première disposition fut de prohiber l'entrée des fontes en gueuse dont le poids serait au-dessous de 400 kilogrammes; ce qui a pour but de réserver aux seuls maîtres de forges français la fourniture du lest des vaisseaux de la marine royale, au grand préjudice de l'administration, qui eût pu se procurer ce lest à très-bon marché, et qui se trouve forcée de le faire venir de loin et de supporter, outre l'élévation du prix d'achat, les frais d'un transport très-dispendieux. Par les autres dispositions de cette loi, les fers en barres ou fers de commerce sont chargés d'un droit d'entrée de 15 francs par cent kilogrammes, ce qui est quinze fois le droit que payaient les fers de Suède avant 1791. Le droit fut porté à 25 fr. pour les petits fers et à 40 fr. pour le fer de platerie, connu sous le nom de *tôle*. Enfin l'acier fut grevé du droit énorme de 45 fr. par quintal métrique, ce qui peut être considéré comme une prohibition absolue de l'acier d'Allemagne, qui, jusques alors, avait été employé avec grand avantage pour la fabrication des ressorts de voiture

et

et pour quelques autres usages. Heureusement, sur ce point, l'activité de notre industrie, si puissamment secondée par les recherches et les études de nos savans, est venue à bout de se passer du secours des aciers étrangers. Mais la cherté générale du fer de commerce, maintenue par la loi de 1814, est une calamité contre laquelle ne peuvent rien les efforts de l'industrie, ni les découvertes de la science. Cette calamité affecte presque tous les arts et métiers, et pèse particulièrement sur l'agriculture. On croit que, dans le cours de l'année, chaque charrue qui travaille, donne lieu à une consommation de 50 livres pesant de fer que le laboureur pouvait aisément se procurer, avant 1790, pour une somme de 7 liv 10 s. au plus, et qui maintenant lui coûte au moins trois fois cette somme. Ainsi, s'il y a, comme on le suppose, 920 mille charrues mouvantes en France, le renchérissement seul du fer grève l'agriculture d'un nouvel impôt de 14 millions. On assure que la construction d'un vaisseau de premier rang coûte aujourd'hui trois cinquièmes de plus qu'auparavant, par le seul effet de l'élévation survenue dans le prix du fer qui doit entrer dans cette construction.

On ne saurait donc trop se hâter de révoquer une loi aussi désastreuse pour revenir à cet ancien état de choses, qu'une épreuve de plus d'un siècle a

du faire suffisamment apprécier. La concurrence des fers étrangers ramènera parmi nos maîtres de forges une émulation et une activité dont ils ont depuis long-temps perdu l'habitude, et les forcera à sortir de cette ornière dans laquelle leur industrie reste immobile. On se rassurera contre cette crainte chimérique de l'anéantissement des forges en France, quand on observera qu'il existe dans ce royaume plusieurs districts très-étendus, abondans en minéral, et dont les bois ne peuvent être employés à aucun autre service qu'à alimenter les fourneaux. Il faut songer aussi que le fer étranger ne peut pénétrer fort avant dans l'intérieur des terres, parce que cette marchandise n'ayant qu'une valeur très-faible relativement à son poids, renchérit au double de son premier prix lorsqu'elle est transportée par terre à une distance tant soit peu considérable; qu'en conséquence, dès que notre industrie en ce genre d'exploitation se sera élevée au niveau de celle des autres pays de l'Europe, il est extrêmement probable que les consommateurs français trouveront presque toujours de l'avantage à se fournir de fer de fabrication nationale, et que l'importation des fers de l'étranger n'aura jamais intérêt à dépasser les limites dans lesquelles elle se tenait autrefois circonscrite, et qui ne comprenait pas plus d'un cinquième de notre consommation totale.

## NOTE LIX.

*Sur les colonies.*

(TOME III, PAGE 406.)

LES premiers mouvemens de l'insurrection américaine venaient à peine d'éclater, que le coup d'œil sûr et pénétrant d'Adam Smith avait prévu l'issue de la lutte qui allait s'engager, et en avait découvert toutes les conséquences. Frappés d'un aveuglement général, le peuple anglais et les conseils chargés de le diriger, regardaient l'indépendance des colonies comme la ruine totale du commerce et de la prospérité de l'Angleterre, et ils se précipitaient dans une guerre qu'ils croyaient inévitable, mais dont le succès ne leur semblait pas douteux. Ne calculant que l'inégalité apparente des forces, ils traitaient avec hauteur un ennemi qu'ils dédaignaient, ou plutôt, suivant eux, un rebelle qu'il fallait châtier sévèrement pour le faire rentrer dans le devoir. Mais le temps, dont la marche, quoique tardive, est toujours déterminée par la liaison nécessaire des effets avec leurs causes, nous a appris que le philosophe qui ne partagerait alors ni les craintes de sa nation sur les suites de

cette indépendance, ni la confiance qu'elle avait dans ses armes, avait seul raison contre tous. Si l'on eût suivi les conseils que lui dicrait sa sage prévoyance, et que l'on eût consenti une union franche et loyale entre ces deux branches d'une même famille, en accordant aux Américains une représentation au parlement, proportionnée au contingent de leurs contributions, qui peut dire à quel degré de richesse et de grandeur ne se serait pas élevée la puissance anglaise par la combinaison des moyens qu'offrent la nature et la situation des deux pays, embrassant ainsi les deux mondes, dominant sur toutes les mers, et maîtresse d'un territoire presque sans bornes qui eût pu donner une assiette réelle à sa dette nationale, et rendre productive et industrieuse cette partie oisive et turbulente de sa population qui devient tous les jours plus menaçante pour la tranquillité publique ?

Au lieu d'une si brillante perspective qui s'ouvrait devant elle, l'Angleterre a semé entre ses enfans d'Europe et ceux d'Amérique des germes de ressentiment et de rivalité qui éclatent en toute occasion, et qui de plus en plus font contracter des habitudes hostiles à deux peuples originellement frères.

Ce que l'union entre l'Angleterre et l'Amérique eût pu faire dans une période de temps assez courte,



le développement progressif des moyens naturels pourra l'opérer dans le cours de quelques siècles. Les prédictions faites par Adam Smith marchent vers leur accomplissement. Les provinces américaines lui paraissaient déjà destinées à former un jour un des plus grands empires et des plus formidables qui eussent jamais été au monde (p. 420); et dans le cas d'une union avec la métropole, il ne doutait guère que, dans l'espace d'un siècle, le siège de l'Empire britannique ne vînt à être transporté sur le continent américain (pag. 424).

D'autres circonstances amèneront des effets semblables; presque par une route différente. Les nations du nord et du midi de l'Amérique ne tarderont pas à sentir qu'elles sont liées par une communauté d'intérêts et appelées aux plus glorieuses destinées, en agissant de concert entr'elles et en réunissant les forces qu'elles tiennent de la nature. Maîtresses du sol le plus étendu et le plus fertile, possédant presque exclusivement ces métaux précieux qui allument la cupidité des hommes d'un bout de l'Univers à l'autre, soumises à des institutions dignes d'un âge de raison et de lumière, dégagées de ces fers qui oppriment et dégradent l'espèce humaine, et lancées dans la carrière de la liberté avec toute l'énergie du premier essor, quelle supériorité n'auront-elles pas sur cet autre

hémisphère, dont les gouvernemens succombent sous le poids de leur décrépitude et avancent de jour en jour vers une complète dissolution, impuissans à dompter, comme inhabiles à calmer la fièvre intestine qui les consume ?

Mais, en laissant à part un avenir qui n'est réservé qu'à nos neveux, nous pouvons, dès à présent, observer quels sont les avantages que la France retire de ses colonies. Assurément aucune d'elles, si nous en exceptons nos possessions de l'Inde, ne fournit à la métropole ni hommes ni tributs pour la défense et pour le soutien de la commune patrie. Nous retirons annuellement un million environ de revenu de notre établissement de Pondichery ; mais quant aux colonies de l'Amérique, loin d'en recevoir aucune contribution, nous leur fournissons, chaque année, six à sept millions pour suppléer à ce que leur propre revenu ne peut couvrir dans leurs dépenses d'administration civile et militaire.

Cette charge est bien loin d'être la seule que nous ayons à supporter pour nos colonies. La plus forte des dépenses qu'exigent de tels établissemens, c'est l'entretien d'une marine royale ; et une telle dépense est d'absolue nécessité, si l'on veut assurer une communication constante entre le pays souverain et ces possessions lointaines : car ce n'est

pas jouir d'une possession que de ne pouvoir en tout temps communiquer avec elle, et que d'avoir sans cesse à craindre qu'elle ne devienne, au premier moment, la proie de quiconque voudra s'en emparer. Une nation ne peut donc prétendre avoir des colonies qu'autant qu'elle a aussi une marine militaire sur un pied respectable, et en état de présenter quelque résistance à l'ennemi qui tenterait une attaque sur ces établissemens.

Mais il s'en faut de beaucoup que, dans son état actuel, la marine française offre une telle garantie. Dans le rapport présenté au Roi et publié en janvier 1820, le ministre déclare que depuis cinq ans, une somme de 268 millions a été consommée pour l'entretien de notre marine, et que cette grande dépense n'a servi à autre chose qu'à retarder de quelque temps l'anéantissement complet de cette marine, de sorte que d'ici à l'année 1830, elle aura totalement cessé d'exister, après avoir encore absorbé 500 autres millions. Tout ce qu'il peut espérer, en demandant une augmentation de crédit annuel de 15 millions, c'est-à-dire, en portant à 65 millions l'état ordinaire, c'est d'entretenir cette partie du service public sur le pied actuellement existant. Notre force maritime est cependant dans une mesure tellement insuffisante et disproportionnée aux moyens d'attaque qui lui seraient

opposés en cas d'hostilité, que toute tentative de résistance serait évidemment impraticable, ce qui est absolument la même chose que de n'avoir point du tout de marine. Ne pouvant donc aspirer à un accroissement de forces, ce ne serait que l'affaiblissement de celles de notre adversaire naturel qui nous permettrait de nous replacer dans un équilibre convenable. Or, il n'y a que de grands événemens politiques, une révolution extraordinaire qui puisse amener un tel affaiblissement. Un ou deux siècles s'écouleront peut-être encore avant que la puissance navale qui nous tient continuellement en échec tombe dans cet état de décadence; et alors nous aurons consommé dix à douze milliards à construire successivement des vaisseaux qui tous les 15 ou 20 ans se seraient détruits, et à former ou instruire des marins de tout grade, que la mort aurait enlevés à sept ou huit générations, sans que nous ayions à recueillir aucun fruit réel ni même aucune sécurité momentanée de tous ces sacrifices. Cette charge énorme et vraiment infructueuse ne nous est cependant imposée en grande partie que par nos colonies; car si nous ne les avions pas en vue, et que toute notre dépense à cet égard fût restreinte à ce qu'exige la défense de nos côtes, elle se réduirait à peu de chose. Nous n'aurions plus à armer des bâtimens pour le long cours, ni à entre-

tenir des stations régulières dans les différens parages de l'Afrique et de l'Amérique. Si l'on ajoutait à cette réforme celle de ne plus charger nos ports de la garde des criminels condamnés aux travaux forcés, ce qui est sans objet depuis la suppression des galères à rames, il en résulterait non-seulement que le travail de ces individus, réparti en différens emplois, serait mis en œuvre d'une manière plus profitable à la société, mais de plus qu'on éviterait l'inconvénient de réunir sur un point ce foyer actif de vices et de séditions, dont les élémens étant disséminés, seraient moins dangereux pour la tranquillité publique et seraient plus disposés à rentrer dans la ligne commune de la morale et de la soumission aux lois.

A quoi se réduisent pourtant les avantages que l'on attribue à la possession des colonies ? Les personnes qui sont le plus portées à soutenir ce genre d'établissement évaluent les services rendus à notre commerce, par ce moyen, à un mouvement de capitaux montant à 150 millions au plus de part et d'autre ; et si les profits de ces capitaux sont appréciés à 12 pour cent, et qu'on admette que par l'effet du monopole, le commerce français vienne à bout de s'en réserver les deux tiers, ce serait un bénéfice annuel de 12 millions, somme assurément fort inférieure à tous les sacrifices au prix desquels

nous cherchons à nous la conserver. Mais pense-t-on que si nous n'avions aucun commerce direct avec nos colonies, le capital français qui est employé dans ce commerce ne trouverait pas à se porter dans quelque autre branche ? et quand même ce capital serait alors consacré à des opérations moins lucratives (ce qui n'est nullement probable), l'infériorité des bénéfices ne serait-elle pas compensée par la plus grande sécurité dans les placements ? Comme la consommation des denrées coloniales n'aurait pas à souffrir de diminution par cette circonstance, il faudrait toujours se procurer ces denrées par une même quantité de travail équivalente à leur importation, et vendre à quelque autre pays les marchandises que nous faisons passer à nos colonies, ou en fabriquer d'autres pour payer cet article du commerce étranger. Les consommateurs n'en paieraient pas pour cela leur sucre et leur café plus cher, et l'expérience démontre que des nations puissantes qui n'ont ni colonies ni marine, telles que la Prusse et l'Autriche, ne sont pas moins abondamment ni moins facilement pourvues de denrées coloniales que les nations investies d'une grande force maritime. Ne nous flatons pas cependant que jamais le gouvernement français prenne la sage et courageuse résolution de renoncer à ses colonies. Quand nous possédions celle de Saint-

Domingue, la plus fertile des Antilles, qui seule donnait l'impulsion à un mouvement de 5 à 600 millions de capitaux de commerce, on avait l'habitude de considérer ces possessions lointaines comme une des sources de la prospérité de la France; et aujourd'hui que cette source est réduite au cinquième de ce qu'elle était alors, et que pourtant les efforts et les dépenses pour l'alimenter doivent rester à peu près les mêmes qu'auparavant, on ne peut venir à bout de se défaire des idées auxquelles on a été si long-temps accoutumé. D'ailleurs, les nations ne sont pas moins sujettes que les individus à ces faiblesses de vanité qui nous portent à conserver les apparences d'une grandeur dont on a joui; même quand elle a perdu ce qui lui servait de fondement, et à nous figurer qu'en nous faisant ainsi illusion à nous-mêmes sur notre importance, nous réussirons à faire partager aux autres la même illusion.

Les dépenses dont on vient de parler ne sont pas encore la limite des sacrifices que nous nous imposons en faveur de nos colonies. C'est une maxime reçue dans la jurisprudence des douanes d'accorder une diminution de droits d'entrée aux produits des colonies françaises, et on croirait s'écarter des bons principes si on traitait ces produits de la même manière que les denrées venues des autres

colonies. Ainsi, par la loi du 17 décembre 1814, le sucre brut venant de nos colonies et importé par navires français ne paie que les deux tiers seulement du droit perçu sur le sucre brut des autres colonies, importé également par des navires français. Cette remise est un présent gratuitement fait aux planteurs de la Martinique et de la Guadeloupe, qui seuls en profitent ; sans que nos marchands, et encore moins nos consommateurs, en retirent le moindre avantage. Comme ces colonies ne fournissent pas entre elles deux la totalité du sucre qui se consomme en France, et que le sucre qu'on qualifie d'étranger concourt aussi pour quelque chose à l'approvisionnement, c'est sur le prix coûtant de la denrée la plus imposée que se règle le prix général du marché, et le consommateur paie son sucre tout aussi cher que si l'approvisionnement entier était assujéti au plus fort droit d'entrée. Le marchand qui achète dans ces deux colonies des sucres qu'il destine à la consommation de la France, fait son marché avec les producteurs, en conséquence du prix qu'il peut raisonnablement espérer de retirer à la vente. Les producteurs sont les maîtres d'élever le prix de leur denrée en raison du privilège particulier dont elle jouit d'entrer en France à des conditions plus favorables. Ainsi le peuple français paie le sucre un peu plus cher qu'il ne le



paierait naturellement, et cela uniquement pour ajouter au revenu de ces colons qui sont réputés français, quoiqu'ils ne supportent aucune part des charges publiques de la France.

Quant à la remise d'environ 8 pour cent accordée aux armateurs français pour les favoriser contre la concurrence de la navigation étrangère, c'est un de ces expédiens ingénieux du système de commerce que Smith a combattu dans les huit premiers chapitres de son quatrième livre, une de ces inventions à l'aide desquelles on croit augmenter l'industrie du pays en l'encourageant par des gratifications à entrer dans les branches particulières de commerce où elle rencontre l'industrie étrangère en concurrence. On doit appliquer à cette gratification accordée à la navigation française, toutes les objections faites par Smith contre ces sortes d'encouragemens qui ont pour effet de détourner une partie du travail et des capitaux du pays; et de les pousser forcément dans une route particulière, au lieu de leur laisser suivre celle qu'ils auraient prise si on les eût tout simplement abandonnés à leur impulsion naturelle.

---

## NOTE LX.

*Sur la doctrine des économistes.*

(TOME III, PAGE 504.)

LE principe dominant de la doctrine d'Adam Smith, la règle vers laquelle il nous ramène sans cesse, le résultat définitif de ses recherches et de ses observations, c'est que le travail, l'industrie et les capitaux, laissés à leur impulsion naturelle, suivent d'eux-mêmes la route qui leur est la plus avantageuse, et que cette route est presque toujours aussi celle qui est la plus profitable à la société, celle qui tend à conduire la nation vers le grand accroissement possible du revenu de ses terres et de son travail; qu'ainsi tout règlement, toute institution, toute mesure qui a pour objet de déranger cette marche naturelle du travail, de l'industrie et des capitaux, qui se propose de favoriser une branche particulière de travail pour y attirer une plus grande masse d'industrie et de capital que celle qui s'y serait portée naturellement, est un acte injuste et absurde, qui, en violant la liberté, manque même le but qu'il veut atteindre. C'est sous ce point de vue que l'auteur a considéré, dans

les huit premiers chapitres de son quatrième livre, les différens expédiens imaginés par ce système mercantile qu'il s'est attaché à combattre, expédiens que les partisans intéressés de ce système ont réussi à convertir en réglemens et en mesures d'administration publique.

Les mêmes raisons s'élèvent contre le système agricole, si, par ce mot, on entend un système réglementaire qui, suivant la définition donnée par l'auteur (p. 555), veut assurer à l'agriculture une préférence sur les autres emplois, cherche à la favoriser en imposant des gênes aux manufactures et au commerce étranger, et agit ainsi contre son but en décourageant indirectement l'espèce même d'industrie qu'il prétend encourager. Ces reproches s'appliquent parfaitement à l'institution établie en Angleterre pendant une grande partie du siècle dernier, d'une gratification accordée à l'exportation des grains, à l'effet d'encourager, non-seulement le commerce, mais encore la production de la denrée dans l'intérieur. Notre auteur a clairement fait voir combien cette mesure était illusoire, et comment, en élevant de quelque chose la valeur nominale du blé, ou son prix purement pécuniaire, elle n'ajoutait rien à sa valeur réelle, et par conséquent ne pouvait rendre la production plus profitable ni plus abondante.

Mais, à côté de ces systèmes agricoles contre lesquels il a raison de s'élever, pourquoi Smith a-t-il placé la doctrine des économistes français, qui, bien loin de réclamer pour l'agriculture aucune préférence légale, aucune mesure extraordinaire, aucun règlement de faveur, ont constamment soutenu qu'il ne fallait, pour l'encourager, que la laisser jouir en pleine liberté du privilège qu'elle a reçu de la nature ?

Toutefois l'auteur reconnaît que ce noble et généreux système, ainsi qu'il l'appelle, n'a jamais causé de mal ; il reconnaît que la parfaite justice, la parfaite liberté, la parfaite égalité entre tous les genres d'industrie, est le secret extrêmement simple qu'indiquent ces philosophes, pour assurer de la manière la plus efficace à toutes les classes de la société le plus haut degré de prospérité (p. 519).

Il est vrai que, dans leur théorie, ils représentent le produit de la terre comme la source de tout revenu et de toute richesse ; et, en se reportant au titre du chapitre IX, c'est sous ce rapport qu'on les trouve compris dans la même catégorie que les partisans des systèmes agricoles. Mais, lorsque les disciples de Quesnay ont considéré le produit de la terre comme la seule source de richesse et de revenu, ce n'était certainement pas en ce sens qu'un individu ou qu'une nation même ne pouvait s'enrichir

chir que par la culture de la terre. Ils n'ignoraient pas que tous les jours il s'élève de grandes fortunes dans le commerce ou dans quelque autre genre d'industrie; que des particuliers ont acquis d'immenses richesses, sans avoir cultivé un arpent de terre; que la Hollande et quelques autres pays, presque sans territoire cultivable, sont parvenus au plus haut degré d'opulence et de prospérité. Mais ils considéraient la terre comme l'unique source des richesses, en ce sens que toute richesse mobilière quelconque, tout capital accumulé procède nécessairement d'un produit de la terre qui a été mis en réserve. C'est ce que Smith lui-même a professé (*tom. II, pag. 208 et 209*), lorsqu'il a dit que tout capital, soit fixe, soit circulant, tout fonds de consommation provenait de trois sources, qui sont la terre, les mines et les pêcheries; et ce sont ces trois sources que les économistes ont comprises sous le nom générique de la terre. En effet, représenter la terre comme la source primitive dans laquelle le travail humain va puiser toutes les richesses, est une vérité incontestable par son évidence même. Nous ne confondons point la source d'eau qui alimente un puits avec la corde, le seau, la poulie, la force des bras et tous les moyens mis en usage pour élever cette eau à notre portée; et sans doute l'économie politique a pu, en éta-

blissant sa théorie, faire une distinction du même genre.

On n'a pas moins de peine à comprendre le sens du reproche adressé à M. Quesnay, que Smith appelle l'ingénieux et profond auteur de ce système (*pag.* 528). « De même, dit-il, que ces médecins spéculatifs qui ont imaginé que la santé du corps humain ne pouvait se maintenir qu'à l'aide d'un régime précis de diète et d'exercice, de même ce docteur paraît s'être figuré que le corps politique ne pourrait fleurir et prospérer qu'autant qu'il serait administré avec la plus parfaite liberté et la plus parfaite justice. » Il n'a pas considéré, à ce qu'il semble, ajoute notre auteur, que, dans le corps politique, il existe un principe de conservation capable de corriger les mauvais effets d'une économie partielle et même oppressive (*pag.* 529).

Mais de ce que le corps social est assez robuste, par sa constitution, pour se soutenir et même pour prendre de l'accroissement, malgré les erreurs et les vices de l'administration qui le gouverne, est-ce une raison pour ne pas signaler ces vices et ces erreurs, et pour ne pas indiquer le meilleur régime qu'il soit convenable de lui appliquer ? Celui qui établit une théorie ne doit-il pas toujours présenter les principes dans toute leur pureté et les règles dans toute leur rigueur ? En vingt endroits de son livre, tout en

reconnaissant que la société augmente en richesse par les efforts constans de l'intérêt privé de chacun pour améliorer sa condition, et malgré les mauvaises lois ou les folles dépenses des gouvernemens, Smith lui-même ne manque pas d'en revenir sans cesse au principe de la parfaite liberté de travail et d'industrie, comme au régime le plus propre à donner aux progrès de la richesse tout le développement et toute l'étendue dont ils sont susceptibles. A cet égard, il ne parle pas autrement que les disciples de Quesnay. La comparaison faite entre les préceptes de l'hygiène et ceux de l'économie politique manque de jusse, en ce que les premiers, qui ne consistent guère qu'à imposer des privations et à réprimer des appétits, sont presque toujours en opposition avec les penchans les plus ordinaires et les plus impérieux, tandis que les autres sont un retour continuel au cours naturel des choses et se bornent à repousser des entraves qui ne sont que d'institution humaine.

En général, toute cette discussion contre la doctrine des économistes français se réduit à une querelle sur les mots qu'ils ont employés pour distinguer les différentes classes qui concourent à fournir à la société les divers articles dont sa consommation se compose. La classe des cultivateurs, dit Smith, a été honorée par eux du nom de *classe*.

*productive* (pag. 507) ; elle a été distinguée sous l'honorable dénomination de *classe productive* (pag. 510), tandis qu'ils affectent de dégrader la classe des marchands et manufacturiers, en les désignant sous la dénomination de *classe stérile et non-productive* (pag. 507).

Mais les disciples de Quesnay n'ont jamais entendu honorer ni dégrader par ces définitions les classes auxquelles ils les appliquaient. Ils ont reconnu que la classe non-productive était non-seulement utile, mais extrêmement utile aux deux autres classes (pag. 518). On ne cherche point à dégrader ceux qu'on regarde comme très-utiles. Si les manufacturiers et les marchands sont appelés *non-productifs*, c'est par une conséquence nécessaire des principes dont on est parti. Si la terre est la seule source des produits, il n'y a de productif que le travail qui s'applique à la terre et qui dirige la faculté productive dont elle est douée vers les substances propres aux besoins de l'homme. Ce ne sont pas les cultivateurs qui sont productifs, c'est la machine sur laquelle ils travaillent qui a cette qualité particulière. Considérés séparément de la machine productive, les ouvriers et les entrepreneurs de la culture ne seraient que des ouvriers et des entrepreneurs d'ouvrage, comme tous les autres, ne gagnant que des salaires et des profits. Ce qui



les distingue des autres ouvriers et entrepreneurs, c'est la nature productive de la puissance à laquelle ils associent leur travail et leur industrie. Les machines les plus ingénieuses que les hommes aient construites ne font jamais que modifier les matières premières qu'on leur confie ; elles filent la laine ou le chanvre, elles tissent le lin ou la soie ; elles fondent le fer, l'aplatissent, le laminent ou l'arrondissent ; elles broient ou hachent les chiffons de la papeterie ; elles impriment des couleurs ou des dessins sur des tissus : dans toutes ces opérations, elles varient les formes ou donnent un mouvement à des êtres déjà existans. La terre seule multiplie la matière première qu'on dépose dans son sein ; elle rend dix ou vingt grains pour un seul qu'elle a reçu ; une graine qu'on lui donne à féconder formera une plante, un arbre qui reproduira des milliers de graines toutes semblables à la première, et propres à être fécondées comme elle. Voilà ce que les économistes appellent *produire*. Ils ne donnent pas ce nom à ce qui ne fait que changer les formes et les apparences des choses produites, ou bien les déplacer d'un lieu pour les porter dans un autre, quelque utiles, quelque indispensables même que soient ces changemens de forme et ces déplacements. Le blé produit serait d'une bien faible utilité, si on n'en faisait du pain. Le batteur en

grange, le cribleur, le meunier, le boulanger, sont quatre espèces d'ouvriers de la classe stérile et non-productive ; et cependant la société ne saurait guère plus se passer d'eux que de l'ouvrier qui sème et qui laboure. Les définitions ne constituent pas un système ; elles n'ont pour but que d'analyser les objets pour les présenter séparément à l'intelligence et les rendre plus faciles à saisir. Dans le langage commun, on entend par travail stérile, un travail sans résultat, une peine et du temps perdus, une tentative infructueuse, en un mot, un travail dont l'effet est le même que si l'ouvrier fût resté oisif. C'est ainsi qu'on qualifie de *stérile* un mariage qui n'a point donné d'enfans, le résultat de ce mariage, quant à la population, étant le même que si les époux eussent demeuré dans le célibat. Or, on sait bien que ce n'est pas sous cette acception que les économistes ont appelé *stérile* la classe des artisans et des marchands, et ils se sont trop clairement expliqués pour que personne pût s'y méprendre.

Smith fait l'objection suivante. On convient, dit-il, que cette classe des artisans et marchands reproduit la valeur de sa propre consommation, et continue au moins l'existence du fonds qui la tient employée et qui la fait subsister. C'est donc improprement qu'on la qualifie de *stérile*. Nous

n'appellerions pas stérile un mariage qui, ne reproduisant qu'un fils et une fille pour remplacer le père et la mère ; n'augmenterait en rien le nombre des individus et ne ferait que continuer la population (pag. 530). Je répondrais à cette objection que le travail des artisans et des marchands, quoique très-utile, quoique même nécessaire pour entretenir le mouvement de la consommation, peut être réputé stérile si on le compare à l'autre, attendu qu'il n'a pu donner naissance à des êtres nouveaux, comme celui des cultivateurs a contribué à le faire. Dans un mariage qui n'a donné que deux enfans, ces enfans sont de nouveaux individus, totalement distincts du père et de la mère, pouvant exister simultanément avec ceux-ci, et commençant une carrière toute neuve et toute différente. L'ouvrier qui a employé son temps et son adresse à filer le lin et à le convertir en toile, n'a rien créé qui n'existât pas avant son travail commencé ; il n'a pas remplacé en réalité les subsistances qu'il a consommées pendant son travail, puisque ces subsistances ont été irrévocablement détruites et que c'est la terre seule qui pourra les remplacer. Ce n'est que par une fiction que l'on peut dire qu'il a reproduit la valeur de ces subsistances, ce qui signifie que le consommateur qui usera du temps et de la peine de cet ouvrier sera tenu de remplacer

par un équivalent les subsistances consommées et détruites par cet ouvrier, et même encore quelque chose de plus; mais cet équivalent, où le consommateur ira-t-il le prendre, si ce n'est parmi d'autres produits de la terre? C'est en détournant le sens propre du mot qu'on dit que le travail du manufacturier ou du marchand est productif, parce que ce travail produit à l'ouvrier et à celui qui le met à l'ouvrage des revenus qui leur sont fournis par un tiers; c'est ainsi qu'on dit d'un capital prêté qu'il produit des intérêts, et d'une maison qu'elle produit des loyers, quoique, dans la réalité, de l'argent et une maison soient des choses improductives. Cette façon de parler métaphorique s'étend encore plus loin: on dit souvent qu'un homme a acquis une terre avec le produit de ses épargnes, avec le fruit de ses économies, quoique l'épargne et l'économie ne consistent que dans une abstinence de consommation et dans une attention continue à détruire le moins possible des produits dont on dispose. Une langue savante s'accommode difficilement de ces expressions vagues et figurées; il lui faut des termes précis et spéciaux, à chacun desquels se fixe une idée nettement tranchée et qui ne se confonde avec aucune autre.

La seconde objection n'est fondée que sur cette définition du mot *productif*, auquel les économistes

ont attaché un sens tout différent de celui adopté par Smith. J'ai cherché à faire voir dans une note précédente, que l'acception dans laquelle notre auteur emploie les mots de *productif* et de *non-productif* laisse beaucoup de difficultés et d'incertitudes dans l'application. Sans doute il répugne à nos habitudes et à nos usages de regarder un gros manufacturier, un riche commerçant comme le serviteur ou l'employé du plus petit consommateur auquel il fournit des objets de consommation; cependant, philosophiquement parlant, et dans les principes même de la doctrine de Smith, le consommateur ne paie que parce qu'il use d'un travail fait pour lui et dont on lui a épargné la peine. Cette manière d'envisager les emplois du travail sous un rapport purement spéculatif ne saurait porter la moindre atteinte à la considération des personnes qui les exercent. Smith ne s'est fait aucun scrupule de placer dans une même catégorie, comme appartenant tous à la classe non-productive, les professions les plus honorables, et les plus élevées de la société avec les danseurs de l'Opéra, les comédiens et les domestiques à gages. Il a considéré les fonctionnaires publics du plus haut rang comme les salariés de l'État; ce ne serait donc pas dégrader nos fabricans et nos commerçans que de les présenter, dans un ouvrage de théorie, comme les

serviteurs de leurs pratiques, et comme recevant des mains de celles-ci le salaire et l'indemnité de services rendus.

La troisième objection rentre dans les deux premières, car elle consiste à regarder toujours le travail fait par l'artisan ou le marchand comme un produit, tandis que les économistes soutiennent que ce travail fait n'est point un produit, mais bien un service rendu au consommateur du produit, afin qu'il puisse en faire usage. C'est ainsi qu'on dirait qu'une chasse ou une pêche a été abondante en gibier ou en poisson ; mais que le travail du cuisinier, tout indispensable qu'il était, n'a pas ajouté la moindre chose à ce qu'on peut appeler le produit de la chasse ou de la pêche. Dans les temps où il n'existait encore aucunes manufactures en grand, et où presque tout le travail s'exécutait par les mains de domestiques libres ou esclaves, un propriétaire estimait son revenu de l'année d'après l'abondance de ses récoltes en grains, fourrage, chanvre, lin, olives, raisins, etc., selon la fécondité de ses troupeaux, selon le nombre et le poids de ses toisons ; et lorsqu'au bout de quelques mois, son blé était battu et serré dans ses granges, son chanvre et son lin étaient filés et convertis en toile et en tissus, que ses olives et ses raisins étaient en tonneau sous forme d'huile et de vin, il ne croyait pas pour cela

être devenu plus riche qu'il ne l'était au moment des récoltes. Faire une addition de la subsistance que les domestiques ont consommée pendant leurs travaux, et de ce que cette même consommation ajoute de valeur à la chose pour celui qui doit la consommer, c'est faite un double emploi de la même valeur, ajouter à la fois l'avance faite et le remboursement qui en est dû. Si un tisserand a dépensé une valeur de 300 fr. pour sa subsistance, en fabriquant une pièce de toile, et que je desire appliquer à mes commodités personnelles le temps et la peine de cet ouvrier, il faut bien qu'outre le prix du chanvre qu'il a avancé, je lui rembourse la subsistance qu'il a consommée et dont il a fait également l'avance, tant qu'a duré cet ouvrage. Il faut que je prenne sur quelque autre fonds de quoi remplacer entre ses mains les dentées qui l'ont nourri et entretenu, pendant tout le temps qu'il était occupé à travailler pour moi. Mais les dentées qu'il a usées et détruites pour se vêtir et se nourrir, et l'équivalent que je lui donne en remplacement de ces denrées anéanties en tout ou partie, ne forment assurément pas deux valeurs coexistantes simultanément dans la masse des richesses.

Il est objecté, en quatrième ligne, que le travail des artisans et manufacturiers est plus susceptible de perfectionnement par les procédés, les

méthodes, les machines, etc., que le travail des cultivateurs, et qu'ainsi il doit ; par sa nature, contribuer plus efficacement et plus activement à l'augmentation de la richesse.

Personne ne contestera que, sous ce rapport, le travail des manufacturiers et des commerçans ne l'emporte de beaucoup sur celui des cultivateurs ; mais qu'importe , puisque le progrès que peut faire le premier de ces travaux est de toute nécessité borné par les progrès de l'autre , attendu que ce sont les cultivateurs seulement qui peuvent fournir aux fabricans des matières premières et des subsistances ? A quoi vous servirait-il d'imaginer et de construire une machine qui pût fabriquer mille aunes de drap par jour , si vous ne pouvez vous procurer , soit par le produit national , soit par des échanges avec le produit étranger , une assez grande provision de laine pour suffire au travail de cette machine ? Ainsi la quantité possible du travail des fabriques et du commerce ayant pour limites la somme des produits sur lesquels ce travail peut s'exercer , ce sont ces produits dont il faut commencer d'abord par augmenter la quantité , pour pouvoir réellement ajouter à la masse commune des richesses.

Enfin , dans la cinquième et dernière des objections qu'il a élevées contre la doctrine des économistes , Smith suppose deux pays indépendans ,



dont l'un serait purement agricole et dénué de manufactures ; tandis que l'autre , au contraire , serait peuplé d'artisans et de manufacturiers ; et il fait voir que dans les relations de commerce qui s'établiraient entre ces deux pays , l'un exportant ses produits bruts , l'autre donnant en échange ses articles de manufacture , le pays manufacturier recevrait annuellement une plus grande valeur , une masse plus considérable d'objets consommables , et , en conséquence , jouirait d'un plus gros revenu réel que le pays agricole.

Ce résultat est extrêmement probable , parce que , dans l'hypothèse dans laquelle on raisonne , il y'aurait infiniment plus de travail exécuté dans le pays manufacturier , à égalité de population dans la classe laborieuse de chacun des deux pays. Les travaux de la campagne n'occupent les cultivateurs qu'à certains momens et par intervalles ; il y a même quelques sortes de produits qui n'exigent presque aucun travail. Il en est bien autrement du travail des artisans et manufacturiers , qui est continu pendant tous le cours de l'année , et dont les effets sont multipliés par une grande division et subdivision des tâches et par l'emploi de toutes sortes de machines et de procédés ingénieux. Cette classe d'ouvriers , livrés , pour la plupart , à un travail simple et uniforme , y acquièrent une dex-

rétité et une promptitude de main qui les met en état, après quelque exercice, d'exécuter dix fois plus d'ouvrage, dans un temps donné, que ne le ferait un homme ordinaire qui n'aurait pas contracté la même habitude. Ainsi, en mesurant le temps donné au travail et la quantité d'ouvrage fait de part et d'autre, on peut dire, sans exagération, que mille ouvriers de manufacture auront, dans le cours d'un an, travaillé quatre fois plus que le pareil nombre de cultivateurs durant le même espace de temps; et d'après le mode de travailler, l'ouvrage fait des deux parts sera dans une proportion encore plus différente. Or, comme le travail des ouvriers de manufacture doit être payé à sa juste valeur, tout comme celui des ouvriers de la culture, la plus grande quantité de travail attirera à soi une plus forte somme de valeurs équivalentes. Les cultivateurs auront subsisté de leur travail, mais ils auront été oisifs pendant une grande partie de l'année; et si l'on compte pour quelque chose la jouissance de ces intervalles de repos, ils auront subsisté d'une manière beaucoup plus agréable et plus commode que les ouvriers de manufacture. Avec cela il n'y a nul doute qu'en admettant la supposition, le pays manufacturier, tant que cet état de choses pourra durer, s'enrichira beaucoup plus rapidement que le pays tout agricole, qui, étant dépourvu de tout

objet de manufacture , sera forcé de tirer ces objets de l'étranger. Mais un tel état de choses est contre nature et ne peut être durable. Le pays manufacturier serait dans une situation tout-à-fair précaire, et il serait placé , pour sa subsistance et pour toutes ses premières nécessités , sous la plus absolue dépendance du pays agricole dont il tirerait sa nourriture et la matière première de tous ses ouvrages. Le pays agricole , au contraire , ne dépendrait d'aucun bras étranger , et du moment où il consentirait à se priver des articles superflus qui ne sont destinés qu'à l'agrément ou au luxe , il s'affranchirait aussitôt du besoin de recourir au travail d'autrui. Les disciples de Quesnay ont fait voir comment , en suivant la marche naturelle de l'industrie humaine et le développement spontané de ses progrès, le pays agricole devient manufacturier et commerçant , et comment il acquiert sur les autres pays une supériorité qui lui assure l'avantage dans son marché intérieur et même dans les marchés étrangers. Toute cette partie de la doctrine des économistes a été si clairement exposée par Smith (*pag. 518 et suiv.*), que c'est dans son livre même qu'il faut l'étudier.

Mais si , en écartant cette supposition d'un pays purement agricole et dépourvu de toutes manufactures , ce qui ne peut être qu'une condition acci-

dentelle et passagère, nous voulons observer quel est, en particulier, le résultat d'un échange que fait un pays de son produit agricole avec le produit manufacturé d'un autre pays; nous verrons que; toutes choses égales d'ailleurs, le pays qui donne le produit agricole reçoit beaucoup plus que celui qui livre ses articles de manufacture.

En effet, observons deux pays qui sont parvenus à peu près au même degré d'habileté et de perfectionnement dans leur industrie respective, tels que sont la France et l'Angleterre; si, entre ces deux pays, il se fait un échange en articles de manufacture, l'échange sera probablement fait avec égalité d'avantages de part et d'autre. Qu'un négociant français expédie pour Londres une partie de batistes et qu'il se fasse donner en retour une partie équivalente de tissus de coton, il est à croire que, déduction faite de la valeur des matières, il se sera fait, dans cette opération, l'échange d'une quantité de travail français contre une quantité égale de travail anglais; les ouvriers anglais auront travaillé pour nos consommateurs pendant le même nombre de journées que nos ouvriers auront travaillé de leur côté pour le service des consommateurs anglais. Mais si nous payons ces mêmes tissus de coton avec une cargaison de blé, alors les Anglais nous auront payé avec leur travail, non-seulement

le travail de nos ouvriers de culture, mais encore cette partie de travail qui est exécutée par la nature seule, qui n'est point salariée par celui qui en profite et qui constitue le revenu du propriétaire foncier. Ce qui est un don gratuit du sol de la France se trouvera remplacé par du travail anglais; les ouvriers de la fabrique anglaise auront travaillé pour le service du propriétaire français, qui leur a donné pour salaires des subsistances acquises par lui sans aucune espèce de travail.

Telles sont toutes les objections employées par Smith pour combattre la théorie des disciples de Quesnay, et il finit par reconnaître (pag. 537), qu'avec toutes ses imperfections, ce système est peut-être, de tout ce qu'on a encore publié sur l'économie politique, ce qui se rapproche le plus de la vérité, et que, si l'on en retranche le paradoxe sur la nature non-productive du travail, cette doctrine paraît être, à tous égards, aussi juste qu'elle est grande et généreuse. Ainsi toute cette discussion se réduit à une simple logomachie sur l'acception qu'on doit donner au mot *productif*, et même, sur ce point si peu important, il serait difficile de contester avec succès la définition adoptée par les économistes. Peut-être Smith a-t-il été, sans le savoir, plus entraîné qu'il ne le pensait par cet esprit de prévention nationale dont il a su s'affran-

chir partout ailleurs ; ce qu'il y a de certain , c'est qu'il aurait pu très-bien reconnaître toutes les obligations qu'il avait aux philosophes français , qui les premiers ont su analyser la nature des richesses , les causes de leur formation , et la marche de leur distribution dans les différentes classes de la société ; il serait encore resté à l'illustré professeur d'Édimbourg une assez riche portion de gloire.

### NOTE LXI.

*Sur les causes de l'inégalité politique entre les habitants du même pays.*

(TOME III, PAGE 43.)

A ces quatre circonstances qui assurent à une classe d'hommes la supériorité sur le reste de leurs semblables et disposent ceux-ci à la subordination , antérieurement à toutes institutions civiles , ou indépendamment de ces institutions , il semble que Smith aurait dû en ajouter une cinquième ; et cette cinquième , c'est la conquête ; dont l'effet a été quelquefois de tenir la descendance de la nation vaincue dans une infériorité perpétuelle à l'égard de la descendance du peuple vainqueur , nonobstant tous les avantages ,

soit naturels, soit acquis, des vertus, du courage, du savoir ou de la fortune. Cette supériorité se continue, il est vrai, par la naissance, mais cependant elle diffère de la destination que notre auteur fonde sur la naissance, et qui suppose, dit-il, dans celui qui y prétend, une ancienne supériorité de fortune. Toutes les familles, ajoute-t-il, étant également anciennes, l'ancienneté de famille signifie partout une ancienneté de richesses ou de cette espèce de grandeur qui est ordinairement la suite ou la compagne de la richesse (*pag. 44*). La conquête crée une distinction qui ne procède que de la force, et qui, se maintenant long-temps par l'emploi du même moyen, accoutume le supérieur à dédaigner et à mépriser l'inférieur, et inspire même au premier une telle idée de son importance, qu'il finit par se regarder comme formé d'une autre chair et d'un autre sang que le reste des hommes. S'il vient même par la suite à tomber dans l'indigence, il ne se départira pas de son orgueil fantastique, et repoussera bien loin de lui, comme une ressource avilissante, le travail salarié dont il pourrait subsister.

Cette cinquième source des distinctions sociales devrait d'autant moins être passée sous silence, qu'elle constitue l'origine de la noblesse qui s'est

formée, il y a environ quatorze siècles, dans les divers États de l'Europe.

L'invasion et la conquête des provinces romaines par les peuples de race germanique est une révolution qu'on peut considérer comme la plus importante qu'ait subie l'espèce humaine, et la première de cette nature. Les annales de l'antiquité nous indiquent, il est vrai, à une époque qui aurait précédé notre ère d'environ deux mille ans, une irruption de pasteurs arabes dans une grande partie du royaume d'Égypte; mais cette invasion n'aurait été que passagère, et les Égyptiens se seraient, au bout de quelques années, affranchis du joug de ces barbares, et auraient conservé tous les avantages de leur ancienne civilisation.

L'Europe a montré pour la première fois au monde le spectacle de nations riches, industrielles et commerçantes, envahies et subjuguées en peu d'années par des peuples féroces à peine sortis de l'état pastoral, et forcées de soumettre leurs anciennes institutions politiques aux mœurs et aux usages de ces sauvages conquérans.

Les Gaules, à la fin du cinquième siècle, n'étaient plus qu'une proie que se disputaient les Francs, les Bourguignons et les Visigoths, qui avaient déjà pris pied sur ses frontières et dans son



voisinage. Le chef des Francs consumma la conquête de cette belle province de l'Empire d'occident. Sa manière de faire la guerre fut celle de tous les peuples nomades; elle consistait à massacrer les vaincus pour s'assurer le fruit de la victoire, et à piller tout ce qui tentait la cupidité du vainqueur. Il n'épargna de toute la population que ce qui ne pouvait plus lui opposer de résistance, les femmes, les enfans et les esclaves consacrés à la culture des terres. Toute sa politique se réduisit à se procurer l'appui du clergé chrétien, qui avait une grande influence sur la multitude.

Il y eut dès-lors deux ordres dans l'État, le clergé et les gens de guerre. Tout le reste fut serf ou réputé tel. La population fut séparée en deux castes; les familles franques ou de toute autre race germanique, exclusivement admises à porter les armes, et les familles romaines ou gauloises, réduites à la condition servile, mais qui pouvaient sortir de cette condition par l'affranchissement. Les ecclésiastiques formaient une sorte de noblesse viagère qui se recrutait presque toujours parmi les serfs ou affranchis, chez lesquels seuls les connaissances littéraires, même les plus simples, furent long-temps concentrées. Les dignitaires de cet ordre tenaient partout le premier rang, même dans les assemblées politiques, et

une telle prééminence, conforme à l'esprit religieux de cet âge, ne portait aucun ombrage à la caste militaire. Les évêchés étant conférés par le Roi, celui-ci avait par-là le pouvoir de faire passer un serf dans le premier ordre de l'état ; mais il n'aurait pu, sans choquer les mœurs de son peuple, attribuer à un Romain ou à un Gaulois laïque les prérogatives réservées à la race germanique, ni lui conférer le titre même de *militis* ou soldat, qui était le moindre grade qu'un Franc pût occuper dans l'armée, et qui toutefois était une désignation nobiliaire. C'est dans ce sens que doit s'interpréter le discours tenu par Tégan à Hébon, archevêque de Reims, que le Roi avait tiré de la servitude pour l'élever à cette dignité. « Le Roi, lui dit-il, t'a fait libre, mais il ne t'a pas fait noble, car cela n'était pas en son pouvoir. » On voit dans le récit de Tégan, que de son temps, il y avait des évêques de race franque, et que ceux-ci se targuaient de leur extraction germanique ou barbare, vis-à-vis de ceux qui avaient été tirés des familles serviles.

Ce qui a pu jeter de la confusion dans les opinions sur l'état des personnes, sous les deux premières races de nos rois, c'est qu'aussitôt après la conquête, il est arrivé ce que les circonstances devaient naturellement amener. Le chef barbare

sentir le besoin de s'aider, dans son gouvernement, des lumières et des talens que possédait exclusivement le peuple vaincu. Des hommes qui savaient lire, écrire, calculer, mesurer, fondre et travailler l'or et l'argent et en fabriquer des monnaies, étaient des instrumens indispensables d'administration civile. Ils durent naturellement obtenir la faveur du prince, non seulement à cause de l'utilité de leurs services et de l'agrément de leur commerce, mais encore à cause de leur condition même. Un monarque absolu aime mieux voir autour de lui ses propres créatures que des hommes qui l'ont aidé à conquérir son trône, et qui prétendent à un partage quelconque dans une autorité qu'ils ont contribué à fonder. C'est par une suite de cet usage qu'on trouve dans les lois saliques des dispositions relatives au Romain commensal du Roi. Dans l'échelle des amendes ou compositions pour meurtres, on voit que le Romain, convive du prince, est estimé valoir 300 sous, ce qui était la moitié de ce qui devait être payé pour le meurtre d'un austrasien ou féal du Roi, et un tiers de plus que la taxe réglée pour le meurtre d'un Franc. Quel que fût l'emploi de ce Franc, ou son grade dans l'armée, sa mort devait coûter 200 sous, à moins qu'il ne fût l'un des austrasien ou féaux du Roi. Quant aux Ro-

main, il y avait trois prix différens, selon leur condition. Le Romain commensal du Roi, le Romain libre, pourvu d'un bénéfice laïque de concession royale, et le Romain serf ou tributaire. Le meurtre du premier emportait une amende de 300 sous; celui du second en emportait une de 100 sous, et celui du troisième une de 45 sous. Mais quoique le meurtre d'un Romain, convive du Roi, fût taxé à un prix d'un riers plus haut que le meurtre d'un simple Franc, il ne faudrait pas en conclure que ce Romain fût pour cela réputé noble.

Des circonstances semblables ont amené un pareil état de choses de nos jours, dans une des îles de l'Amérique. Après le massacre général des Européens, colons ou résidans à Saint-Domingue, les Africains, devenus maîtres, s'étant choisi un chef, ou roi, celui-ci n'a pas tardé à s'entourer d'une foule de blancs dont il composa ses conseils et ses tribunaux, et auxquels il accorda des biens, des titres et des décorations. Mais il n'eut pas la pensée de confier à aucun de ses affidés le moindre commandement militaire, et jamais le soldat noir n'eût voulu obéir à un homme d'une couleur essentiellement ennemie. S'il s'établissait dans le royaume d'Haïti des idées de noblesse telles que celles qui prévalurent parmi

les Francs, la nuance la plus foncée dans la couleur de la peau serait, au bout d'une suite de générations, le titre évident et irrécusable de l'ancienneté de l'extraction et de la pureté du sang. On ne doit pas se faire une objection de ce que les monuments de ces âges font quelquefois mention d'un serf franc ou de race germanique; il n'est question, dans ce cas, que de celui qui avait été fait captif dans l'une de ces guerres qui s'élevaient fréquemment entre les diverses tribus de ces barbares, et même entre Francs et Francs, quand cette tribu particulière fut séparée entre plusieurs différens rois. Cet état de captivité, purement accidentel, n'a aucun rapport avec la condition native de servitude qui formait essentiellement l'état des familles romaines et gauloises.

Ce ne fut que plus de sept cents ans après la conquête de la Gaule, que les rois de France commencèrent à donner des lettres d'ennoblissement au moyen desquelles un homme de famille non germanique était mis au nombre des nobles. Vers la fin du treizième siècle, Philippe III, dit *le Hardi*, ennoblit son orfèvre ou argentier, Raoul ou Ronhaut, et cet exemple fut suivi par les successeurs de ce prince. Peu à peu les familles de race franque ou germanique venant à s'éteindre ou à tomber dans l'obscurité, par suite d'indigence,

il fallut bien recruter par des agrégations l'ordre de la noblesse, qui, conjointement avec le clergé, formait tout le corps politique ou tout ce qu'on appelait la *nation française*. Dès-lors commença une distinction entre la noblesse de race ou d'extraction et la noblesse de concession ou issue d'ennoblis. Ces ennoblissemens ont été depuis, et notamment sous les derniers règnes, prodigués au-delà de toute mesure; la noblesse a été attachée à l'exercice de certains offices sans nulle importance, et dont tout le monde pouvait se faire pourvoir, moyennant une finance; ce qui jeta dans l'opinion une grande défaveur sur les ennoblis et rehaussa l'éclat des familles nobles d'extraction, ou au moins dont la concession remontait aux quatorzième ou treizième siècles; mais encore ces dernières familles mirent-elles tous leurs soins à faire disparaître tous les vestiges de la concession pour se prétendre issues de race germanique, et l'obscurité des temps favorisa leur prétention. La fraude, d'ailleurs, fut d'autant plus facile à pratiquer, que jusques au onzième siècle, les individus ne furent distingués les uns des autres que par des surnoms qui ne passaient point du père au fils, et que les possesseurs de terres étaient dans l'usage d'ajouter à leur surnom le nom du domaine dont ils avaient la jouissance, en sorte que les pos-

sesseurs successifs du même domaine, quoique de famille différente, succédaient au même nom. Personne n'eut intérêt de disputer ces substitutions de familles, et il ne fallut qu'une possession de quelques générations pour rendre cette sorte d'usurpation tout-à-fait inattaquable.

Rien ne semble pourtant plus absurde que cette vaine prétention qu'ont eue certaines maisons anciennement ennoblies, de s'enter, à la faveur de cette équivoque de nom, sur des familles d'extraction germanique, éteintes ou ignorées. Si nous voulons fonder la distinction des familles et l'illustration de race sur quelque motif de justice et de raison, si nous voulons concilier ce genre d'aristocratie avec les principes du gouvernement monarchique, nous trouverons sans doute qu'il y a plus de sujet de s'enorgueillir d'aïeux qui ont mérité d'obtenir, par une concession du souverain, la récompense éclatante de quelques grands services publics, telle qu'étaient les ennoblissemens des temps anciens, que d'une origine purement barbare, et qui ne peut appeler d'autres souvenirs que ceux d'une injuste et violente oppression.

L'établissement des nations germaniques dans les provinces romaines, outre ce changement dans l'état des personnes, amena une révolution non moins importante dans l'état de la propriété fon-

cière et dans toutes les autres parties essentielles de l'organisation sociale. Les barbares, nourris dans les habitudes de la vie pastorale, formèrent, dans les contrées dont ils s'étaient rendus les maîtres, des institutions analogues à leurs mœurs et à leurs coutumes. Le pouvoir du roi des Francs était semblable à celui d'un chérif arabe ou d'un kan tartare. Ce pouvoir consistait à commander l'armée, à rendre la justice et à assigner à ses principaux capitaines la portion de territoire dont on leur permettait la jouissance. Il n'y eut d'autre propriétaire territorial que le Roi, et tout le pays conquis, qui était censé lui appartenir, fut distribué en bénéfices proportionnés au rang et à l'office des guerriers qui commandaient sous ses ordres. Les évêques reçurent également des bénéfices, et quoique la religion toute superstitieuse de ces temps de grossièreté et d'ignorance eût adopté pour maxime qu'une terre une fois possédée par un ecclésiastique ne pouvait, sans profanation, être conférée à un laïque, cependant, pendant la vacance, les fruits du bénéfice ecclésiastique appartenaient au Roi, en vertu de son droit de propriété exclusive. Lorsque Guillaume et ses Normands conquièrent l'Angleterre, ce chef ne fit qu'user d'un droit alors reconnu généralement, en se déclarant le propriétaire de tout le territoire



et en le distribuant en fiefs entre tous les compagnons de son entreprise. Ce fut cette propriété foncière, attachée à la royauté, qui constitua le premier anneau de la chaîne féodale et fit des grands vassaux les tenanciers directs de la couronne.

Sur la fin de la seconde race de nos rois, les titulaires des grands bénéfices conférés par le Roi, et ceux des bénéfices secondaires conférés par les vassaux en chef, profitèrent de la confusion générale et de la faiblesse du gouvernement royal pour se perpétuer dans la jouissance de leurs domaines, sous la seule condition de la foi et hommage au seigneur immédiat. Dans ce nouvel état de choses, il n'y eut pas un seul fief qui ne relevât du Roi, soit directement, soit indirectement, et la suzeraineté de la couronne demeura comme une image de la propriété universelle que le Roi avait autrefois exercée sur le territoire conquis.

Pendant le cours des deux premières races, la succession au trône ne fut pas, comme elle l'est devenue sous la troisième de ces races, une substitution à perpétuité, fixée dans la ligne masculine par ordre de primogéniture. Selon la coutume des peuples pasteurs, le commandement de toute la tribu était circonscrit dans une seule famille,

soit que cette famille fût celle du fondateur originaire, soit qu'elle se fût fait reconnaître comme la plus puissante. Mais il n'y avait point de droit exclusif pour l'ainé des enfans; les fils naturels entraient, comme les autres, en partage de l'autorité; ceux qui étaient appelés par la naissance régnaient conjointement, ou se divisaient le territoire. S'ils ne pouvaient s'accorder, la faveur du peuple, c'est-à-dire, de la noblesse, et surtout la grande influence du clergé, décidaient entre les parties contendantes; mais toutefois, sans que le choix pût s'étendre au-delà de la descendance royale.

Plusieurs de nos historiens, et entre autres le président Hénault, se sont arrêtés à la moins vraisemblable de toutes les conjectures, en soutenant que l'institution d'une noblesse en France ne date que de l'érection des bénéfices en fiefs héréditaires au neuvième siècle, et qu'avant cette révolution, tous les habitans, ou, comme ils le disent, tous les citoyens étaient égaux, quelle que fût leur origine, romaine, gauloise ou barbare.

Si cette égalité eût existé jusques alors, et qu'elle eu eût lieu après la conquête, il semble qu'il eût été impossible de la détruire et d'imposer tout-à-coup une condition avilissante à l'immense majorité d'une nation. Il semble encore que ce n'était pas au moment où les premiers officiers

du Roi se mettaient en révolte contre son autorité et le dépouillaient de la libre collation des bénéfices territoriaux, le plus important, sans doute, de ses moyens de gouvernement, que ces seigneurs auraient tenu en même temps de s'arroger une supériorité d'un genre tout nouveau sur la multitude des villes et des campagnes, et auraient ainsi soulevé contre eux de toutes parts la plus intraitable de toutes les passions humaines, cette fierté naturelle qui ne plie jamais qu'avec effort sous les institutions les plus salutaires, et qui tend sans cesse vers l'égalité primitive. Ce qui est infiniment plus probable, tout au contraire, c'est que l'érection des bénéfices en fiefs héréditaires fut l'époque et l'occasion naturelle d'un adoucissement considérable dans la condition des serfs affranchis qu'on nommait *roturiers*. Il est à croire que ce grand événement politique fut l'origine des baux à cens perpétuel, ou de la propriété héréditaire des terres non inféodées, de l'établissement des communes, de leurs propriétés communales, des premières corporations de métiers dans les villes, et de toutes les agrégations qui, en favorisant, par un plus libre exercice du travail, le développement de l'industrie, disposèrent déjà la nation vaincue à prendre un

jour rang dans les conseils politiques de la France, sous le nom de *troisième* ou *tiers-état*.

Le service militaire étant la condition inhérente à l'inféodation, l'hérédité des fiefs amena nécessairement dans la succession des biens dont ils se composaient, le droit d'aînesse, l'exclusion des filles et la garde dévolue au plus proche parent en état de porter les armes.

Quand les grands officiers de la nation franque, de simples capitaines ou délégués de leur roi, se furent constitués en petits souverains investis à perpétuité d'un territoire ou de sujets dans leur dépendance, quand ils ne furent plus engagés envers leur chef suprême que par le serment de fidélité et par l'obligation de le secourir à la guerre, la conséquence nécessaire de cette révolution fut qu'ils choisirent le plus riche et le plus puissant d'entre eux pour occuper le fief dominant, celui duquel devaient relever tous les autres. Ce fut ainsi que le duc de France, Hugues Capet, fut élevé à la royauté, quoique la descendance de Charlemagne ne fut pas encore éteinte. La succession au trône fut réglée sur le même principe que celle des fiefs dépendans, et il fut dit, dans le langage du temps, que le fief suprême ne relevait que de Dieu et de l'épée du prince.

Mais

Mais il est rare que le pouvoir qui a fait les rois se résigne à une soumission complète et ne conserve pas la prétention de contrôler l'autorité qu'il a créée, et même d'en ressaisir la disposition. L'empire romain avait été conféré par les légions, et celles-ci ne tardèrent pas à déposer les empereurs. Les grands feudataires ne restèrent pas non plus long-temps sans se montrer redoutables aux successeurs de Hugues Capet, et toute la politique de ces princes consista à affaiblir ce dangereux pouvoir. La réunion successive des grands fiefs à la couronne fut le moyen le plus efficace d'arriver à ce but, puisque, au moyen de cette réunion, le Roi n'avait plus sous lui qu'une multitude de feudataires trop peu importants pour songer à lui faire la guerre. Les ennoblissemens, la faculté d'appeler à la justice du Roi des jugemens seigneuriaux, les franchises accordées aux communes et la protection qu'elles trouvaient toujours auprès du Roi dans leurs contestations avec le seigneur, l'introduction du troisième état dans les conseils généraux de la nation, et enfin des mesures de force et d'habileté toujours dirigées vers ce même but, finirent par consolider l'autorité royale et par lui assurer l'obéissance de tous les sujets, quelle que pût être la prétention de quelques-uns d'eux aux dis-

inctions de naissance. Nos rois ne furent pas aussi heureux à s'affranchir du joug que leur avait imposé le clergé, et le prétendu droit de donner et d'ôter la couronne dans tous les royaumes qui ont embrassé la communion catholique n'a jamais été formellement abandonné par la cour de Rome.

La puissance du travail et de l'industrie, source primitive de la formation et du progrès de toutes les sociétés, cette action toujours croissante et accélérée qui multiplie dans toutes les classes de la société organisée les moyens de subsister avec aisance et de développer les facultés morales et intellectuelles, qui rapproche peu à peu les conditions, en neutralisant par des besoins réciproques l'effervescence des passions politiques, est ce qui a affranchi les rois de la tyrannie et ensuite de l'exigence des seigneurs. Celui de nos rois qui a peut-être le mieux compris les véritables intérêts de la monarchie et qui a si bien su approprier la forme de son gouvernement aux lumières et aux mœurs de son siècle, Louis XIV mit tous ses soins à abaisser, autant que possible, ces antiques barrières qui semblaient séparer les Français en deux nations distinctes. Il ouvrit à tous ses sujets toutes les carrières de fortune et d'illustration. Pendant le cours de ce long rè-

gne, les ministres du Roi qui furent investis d'un pouvoir très-étendu et environnés d'une grande considération, furent tous choisis dans les familles bourgeoises ou très-récemment ennoblies, mais le prince les éleva tellement en honneurs et en fortune, que leur alliance fut recherchée par les plus anciennes maisons. Des hommes qui n'étaient distingués que par leurs talens furent admis dans les cercles du Roi et montèrent dans ses carrosses. Le monarque exigea que toutes les prétentions de naissance cédassent aux dignités qui émanaient de son choix, et, malgré leur résistance opiniâtre, il obligea les gentils-hommes, quelle que pût être l'ancienneté de leur nom, à donner le titre de *monseigneur* aux maréchaux de France. « Messieurs les grands-seigneurs, votre règne est passé, » écrit à ce sujet madame de Sévigné, qui était liée avec beaucoup de ces grands-seigneurs. Si les successeurs de Louis XIV ne se fussent point écartés de son système; si, au lieu de redonner une vie nouvelle à ces vaines illusions, lorsqu'elles étaient en train de se dissiper; si, au lieu de les fixer par des préférences et par des exclusions injurieuses à la généralité de la nation, ils eussent constamment suivi la sage politique du grand roi, l'aristocratie naturelle de la propriété se fût établie d'elle-même

et eût peu à peu fait entièrement disparaître les derniers vestiges des gothiques et odieuses institutions des temps barbares. Les noms n'eussent pu conserver d'autre décoration que celle qui résulte de grands services publics et de tout ce qui se grave dans la mémoire des hommes; et c'est ainsi que les souvenirs laissés par les pères deviennent un sujet d'émulation pour les enfans. Enfin, il est à croire que sans en venir jusques à remuer et à mettre en péril les premiers fondemens de l'organisation sociale, nous serions arrivés, par une marche douce et insensible, à jouir de toute cette portion de liberté et d'égalité qui est compatible avec le bon ordre et avec la tranquillité publique.

---

## NOTE LXII.

*Sur la production, la fabrication et le commerce des laines en Angleterre.*

(TOME III, PAGE 481.)

COMME c'est une opinion généralement répandue parmi le peuple en Angleterre, que la richesse et la puissance du pays sont fondées sur le commerce étranger, que celui-ci est princi-



paiement soutenu par les manufactures de laines, et qu'enfin la prospérité de ces manufactures dépend de l'abondance et du bon marché de la matière première qu'elles emploient, il est à propos de se faire une juste idée de l'état actuel de ce genre de produit.

Le parlement d'Angleterre, dont les décisions, comme celles de tous les autres gouvernemens, sont plutôt dirigées, dans toutes ces matières, d'après les opinions accréditées parmi la multitude que d'après celles adoptées par le petit nombre d'hommes instruits et éclairés, a paru partager l'inquiétude populaire qui s'est manifestée au commencement de ce siècle à l'occasion de la rareté des laines, et il a ordonné une enquête pour rechercher les causes de cette rareté.

L'enquête faite en 1800, dans laquelle ont été entendus les principaux marchands et fabricans de laines, offre les résultats suivans.

La quantité de laine, tant laine *longue* ou à peigner, que laine *courte* ou à carder, produite annuellement en Angleterre, peut être évaluée, année commune, à 600 mille balles de 240 livres pesant chacune, c'est-à-dire, à 144 millions de livres anglaises qui répondent à 133 millions et demi de livres françaises (ancien poids). Cette évaluation a été faite d'après le nombre des mou-

tons, qu'on portait à 28 millions 800 mille, donnant chacun, pour terme moyen, une toison du poids de cinq livres. C'était ainsi qu'on avait calculé en 1782, et les mêmes recherches, faites depuis à différentes époques, 1788, 1791 et 1792, avaient donné de semblables résultats. Le poids des toisons de laine fine à carder varie depuis une livre et demie jusques à quatre livres; les grosses laines d'Écosse pèsent cinq livres par toison. Le poids des toisons de laine à peigner varie de six livres à quinze ou seize; on en a vu qui pesaient jusques à trente livres. Dans cette évaluation totale du produit annuel des laines, on pense que la laine à peigner et celle à carder peuvent entrer pour des quantités à peu près égales.

Depuis plus de trente années antérieurement à cette enquête, qui est l'époque la plus reculée sur laquelle les marchands interrogés ont pu fournir des informations, la quantité de laine produite annuellement a suffi pour remplir facilement les demandes du commerce, excepté en 1792, où des demandes extraordinaires qui avaient pour objet la fourniture de l'habillement des armées françaises, firent éprouver quelque embarras dans l'approvisionnement des fabriques; mais à cela près, la demande a toujours été complètement satisfaite

jusques en 1800, année dans laquelle la rareté des laines s'est fortement fait sentir. Cependant, dès 1794 on avait pu s'apercevoir d'une diminution dans la provision ordinaire, soit dans les magasins des marchands, soit entre les mains des fermiers, en sorte qu'on s'était vu, dès cette époque, dans la nécessité d'employer des laines plus fraîchement tondues que ne le comporte une bonne fabrication. Dans les deux ou trois années qui ont précédé 1800, la quantité de laine chez les fermiers n'était plus que moitié de ce qu'elle avait été auparavant.

Mais en 1800, la laine a manqué dans les marchés; quelques marchands n'ont pu à tout prix venir à bout de s'en procurer. Certaines commandes ont été refusées faute de matière première. C'est principalement dans les laines communes que le déficit a été sensible.

Quant à la cherté, elle remonte de plus haut. En 1782 et 1784, le prix moyen de la balle de 240 livres était de trois à cinq livres sterling. Alors les cultivateurs se plaignaient du bas prix et sollicitaient la permission d'exporter leurs laines. En 1791, le prix monta à 9 livres, et en 1792 il alla jusques à 11 livres; les années suivantes, il redescendit un peu, et il varia entre 7, 8 et 8 livres 10 sous; de 1795 à 1798, il se soutint

à 9 livres et 9 livres 10 sous; en 1799, il monta à 11 livres, et en 1800 à 11 livres 10 sous (1).

Cette rareté des laines et cette hausse de leur prix paraissent être le résultat de deux causes différentes; savoir : une diminution dans la production de la matière première, et une augmentation dans la demande des fabriques.

Tous les marchands qui ont été entendus dans l'enquête, s'accordent à reconnaître une diminution sensible dans la production, et tous l'attribuent à la multiplication des enclos. Cette innovation dans le système de la culture influe, à ce qu'ils disent, et sur la quantité des laines et sur leur qualité. Elle influe sur leur quantité, parce que les pâturages clos et améliorés se trouvant propres à la nourriture du gros bétail, cette nourriture a été préférée comme plus lucrative, et on a fait d'autant moins d'élèves en moutons. Dans les comtés de Sommerset et d'Yorck, la diminution du nombre des moutons, depuis l'introduction des enclos, est particulièrement remarquable.

Cette même cause a influé sur la qualité des

---

(1) Les 240 livres anglaises à 11 livres 10 sous sterling, mettent la laine au prix de 1 franc 24 centimes la livre de France (ancien poids).

laines. Les moutons nourris sur les tertres incultes donnent, dit-on, une laine plus fine; un meilleur pâturage, une nourriture plus abondante fait gagner du poids à la toison, mais c'est aux dépens de la finesse. On croit que la quantité des laines fines a souffert de là une diminution qui n'a nullement été compensée par l'augmentation résultant des nouvelles races introduites en quelques contrées, et notamment dans le Wiltshire.

L'autre cause est encore plus facile à reconnaître. Dès 1799, les demandes de draperie pour le continent et pour l'Amérique ont excédé les moyens du commerce. Depuis 1792, la demande pour l'étranger a considérablement augmenté dans le marché de Leeds; celle pour Londres ne paraît pas avoir éprouvé d'augmentation bien sensible. Les fabriques se multiplient d'une manière remarquable dans le comté d'Yorck; il s'y établit journellement de nouvelles manufactures de draps fins, dont la plus grande partie est destinée à l'exportation.

La quantité de draps, tant *larges* qu'*étroits*, fabriqués dans le comté d'Yorck, qui, en 1770, n'allait pas à cinq millions d'aunes, était en 1800 plus que trois fois ce nombre.

On évalue la totalité des laineries fabriquées en Angleterre, année commune, à une valeur de 19

millions 800 mille livres sterling, dont la consommation intérieure paie environ 11 millions. Les ouvrages de mailles, qui ne sont pas compris dans cette évaluation, forment à peu près une valeur d'un million sterling.

On suppose que la valeur ajoutée à la laine par la fabrication est, pour certaines laines, le double de la valeur de la matière première, et pour d'autres laines, jusques à neuf fois cette valeur; en sorte que sur le tout on peut compter au moins un triplement de valeur. Or, la totalité de la matière première employée peut être évaluée à 6 millions 600 mille livres sterling, ce qui, suivant cette règle, donnerait la somme ci-dessus pour le montant de la valeur des ouvrages fabriqués.

La quantité de laines étrangères employées dans les manufactures anglaises dans les dernières années antérieures à l'enquête, est évaluée à 16,650 balles, dont 12,300 de laine d'Espagne.

Un autre calcul, appliqué aux fabriques de l'Yorkshire, peut encore servir à faire connaître le rapport entre la valeur de la laine brute et celle de la laine convertie en draps. Il a été fabriqué en 1799, dans ce comté, 180,168 pièces de draps *étroits* (à 30 pouces anglais de largeur moyenne); chacune de ces pièces emploie 40 livres

de laine ; donc on a dû employer pour cette fabrication 7 millions 206 mille 720 livres, ou 30,028 balles qui, au prix de 14 livres sterling la balle, ont coûté 420,392 livres sterling.

Il a été fabriqué pendant la même année et dans le même comté, 232,749 pièces de draps *larges* (à 56 pouces anglais de largeur moyenne). Chacune de ces pièces emploie 75 livres de laine. Ainsi cette seconde sorte de fabrication a mis en œuvre 72,734 balles qui, au prix de 11 livres sterling chacune, donnent une somme de 800,074 livres sterling.

La totalité de la fabrication des draps *étroits* et des draps *larges* a dû produire à la vente un prix de . . . . . 4,800,000 liv. st.

La matière première employée a été évaluée . . . . . 1,220,466

La valeur de celle-ci s'est donc trouvée à peu près quadruplée après la fabrication.

Les machines, moulins et autres capitaux fixes employés à cette fabrication sont évalués par tous les fabricans au tiers de valeur de la fabrication annuelle, c'est-à-dire que le manufacturier qui fabrique, année commune, pour 3000 livres de draps, a communément pour 1000 livres de machines ou de capital fixe. D'après cette base de calcul, une fabrication annuelle de 19,800,000 liv.

sterling supposerait qu'il existe en Angleterre pour une valeur de 6,600,000 livres sterling en machines, moulins et instrumens de tout genre employés dans les manufactures d'étoffes de laine.

On estime que les laines, à compter depuis le travail de la production jusques à celui de la dernière main-d'œuvre, tiennent occupés annuellement plus de deux millions et demi d'individus. Une manufacture à mécanique roulant par le moyen du feu, occupe communément mille personnes depuis le triage de la laine jusques et y compris le lustrage du drap. Sur ces mille ouvriers on peut supposer deux cents hommes faits, qui, l'un dans l'autre, gagnent 18 à 20 schellings par semaine; les vieillards gagnent de 9 à 12 schellings; les femmes et les enfans déjà forts gagnent de 5 à 6 schellings; les enfans faibles reçoivent 3 schellings, ce qui donne un salaire moyen par tête d'environ 13 schellings par semaine.

Les neuf dixièmes de l'ouvrage se font à la tâche. L'invention des machines introduites depuis plus de quarante ans dans ce genre de manufactures, y a amené deux sortes d'améliorations, l'épargne de la main-d'œuvre et l'économie de la matière. Les ouvriers briseurs, cardeurs et dégraisseurs, ainsi que les fileuses, sont réduits au



quart du nombre où ils étaient précédemment. Au moyen des machines, on brise les laines trop longues; ainsi on y gagne l'emploi d'une matière première qui autrefois était mise au rebut.

On a vu que la consommation intérieure n'absorbait guère que les cinq neuvièmes de la fabrication annuelle, et que les quatre autres neuvièmes étaient exportés. Une grande partie des gros draps s'écoule en Amérique et en Irlande. On envoie dans ce dernier pays certains draps qui ne coûtent pas plus de 1 sou 8 deniers sterling l'aune, et les plus chers qu'on y transporte n'excèdent pas le prix de 18 sous sterling l'aune.

Lors de l'union de l'Irlande à l'Angleterre, les fabricans anglais ont été vivement alarmés de la proposition qui fut faite de rendre libre l'exportation des laines anglaises en Irlande. On sait que, pour l'ordinaire, lorsque cette classe de gens s'allarme et s'inquiète, il est probable que la mesure que leur inspire ces craintes tend à se rapprocher de l'ordre naturel et de ce qui est le plus avantageux au bien-être général. Mais si l'on voulait ne consulter que l'intérêt des consommateurs, le seul qui dût diriger constamment l'administration; si ceux qui dirigent les affaires de l'Empire britannique traitaient avec une égale impartialité les diverses parties qui le composent,

et, sans égard pour les noms d'Anglais ou d'Irlandais, ne s'attachaient qu'aux moyens de rendre moins dispendieuses les productions de l'industrie pour les mettre à la portée du plus grand nombre, ils seraient fort peu touchés des réclamations des manufactures anglaises, et ils laisseraient à la matière première la faculté d'aller librement dans les endroits où elle peut être travaillée à moins de frais. Or, il y aurait une économie considérable dans la dépense du transport, si les laines produites dans les comtés méridionaux de l'Angleterre étaient fabriquées en Irlande, au lieu d'aller chercher des fabricans dans l'Yorkshire et dans les provinces de l'est et du nord de cette partie de l'Empire. D'Excester à Leeds, une balle de laine de 240 livres, transportée par terre et passant par Londres, coûte 1 livre 9 sous 3 deniers sterling de frais. Si, à Londres, on prend la voie de la mer, les frais ne seront plus, il est vrai, que de 1 liv. 1 sou 3 deniers, et l'on économiserait ainsi 8 schellings par balle; mais il faut observer que, pour les laines fines, on prend toujours la route de terre, et qu'en général on préfère celle-ci, à cause des retards qu'on éprouve souvent sur mer et des avaries qui peuvent quelquefois en résulter. Ces mêmes laines, transportées de la côte occidentale

d'Angleterre aux ports d'Irlande les plus voisins, coûteraient au plus 4 schellings de fret par balle. Il y aurait ainsi à gagner par le fabricant d'Irlande sur celui de Leeds, et, par conséquent, par le consommateur, presque toujours 1 livre 5 sous 3 deniers, et au moins 17 sous 3 deniers par chaque balle de laine. Des quatre comtés de Wilts, Dorset, Sussex et Hamps jusques à Londres, le taux moyen des frais de transport est de 10 schellings par balle; de Londres à Leeds, il est de 15 sous 9 deniers sterling; ainsi, pour la totalité de la route, il est de 1 livre 5 sous 9 deniers sterling. Or, de ces quatre comtés, on transporterait en Irlande, à raison de 5 schellings par balle. Il y aurait donc une économie de plus de 21 schellings par balle, en faveur de la consommation, si la fabrication se faisait en Irlande, au lieu de se faire à Leeds. Le transport des charbons qui se consomment pour le service des manufactures de laine, présente les mêmes différences. De Liverpool jusques à Dublin et Newry, les frais sont de 5 à 6 deniers le tonneau; tandis que du même port de Liverpool jusques aux endroits où sont travaillées les laines anglaises, ce transport coûte le double et quelquefois même le triple.

Comme l'esprit qui dirige les manufacturiers

est le même dans tous les pays, on ne doit pas s'étonner que nos manufacturiers aient cherché dans toutes les occasions à se donner les moyens d'acheter la matière première de leur fabrique au meilleur marché possible, sans aucun égard pour les droits de ceux qui avaient un tout autre intérêt. Mais on serait plus fondé à s'étonner qu'un gouvernement qui a fait de grands pas vers les libertés civile et politique, ait pu céder aux réclamations intéressées de nos fabricans de draperie, au point de leur sacrifier l'intérêt et le droit des producteurs.

La loi du 25 novembre 1814 porte, article 5, que les laines mérinos, pures et métisses, ainsi que les laines communes, lavées ou en suint, venues de l'étranger, seront admises à l'entrée dans le royaume, sous le simple droit de balance. On ne pouvait faire plus pour l'avantage de nos fabricans de draperie et de bonneterie que de les autoriser à tirer de l'étranger leur matière première, franche de tous droits de douanes; et quoique cette disposition fût contraire à l'intérêt de nos propriétaires de troupeaux, en ce que les laines étrangères viennent en concurrence dans notre marché, avec celles du crû français, cependant elle n'en est pas moins conforme à l'ordre naturel et à l'avantage général de la société. Il  
est

est de toute justice que le manufacturier puisse prendre la matière de son industrie partout où il peut acheter cette matière à de meilleures conditions ; et si le propriétaire français ne peut pas soutenir la concurrence de l'étranger dans ce genre de produit, c'est à lui à s'arranger du mieux qu'il peut, ou pour produire sa laine à moins de frais, ou pour changer la nature de son exploitation. L'intérêt du consommateur est ici d'accord avec l'intérêt du fabricant ; car, plus celui-ci pourra acheter ses laines à bon marché, plus il pourra fournir à bas prix les articles fabriqués que lui demande la consommation. Mais d'un autre côté, il n'est pas d'une justice moins évidente que le producteur de laines doit jouir du droit naturel de vendre sa production, sans gêne et sans restriction, partout où il en trouvera un meilleur prix. Il doit rester libre de disposer de sa propriété comme bon lui semble ; et puisque le droit de propriété est, selon la définition, le droit d'user et d'abuser, puisque ce propriétaire était le maître de gâter ou de brûler ses laines, sans que le magistrat pût intervenir pour l'en empêcher, comment la loi pourrait-elle lui interdire de vendre cette même dentrée dans un marché étranger, ou lui imposer, dans ce cas, des conditions ? Si le législateur impartial eût

voulu couvrir d'une même protection l'industrie rurale comme l'industrie manufacturière, de même qu'il n'impose pas au fabricant l'obligation d'employer la laine produite en France plutôt que toute autre, il n'eût pas non plus imposé au producteur de laine l'obligation de vendre au fabricant de France plutôt qu'à tout autre.

Cependant l'article 2 de cette loi du 25 novembre 1814 ordonne qu'il sera perçu à l'exportation des laines mérinos et métisses un droit de 30 fr. par quintal métrique et de 15 fr. pour la laine en suint. Ce n'est pas l'intérêt du consommateur qui a pu dicter cette disposition, car elle tend à décourager la production de la laine, tandis que la pleine liberté d'exporter eût amené nécessairement la plus grande abondance possible et le plus bas prix auquel la denrée puisse être produite, et que le fabricant français aurait profité de cette abondance et de ce bas prix, le producteur ayant toujours intérêt, à prix égal, à préférer l'acheteur du pays à l'acheteur étranger.

Dans le temps où notre législation ouvrait l'entrée du royaume aux laines étrangères, en franchise de tous droits de douanes, on regardait en Angleterre comme urgent et indispensable de suivre une marche tout opposée.

La guerre générale qui avait duré presque sans

interruption pendant plus de vingt ans, avait occasionné une immense consommation de draps pour l'approvisionnement des armées, et une grande partie de cette fourniture avait été faite par les manufactures anglaises. En même temps et tandis que ces fabriques surchargées de demandes étaient dans la plus forte activité, une autre cause plus impérieuse, le prix excessif des grains, tendait à restreindre la production des laines sur le territoire anglais. Ces circonstances avaient donné lieu à une abondante importation de laines étrangères. Au retour de la paix, quand la demande vint à baisser, les producteurs de laine s'aperçurent du ralentissement qu'éprouvait le débit de leur denrée et du préjudice que leur causait la concurrence des laines étrangères. Dans un rapport que lord Sheffield fit à l'assemblée tenue après la foire des laines à Leewrs, le 26 juillet 1816, il exposa qu'avant les guerres de la révolution française, l'Angleterre n'importait d'autres laines étrangères que celles d'Espagne, et que cette importation, année moyenne, n'allait pas au-dessus de 2,700,000 livres pesant; tandis que, dans les deux seules années de 1814 et 1815, l'importation avait été composée, non-seulement de laines d'Espagne, mais encore de laines fines et améliorées de Saxe et de France, et de laines com-

munes de première qualité tirées d'Allemagne, des Pays-Bas et de la France, et que la quantité importée avait excédé 30 millions 700 mille livres pesant. Il avança que l'importation des laines de toutes sortes, et principalement celles venues des Pays-Bas et de la France, qui entraient pour plus de trois quarts dans cette masse, faisaient sortir annuellement d'Angleterre une valeur de plus de 6 millions de livres sterling. Il finit par proposer qu'il fût adressé au Parlement une pétition pour gêner par de forts droits l'importation des laines étrangères.

C'est ainsi que le gouvernement de chaque nation s'exerce à comprimer chez les nations rivales le développement naturel de la culture et de l'industrie, dans l'idée de réserver par-là à la sienne une plus grande part dans la masse générale des productions. C'est cette législation si mobile et si contradictoire que certains administrateurs honorent du nom de *politique commerciale*. Ce sont ces mesures absurdes et mesquines, dictées par l'esprit d'égoïsme et de jalousie ordinaire aux professions mercantiles, qu'ils appellent d'habiles et savantes combinaisons, tandis qu'ils traitent de rêveurs systématiques ceux qui, suivant la doctrine simple, naturelle et élevée de Quesnay et d'Adam Smith, soutiennent que tous



les peuples doivent, pour l'avantage commun, concourir en pleine liberté à accroître le plus possible la masse générale des richesses, et que plus cette masse sera considérable, plus sera grande la part qui sera naturellement assignée à chaque peuple d'après l'étendue, la nature et la situation de son territoire, la somme de sa population et le degré de perfectionnement de son industrie.

---

## NOTE LXIII.

*Sur le produit de la poste aux lettres.*

(TOME IV, PAGES 66 et 260.)

LA poste, dans l'origine de son établissement, ne dut être qu'une charge pour le Gouvernement. Dans un État d'une certaine étendue, c'était une nécessité que le prince eût le moyen de transporter avec célérité les courriers porteurs de ses dépêches, afin de transmettre à ses agens et préposés les ordres qu'il avait à leur donner, et de recevoir d'eux les informations qu'il en attendait. Cette correspondance devait être constamment entretenue; la méthode qui s'offrir naturellement à l'esprit, ce fut d'établir, sur les différentes routes, des relais à distances convenables. Il est extrêmement vraisemblable que, lorsque cette

institution fut régulièrement organisée, les particuliers qui avaient quelque lettre à faire parvenir à leurs parens ou amis qui résidaient dans le lieu de la destination du courrier, ou sur la route qu'il parcourait, le prièrent de se charger de leur dépêche, et reconnurent cette complaisance par une légère rétribution; et comme ces services particuliers ne portaient ni retard ni dommage au service public, le prince n'eut aucun motif pour s'y opposer. Mais quand les profits éventuels des courriers se montèrent à des sommes assez considérables pour fixer l'attention du Gouvernement, il se réserva la perception de ces rétributions d'après un tarif, et il s'en forma une branche de revenu qui contribua à défrayer une partie de la dépense des relais.

Les employés chargés de l'entretien de ces relais, et qu'on nomme *maîtres de postes*, se firent naturellement un revenu du transport des effets, et même des voyageurs auxquels ils pouvaient louer des chevaux, sans manquer au service du Roi; et pour prévenir les vexations si faciles à exercer en de telles circonstances, on fixa la rétribution qui pouvait être exigée. Enfin, pour faciliter encore davantage aux particuliers le moyen de voyager avec célérité d'une manière plus économique, on établit des messageries et diligences dont le

transport se faisait également par les chevaux des maîtres de postes. En 1775, il n'y avait encore en France que deux messageries royales de ce genre, celle de Lyon et celle de Lille; il en fut établi alors à la destination des principales villes du royaume.

Outre le louage qu'ils recevaient des voyageurs, les maîtres de postes jouissaient de diverses franchises et exemptions, et ces avantages réunis dûrent les indemniser des frais de leur entreprise et leur assurer un juste profit de leur capital. Mais la révolution de 1789 et l'esprit qui domina alors dans la législation, entraînèrent sans distinction tout ce qui avait même l'apparence de privilège ou de monopole. On ne considéra pas que le service si important de la poste aux lettres ne pouvait se faire qu'au moyen d'une organisation non interrompue de relais, et que le droit exclusif de fournir des chevaux aux messageries et voitures publiques était une condition de l'obligation d'entretenir les relais, et cette condition constituait une partie du salaire des entrepreneurs. Il fut permis à tout particulier de faire l'entreprise d'une voiture publique et de la faire conduire par ses propres chevaux. Il se forma bientôt, dans ce genre d'industrie, une concurrence si active et si nombreuse, que les voyageurs furent

voiturés de la manière la plus prompte, la plus commode et au meilleur marché possible. Mais le service du transport des lettres eut beaucoup à craindre de cette innovation. Les maîtres de postes étant privés d'une partie importante de leur occupation, plusieurs d'entre eux ne purent se soutenir et prirent le parti de quitter, en sorte que la chaîne des relais pouvait se trouver rompue sur beaucoup de points, si le Gouvernement n'y eût pourvu par des moyens extraordinaires.

Pour mettre fin à ce désordre et encourager les maîtres de postes à conserver leur établissement, une loi du 6 mars 1805 statua que tout entrepreneur de voiture publique ou diligence qui ne se servirait pas des chevaux de la poste, serait tenu de payer, par poste et par cheval attelé à chacune de ses voitures, une indemnité de 25 centimes au maître du relais. Mais cette rétribution ne put suffire à l'entretien complet de la poste aux chevaux, qui fut toujours depuis un article de dépense auquel il fallut pourvoir sur le produit de la poste aux lettres. Enfin, depuis quelques années, l'administration, par l'établissement des *malles-postes*, offrit aux particuliers un moyen nouveau de voyager avec la plus grande célérité d'une manière commode et à un prix modique, en partageant la voiture qui trans-

porte le courrier des dépêches. Cette nouvelle entreprise a eu du succès; cependant on n'espère pas qu'avec cette ressource, le produit des relais puisse encore s'élever assez pour couvrir la dépense de son entretien sur toutes les routes du royaume.

Quant au produit des ports de lettres, il a dû nécessairement s'accroître graduellement à mesure que l'aisance et l'industrie se sont plus généralement répandues parmi les classes inférieures de la société, que l'augmentation progressive du commerce et de l'industrie a amené plus d'affaires, plus de relations, plus de déplacements. Ce produit qui, en déduisant toutes ses charges, est actuellement d'environ 12 millions, donnait au plus le quart de cette somme au commencement du siècle dernier. Cependant si nous remontons seulement à 30 ou 40 ans, il ne paraît pas que cette branche du revenu public ait suivi une progression proportionnée à ce qu'on devait en attendre. En 1780, cet établissement versait au trésor 10 millions, et en 1786 le bail de l'entreprise fut adjugé pour six ans au prix annuel de 10 millions 600 mille livres, quoique, à cette époque, le port des lettres ne fût encore taxé que d'après le tarif de 1759. Depuis ce temps, outre l'activité toujours croissante des relations de commerce et de société, les nou-

velles institutions politiques ont dû être l'occasion d'une correspondance beaucoup plus multipliée sur tous les points du royaume ; le nombre des départemens ordinaires a été augmenté, et le tarif a subi une élévation assez considérable. D'après toutes ces circonstances, on aurait pu espérer que le produit actuel dépasserait de beaucoup davantage celui de 1786. Si l'on veut connaître la cause qui a trompé cette espérance, il ne faut pas la chercher ailleurs que dans l'abus des franchises ; abus qui, comme tous les autres, tend sans cesse à s'étendre de plus en plus. Les tentatives qui ont été faites à plusieurs reprises, pour le réprimer, ont toujours été infructueuses. Un arrêt du conseil de 1777 essaya vainement de restreindre cette dangereuse exemption, et une ordonnance royale du 6 août 1817 s'est proposé le même but. Mais, en une telle matière, il n'est pas douteux que des mesures partielles et incomplètes resteront toujours sans effet, attendu qu'elles laissent le moyen de les éluder. Pour extirper cette plante vivace et destructive, c'est sa racine même qu'il faut arracher. Que le Gouvernement ait le courage de supprimer totalement les franchises, sans exception quelconque, en indemnisant convenablement, sur une évaluation approximative, les fonctionnaires publics

de cet article de leur dépense, et avec cette seule mesure il est à croire que la rente serait plus que doublée, sans nulle augmentation dans les frais. Une telle disposition serait conforme au principe général des impôts sur les consommations, si l'on veut considérer la taxe des lettres comme un impôt de ce genre. Lorsque la loi établit une nouvelle taxe sur quelque article de consommation générale, elle ne songe pas à affranchir du droit les agens et employés du Gouvernement, et quels que soient le rang et la dignité des personnes, il n'en est aucune qui s'avise d'élever la prétention d'être exemptée. A moins toutefois de cette complète abolition du privilège de la franchise du port des lettres, le zèle et la surveillance de l'administration échoueroient toujours contre un désordre invétéré et rendu incurable par l'usage. Quoique l'exemption ne soit accordée qu'à des personnes éminentes ou revêues de hautes fonctions, le caractère des privilégiés ne saurait être ici une garantie suffisante contre l'abus du privilège. Cependant, si la puissance de l'habitude ne l'emportait pas presque toujours sur les saines idées de raison et de justice, on ne devrait pas se dissimuler que l'emploi frauduleux du contre-seing est un acte extrêmement répréhensible qui se complique de plusieurs

délits, puisque, outre la soustraction du droit, il emporte abus de confiance, prévarication officielle et fausse déclaration. Ces délits s'aggraveront encore si l'on veut considérer que le droit perçu par la régie des postes n'a point le caractère d'un impôt, qu'il est le prix d'un service, le salaire d'un travail, et de tous les salaires celui qui est sans contredire le moins en proportion, par sa modicité, avec l'utilité qu'en retire la personne qui doit le payer ; en sorte que ce tribut devrait être acquitté, non-seulement avec fidélité, mais encore avec reconnaissance.

En Angleterre, de pareils abus ont été engendrés par la même cause, et ils ont échappé avec autant de facilité aux mesures partielles qui leur ont été opposées. Le règlement fait en 1795 pour arrêter les extensions qu'on donnait à la franchise dont jouissent les membres du Parlement, devait, à ce qu'on espérait, donner lieu à une augmentation de produit de 40 mille livres sterling. Il ne faut pourtant pas nous dissimuler que dans ce pays on ne s'est pas encore affranchi, autant que dans le nôtre, de tout scrupule de conscience sur les manœuvres pratiquées pour frauder le revenu de l'État. Le produit des ports de lettres a décuplé, en Angleterre, depuis cent ans. Au commencement du siècle dernier, il se montait



à 60 mille livres sterling; il était plus que quadruple à la paix de 1763. Il est actuellement d'environ un million de livres sterling, dont un tiers est absorbé par les frais, et dans ce produit ne sont pas comprises les lettres non retirées, qu'on peut évaluer, par année, au vingtième à peu près du produit net de la taxe.

---

## NOTE LXIV.

*Sur les compagnies en société de fonds, et principalement sur la Banque de France.*

(TOME IV, PAGES 134 et 137.)

ON ne connaît en France de grandes compagnies en *société de fonds*, que pour les genres d'affaires qui, selon l'opinion de notre auteur, peuvent être suivies avec succès par ces sortes de compagnies. La plus remarquable de toutes ces associations, tant par l'importance de ses services que par l'étendue de son capital, c'est, sans contredit, la *Banque de France*. Cette compagnie est, il est vrai, investie d'un privilège exclusif; mais la concession de ce privilège, que la compagnie n'a jamais sollicitée, est absolument illusoire et ne contribue en rien à augmenter ses affaires ni

à élever ses profits. Jamais elle n'a joui d'autant de prospérité que lorsqu'elle n'avait point de privilège et lorsqu'elle luttait contre les autres compagnies, sans autre aide que son crédit et la grandeur de son capital.

Cette association fut fondée en France au mois de février 1800, par quelques riches capitalistes de Paris, sur les débris de l'ancienne *Caisse d'es-compte*, anéantie par la mesure injuste et imprudente qui avait donné un cours forcé à ses billets. Elle ne fut autre chose qu'une de ces sociétés que nos lois commerciales désignent sous le nom de *sociétés anonymes*, parce que les sociétaires ne sont liés aux profits et aux pertes de l'entreprise que par la possession d'une *action* qui constate la portion de fonds par eux versée dans le capital commun, et qu'ils peuvent à volonté transmettre ce droit à qui bon leur semble, en cédant leur action. Sa destination était d'escompter les lettres-de-change et effets de commerce en les échangeant contre ses billets payables à vue et en espèces au porteur. Ses bénéfices devaient être répartis, tous les six mois, entre les actionnaires, d'après le compte et la fixation qui devaient en être faits par le conseil général. L'article 18 de ses statuts portait qu'après la fixation, le dividende se payait à vue.

A cette époque où la Banque ne possédait point de privilège exclusif, mais où elle jouissait de cette liberté et de cette indépendance qui, pour les entreprises essentiellement utiles, est le plus pressant et le plus productif de tous les privilèges, son capital, justement mesuré sur l'étendue du service qu'elle se proposait de faire, n'excédait pas 30 millions de francs, divisés en 30 mille actions de 1000 francs chacune. Avec ce capital elle soutenait plus de 110 millions de ses billets dans la circulation, et le dividende annuel de ses actions monta à plus de 13 pour 100 du capital primitif de l'action. Il n'y avait aucune portion du dividende qui fût mise en réserve.

La nécessité de pourvoir à quelques dépenses de premier établissement donna l'idée d'y pourvoir par une légère retenue sur les bénéfices annuels, en bornant cette retenue à la somme que la dépense extraordinaire pourrait exiger. En 1802, le dividende fut fixé à 10 pour 100 du capital, c'est-à-dire qu'il fut réglé à 50 francs par action pour le semestre. La masse des retenues faites sur le dividende annuel se montait à 2 millions. Si cette retenue eût été restituée aux actionnaires, et que l'on eût procédé à une liquidation définitive du fonds social, la valeur de chaque action eût été de 1066 fr., et cependant

ces actions se vendaient sur la place au cours de 1250 francs.

Telle était la situation de la Banque lorsque le Gouvernement, jugeant convenable à ses propres intérêts de faire de cette association une compagnie privilégiée, fit rédiger en loi les statuts et réglemens de la société, en y comprenant même les clauses relatives au partage des bénéfices. Il doit paraître sans doute assez surprenant que la distribution entre les sociétaires du produit commun des bénéfices de l'entreprise ait pu former la matière d'une disposition législative, parce qu'un intérêt purement privé, qui n'a et ne peut avoir aucune liaison avec l'intérêt public, paraît être entièrement hors du domaine de la loi. Mais le Gouvernement voulait mettre à profit une occasion d'augmenter le débit de ses *cinq pour cent consolidés*. En conséquence, l'article 8 de cette loi (du 14 avril 1803) porte qu'à compter du 22 septembre 1804, le dividende annuel ne pourra excéder 6 pour 100 par action, et que le surplus du produit formera un fonds de réserve qui sera converti en rentes dans les cinq pour cent consolidés, dont le revenu donnera lieu à un second dividende. L'article 9 statue que les rentes en cinq pour cent acquises avec cette retenue seront inscrites au nom de la Banque, et ne pourront être revendues sans une  
autorisation

autorisation spéciale du Gouvernement pendant toute la durée du privilège, c'est-à-dire, pendant les quinze années qui ont expiré le 22 septembre 1818.

Ce privilège exclusif, que les directeurs de la Banque ne paraissent pas avoir désiré, eut pour prétexte la multitude d'établissements qui s'étaient formés à Paris pour l'escompte des effets de commerce, sous les noms de *Caisse d'escompte du commerce*, *Comptoir commercial*, *Factorerie*, etc., qui tous avaient émis des billets au porteur payables à vue en espèces. Ces billets ne jouissaient pas tous, il est vrai, d'une faveur égale dans l'opinion, et quelques-uns, par l'infériorité de leurs coupures, descendaient dans la classe des artisans et de ce qu'on appelle *le petit commerce*, ce qui amenait dans la circulation, non-seulement un encombrement incommode, mais même une sorte de désordre qui n'était peut-être pas sans danger. Toutefois rien n'est plus promptement décidé que le sort d'un établissement de ce genre, et le jour où ses billets ne sont pas acquittés à vue, il est complètement détruit, en sorte que les dangers auxquels il peut exposer la circulation sont, par leur nature, d'une très-courte durée. Cependant le Gouvernement crut ou parut croire qu'il était de son devoir de mettre un terme à cette

variété de billets qui circulaient simultanément sur la place de Paris, et le but apparent de la loi fut de concéder à la Banque de France le privilège exclusif de compagnie pour l'escompte des lettres-de-change et effets de commerce. Il fut défendu aux autres compagnies d'escompter, d'émettre de nouveaux billets, et il leur fut enjoint de retirer dans un délai de six mois tous ceux qui existaient dans la circulation. La loi ne borna pas là sa compétence; non-seulement elle régla le mode de la transmission des actions et les formes de l'administration de la société, mais elle alla même jusques à prescrire aux associés d'élever leur capital jusques à 45 millions, par la création de quinze mille actions nouvelles. Elle régla la répartition des bénéfices, détermina les précautions à prendre pour s'assurer de la solvabilité des valeurs escomptables, et enfin décida plusieurs autres objets sur lesquels on pouvait croire que l'intérêt privé des sociétaires présentait une garantie plus efficace et mieux entendue que toutes ces dispositions réglementaires.

Jusques-là cependant la Banque de France ne se trouvait placée que sous la dépendance de la loi; elle n'en restait pas moins parfaitement indépendante de l'action du Gouvernement. Les sociétaires furent, il est vrai, assujettis à suivre les formes que la loi

avait déterminées, mais ces formes n'étaient guère autres que celles même qu'ils s'étaient volontairement prescrites dans leurs statuts, à l'exception seulement de l'augmentation à faire de leur capital et de l'obligation de conserver une partie de leurs bénéfices placés dans les rentes de l'État. A tous autres égards, leur régime n'était pas changé; leurs intérêts n'étaient gérés que par des personnes librement choisies par eux, et aucune surveillance étrangère à l'association n'avait le droit de s'immiscer dans la connaissance de leurs opérations. L'universalité des associés était représentée par les deux cents plus forts actionnaires réunis en assemblée générale; l'administration était confiée à quinze régens, sous la surveillance de trois censeurs. Ces dix-huit personnes, toutes élues par l'assemblée générale, composaient le conseil général de la Banque. Ce conseil nommait pour la direction des affaires un comité central formé de trois régens, dont un, sous le titre de *directeur*, avait la présidence de l'assemblée des actionnaires, du conseil d'administration et de tous les comités. Le mode et l'époque du renouvellement de ces divers mandats avaient été réglés par la même loi.

Ce régime ne dura pas plus de trois années. La liberté de la Banque ne survécut pas long-temps

à routes les autres libertés qui tombaient successivement sous l'empire de la force. Cette vaste machine de crédit dans laquelle l'argent des particuliers, entraîné par la pente naturelle de la confiance, venait se rendre de routes parts, dut fixer l'œil avide d'un gouvernement absolu. Une loi du 22 avril 1806 prorogea le privilège exclusif de la Banque pour 25 années, à compter de l'expiration des 15 premières années, et cette faveur inutile ne servit qu'à colorer de nouvelles exigences. Le capital, déjà fort supérieur aux besoins du service, fut porté à 90 millions, somme à peu près égale à la masse totale des billets circulans que la place de Paris pouvait supporter. On imposa à la compagnie, pour la direction de ses affaires, un gouverneur et deux sous-gouverneurs, au choix desquels elle fut tout-à-fait étrangère. On lui ordonna de payer à ces agens de l'autorité, de magnifiques traitemens; on donna au gouverneur des attributions qui détruisaient toute l'influence des mandataires de la compagnie, tant sur le matériel des affaires que sur le personnel des employés. Enfin, pour mettre le comble à l'asservissement de la Banque, le conseil d'État fut investi du droit de connaître de toutes contraventions relatives à la police et administration intérieure de la société, ainsi que de prononcer dé-



finitivement et sans recours contre la Banque et les membres du conseil général, ses agens et employés, toutes condamnations civiles, dommages-intérêts, cessation de fonctions, destitutions, etc.

Le but que le Gouvernement avait en vue, en plaçant le régime de la Banque sous la dépendance de l'autorité publique et en augmentant la somme du capital au-delà des besoins de l'établissement, c'était d'en tirer des emprunts qu'il n'aurait pu faire sur son propre crédit. Pour appeler donc à l'achat des 45 mille actions nouvelles un plus grand nombre de concurrens, et pour attirer vers cet emploi les personnes qui desiront avoir dans le placement de leur capital la certitude d'un revenu fixe, indépendant des chances éventuelles et de la mobilité des affaires commerciales, il fut statué, par les articles 4 et 5 de cette loi, qu'à compter du semestre à échoir au 21 septembre 1806, le dividende annuel fixé par le conseil général de la Banque serait divisé en deux portions ou répartitions différentes, savoir : 1<sup>o</sup> une répartition de six pour cent du capital primitif, c'est-à-dire, de 30 fr. par semestre pour chaque action ; et 2<sup>o</sup> d'une autre distribution des deux tiers des bénéfices restans après la déduction de ces premiers 6 pour 100 ; et que le dernier tiers de ces bénéfices serait retenu et for-

merait un fonds de réserve dont l'administration de la Banque ferait le placement de la manière qui lui serait le plus convenable. Enfin, par l'article 21 des statuts fondamentaux qui furent approuvés par ordonnance du 16 janvier 1808, il fut arrêté qu'en cas d'insuffisance des bénéfices du semestre pour ouvrir un dividende dans la proportion fixe de six pour cent sur le capital de 1000 francs, il y serait pourvu en prenant le supplément nécessaire sur le tiers mis en réserve dans les années précédentes.

L'institution de la Banque se trouva par-là complètement dénaturée. Cette compagnie était, pour une partie de ses opérations, banque d'es-compte, et pour l'autre, un bureau de prêt au service du trésor public. Un tiers au plus du capital de la société était employé à l'escompte des lettres-de-change et effets de commerce, et produisait le bénéfice résultant de la circulation des billets à vue. Les deux autres tiers, placés dans la dette publique, soit consolidée, soit courante, ne produisaient que de simples intérêts, et quant à cette seconde partie de son capital, la Banque ne faisait que rendre à ses actionnaires ce qu'elle recevait du Trésor. Aussi les dividendes furent-ils très-modiques, et ses actions qui, en 1806, devaient être évaluées à 1200 fr. au moins, à

cause du droit de chaque actionnaire dans les propriétés de l'établissement, ainsi que dans les réserves accumulées, ne se vendirent guère qu'au pair sur la place, tandis qu'en 1802 ces mêmes actions gagnaient 30 pour 100. Cependant les actionnaires touchèrent régulièrement le dividende fixe de 6 pour 100, et la Banque n'eut besoin de recourir qu'une seule fois, et pour un supplément de 100 mille francs seulement, au fonds de réserve destiné à compléter le dividende du semestre en cas d'insuffisance.

Aussitôt que le gouvernement du Roi eut été rétabli en 1814, le conseil général de la Banque s'empressa de solliciter la révocation des dispositions législatives qui, depuis huit ans, gênaient la liberté de l'association. La réclamation portait sur trois points principaux : 1° la réduction d'un capital excessif qui était pour la Banque une surcharge onéreuse ; 2° la répartition aux actionnaires du fonds de réserve accumulé ; 3° l'indépendance du régime intérieur de la société.

Un projet de loi fut porté à l'une des deux chambres législatives le 26 novembre 1814 ; mais la clôture de la session annuelle empêcha qu'il ne fût porté à l'autre chambre, etc. Au mois d'avril 1818, un second projet de loi fut présenté par le ministre des finances.

A cette époque, une grande partie du fonds capital de la Banque se trouvait placée, quoiqu'il eût été interdit par les statuts d'employer aucune partie de ce capital autrement qu'en achats de matières d'or ou d'argent; mais ce règlement supposait que le fonds capital n'excéderait pas la juste mesure du service auquel il était exclusivement destiné, qui était le remboursement des billets circulans qui se présenteraient à l'échange contre espèces; et comme une somme de 39 millions en or et en argent était plus que suffisante pour répondre en tout temps aux demandes des porteurs de billets, l'administration s'était vue dans la nécessité, pour ne pas perdre l'intérêt du surplus, d'en faire l'emploi en valeurs productives. En conséquence, une somme d'environ 33 millions avait été placée en achat d'inscriptions dans les cinq pour cent, et 22 autres millions étaient représentés par 22 mille 100 actions de la Banque, dont la société était devenue propriétaire. Le projet de loi proposait d'annuler 20 mille de ces actions et de réduire ainsi le capital à 70 millions, en sorte que chaque action donnât droit désormais à un soixante-dix millième du fonds social. Si la réduction du capital ne fut pas portée plus loin, ce fut parce que, dans ce moment, le cours de la rente n'étant

qu'à 68 fr., la Banque n'aurait pu vendre les 2 millions de rentes qui représentaient une partie de son capital, et qu'elle avait acquis au cours de 80 fr., sans essuyer une perte de 4 à 5 millions sur ce même capital, et sans donner occasion à une baisse ultérieure non moins préjudiciable à son propre intérêt qu'à celui du trésor royal.

Les bénéfices mis en réserve et accumulés dans les coffres de la Banque jusques au 31 décembre 1817, et qu'on évaluait à une somme de 15 millions environ, devait être répartie entre les 70 mille actionnaires; et comme il résultait de la situation de la Banque que la portion annuellement retenue sur les bénéfices était beaucoup trop forte pour sa destination éventuelle, il était statué que cette portion, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1818, serait restreinte au cinquième seulement au lieu du tiers, et de plus il fut établi un *maximum* auquel ce fonds de réserve étant une fois parvenu, cesserait de s'accroître et ne donnerait plus lieu à aucune retenue. En effet, les bénéfices, en 1817, déduction faite de tous frais et charges, s'étaient élevés à 9 millions 165 mille francs. Sur cette somme, 7 millions 875 mille francs avaient été répartis, ce qui avait donné à chaque action 8 et  $\frac{3}{4}$  pour 100 du capital primitif, c'est-à-dire, 87 fr. 50 c. La

retenue mise en réserve avait été de 1,237,500 fr. Il était donc à présumer, en supposant un pareil résultat pour l'année courante, que les bénéfices en excédant de la première répartition fixe de 6 pour 100, attribués aux 70 mille actions, ne seraient pas au-dessous de 5 millions pour 1818, et que, par conséquent, le cinquième à mettre en réserve serait d'à peu près un million, en sorte qu'en très-peu d'années, le fonds de réserve atteindrait ce *maximum* au-delà duquel il devait s'arrêter, et où les actionnaires devaient toucher, sans nulle retenue, leur contingent dans les bénéfices annuels.

Le seul point sur lequel le Gouvernement refusa de déférer au vœu du conseil de la Banque, ce fut sur les bornes de la surveillance qu'il prétendait se conserver à l'égard des opérations de la société, et surtout sur les formes dans lesquelles serait exercée cette surveillance. Non-seulement le ministre exigea que l'état de la situation générale de l'établissement, dans toutes ses branches, lui fût envoyé régulièrement jour par jour, mais il voulut même se réserver la faculté de faire reconnaître et vérifier cette situation, quand il le jugerait convenable, par tel agent ou commissaire qu'il lui plairait de déléguer à cet effet. Cette mesure qui portait avec soi un caractère

de défiance presque offensant pour l'administration de la Banque, et dont l'exercice pouvait avoir de si fâcheuses conséquences pour le crédit et la considération de l'établissement, à cause de l'appareil toujours inséparable d'une descente de commissaires royaux dans l'intérieur d'une maison de commerce, mesure dont il était si facile de se faire un instrument de vexation et de vengeance en cas de mauvaise humeur contre une compagnie de capitalistes dont on attendait souvent des services, éprouva, comme on eût dû le prévoir, la plus vive opposition de la part de tous les intéressés, et notamment du conseil général de la Banque, qui avait de puissans appuis dans l'une des chambres législatives; et cette opposition hautement manifestée empêcha que le projet de loi ne fût porté à cette chambre.

Il serait assez difficile de justifier une prétention aussi étrange et aussi exorbitante du droit commun. On ne peut même l'expliquer quand on connaît la pureté des intentions qui dirigeaient le ministère, si ce n'est qu'il faut dire qu'avec la meilleure volonté d'être juste et raisonnable, tout gouvernement obéit malgré lui au penchant aveugle de ne se relâcher que le moins possible de tout le pouvoir dont il se trouve investi, de quelque source qu'il lui soit venu. La loi de

1803, la première qui ait placé sous l'empire des formes législatives le pacte social des actionnaires de la Banque, ne renfermait aucune disposition qui assujettît cette compagnie à une surveillance de la part des agens de l'autorité. Si l'on se demande dans la conservation de quel intérêt le ministère peut revendiquer le droit de surveiller les opérations de la Banque, on se trouve fort embarrassé de répondre à cette question d'une manière un peu satisfaisante. Serait-ce dans l'intérêt du Trésor? Mais, dans les relations qui ont lieu entre la Banque et le Trésor, c'est toujours ce dernier qui est débiteur et qui reçoit de l'argent comptant en échange de valeurs à terme par lui fournies, et dont il demeure garant. Serait-ce dans l'intérêt des actionnaires? Mais ces actionnaires ont des surveillans de leur propre choix, spécialement chargés de l'examen et de la censure des opérations des régisseurs. D'ailleurs une propriété privée, quelle que soit son importance, est seulement sous la protection générale du Gouvernement, et elle ne peut être assujettie à sa surveillance particulière que sous les rapports qui pourraient intéresser la sûreté publique. Enfin, serait-ce dans l'intérêt des porteurs de billets? Mais ces porteurs ont pour garantie naturelle leur propre confiance dans ces billets volontaire-



ment acceptés par eux, et les motifs sur lesquels s'est fondée cette confiance, savoir, la solvabilité bien connue de la compagnie, la sagesse qui préside à ses opérations et la publicité de sa gestion. Ils savent que chaque acte de l'administration est discuté et délibéré dans un conseil de vingt personnes et soumis à une censure spéciale; que le résultat des opérations est consigné dans un compte périodiquement rendu avec la plus grande solennité, et qu'enfin les états de situation sont publiés chaque année. Certes, les effets de commerce les mieux accrédités sont loin d'offrir une aussi grande masse de garanties. D'un autre côté, ces chances sans nombre qui ébranlent le crédit des plus fortes maisons de commerce, la profusion, la négligence, la mauvaise conduite, les fausses spéculations, les entreprises réméraires, sont des risques auxquels ne peut être exposé le créancier d'une compagnie telle que la Banque. A toutes ces garanties morales se joignent les garanties matérielles les plus étendues et les plus multipliées. Les effets escomptés dont se compose le porte-feuille, sont le premier gage des billets circulans, et depuis l'origine de la Banque, le recouvrement de ses effets n'a jamais essuyé de perte tant soit peu sensible. Mais outre ce gage, les porteurs des bil-

lets ont pour cautionnement la totalité des propriétés mobilières et immobilières de la société, et tout ce qui forme le fonds capital dont la masse se grossit journellement par l'occasion des bénéfices. On ne peut donc pas désapprouver le conseil général de la Banque de s'être fortement opposé à l'adoption d'une mesure qui eût pu compromettre gravement le crédit de la compagnie et l'indépendance à laquelle elle a droit pour la disposition de ses fonds.

Ce point de dissentiment entre le ministre et la Banque reste encore dans l'indécision ; mais, en attendant, cette société jouit par le fait de la liberté qu'assure à tous les sujets du Roi un gouvernement sagement constitué.

Le seul objet qui ne pouvait souffrir un plus long retard sans causer un grand dommage aux intéressés, c'était la répartition du fonds de réserve. Cette répartition ne pouvait se faire qu'avec une autorisation législative, à cause des dispositions portées dans les lois précédentes non encore révoquées. Le ministre s'empressa de la proposer au mois de mai 1820, en écartant de la proposition tous les autres points qui avaient donné et auraient pu donner encore matière à contestation.

A cette époque, le fonds de réserve accu-

mulé depuis 16 ans, se composait au 31 décembre 1819 des trois articles suivans :

1°. La portion de fonds employée aux premières dépenses d'établissement, acquisition d'hôtel, dépendances et autres accessoires, mobilier des bureaux et ameublement du gouverneur, le tout représentant un capital de 3,875,472 fr. 4 c.

2°. La portion des retenues qui avait été placée dans les 5 pour cent consolidés, en exécution de l'article 8 de la loi de 1803, et qui représentait une valeur capitale de..... 7,760,650 76

3°. Enfin, ce qui existait de cette réserve, en argent comptant ou en valeurs assimilées au comptant et qui se montait à..... 13,768,527 96

Total de la réserve.. 25,404,650 fr. 76 c.

Le premier de ces trois articles, qui forme le capital fixe de l'établissement, ne pourrait être la matière d'une répartition que dans le cas de la dissolution de la société et d'une liquidation définitive du fonds social.

Le second article était pleinement disponible;

attendu que le terme pendant lequel la revente de cette partie de rentes avait été interdite à moins d'autorisation spéciale du Gouvernement, se trouvait expiré depuis le 22 septembre 1818. Mais au moment où fut faite la proposition de loi, le cours de la rente était au-dessous de 74 fr., et il était à craindre qu'une masse de rentes aussi considérable étant mise à la fois sur le marché, ne produisît une plus forte baisse dans le prix des effets publics. Il n'était donc pas dans l'intérêt des actionnaires de comprendre dans la répartition cette partie du fonds de réserve.

La seule partie de ce fonds qui était susceptible d'entrer dans la répartition, était donc celle qui consistait en argent comptant ou valeurs équivalentes au comptant; et c'est aussi ce qui fut statué par la loi du 14 juillet 1820. Cette loi, composée de deux articles, ordonne la répartition des 13,768,650 fr. 96 c. entre les 67,900 actions existantes dans la circulation, et laisse provisoirement en réserve le capital placé dans les cinq pour cent, en exécution de l'article 8 de la loi de 1803.

Cette mesure, aussi politique qu'elle était juste, a versé dans les mains des particuliers un fonds de près de 14 millions qui était en grande partie oisif dans les coffres de la Banque. Les 67,900  
actions

actions qui ont pris part dans cette répartition à raison de 202 fr. pour chacune, n'ont éprouvé aucune diminution, ni dans leur valeur capitale, ni dans leur dividende futur. La portion fixe de ce dividende, réglée sur le capital primitif, est toujours assurée à l'actionnaire, comme elle l'était auparavant, sur le pied de 6 pour 100, et la portion variable ne peut pas décroître. Comme la valeur courante d'une action commerciale se détermine sur les bénéfices présumés de l'entreprise, le prix de l'action sur la place remonta bientôt au taux où il était avant cette répartition de la réserve. Aujourd'hui il est à près de 1600 francs, quoique, en supposant l'annulation des 21,100 actions qui reposent dans le porte-feuille de la Banque, et une liquidation définitive du fonds social, il soit présumable que la part à recueillir par chaque action dans cette liquidation totale n'excéderait pas 1200 francs.

On a fait des tentatives pour étendre la circulation des billets de la Banque au-delà de la place de Paris, et la compagnie a été autorisée à établir des *comptoirs d'escompte* dans les villes les plus opulentes et les plus industrieuses du royaume. Ces essais n'ont pu réussir, et n'ont produit que des frais et des pertes. Dès 1814, le conseil général de la Banque vota la suppres-

sion de ces établissemens, et elle fut opérée par une ordonnance royale du 7 février 1817.

Il ne faudrait pas attribuer ce défaut de succès à un manque de confiance dans les billets de la Banque; mais on n'en doit chercher la cause que dans la nature même des affaires qui, dans des villes presque entièrement manufacturières, ne permet pas que la circulation puisse admettre une aussi grosse pièce de monnaie qu'un billet de banque, ne fût-il même que de 300 fr. dans sa moindre coupure. Les fabricans et les entrepreneurs de manufactures ont un besoin continuel d'espèces métalliques pour salarier leurs employés et pour subvenir aux frais journaliers et dépenses d'entretien de leurs établissemens. A peine ont-ils reçu un billet de banque, qu'ils se trouvent dans la nécessité de le convertir en écus pour faire aller leurs affaires. Les billets de la Banque de France n'ont pas joni de moins de crédit sur les places de Lyon et de Rouen que sur celle de Paris; mais, dans ces deux premières villes, ils n'ont pu entrer dans la circulation locale du pays pour une assez grande masse, ni y demeurer en nature de papier pendant un temps assez long pour donner des bénéfices proportionnés à la dépense d'établissement.

## NOTE LXV.

*Sur le commerce des Indes.*

(TOME IV, PAGE 136.)

§. Ier. *Continuation de l'histoire de la compagnie des Indes anglaise.*

CETTE compagnie avait obtenu en 1781, moyennant 400,000 livres sterling, la prolongation de sa chartre jusques en 1791. A l'expiration de ce terme, son privilège exclusif lui pouvait être retiré, après toutefois un avertissement donné trois ans d'avance, et à la condition du remboursement des fonds par elle prêtés au Gouvernement. Par le même acte il lui avait été permis de porter son dividende à 8 pour cent, et de l'élever successivement jusques à 12 et demi.

L'année qui suivit la paix de 1783, lorsqu'il fut question d'entrer dans l'examen de la situation des affaires de la compagnie, on trouva le désordre au comble et les embarras extrêmes, malgré l'emprunt de 800,000 livres sterling qu'elle avait été autorisée à faire l'année précédente. M. Fox, qui était alors ministre, assura à la

Chambre des Communes que les dettes de la compagnie montaient à plus de 11,200,000 liv. sterling, et que l'actif, pour y faire face, ne pouvait pas être évalué à plus de 3,200,000 liv. sterl. Ce fut alors qu'il proposa de retirer l'administration des mains des directeurs et de la donner à un comité qui serait nommé par le Parlement; mais le bill proposé par M. Pitt l'emporta sur le plan du ministre. La surintendance et le contrôle des affaires de l'Inde furent attribués à une commission composée de six conseillers du conseil privé, d'un secrétaire d'État et du chancelier de l'échiquier. Le jugement en dernier ressort des personnes accusées d'abus de pouvoir ou exactions fut réservé à une commission composée de trois juges choisis dans les cours du *ban du roi*, des *plaidz communs* et de l'échiquier; de cinq membres de la Chambre des Pairs, désignés par le sort sur une liste de vingt-six; et de sept membres de la Chambre des Communes, désignés de même sur une liste de quarante; les deux listes formées aussi par la voie du sort, au commencement de chaque session du Parlement.

Le dividende fut fixé à 8 pour cent par un autre acte du Parlement, et le surplus des bénéfices fut affecté au paiement des dettes de la compagnie.

On ne fut pas long-temps sans s'apercevoir



du peu d'efficacité de ces mesures contre les déprédations des agens de la compagnie et contre la pente inévitable qui l'entraînait rapidement au désordre et à la banqueroute.

Dès 1786 on exposa que ses fonds n'étaient plus suffisans pour son commerce; que la mesure prise par l'acte de *commutation des droits* (1), pour prévenir la contrebande sur le thé, avait plus que doublé ses achats sur cet article seulement; qu'en conséquence un supplément de capital lui devenait nécessaire. Sous ce prétexte elle obtint l'autorisation de vendre de ses annuités jusques à concurrence de 800,000 liv., et, en outre, de créer pour 800,000 liv. sterl. de nouvelles actions, ce qui porta le capital de ses actions à 4 millions sterling et lui procura en tout un secours de 2 millions, les huit mille actions nouvelles, au cours actuel de 155 liv. sterl., devant lui produire 1,240,000 liv.

En 1788, d'autres prétextes furent l'occasion de nouveaux emprunts. Il y avait à payer au Gouvernement 500 mille liv. sterl. qu'il réclamait pour la dépense des forces employées dans la dernière guerre à la défense des possessions de la compagnie. Il fallait faire passer à la Chine

---

(1) Voyez plus loin, pag. 359.

300,000 liv. sterl. en espèces pour solder la balance des exportations du Bengale, qui avaient été moins fortes qu'on ne l'avait présumé. Ce fut sur ces motifs, qu'après un tableau de la situation de la compagnie, où, comme dans les précédens, ses besoins étaient toujours en saillie et ses ressources en perspective, elle obtint l'autorisation d'emprunter encore 1,200,000 liv. sterl.

L'année suivante, M. Dundas, membre du bureau de contrôle, présenta au Parlement l'état de l'actif et du passif de la compagnie. Il y porta l'excédant du passif à environ trois millions sterling. Mais le bénéfice que la compagnie devait faire *indubitablement* pendant les quatre années qu'elle avait encore de durée, garantissait, selon lui, à l'époque de l'expiration de cette charte, une balance très-avantageuse; et, en conséquence de cet exposé, la compagnie sollicita et obtint l'autorisation de créer dix mille actions nouvelles, qui, à raison de 100 liv. chacune, dont la compagnie serait chargée envers les actionnaires, n'augmenterait son capital comptable que d'un million sterling seulement, mais qui, au taux de 170 liv. sterl. l'action, valeur que l'action avait alors au cours de la place, fournirait un secours réel de 1,700,000 liv. sterl.

A l'expiration de la charte, en 1793, il s'en

fallut bien que les espérances données par M. Dundas fussent réalisées, et le renouvellement du privilège devint l'objet pour lequel ce ministre déploya toutes les ressources de son talent et de son adresse. Il avoua dans son discours, qu'aucun écrivain, en *économie politique*, n'avait encore supposé que l'administration d'un vaste Empire pût convenir à une compagnie de commerce, et qu'aucun écrivain, en *économie commerciale*, n'avait encore soutenu que les entraves des privilèges exclusifs fussent avantageux au commerce en général; mais il s'efforça de prouver que, malgré ces principes et malgré les clameurs de toutes les villes de manufactures contre le privilège de la compagnie, il y aurait les plus grands dangers à changer le système établi pour le commerce de l'Inde; que la compagnie, après la cessation de son privilège, n'en demeurerait pas moins compagnie commerçante, n'en serait pas moins propriétaire de fonds et d'établissements considérables, et maîtresse d'un revenu territorial de plusieurs millions, ce qui écarterait bien loin d'elle toute concurrence; que, d'ailleurs, le commerce de l'Inde n'était pas de nature à procurer de l'extension aux fabriques nationales, attendu que les draperies et lainages, l'article le plus important de ces fabriques, ne pourraient convenir au climat, aux préjugés, aux

habitudes invariables des peuples de l'Inde; que les poteries étant d'un grand encombrement, donneraient lieu à un fret trop dispendieux; qu'enfin, pour le coton, on ne chercherait pas sans doute à entrer en lice avec des ouvriers qui étaient les plus habiles du monde dans l'art de travailler cette matière, et que le seul avantage de la supériorité des dessins ne pourrait faire placer dans l'Inde qu'une très-petite partie de tissus européens; qu'ainsi la liberté de ce commerce ne contribuerait point à le rendre plus étendu; qu'au contraire cette liberté entraînerait l'émigration dans l'Inde d'une quantité d'aventuriers qui effaroucheraient ce peuple craintif, renchériraient le prix du travail, et se voyant déçus dans leurs espérances, iraient chercher fortune sous les drapeaux de Tipoo-Saïb. et grossir l'armée des Marattes. Il assura que les possessions de la compagnie étaient dans un état de prospérité inconnu même sous les plus sages des anciens souverains de ces contrées, et que ses terres dans la péninsule de l'Inde, comparées à celles des princes voisins, étaient un jardin auprès de déserts. Il prétendit que les abus tant reprochés à la compagnie ne pouvaient plus se reproduire sous le nouveau régime qui venait d'être établi; qu'étant placée sous le contrôle immédiat du pouvoir exécutif, elle ne pou-

vait plus être oppressive ; que les propriétés foncières étant raffermies sous la protection des lois, et les droits sur les marchandises réglés par des statuts généralement connus, ces spoliations et ces concessions dont on avait eu tant à se plaindre ne pouvaient plus se renouveler ; qu'enfin les agens de la compagnie étant responsables de leur conduite, tant à la compagnie qu'au Parlement, il n'y avait plus à craindre que leur ambition ou leur cupidité entraînaient dans de nouvelles guerres. Il finit par exposer tous les avantages que l'Angleterre avait à recueillir du commerce de l'Inde ; l'emploi de sept mille matelots et de quatre vingt-un mille tonneaux d'embarquement, par année ; 1,200,000 liv. st. annuellement répandus, soit entre les marchands et les propriétaires des bâtimens frétés par la compagnie, soit entre les divers ouvriers occupés à fabriquer la cargaison ou employés au chargement ; une valeur de 700,000 liv. st. de matières premières importées en Angleterre pour alimenter les manufactures nationales ; un million et demi st. d'exportations dans l'Inde ou en Chine de denrées et produits de fabrique anglaise, tant pour le compte de la compagnie, que pour le commerce particulier autorisé par elle ; plus d'un million st. par an de remises faites en Angleterre par des fortunes acquises dans l'Inde et réalisées en,

Europe; un dividende annuel de 400,000 liv. st. fourni aux actionnaires; enfin, plus d'un million sterl. de droits payés à l'entrée des productions et marchandises indiennes destinées à la consommation européenne.

Ce plaidoyer valut à la compagnie le renouvellement de sa charte pour vingt années qui se sont terminées au 1<sup>er</sup> mars 1814. Les conditions de ce renouvellement furent des concessions en faveur des commerçans de la Grande-Bretagne et des Anglais résidant dans l'Inde; quelques modérations attribuées à la compagnie sur les importations; un règlement sur l'emploi des revenus de la compagnie; la répartition annuelle dans les différens bureaux de commerce de la compagnie dans l'Inde, d'un million st. au moins pour être converti en chargemens pour l'Europe, ou remises en Chine, chargemens qui s'accroîtraient à mesure de l'extinction de la dette; le transfert en Europe de 500,000 liv. st. de dettes de l'Inde, par chaque année, pour y être acquittées par le produit des ventes; enfin, l'engagement par la compagnie, lorsque sa dette de l'Inde serait réduite à 2 millions, et ses billets d'Europe à 1,500,000 liv. st., de prêter au Gouvernement les cinq sixièmes de l'excédant de ses bénéfices, jusques à la concurrence de 12 millions st. sans intérêt, lesquels 12 millions resteraient

entre les mains du Gouvernement comme gage envers les actionnaires de leur capital et intérêts; l'autre sixième réservé pour accroître le dividende.

Par le même acte, le Parlement autorisa la compagnie à augmenter son capital d'un million st. pour le porter ainsi à 6 millions, sous la condition que ce nouveau secours, qui, à raison de 200 liv. l'action, prix du cours actuel, devait faire entrer 2 millions dans la caisse de la compagnie, serait employé au remboursement des billets circulant en Europe, de manière à ce que la masse de ces billets n'excédât pas 1,500,000 liv. st., et à acquitter d'autres dettes.

Les 4,200,000 liv. st. dus à la compagnie par le Gouvernement pour le montant des quatre prêts faits par elle, en 1698, 1708, 1730 et 1744, et qui, sur le pied de 3 pour cent d'intérêt annuel, lui formaient un revenu de 126,000 liv. st., outre 1687 liv. 10 sous de frais de régie, étaient, presque en totalité, vendus ou hypothéqués à des tiers. La même année, cette créance fut reportée à la Banque, et les 1687 liv. 10 sous de frais de régie furent retirés à la compagnie.

Ces magnifiques promesses de M. Dundas et l'engagement pris par la compagnie de réduire à 1,500,000 liv. sterling la masse de ses billets;

eurent le même sort que les promesses et les engagements des époques précédentes. Le secours de 2 millions sterling que la compagnie avait reçu en 1793, ne put empêcher qu'en 1794 elle ne fût demander au Parlement l'autorisation d'élever jusques à 2 millions sterling la masse de ses billets au porteur, et même d'en émettre pour un million sterling de plus, si ce supplément lui devenait nécessaire. Cette nouvelle demande fut colorée du prétexte que la compagnie avait acquitté pour un million sterling de sa dette dans l'Inde.

A la fin de 1796, M. Dundas représenta au Parlement que toute concurrence étant détruite par l'effet de la guerre, le commerce de la compagnie en avait reçu un grand accroissement, et que, d'une autre part, cette même circonstance de la guerre avait augmenté ses frais de transport de plus d'un million sterling. En conséquence il fit autoriser la compagnie à accroître son capital de 2 nouveaux millions sterling par la création de 20 mille actions nouvelles, lesquelles, au cours de 173 liv. sterling, produisirent une somme de 3,460,000 liv. sterling.

Dans son budget de l'Inde, du 12 mars 1799, le même ministre annonça qu'en formant le compte des recettes et dépenses de l'année 1797,



on se proposait de demander encore un nouvel accroissement de capital, mais que, d'après les circonstances, on avait cru plus prudent de se procurer des fonds par une émission de billets; qu'il en avait créé pour 1,417,000 liv. sterling, réduits à 460,000 liv. au moyen du revirement de ceux que la compagnie s'était fait faire par ses acheteurs, et que, de plus, elle avait emprunté de la Banque, sur des sûretés, un autre million sterling. Il ajouta que l'aperçu des recettes et dépenses de l'année 1798, à moins d'une augmentation de capital ou de l'emploi de quelques autres ressources extraordinaires, présenterait au 1<sup>er</sup> mars 1799 un *déficit* d'environ 1,319,000 liv. sterling. Il annonçait à cette époque, que, par défaut de capitaux, la compagnie ne pouvait suffire à transporter en Europe plus de la moitié des marchandises que l'Inde avait à y faire passer.

L'accroissement du capital de la compagnie, de 1786 à 1799, et les fonds que lui a produits la création de nouvelles actions, se trouvent exposés dans le tableau suivant.

| ANNÉES. | ACTIONS<br>créées. | COURS<br>de<br>l'action. | PRODUIT.         |
|---------|--------------------|--------------------------|------------------|
| 1786    | 8,000              | 155                      | 1,240,000 l. st. |
| 1788    | 10,000             | 170                      | 1,700,000        |
| 1793    | 10,000             | 200                      | 2,000,000        |
| 1796    | 20,000             | 173                      | 3,460,000        |
| TOTAUX. | 48,000             |                          | 8,400,000 l. st. |

C'est le 12 juin 1801 que M. Dundas a présenté à la Chambre des Communes le tableau de la situation de la compagnie.

Il en résulte que le revenu territorial des trois présidences, qui sont le Bengale, Madras et Bombay, déduction faite, tant de leurs charges annuelles, pour dépenses civiles et militaires, que des mêmes charges pour Bencoolen et les autres établissements, offre au total un produit net de 633,537 liv. sterling.

Que les dettes de la compagnie dans l'Inde montaient au 1<sup>er</sup> mars 1800, et sans y comprendre ce qui y a été ajouté depuis cette époque, à 14,640,402 liv. sterling, ce qui présente une augmentation de passif sur celui de l'année précédente de 1,700,000 liv. sterling; que dans cette

masse passive, celle portant intérêts excède 12 millions sterl. ; que l'intérêt de cette dette formait alors une charge annuelle de 1,082,042 liv. sterling qui absorbait le reliquat net du produit territorial, et laissait encore un excédant de charge de 448,505 liv. sterling qu'il fallait prendre sur le produit de la vente des importations venues de l'Europe ; que ce dernier produit, évalué à 591,975 liv. sterling, ne laisserait par conséquent qu'un faible reliquat de 143,470 liv. sterling à appliquer au paiement des dépenses du commerce et à l'achat des chargemens pour la Chine.

Que la dette en Europe était, au 1<sup>er</sup> mars 1801, de 5,393,989 liv. sterling,

Qu'enfin il fallait encore ajouter au passif un article de 391,915 liv. sterling, dû pour mémoires au compte de l'Inde, article qui avait été omis dans le tableau de la dette de l'Inde et dans celui de la dette en Europe.

L'addition de tout ce passif donnait un total de plus de 20,400,000 liv. sterling, sans y comprendre l'accroissement de la dette dans l'Inde, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1800, non plus que le capital des actionnaires.

En 1786, la dette de la compagnie, tant en Inde qu'en Europe, ne montait pas à plus

de 18 millions sterling, et l'on vient de voir que, depuis cette époque jusques en 1796, la compagnie a créé 48,000 actions nouvelles qui lui ont procuré successivement, au cours de la place, 8,400,000 liv. sterling.

Quant à son actif, qui se compose, 1<sup>o</sup> de créances d'un recouvrement à peu près impossible, et dont elle a reconnu elle-même plus de 3,518,000 liv. sterling irrécouvrables; 2<sup>o</sup> de bâtimens, effets et restes de magasins auxquels on est maître de donner, dans des comptes, telle valeur que l'on juge à propos; c'est toujours, comme on le devine bien, sur ce côté de la balance que cherchent à s'appuyer les orateurs de la compagnie, pour présenter des résultats favorables, à chaque nouveau secours qu'ils sollicitent, et pour former ces tableaux spécieux dont l'objet est bien moins de convaincre le Parlement auquel on les adresse, que de fasciner les yeux du public et d'attirer de nouveaux actionnaires. Mais il est bien évident pour tout homme impartial et non prévenu, que si cet actif, qu'on faisait monter alors à 26 millions sterling, avait eu quelque valeur réelle, les rentrées successives qu'il aurait données auraient mis la compagnie dans le cas de diminuer la masse de ses dettes, au lieu de recourir chaque année à de nouveaux emprunts,

emprunts, et qu'un actif qui va ainsi continuellement en grossissant, tandis qu'on est forcé de chercher ailleurs des ressources, n'est, dans le fait, autre chose qu'un chapitre *de pertes et d'avaries*, déguisé sous un titre pompeux.

Dans le budget présenté en 1799, M. Dundas avait lui-même averti que l'accroissement annuel de l'actif étant dû, presque en entier, à l'accumulation d'arrérages d'une solvabilité extrêmement douteuse et à l'augmentation de la valeur des denrées en magasin, il ne fallait pas en conclure que les affaires de la compagnie fussent améliorées sous ce rapport.

Les ventes des marchandises de l'Inde, y compris ce qui appartenait au commerce particulier, avait produit, cette dernière année, 10,323,432 liv. sterling, ce qui excédait de près de 163,000 liv. sterling le produit de l'année précédente.

Les charges et profits retenus par la compagnie sur le commerce particulier par elle autorisé, lui avaient valu 133,429 liv. sterling.

Ce que la compagnie retirait annuellement du produit de ses ventes, et qu'on évaluait à environ 7 à 8 millions, était la matière d'un compte courant qui se réglait chaque année. Les dépenses de fret, celles de déchargement, emmagasinement et garde des marchandises; les droits à

payer aux douanes, le dividende des actionnaires, l'intérêt des avances à rembourser, absorbaient presque tout ce produit. Il a été annoncé cette même année, que la balance du compte courant donnerait, au 1<sup>er</sup> mars 1802, un restant en caisse de 486,731 liv. sterling.

Le dernier rapport de M. Dundas fut, comme à l'ordinaire, terminé par l'exposé le plus brillant des futures destinées de la compagnie. Grâce à la prudence et à la valeur des deux derniers gouverneurs-généraux (lord Cornwallis et le marquis de Wellesley), la compagnie ne voyait plus d'ennemis autour d'elle et pouvait se promettre de jouir de la plus parfaite tranquillité. La chute du redoutable Tipoo-Saïb avait fait enfin disparaître le grand obstacle qui arrêtait depuis longtemps, dans ces fertiles contrées, le progrès naturel de l'agriculture et de l'industrie. Une dette dans l'Inde de 14 millions sterling n'était pas une charge dont il fût effrayé; la compagnie avait tout le temps de s'en débarrasser dans le cours des treize années qui lui restaient encore à jouir des privilèges de sa chartre. Ce temps lui suffisait pour accumuler la somme exigée par l'acte du Parlement, comme garantie des engagements par elle contractés, et pour acquérir la somme promise au Gouvernement, en considération du

renouvellement de cette chartre. Sa conclusion fut de conseiller un emprunt de 10 millions sterling pour réduire la dette de l'Inde, le seul ennemi dangereux qui restât à la compagnie. Il voyait tous ces projets pleinement réalisés avant l'année 1809; il voyait la dette entièrement acquittée, une armée formidable, toujours sur pied et régulièrement soldée, la compagnie jouissant d'un crédit sans bornes au moyen de la foi gardée à ses créanciers, et l'empire de la Grande-Bretagne en Orient, affermi pour jamais sur des fondemens inébranlables.

Les treize années se sont écoulées sans que la compagnie ait satisfait à ses engagements, tant envers le Gouvernement qu'envers ses créanciers. Au contraire, ses dettes se sont considérablement augmentées pendant le cours de cette dernière période, malgré les secours qu'elle a reçus à diverses époques.

En 1805, la compagnie réclama de l'échiquier une somme de 8,570,320 liv. sterling. Le Parlement lui accorda provisoirement, avant que la liquidation fût faite, à titre de secours ou à compte, une somme de 3 millions; en 1806, elle obtint au même titre de secours ou à compte, un million sterling; et 1808 et 1810, il lui fut accordé, sur la partie liquidée, deux autres paiemens

montant ensemble à 3 millions. Enfin, en 1813, le Parlement accorda à la compagnie, à titre de prêt sans intérêts, 3 millions de billets de l'échiquier, que la Banque a escomptés à la compagnie.

A l'expiration de sa charte, la compagnie présenta au Parlement son bilan, en actif et en passif.

*Actif de la compagnie au 1<sup>er</sup> janvier 1813.*

|                                                                |            |                     |
|----------------------------------------------------------------|------------|---------------------|
| Marchandises et créances dans l'Inde.....                      | 25,821,587 | } 36,691,719 l. st. |
| Immeubles, bâtimens, forts, etc.....                           | 10,870,132 |                     |
| En Angleterre, créances, marchandises et objets mobiliers..... | 11,164,955 | } 12,372,975        |
| Immeubles et navires.                                          | 1,208,020  |                     |
| TOTAL de l'actif.....                                          |            | 49,064,694 l. st.   |

Ce bilan établit que les marchandises portées à l'actif pour 25,821,587 liv. sterling sont en magasin depuis plus de sept ans, et se composent d'objets manufacturés en Angleterre, ainsi que de denrées indiennes dont les magasins de la compagnie en Europe sont déjà surchargés. La partie d'actif existant en Angleterre est de la même nature; on y trouve des cotons en laine, filés



et en œuvre, des indigos et autres denrées emmagasinées depuis 7 à 8 ans.

*Passif de la compagnie au 1<sup>er</sup> janvier 1813.*

|                           |                   |              |
|---------------------------|-------------------|--------------|
| Dette dans l'Inde.....    | 32,213,759 l. st. |              |
| Dette en Angleterre       |                   |              |
| portant intérêts.....     | 6,595,900         | } 13,916,431 |
| A la banque, bons à       |                   |              |
| intérêts.....             | 800,000           |              |
| Lettres-de-change non     |                   |              |
| acquittées, arrérages,    |                   |              |
| droits dus à la douane et |                   |              |
| à l'excise, droits de     |                   |              |
| commission, mémoires      |                   |              |
| et autres créances qui    |                   |              |
| ne portent pas d'inté-    |                   |              |
| rêts.....                 | 6,520,531         |              |
| TOTAL du passif.....      | 46,130,190 l. st. |              |

En se bornant à balancer ce passif avec l'actif par une simple opération de chiffres, on trouve un excédant actif de 2,934,504 liv. sterling. Mais quand on observe que le passif se compose en entier de quantités réelles et l'actif de quantités presque toujours imaginaires, on voit qu'en définitive le passif l'emporte de beaucoup. L'opinion généralement établie en Angleterre, à cet égard, est : 1<sup>o</sup> que la dette de la compagnie, à l'expiration de sa charte, était, tant dans

l'Inde qu'en Angleterre, de 40 millions sterling; 1<sup>o</sup> que cette dette ayant été contractée pour l'accroissement de la puissance nationale, doit être considérée comme faisant partie de la dette publique. Aussi la présentation du bilan de 1812 et l'acte du Parlement de 1813, qui a ôté à la compagnie son privilège exclusif, dans la vue de donner plus d'extension au commerce général du pays et à la prospérité de l'Angleterre, n'ont eu aucune sorte d'influence sur le prix des actions de la compagnie, dont le cours s'est maintenu sur la place sur le même pied qu'auparavant.

*§. II. Nature du commerce de la compagnie ; son accroissement ; ses moyens et ses résultats.*

Les deux principaux articles dont s'est occupé jusques ici le commerce de l'Inde, sont :

1<sup>o</sup>. Le thé de la Chine.

2<sup>o</sup>. Les étoffes de fabrique indienne.

Le thé forme, à lui seul, plus de la moitié, en valeur, des exportations de l'Orient. Au commencement du siècle dernier, la quantité qui en venait en Europe allait à peine à 50 millions pesant de livres anglaises; en 1790, elle a excédé 20 millions de ces livres; en 1795, elle approcha de 24 millions, et actuellement on pense qu'elle n'est pas au-dessous de 30, si

on tient compte de ce qui passe en contrebande. En 1812, on évaluait 24 à 25 millions de livres de thé la consommation de cette denrée dans l'intérieur, et à 5 ou 6 millions de livres ce qui s'en exportait à l'étranger. Le produit qu'en retiraient les douanes et l'excise ne montait guère à moins de 4 millions et demi de livres sterling.

La contrebande, suivant le rapport des commissaires chargés en 1783 de faire des recherches sur cet objet, introduisait 7 millions pesant de livres, sans y comprendre le thé factice, dont ils évaluaient la quantité à 4 autres millions de livres. Mais l'acte de 1783, connu sous le nom d'*Acte de commutation*, qui transporta sur les fenêtres une grande partie de la taxe imposée sur le thé, contribua beaucoup à décourager la fraude.

La consommation de cette feuille augmente journellement en Europe et en Amérique. Avant 1787, elle n'était presque point en usage en France, où il s'en consomme maintenant une quantité considérable.

Les manufactures de l'Indostan sont les plus anciennes qui existent, même dans les annales de l'histoire ; ce sont aussi les plus importantes du monde. Dans ce pays, tous les habitans des campagnes sont à la fois laboureurs et tisserands.

Des centaines de milliers de familles subsistent de cette industrie, dont les produits, depuis une longue suite de siècles, sont admirés et recherchés de toutes les nations, pour l'extrême finesse du tissu, la délicatesse du travail et l'éclat des couleurs. Quelle que puisse être la cause de cette supériorité, qu'elle soit ou non l'effet de la constitution politique de ce peuple et de la séparation des castes qui, en concentrant l'exercice de ce métier dans certaines familles, et fixant par-là, de génération en génération, toutes les facultés physiques et intellectuelles de ces familles sur un même objet, tend à amener cet objet au plus haut degré de perfection possible; ce qu'il y a de constant, c'est qu'avec une plus grande étendue de connaissances et des instrumens beaucoup plus raffinés, l'industrie européenne n'a pu arriver en ce genre qu'à d'infructueux essais. Les plus beaux échantillons d'étoffes de coton fabriqués en Angleterre, furent envoyés en Perse à M. Watkins, et ne purent jamais soutenir la concurrence de celles manufacturées dans l'Inde. C'est l'Univers entier qui est le marché de ces admirables fabriques, et les demandes y sont multipliées à tel point, qu'il est impossible de fixer des bornes à l'accroissement dont cette branche d'industrie est susceptible.

Ces marchandises ne se paient guère qu'avec de l'argent monnayé et quelques métaux grossiers, comme plomb, étain et cuivre. La vie sobre et réglée des Indiens, leur attachement invariable aux habitudes et aux préjugés de leur nation, s'opposent à ce qu'ils consomment des produits étrangers. M. Dundas a dit au Parlement, qu'en 1799, on avait exporté en Asie pour 600,000 liv. sterling de draperies, et qu'il n'était résulté autre chose de cette spéculation qu'une perte de 12,000 liv. sterling.

La défiance des Indiens les porte à exiger leur paiement d'avance, et la crainte fait qu'ils enfouissent leur argent aussitôt qu'ils l'ont reçu.

Le numéraire circulant dans la partie de la presqu'île soumise à la compagnie, est évalué à 10 millions sterling. Tous les ans la compagnie fait frapper 2 millions sterling d'espèces nouvelles qui disparaissent aussitôt.

Le thé se paie à la Chine avec l'opium des Indes, qui s'y vend publiquement, quoique, par les lois de l'Empire, il soit réputé article de contrebande. Il se paie aussi avec quelques denrées et marchandises anglaises et indiennes, mais principalement avec des piastres prises à Cadix et payées par des marchandises anglaises.

Les trois seuls articles que la compagnie se

soit réservés dans les exportations de la Chine, sont le thé, les nankins et les soies écruës. Les autres articles que le pays fournit à l'Europe sont le safran d'Inde, le sagou, les fleurs de casse, la casse en bois, la rhubarbe, le camphre, le musc, la gomme-gutte, l'anis, la nacre de perle, la porcelaine et une infinité d'autres objets de commerce. Le tonnage privilégié dont jouissent les officiers de la compagnie, est bien loin de suffire à l'exportation de ces divers articles; le surplus tombe exclusivement dans la main des étrangers.

Ce que l'Angleterre exporte directement aux Indes, consiste :

- 1°. En dentées et munitions pour ses divers établissemens;
- 2°. En marchandises.

Ces deux articles donnent lieu à une exportation de valeur d'environ 7 à 800,000 liv. sterling, dans les temps ordinaires. En 1796, l'exportation, en ces deux genres de valeurs, se monta à plus de 1,300,000 liv. sterling. Les marchandises anglaises exportées à la Chine en 1795, formèrent seules un objet de 670,000 liv. sterling.

Dans les dix premières années du dix-huitième siècle, la valeur des exportations de l'Inde et

de la Chine pour l'Europe, tant par la compagnie que par les particuliers qui commerçaient sous son autorisation, ne montait, année commune, qu'à environ..... 483,000 l. st.

De 1740 à 1750, elle s'éleva à 976,000

De 1770 à 1780, elle fut de.. 1,524,000

Et en 1787, elle alla jusques à 5,000,000

Pendant les dernières années du dix-huitième, les ventes ont excédé annuellement 10 millions sterling, dans lesquels le commerce particulier est entré pour environ un cinquième, et a rendu à la compagnie un profit d'à peu près 140,000 liv. sterling.

La période de six années qui s'est écoulée, de septembre 1802 à septembre 1808, a été la plus brillante époque de ce commerce. Depuis ce moment, il n'a fait que décliner jusques à l'acte du Parlement de 1813, qui a retiré à la compagnie le privilège exclusif.

Dans l'année commune de cette période de 1802 à 1808, les exportations de l'Inde se sont élevées à 11 millions et demi de livres sterling, dans lesquels deux millions et demi ont été à la Grande-Bretagne et un demi-million au reste de l'Europe. Les huit autres millions et demi ont été portés dans l'Asie, tant anglaise que non an-

glaise, et dans l'Amérique, dont la part était de 850,000 liv. sterling.

Ces exportations de l'Inde ont été payées par 7 millions et demi de marchandises et 4 millions d'espèces. L'Angleterre envoyait un million et demi en marchandises et un million en espèces; le reste de l'Europe soldait son demi-million avec 180,000 liv. st. en marchandises et 320,000 liv. sterling d'espèces; l'Amérique avait 150,000 liv. sterling en marchandises et 700,000 liv. sterling en espèces; l'Asie anglaise soldait en marchandises la totalité de ses exportations; l'Asie et l'Afrique non anglaises, un peu plus de moitié en marchandises et le surplus en espèces.

On voit par-là combien le commerce d'Inde en Inde devait paraître avantageux au gouvernement britannique, d'après les principes qui dirigent sa politique commerciale. Aussi est-ce dans la vue de s'assurer ce commerce et de l'étendre, que l'Angleterre a enlevé à la France l'Île-de-France et les Séchelles; à la Hollande, le Cap Ceylan et les îles les plus saines de l'Archipel Indien; et au Portugal, Goa et Macao.

Ce commerce d'Inde en Inde roule sur un mouvement de valeur de 15 millions sterling, en additionnant les valeurs exportées et importées, et



il se solde avec environ 2 millions sterling en espèces ou lingots.

Pendant la période de 1802 à 1808, les exportations de la Chine ont monté, année commune, à environ 3 millions sterling en valeurs, dans lesquels le thé est entré pour trois quarts, et les nankins et soies pour l'autre quart.

Les moyens extraordinaires que la compagnie a mis en œuvre depuis un demi-siècle, pour s'assurer le monopole des produits territoriaux et industriels de l'Inde, c'est l'exercice de la puissance souveraine sur une portion considérable de la contrée. Cette fonction suprême, dont les devoirs ne se composent que de justice et de grandeur, et dont une généreuse et impartiale bienfaisance forme le caractère essentiel, dévolue à une compagnie de marchands étrangers et dirigée par les calculs d'une cupidité impatiente, a donné naissance au gouvernement le plus habilement oppressif et le plus audacieusement destructeur qui ait jamais paru au monde. Les fléaux même de la nature sont devenus une source de gain pour ces maîtres avides; et lorsqu'en 1769 une affreuse disette désola le Bengale, ils ne virent dans cette calamité qu'une occasion de bénéfice, et ils accaparèrent les subsistances pour tirer parti des horreurs de la famine. Les honteuses cruautés qui ont signalé cette

que la consommation doit lui demander un jour. Ce seul article établit entre la Chine et l'Europe un lien qu'aucune révolution humaine ne saurait rompre ; et que chacun des peuples qui y touchent a un égal intérêt à maintenir.

Pour les nations de l'Europe , la route la plus directe et la plus naturelle de ce commerce, c'est celle de Suez et de la Mer-Rouge, et c'est celle qui a été pratiquée dans les temps les plus anciens. Dans ces âges que l'histoire ne nous laisse apercevoir qu'à travers d'épaisses ténèbres, les Arabes allaient, à ce qu'il semble, chercher les denrées de l'Inde, en côtoyant le golfe qui les sépare de cette contrée, et ils les revendaient comme productions de leur propre pays. Les Phéniciens, en mettant à profit le préjugé superstitieux qui éloignait les Égyptiens de toute entreprise maritime, s'emparèrent de ce riche commerce et l'enlevèrent aux Arabes. Alexandre rétablissant l'Égypte dans ses droits naturels, y fonda cette ville célèbre qui fut, pendant dix-huit siècles consécutifs, le centre où venaient se rendre la plus grande partie des immenses richesses de l'Orient, destinées à la consommation des régions occidentales.

La prévention qui a long-temps existé contre la navigation de la Mer-Rouge est maintenant dé-

récoltes. On voit par un des articles du procès de M. Hastings, qu'il avait fait obtenir le marché de l'opium à un de ses protégés, qui, à l'instant même, l'avait cédé avec un profit de 32,000 liv. sterling. Ce joug insupportable accable également l'industrie. Des tyrans éphémères, pressés de rapporter en Europe le fruit de leurs rapines, épuisent continuellement ce pays de leurs capitaux. Le major Scott disait aux Communes d'Angleterre que l'on avait tiré de la seule province d'Oude, depuis 1773, plus de 14 millions sterling, et que cinquante-deux agens de la compagnie, employés dans ce district, étaient repassés en Angleterre, chacun avec sa fortune faite.

Cette souveraineté mercantile ne serait qu'absurde et ridicule, si tous ces crimes ne lui imprimaient le plus odieux caractère, si elle n'était sans cesse occupée à s'abreuver du sang et des larmes du peuple le plus aimable par la douceur de ses mœurs et le plus respectable par l'ancienneté de son rang sur la scène du monde. Elle s'étend en surface par des conquêtes, sans augmenter réellement en puissance. Si toutes ces possessions territoriales nouvellement acquises ne coûtaient que des cruautés et des perfidies, la compagnie en serait quitte pour de la honte et des remords ;

mais c'est avec des trésors immenses qu'il a fallu payer ces agrandissemens de territoire. La seule guerre contre Tipoo-Saïb et la prise des établissemens français et hollandais, ont coûté à la compagnie, de son propre aveu, 3,330,000 liv. sterling. Cependant routes ces possessions si chèrement achetées, dont le revenu net, en 1768, était évalué, comme le rapporte Adam Smith ( *tom. IV, pag. 123* ), à plus de 2 millions sterling dans le compte envoyé de l'Inde par le *Crutenden*, ne présentait plus, trente ans après, malgré l'accession des nouvelles conquêtes, qu'un revenu total d'environ 630,000 liv. sterl., insuffisant de près de moitié pour acquitter les intérêts annuels dont il est chargé.

En cherchant donc le résultat des opérations de la compagnie, un million sterling versé dans la caisse des douanes, un demi-million payé pour dividende aux actionnaires, et les différentes valeurs que les extorsions des agens de la compagnie enlèvent journellement à l'Inde, pour faire passer en Europe, et qu'on peut évaluer à un million sterling, voilà, pour l'Angleterre, le plus clair des produits annuels de ce monstrueux établissement. On a vu à quoi se réduisent et le revenu net des possessions territoriales, et le reliquat de la vente annuelle des exportations. Ainsi, que,

que, balance faite des profits de ce monopole avec les dépenses dans lesquelles la nécessité de le maintenir entraîne le Gouvernement et les particuliers, il résulte quelque avantage pour la nation, c'est une question extrêmement douteuse. On pourrait donc présumer que c'est gratuitement et sans aucun bénéfice pécuniaire pour la Grande-Bretagne, qu'elle continue à armer contre les malheureux Indiens la société marchande qui trafique de leur sang et de leurs sueurs. Il est même fort incertain si la marche générale du commerce et de l'industrie de l'Angleterre, sa richesse et sa puissance maritime n'éprouvent pas quelque dommage de ce qu'une aussi forte partie des capitaux du pays a pris sa direction vers le commerce de l'Inde. En considérant l'extrême lenteur des retours, la marche détournée que ce commerce est obligé de suivre pour se pourvoir de piastres, de vins et autres équivalens reçus aux Indes, les frais énormes d'entretien des différens lieux de relâche, les interruptions ou obstacles causés par les guerres maritimes, enfin les charges si multipliées qu'entraîne la plus longue de toutes les navigations, on sera porté à croire que les mêmes capitaux, placés dans tout autre emploi, tiendraient en activité une plus grande quantité d'industrie tant manufacturière que maritime,

et produiraient à la masse générale du commerce britannique des rentrées plus avantageuses et plus régulières. Plus un genre de commerce offre de hasards, plus il donne, de temps à autre, de brillans résultats à quelques-uns des négocians qui s'y livrent, parce qu'alors le bénéfice de ceux-ci est comme un lot gagnant qui a dû se grossir de toutes les pertes essuyées par les billets malheureux ; mais plus aussi ce genre particulier d'affaires est onéreux au commerce national, pris en masse, puisque, 1° il emporte d'autant plus de capital, à proportion de la somme totale des rentrées qu'il donne ; 2° ces rentrées se font avec d'autant moins de régularité.

Cependant l'attrait d'un genre de commerce qui offre la chance d'un gros profit est tellement puissant, qu'une portion beaucoup plus grande encore des capitaux anglais aurait pris cette direction, si le commerce aux Indes eût été permis sans restriction en Angleterre, à tous les négocians de ce pays. Une grande quantité de ces négocians ont réclamé la liberté du commerce aux Indes. On a vu qu'en 1793, lors du renouvellement de la charte de la compagnie, il avait été fait différentes concessions à ce qu'on appelle le *commerce libre* ; qu'on lui avait assuré une quantité déterminée de tonnage pour ses retours, moyen-

nant un fret dont le taux était fixé, et qu'on avait modéré les droits attribués à la compagnie sur la vente des marchandises des particuliers. Mais ces adoucissemens étaient loin de satisfaire les commerçans résidant en Angleterre ou dans l'Inde, qui desirerent prendre part à ce commerce. Déjà, depuis long-temps, ils se sont plaints que le tonnage qui leur était réservé était de beaucoup insuffisant; qu'il se trouvait en grande partie retenu d'avance en Angleterre; qu'on leur laissait ignorer ce qui en restait libre, ainsi que le montant des chargemens et le nom des vaisseaux à charger, ce qui les empêchait de faire à temps leurs assurances; ils se plaignaient en outre de la cherté du fret, qui étant, disaient-ils, beaucoup plus élevé que celui demandé par les autres nations, donnait l'avantage aux vaisseaux de celles-ci, et faisait prendre aux marchandises le chemin des ports étrangers. Ces négocians demandaient qu'il leur fût permis d'employer à ces transports tous les vaisseaux britanniques étant dans l'Inde; ce qui eût procuré, suivant eux, un tonnage dix fois au moins plus considérable que celui dont la compagnie étoit tenue envers eux, aux offres qu'ils faisaient que ces bâtimens seraient tous déchargés à Londres, dans les magasins de la compagnie, et que la cargaison lui payerait un droit

de 3 pour 100. Les plaintes du commerce libre portaient encore sur beaucoup d'autres points qui semblaient indiquer autant de vexations et de manœuvres pratiquées pour décourager le commerce. Les ventes qui se faisaient annuellement à l'hôtel de la compagnie éprouvaient, selon eux, de longs retards; on mettait encore beaucoup de lenteur dans la reddition des comptes et dans le paiement des produits. Les frais de ces ventes étaient excessifs; les commerçans étaient entièrement à la merci des agens de la compagnie, d'autant plus que par une des clauses de l'acte du Parlement, elle n'est pas responsable des infidélités de ceux qui sont chargés par elle de diriger le commerce libre dans les allées et dans les retours. Enfin, ils observaient que les Américains et autres nations amies pouvaient faire voile directement de Londres pour les différens établissemens de l'Inde, et de-là retourner immédiatement dans un port libre de l'Europe, et qu'il n'y avait qu'une liberté au moins aussi étendue qui pût mettre les commerçans anglais en état de soutenir la concurrence avec les commerçans étrangers.

Cette question intéressante pour le commerce de l'Angleterre, a été vivement discutée à la Chambre des Communes le 12 juin 1801. On y



a également reconnu l'avantage de donner plus d'extension et de facilités au commerce de l'Inde, et de laisser les capitaux étrangers s'y introduire ; et l'on sentit en conséquence qu'il était de toute justice d'étendre à tous les vaisseaux de l'Inde britannique une faculté accordée aux vaisseaux des puissances amies. « L'acte de navigation, dit M. Dundas, permet à tout vaisseau étranger d'amener dans nos ports les produits de son propre pays. Parce que l'Inde est province de l'Empire britannique, parce que sa prospérité ne saurait s'accroître sans ajouter à la nôtre, la priverons-nous d'un droit que nous accordons à tous ? Parce que notre commerce s'est étendu au-delà de nos forces propres, est-ce un motif pour diminuer et restreindre celles dont nous pouvons disposer ? » Les objections proposées par les partisans de la compagnie et les patrons de ses odieux privilèges, se réduisirent à prétendre que cette faveur accordée aux bâtimens indiens découragerait en Angleterre la construction des vaisseaux, et qu'elle tendrait, d'un autre côté, à faire de l'Inde une colonie à laquelle viendrait bientôt ensuite le desir de rompre tout lien avec la métropole et de réclamer l'indépendance.

Ce qu'il y a de bien constant, c'est que le commerce de l'Inde, tel qu'il était alors, offrait une étendue d'exploitation infiniment disproportionnée à la masse de capitaux et de travail maritime que peut y consacrer l'Angleterre ; que ce commerce étant de nature à s'accroître de plus en plus, à mesure que de nouveaux capitaux viendront à l'alimenter, il desséchait de plus en plus l'agriculture et les manufactures de l'Angleterre, long-temps avant d'avoir atteint les dimensions qu'il est susceptible de prendre ; qu'en conséquence il était de l'intérêt de la Grande-Bretagne, non-seulement comme nation commerçante, mais encore comme souveraine de l'Inde, de ne plus tenir l'industrie et la culture de ces riches contrées plus long-temps comprimées sous les entraves d'un monopole.

Ces considérations l'ont enfin emporté et ont réduit au silence les réclamations de l'égoïsme et de la cupidité. Par l'acte de 1813, le privilège exclusif a été retiré à la compagnie ; le commerce aux Indes est demeuré libre pour tout commerçant anglais et même pour tout étranger, sous quelques restrictions.

Les Américains sont placés de manière à s'emparer de presque tout ce commerce, qui ne con-

siste guère que dans l'échange des piastres du Mexique contre les toiles de l'Inde, les nan-kins et les soies de la Chine.

Mais depuis qu'elle a été forcée de renoncer aux profits du monopole, la compagnie, pour suffire aux dépenses de son gouvernement et continuer le paiement du dividende à ses actionnaires, a cherché à s'ouvrir de nouvelles sources de revenu et à profiter des avantages que lui présente un vaste et fertile territoire, propre à tous les genres de culture. Diverses résolutions prises par le bureau de la compagnie ont pour objet d'encourager et d'étendre dans les différentes parties de son territoire la culture du café, de l'indigo, du sucre, du coton et de toutes les productions qui depuis plusieurs siècles ont donné tant de valeur à la possession des Antilles. L'indigo de l'Inde peut suffire à toute la consommation de l'Europe; les sucres, le café, le coton des Indes, affluent journellement dans nos ports; les soies du Bengale alimentent un grand nombre de manufactures; ses chanvres sont d'excellente qualité et croissent en abondance. La seule concurrence qui soit à redouter dans les marchés de l'Europe, est celle des productions américaines. Quelques personnes ont pensé que c'était à ce nouveau plan adopté pour l'exploitation de l'Inde, qu'il fallait

attribuer l'ardeur avec laquelle on a vu le gouvernement anglais embrasser tout-à-coup la cause des noirs, et proscrire non-seulement chez lui, mais encore dans tous les pays dans lesquels il exerce quelque influence, un genre de commerce qu'il a toléré et protégé pendant tant d'années, sans scrupule et sans remords; comme si, frappés d'un trait subit de lumière, ses yeux s'étaient des-sillés en un instant, et avaient dès-lors commencé à s'apercevoir pour la première fois qu'un tel trafic étoit un outrage à l'humanité!

Nous avons eu en France une *Compagnie des Indes*, et elle a eu le sort qui naturellement attend tous les établissemens de ce genre. C'est en 1769, sous le ministère de M. d'Invan, que cette compagnie a été supprimée. « Il fut prouvé » alors, dit le commentateur de Voltaire (*tom.* » *XLX*, p. 414), qu'elle ne s'était jamais sou- » tenue qu'aux dépens du trésor royal et qu'elle » faisait le commerce à perte. Des négocians » particuliers firent ce commerce les années sui- » vantes; ils y gagnèrent, et les denrées de l'Inde » baissèrent de prix. »

§. III. *De l'importance générale du commerce de l'Inde ; de sa marche la plus naturelle et la plus conforme à l'intérêt commun des nations.*

Dans tous les temps , à remonter jusques à ceux de la plus haute antiquité , le commerce de l'Inde , qui comprend celui de la Chine , a été , par la variété et l'attrait particulier des productions dont il se compose , l'objet de l'ambition de tous les autres peuples du Monde. Ce que la magnificence a pu étaler de plus éblouissant , ce que le luxe des jouissances a pu imaginer de plus exquis et de plus recherché , a toujours été fourni au reste de la terre par cette contrée privilégiée. A mesure que la civilisation et le raffinement se sont étendus parmi les nations , cette passion universelle pour les produits de l'Orient a pris encore plus d'énergie et a trouvé un nouvel aliment dans des objets jusques alors inconnus. Le thé , qui paraît avoir été de toute ancienneté la boisson favorite des Chinois , apporté pour la première fois en Europe , il y a moins de 140 ans , forme aujourd'hui , à lui seul , dans le commerce du Monde , une valeur presque égale à tous les produits réunis des mines précieuses du Mexique et du Pérou , et il est vraisemblable que la production de cette feuille est encore bien au-dessous de ce

plantés par leurs rivaux, se retournèrent vers l'Égypte, et profitant des troubles intérieurs de ce pays, qui s'était détaché de l'empire des califes, traitèrent avec le sultan, et cherchèrent même à s'assurer un monopole qui finit par indisposer contre eux l'Europe entière et par donner naissance à la ligue de Cambray. Peu après la prise de Constantinople par Mahomet II, les Génois furent chassés de la Crimée, et les richesses indiennes ne parvinrent plus en Europe que par les rives de la Mer-Rouge, à travers tous les obstacles et vexations que suscitaient l'insatiable rapacité des Arabes et l'inquiète jalousie des Mamelucks. Tel était l'état des choses à la fin du quinzième siècle, lorsqu'un Portugais osa doubler le Cap de Bonne-Espérance et s'ouvrit un nouveau passage dans l'Océan Indien. Cet événement, dont on a tant vanté l'importance, a dû tous ses effets bien moins à la découverte en elle-même, qu'aux circonstances dans lesquelles elle a été faite. Elle eut lieu dans un temps où les deux communications pratiquées jusques alors (celle de l'Égypte et celle de Constantinople) se trouvaient livrées à des barbares étrangers à toute idée de commerce; dans un temps où les progrès de l'industrie, de la navigation et de tous les arts de la civilisation suivaient en Europe une marche rapide, dans un temps enfin

où les mines de l'Amérique allaient bientôt offrir avec une abondance jusques alors inconnue aux hommes, ces métaux précieux qui sont la principale marchandise qu'on puisse porter aux Indes. C'est la réunion de toutes ces circonstances, et non pas la découverte du nouveau passage, qui a amené l'ère nouvelle du commerce; ces circonstances ne pourront manquer leur effet; et si Vasco de Gama n'eût pas doublé le Cap de Bonne-Espérance, infailliblement, un peu plus tôt ou un peu plus tard, les autres communications eussent été forcées.

Mais la puissance maritime était alors entre les mains de peuples qui ne possédaient point de ports sur la Méditerranée, et qui, sans le passage du Cap, n'auraient eu aucun espoir de prendre jamais une part directe dans le commerce des Indes. Les Portugais, les Hollandais, les Anglais ont dû chercher à exalter cette découverte et à détourner l'attention des autres peuples de toute tentative vers une autre route; ils ont tellement redouté de telles entreprises, qu'Albuquerque, le chef des premiers aventuriers portugais, avait conçu, dit-on, le projet de tailler les rives du Nil et de détourner dans la Mer-Rouge le cours de ce fleuve, afin d'enlever à la Basse-Egypte la source de sa fécondité, changer

en un désert inhabitable cette fertile contrée, et poser ainsi une affreuse solitude pour barrière entre la Méditerranée et le golfe Arabique. Cet abominable stratagème qui, pour la conservation d'un monopole, se proposait de retrancher à jamais une portion de l'espèce humaine, en diminuant la terre habitable, a été recommandé tout récemment par un écrivain anglais à la compagnie des Indes, comme une dernière ressource (1); mais il n'a pas été nécessaire de recourir à ces extrémités, et les nations voisines de la Méditerranée, satisfaites d'obtenir quelques établissemens dans l'Inde ou de se procurer indirectement les produits de cette contrée, n'ont pas même paru songer à s'y frayer un passage; et quand elles en auraient conçu le projet, leurs divisions politiques auraient vraisemblablement empêché le concert nécessaire à son exécution. C'est donc une opinion qui s'est généralement établie depuis trois cents ans, qui ne fait pas songer à arriver aux Indes autrement qu'en traversant l'Océan Atlantique.

Cependant, dans les dernières années du dix-huitième siècle, un de ces hommes que la destinée semble avoir fait naître pour presser la marche des événemens et déterminer les grandes révolu-

---

(1) *Lettres sur l'Inde*, par le colonel Taylor. 1800.



tions, porta sur l'Égypte l'œil perçant de son génie et prévint la crise qui se prépare depuis long-temps dans le commerce des nations. Il lut dans les infaillibles décrets de la nature, que les arts et les sciences de l'Europe devaient un jour s'étendre sur une des contrées les plus fertiles et les plus heureusement situées du monde, et que le joug des barbares opprime depuis douze siècles; il vit que le commerce de l'Orient était dévolu de droit à la colonie européenne qui pourrait parvenir à s'établir en Égypte. Si ce grand projet eût pu s'accomplir, on ne peut pas douter qu'il n'eût amené des résultats de la plus haute importance.

Des causes qui agissent insensiblement depuis long-temps disposent cette grande révolution, dont l'effet sera de déplacer de leur rang les principales puissances de l'Europe. Un commerce susceptible d'une extension presque indéfinie, se trouve tout-à-fait concentré dans les mains de quelques insulaires avec l'autre extrémité du globe; dont les orgueilleuses prétentions révoltent tous les autres peuples. La Russie, destinée par son étendue, sa situation, son immense navigation intérieure, à monter au plus haut degré de puissance, et qui, en moins d'un siècle, a pu franchir un si prodigieux intervalle, enveloppe peu

à peu la Turquie d'Europe, et s'avancant de tout son poids sur ce rival expirant, est impatiente de s'assurer la libre navigation de la Méditerranée par la Mer-Noire et le Bosphore. L'Autriche est enfin venue à bout d'occuper Venise, que son ambition convoitait depuis long-temps. Ces deux puissances se trouvent réunies d'intérêt avec la France, l'Espagne et les États d'Italie, pour que les richesses de l'Inde se versent en Europe par la Méditerranée. Une population de plus de cent millions d'Européens doit tourner de ce côté ses regards et ses efforts. L'intérêt général, non pas seulement pour l'Europe, mais pour l'Inde elle-même, veut que les productions indiennes parviennent à l'Europe par la voie la plus directe; que l'Égypte enfin soit le grand marché où l'Orient et l'Occident viennent faire l'échange des produits respectifs de leur sol et de leur industrie. Il est dans la justice que chaque nation prenne dans le commerce la part plus ou moins avantageuse que lui assigne sa situation naturelle; et comme, en définitive, la justice est toujours l'intérêt de tous, les nations même les plus séparées de la Méditerranée y trouveront encore leur avantage. Ce grand golfe, peu agité par les tempêtes, ne présente pas ces chances périlleuses qui rendent les transports si dispendieux sur la plus orageuse  
des

des mers. Les produits qui sont la matière de ce commerce arriveront plus promptement, plus sûrement et avec moins de frais au marché des échanges et aux marchés de la consommation; les retours seront plus fréquens, et par conséquent l'industrie sera plus sollicitée et la reproduction plus rapide. Il y aura économie de temps, de travail et de dépense dans chacune des opérations de ce commerce, et dès-lors on recueillera, à égalité de frais, plus d'objets consommables. L'Inde rendue à ses droits naturels, à la jouissance de tous les bienfaits que la nature a voulu prodiguer à son heureux climat, pourra déployer en liberté les ressources inépuisables de son sol et de l'infatigable patience de ses industrieux habitans. Il en résultera pour l'espèce humaine tout entière plus de sources de richesse, plus de moyens de jouir, plus d'occasions de travail, plus d'encouragemens à la population.

On objectera peut-être que dans les principes même de cette justice universelle qui doit régler les droits des nations, ce vaste marché dont la nature a placé le siège en Égypte, devrait être tenu par les habitans du pays favorisé, et que c'est à eux qu'il appartient de recueillir les avantages de l'heureuse situation dans laquelle le Ciel les a fait naître. Mais pour pouvoir jouir de ces avan-

tages, il est d'autres conditions à remplir qui sont hors de leur pouvoir, et ce serait anéantir ce marché que de l'abandonner aux indigènes. Il est évident qu'il n'y a qu'une colonie européenne qui puisse le faire valoir et le rendre profitable au reste du Monde. Ainsi que tous les autres arts, le commerce acquiert avec la civilisation des moyens d'activité et de perfectionnement, et les peuples grossiers restent sous ce rapport, comme sous tous les autres, dans un état d'infériorité qu'aucun avantage local ne saurait balancer. Ce n'est pas seulement dans les moyens de navigation que se fait remarquer la supériorité des nations européennes; c'est surtout dans une multitude de procédés qui augmentent dans une proportion incalculable la puissance du commerce. Le *change* qui épargne les frais et les risques du transport des espèces; les *assurances* qui réduisent à des calculs positifs les chances les plus hasardeuses; le *crédit* qui multiplie les capitaux; l'ordre de la *comptabilité*, la *tenue des livres*, la garantie des transactions et une foule d'autres méthodes que la haute civilisation de l'Europe a introduites et perfectionnées, ont donné à ses opérations de commerce une marche si assurée, si active et si régulière, que tout autre peuple dépourvu des mêmes secours ne saurait se livrer aux mêmes

entreprises. D'ailleurs, les achats dans l'Inde, qui ne se font guère qu'en argent, exigent une grande abondance de ce métal, et nécessitent par conséquent l'emploi des mesures propres à se le procurer à meilleur compte.

On peut donc prédire avec assurance que dans un temps plus ou moins prochain, et qui ne saurait être fort éloigné, le commerce des Indes avec les nations occidentales, dégagé des liens et du joug qui l'opprime, reprendra sa marche et sa liberté primitives, et que l'Égypte, alliant à tous ses avantages natifs, les arts et l'industrie européenne, fixera à jamais cet important marché qui, ayant enfin trouvé son assiette naturelle, n'aura plus de nouvelles révolutions à éprouver. Le cours irrésistible des choses les pousse toujours tôt ou tard dans la voie la plus conforme aux dispositions de la nature, c'est-à-dire, la plus avantageuse pour tous, et les combinaisons privées, en opposition à l'intérêt général, ne peuvent jamais avoir qu'une consistance précaire et des succès passagers.

---

## NOTE LXVI.

*Sur les parties du revenu public qui consistent en  
rente territoriale.*

(TOME IV, PAGE 258.)

IL existe dans nos finances quelques parties de revenu qui ont le caractère de revenu territorial. Tel est le produit des mines qui est d'environ 150,000 fr.; celui des salines de l'Esr, dont la ferme annuelle est de 2400 fr.; quelques propriétés à Pondichéry, dont le Gouvernement retire, année commune, 1000 fr.; et enfin les forêts de l'État, dont le produit brut annuel est de 18 millions et demi, qui peuvent être regardés comme autant de revenus fonciers. Des motifs d'intérêt public exigent que ces diverses propriétés restent entre les mains du Gouvernement. Il faut pour les grandes constructions, et principalement pour celles de la marine, des bois conservés sur pied pendant plus d'un siècle, temps indispensable pour leur faire acquérir le volume, l'élévation et la solidité nécessaires; mais il est difficile que des particuliers puissent se soumettre à une aussi longue privation de revenu. A cela

près de quelques cas d'exception qui sont rares, la propriété foncière n'est jamais plus profitable au pays, que lorsqu'elle est placée sous la direction de l'intérêt privé.

Il y a en France une quantité assez considérable de terres qui sont réputées propriétés communales, et qu'on a tenté plusieurs fois, sans succès, de convertir en propriétés individuelles, faute d'avoir su vaincre la résistance opposée par quelques intérêts locaux.

Ces terres, qui composent plusieurs millions d'arpens, sont, pour la plus grande partie, des vaines pâtures ou de mauvaises broussailles sans produit régulier. Le prétendu droit de propriété des communes n'est fondé que sur une possession immémoriale dont on doit rapporter l'origine à la fin du dixième siècle, époque à laquelle les seigneurs seculaires de bénéfices civils ou militaires usurpèrent l'hérédité de ces bénéfices et voulurent les assurer à l'aîné de leurs enfans mâles, conformément aux règles du droit féodal qui prit naissance à cette époque. Dans l'ancien droit des Francs, le souverain était censé propriétaire de la totalité des terres de son royaume, et il concédait aux dignitaires de sa cour et aux principaux chefs de ses armées la jouissance de divers domaines, comme gage attaché à leurs

offices ou fonctions. Mais lorsque, sur la fin de la seconde race, les seigneurs investis de ces bénéfices se liguèrent entre eux pour démembrer la couronne et se créer des fiefs héréditaires, pour trouver moins d'obstacle au succès de cette grande entreprise, et mettre dans leurs intérêts la population des campagnes, ils délaissèrent aux habitans des communes et villages toutes les portions de terres sur lesquelles ceux-ci avaient coutume de faire paître leurs bestiaux ou de ramasser du bois pour leur chauffage. C'est ainsi que les habitans d'une même commune commencèrent une possession collective qui s'est toujours continuée depuis, mais qui n'a jamais pu acquérir les véritables caractères d'une propriété. En effet, pour devenir propriétaire, même par prescription et sans titre direct, il faut être jouissant de ses droits ou faire partie d'une association légalement constituée. Ce ne peut être qu'en vertu de lettres de corporation régulièrement délivrées, qu'une collection de personnes prend fictivement le caractère d'individualité et devient apte à exercer les droits et actions qui n'appartiennent qu'aux individus. — Or, quoique long-temps après ce commencement de possession, une grande partie des communes de France aient reçu de nos rois des chartes d'affranchissement et des concessions de



libertés et de privilèges, avec l'autorisation de se choisir des magistrats ou syndics, à l'effet de stipuler et défendre les droits de la communauté, cependant nous ne connaissons aucune commune dans laquelle les bourgeois soient constitués en corps de société, de manière à pouvoir posséder indivisément entre eux un corps quelconque de propriété foncière. Tout particulier peut s'établir dans la commune où il lui plaît de faire sa résidence, et par son fait seul il devient membre de la commune, sans qu'il ait besoin du consentement ou de l'admission des autres habitans du même village, et sans que ceux-ci aient le droit de contester sa résidence et sa participation aux distributions de fouage et autres jouissances communes, sorte de droit purement précaire et de tolérance, qu'il perd de même par son éloignement de la commune, sans le pouvoir céder ou transmettre à personne. On voit qu'une jouissance de ce genre, quelque longue qu'elle puisse être, n'est pas de nature à pouvoir jamais prendre la consistance d'un droit de propriété. Dans les principes de la législation qui régit aujourd'hui la France, la commune n'est autre chose qu'une simple division administrative ou section de population, du même genre que les arrondissemens et les cantons; et les citoyens qui se trouvent com-

pris dans cette division n'ont entre eux aucun lien d'association, soit conventionnelle, soit légale, qui puisse faire reposer sur leurs titres, ni séparément, ni collectivement, un droit de propriété commune et indivise. Ainsi, ce qu'on nomme abusivement *propriété communale*, ne réside réellement sur aucune tête ayant capacité légale de posséder. En rendant ces propriétés à la circulation générale, on n'attenterait au droit de personne; on attacherait un véritable propriétaire à des propriétés qui n'en ont encore aucun, et on restituerait à la culture une quantité considérable de terre sans produit qui contribuerait à augmenter le revenu public et les revenus particuliers, qui ajouterait aux moyens de travail et de subsistances, et étendrait d'autant la masse de la population.

---

#### NOTE LXVII.

*Des parties du revenu public qui consistent en bénéfices de commerce ou profits de capitaux.*

(TOME IV, PAGE 260.)

LE Gouvernement s'est assuré exclusivement certains services qu'il n'avait pas jugé prudent de confier à des entrepreneurs particuliers. Les béné-

fices qu'il reçoit pour le prix de ces services, n'ont point le caractère d'un impôt, puisque les personnes qui profitent du service auraient été dans l'obligation de le payer à d'autres, s'ils ne l'eussent pas reçu du Gouvernement.

Tel est le service de la poste aux lettres, qui est sans contredit l'un des moins payés, à proportion des avantages qu'en retire le consommateur, et qui procure à l'État un revenu net d'environ 12 millions.

Tel est aussi le droit de garantie sur les ouvrages d'or et d'argent, qui se perçoit à raison de 20 fr. par hectogramme sur l'or, et de 1 fr. 5 cent. par hectogramme sur l'argent, et donne, année commune, un produit d'environ 5 à 600,000 fr. Ceux qui achètent des ouvrages d'orfèvrerie, veulent être assurés que la matière est au degré de fin pour lequel elle leur est vendue, et ils paient volontiers pour avoir cette certitude. Le bénéfice que retire le Gouvernement sur la fabrication des monnaies et sur celle des poudres, n'excède pas de beaucoup ce qu'on doit raisonnablement attendre du capital et du travail employés à ces sortes d'entreprises.

La loterie, contre les vices et l'immoralité de laquelle on ne saurait trop se récrier, ne peut toutefois être considérée que comme une entreprise ou

spéculation de commerce, et elle n'a pas le caractère d'un impôt, d'après la manière extrêmement inégale dont les chances ont été établies au préjudice des joueurs. Le montant annuel des mises, qui, année moyenne, n'est pas au-dessous de 50 millions, donne un bénéfice à peu près assuré des trois sixièmes de ces mises, ce qui forme le produit brut de l'établissement.

Une autre source de revenu public est encore alimentée par l'une des passions les plus funestes à la société, sous le rapport de ses mœurs, de sa tranquillité et de son industrie. Le privilège des jeux est affermé au prix annuel de 5 millions et demi qui servent à défrayer certaines dépenses du Gouvernement, et cette branche de revenu ne peut être regardée comme un impôt, quoique, sans doute, infiniment plus désastreuse que le plus mauvais impôt.

Il n'en est pas ainsi du produit résultant de la fabrication et vente des tabacs. Ce produit doit être regardé en partie comme profit de capital et en partie comme impôt, à cause du monopole auquel la denrée est vendue au consommateur. Le produit brut annuel des ventes est d'environ 65 millions, dont 25 millions sont à déduire pour les frais annuels de l'exploitation, ce qui fait entrer au trésor une somme nette de 40 millions. Pour

s'assurer ce produit, la régie entretient un capital fixe en bâtimens et en instrumens de fabrication, de valeur de 5 à 6 millions, et un capital circulant en feuilles et en matières fabriquées, de valeur de 28 à 30 millions. La vente exclusive a paru le seul moyen praticable de maintenir un prix qui, au taux moyen, s'élève à 5 ou 6 fois le cours de la marchandise, et qui, par-là, présente à la fraude un attrait si puissant. Ce monopole a souvent été attaqué par les planteurs de tabac, et principalement par ceux qui, ayant leurs plantations situées dans le voisinage des frontières, espéraient plus de profit dans un commerce frauduleux avec l'étranger, que dans le prix assez avantageux qui leur est payé pour leur récolte par les préposés de la régie. Mais ce monopole prétendu n'est autre chose, dans la réalité, qu'une forme d'asseoir l'impôt de consommation sur le tabac. On ne peut véritablement donner le nom de *monopole* qu'à un droit exclusif concédé à des particuliers ou à des compagnies, au préjudice de leurs concurrens dans le même genre de commerce, mais non pas à un droit qui est établi au profit de la société tout entière, et dont le bénéfice est versé en entier dans le trésor de l'État. Les gains qui résultent de ce monopole sont recueillis par l'universalité des contribuables, puisque ces gains sont employés à dé-

frayer les charges publiques, et qu'ils diminuent d'autant la masse des autres impôts qu'ils faudrait nécessairement lever pour remplacer celui-ci.

---

## NOTE LXVIII.

*Sur le revenu national de la France.*

(TOME IV, PAGE 270.)

ADAM Smith observe ici avec raison, que le revenu du corps entier du peuple d'un pays est en raison, non de la rente de la terre, mais de son produit. La totalité du produit annuel des terres, ajoute-t-il, si on en excepte ce qui est réservé pour semences, est, ou annuellement consommé par la masse du peuple, ou échangé contre quelque autre produit qui est consommé par elle. Ainsi on doit distinguer le revenu imposable, c'est-à-dire, celui qui constitue le revenu disponible des propriétaires fonciers, d'avec le revenu ou produit annuel dont le corps de la nation tire sa subsistance.

En France, d'après les nombreux renseignemens qui ont été recueillis pendant une suite d'années par les commissaires du Gouvernement, sur les bases combinées du prix courant des baux, de celui

des ventes des biens-fonds et des comparaisons des cantons cadastrés, et suivant le résultat que le ministère a publié en 1821, il paraît que le revenu imposable à la contribution foncière, dans les quatre-vingt-six départemens de la France, peut être évalué à un milliard 580 millions. Mais, dans cette somme, se trouve compris le revenu ou valeur locative des maisons et bâtimens portés sur les mêmes rôles de contribution que les terres cultivées et productives. Ces loyers ne sont toutefois que des revenus fictifs qui donnent bien un revenu au propriétaire auquel ils sont payés, mais qui ne donnent aucun revenu à la nation; et comme ces sortes de biens ne produisent rien par eux-mêmes, il faut que ceux qui en acquittent le loyer, tirent ce qu'ils paient pour cet article de leur dépense, de quelque source de revenu qui leur soit propre. On ne peut donc pas comprendre ce genre de produit dans le revenu national, dans lequel le peuple puise ses moyens de subsistance. On estime généralement que dans la totalité des évaluations du revenu imposable à la contribution foncière, les maisons et bâtimens entrent pour un cinquième. En partant de cette supposition, si de la somme ci-dessus de 1 milliard 580 millions, on déduit un cinquième, les quatre cinquièmes restans, qui sont de 1 milliard 264 millions, peuvent être regardés comme la

valeur du revenu des terres cultivées et productives, ou de la rente qu'en retirent les propriétaires fonciers, déduction faite de tous frais de culture. Cette évaluation se trouve assez conforme à celle qui fut faite en 1791 par Lavoisier. Les recherches et les travaux auxquels le savant académicien se livra à cette époque, avec un zèle et un dévouement sans bornes, pour arriver à une appréciation exacte du revenu net des terres productives, l'amènèrent à un résultat de 1200 millions. Si maintenant on fait attention à la quantité de terrains non encore cultivés qui ont été mis en culture depuis ces trente années, tels que les enclos, cours et cloîtres des couvens et maisons religieuses, les cimetières, promenades, parcs, avenues et emplacements de châteaux et maisons d'agrément, on sera fermement convaincu qu'en n'ajoutant qu'un vingtième à l'évaluation de 1791, on reste encore au-dessous de la véritable valeur du produit de la France.

En partant toutefois de cette évaluation, la somme de 1264 millions ne représenterait encore que la part du produit annuel qui est dévolue aux propriétaires fonciers, ce qui ne fournit qu'une portion aliquote du revenu total. En prenant en masse tout le territoire, et pour se prémunir contre toute exagération, on peut estimer la rente ou fermage du propriétaire au quart de la récolte. Dans



des cantons fertiles et bien cultivés, le fermage va jusques au tiers de la récolte, et même au-delà; il est rare qu'il descende fort au-dessous du quart. On ne courra donc pas le risque de porter trop haut le revenu territorial de la France, ou la masse de ses produits annuels, à quatre fois le produit net, ce qui forme un total de 5 milliards 56 millions (1).

Cette somme de cinq milliards cinquante-six millions peut être regardée comme l'équivalent des fruits de toute sorte qui, année moyenne, à mesure des récoltes successives, entrent dans les granges, greniers et celliers des cultivateurs, en nature de blé, grains des diverses espèces, fourrages, fruits, légumes, crû de bestiaux, laines, lin, chanvre, soie, huile, bois, charbon et autres denrées consommables, de quelque nature que ce soit, ce qui forme le fonds sur lequel doit subsister tout le corps du peuple, ainsi que le fonds de toutes les matières premières sur lesquelles tous les genres d'industrie ont à s'exercer. Si cette somme de cinq milliards cinquante-six millions est divisée par les trente millions d'individus de tout âge et de tout sexe dont on sup-

---

(1) Arthur Young évalue le produit brut territorial de la France à 5 milliards 165 millions. (*Voyage en France*, 2<sup>e</sup> part. chap. 16.)

pose que notre population est composée, on aura pour chaque tête une valeur de 168 fr. 50 c.; et en calculant pour chaque famille cinq individus, savoir, le père, la mère, les deux enfans destinés à les remplacer l'un et l'autre dans la génération suivante, et un troisième pour couvrir les chances ordinaires de la mortalité jusques à ce remplacement, on aura, pour chaque famille, un revenu de 842 fr. 50 cent. provenant soit de rente de terre, soit de salaire, soit de profits de capital, soit enfin de quelque autre source de revenu, comme rente ou pension sur l'État ou sur les particuliers, traitement, gages, exercice d'industrie quelconque, etc.

Maintenant il faut observer que cette masse de valeurs diverses, en entrant dans la circulation et par l'effet du mouvement général qui lui est imprimé, subit des changemens continuels au moyen des échanges, et principalement par l'échange non interrompu des subsistances contre le travail. La portion de cette masse de produits qui est en nature de blé ou autre substance alimentaire, va journellement se consommer pour nourrir les artisans et ouvriers des manufactures, qui à fur et à mesure remplacent leur consommation par une quantité correspondante d'ouvrage fait, et reportent ainsi sur la matière première  
qui

qui a passé par leurs mains, la valeur des subsistances qui leur ont été livrées. Ainsi, à mesure que décroît la masse du blé disponible qui se rend dans les marchés, il y a plus de laine, de lin, de soie, filés ou tissus en lainages, en toiles, en rubans, plus de cuir préparé, plus de bois et de fer travaillé. La somme des valeurs est bien à peu près la même, au total, mais dans le jeu de cette vaste machine, dont les innombrables ressorts sont dans une activité continue, toutes les valeurs soumises à son action changent sans cesse de forme, de nature, comme de place. La plupart de ces denrées travaillées se rapprochent de plus en plus des consommateurs, et pour arriver dans leurs mains, elles passent successivement dans les ateliers du fabricant, puis dans les magasins du marchand en gros, puis enfin dans la boutique du détaillant, en acquérant toujours en valeur le déficit des subsistances consommées par les agents qui ont concouru à opérer ces transports, jusques à ce qu'enfin, quand elles ont achevé leur révolution à travers tous les canaux de l'industrie et du commerce, elles entrent dans le fonds de consommation de chaque individu ou de chaque ménage. Là, elles se réunissent et se confondent avec le fonds déjà existant en provisions de bouche, en vêtemens, me-

bles et ustensiles provenant des revenus des années précédentes, et qui ne sont pas encore entièrement consommés.

Une partie du revenu national, travaillée ou non travaillée, est envoyée au dehors pour y être échangée contre les productions étrangères qui entrent dans la consommation française.

Enfin, ce revenu fournit non-seulement à toutes les dépenses privées, mais encore aux dépenses publiques, au moyen des taxes et impôts que prélève le Gouvernement, tant sur la part disponible qui est dévolue aux propriétaires, aux fermiers, que sur toutes les autres parties de ce produit, même sur celles qui sont destinées à la nourriture et à l'entretien des ouvriers de la culture. Mais il ne faut pas perdre de vue que si l'impôt est une dépense pour celui qui le supporte, et s'il opère, à l'égard de celui-ci, un retranchement dans ce qui était destiné à ses consommations personnelles, il ne forme point une diminution dans la masse du revenu national, et ne fait que transporter à une autre personne le droit de consommer ce qui a été perçu sur le redevable. L'impôt, loin de rien retrancher de la somme des objets consommables, est une source de revenu pour une partie considérable de la nation, tels que les créanciers de la dette publique, les

pensionnaires de l'État, les fonctionnaires de tout ordre, les agens, préposés et salariés du Gouvernement.

Les divers articles du revenu national qui ne sont pas consommés dans le cours de l'année par la personne qui avait droit de les consommer, forment un surcroît disponible pour la consommation de l'année suivante, et ils contribuent à composer pour celui qui en a fait l'épargne, un capital dont il peut, dans la suite, retirer un profit, pour grossir d'autant son revenu privé, et même ajouter au revenu national, en mettant en activité quelque nouvelle branche de travail. Quelque faible qu'on puisse supposer le montant de toutes ces épargnes partielles, dans le cours d'une seule année, on sent néanmoins que, dans la durée d'un siècle, elles doivent donner lieu à une accumulation extrêmement considérable.

---

## NOTE LXIX.

*Sur le système d'impôts suivi en France.*

(TOME IV,° PAGE 275.)

Si l'on applique au système actuel de nos impôts les quatre maximes établies en cet endroit

C c 2

par Adam Smith, on reconnaîtra que ce système est peut-être le moins défectueux qu'il soit possible d'adapter à un État aussi vaste, aussi riche, aussi peuplé, et dans lequel une grande variété de productions de la terre, du commerce et de l'industrie, ont fait naître tant de sortes diverses de richesses dont les élémens sont absolument inappréciables.

La première de ces maximes, qui veut que chaque citoyen soit imposé dans la proportion de ses facultés, ne peut guère s'entendre que des facultés apparentes et susceptibles d'évaluation, c'est-à-dire, des facultés résultant d'une propriété foncière. Après plus de vingt-cinq années d'efforts et de tentatives dispendieuses, le Gouvernement est parvenu à atteindre, autant que la sagesse d'une administration prudente et réservée doit la chercher, l'égalité de répartition de la contribution foncière entre les principales divisions du territoire. Cette contribution qui, à compter du premier juillet 1821, ne monte pas, en principal, au dixième du produit net, et qui, en y joignant les 40 centimes additionnels à ce principal, n'excède guère le huitième, paraîtra sans doute bien modérée, si on la compare aux charges dont est grevée la propriété foncière dans toutes les autres monarchies de l'Europe.

Quant aux facultés personnelles qui ne dérivent pas d'une possession territoriale et qui sont à peu près impossibles à évaluer, puisqu'elles diffèrent dans des proportions considérables entre des fabricans ou des commerçans qui exercent le même genre de négoce ou d'industrie, d'après les quantités respectives de leur capital, de leur crédit et de plusieurs autres ressources qui échapperaient à toutes les investigations; que même elles diffèrent entre des salariés du même métier, lorsque l'un d'eux est chargé d'une famille nombreuse et que l'autre, veuf ou garçon, n'a que sa personne à entretenir, en sorte que le dernier trouve dans la même espèce et quantité de travail, trois ou quatre fois plus de moyens de jouissance personnelle que le premier; la seule voie qu'ait l'administration pour apprécier un genre de facultés qui se dérobe à toute espèce de recherches et qui se refuse à toute mesure générale, c'est de les juger par le signe le moins équivoque, par ses effets les plus ordinaires et les plus naturels, la consommation de l'individu, parce que dans le cours commun des choses, et à peu d'exceptions près, chaque individu est disposé à consacrer à des jouissances et commodités personnelles tout ce qui lui reste de disponible, quand il a satisfait aux besoins impérieux de la première nécessité. Ainsi, par des taxes

sur le loyer, sur le mobilier, sur les boissons, les viandes, les assaisonnemens, les denrées coloniales, les tabacs, les articles de vêtement et de chauffage, le Gouvernement vient à bout de reprendre une portion du revenu disponible de chaque particulier, et de retrancher au profit de l'État le superflu des gains et bénéfices individuels. De même par des droits de greffe, de timbre ou d'hypothèque, par des taxes sur les transactions, promesses et contrats, il parvient à atteindre au passage certains capitaux mobiliers qui tendent toujours à se cacher, et qui ne se montrent au jour que par occasion et quand ils peuvent le faire avec profit.

La proportion entre la masse totale des impôts directs et la somme des taxes indirectes, telle qu'elle se trouve réglée dans notre système actuel d'impositions, paraît être celle qui s'accorde le mieux avec les quantités respectives des fortunes immobilières et des revenus mobiliers et industriels. La contribution foncière n'entre guère que pour un quart dans la masse totale des impôts annuels. Ainsi les taxes indirectes et droits de consommation qui ont pour but de compenser les inégalités inconnues et accidentelles des revenus privés de toute espèce, en frappant indistinctement sur tous les particuliers, quelle que soit la



source dont ils dérivent, leurs moyens de subsistance sont, en somme totale, trois fois plus forts que la contribution foncière, assise sur une seule source particulière de revenu.

La connaissance certaine et précise de ce que chaque contribuable a à payer, ce qui fait l'objet de la deuxième maxime, est une condition qui se trouve parfaitement remplie par la publicité donnée à tous les réglemens et à toutes les ordonnances relatives aux impositions. Tous les impôts, sans exception, sont établis par des lois généralement connues, et la quotité des droits est réglée par des tarifs que chacun peut consulter. Les taxes sur les articles de consommation journalière sont à la vérité le plus souvent avancées par les marchands qui débitent ces denrées et qui font entrer le montant de leur avance dans le prix de la marchandise; mais la libre concurrence dans tous les genres de commerce ne permet pas que le débitant élève le prix de la denrée au-delà de ce dont elle est réellement renchérie par l'effet de la taxe, autrement l'abus serait facilement reconnu, et il s'exposerait à perdre ses pratiques.

La troisième maxime est celle dont on s'est le plus écarté dans notre système d'imposition; mais il est aisé de voir que cette déviation est loin d'être au préjudice du Gouvernement et des

contribuables. La contribution foncière , ainsi que toutes celles qui sont levées sur des rôles nominatifs , sur lesquels chaque contribuable est porté pour sa quote individuelle , sont exigibles par douzièmes de mois en mois , et non pas , comme le conseille Adam Smith , à l'époque des termes où se paient les loyers et les fermages. L'expérience a démontré les avantages de la méthode adoptée en France , et qui , à ce que je puis croire , est particulière à notre pays. Les fermages , dans la plus grande partie des départemens , se paient par semestre ; les loyers de maison se paient à Paris par trimestre , et dans plusieurs autres grandes villes du royaume , l'usage est de les payer de six en six mois. Si le paiement de l'impôt foncier était réglé sur ces échéances , le contribuable aurait à payer à la fois une moitié de son imposition annuelle , au lieu que la charge divisée par douzième , lui semble presque insensible ; et comme cette dette est prévue , il se prépare d'avance à l'acquitter. C'est ce morcellement de l'impôt par petites fractions , qui met le percepteur à portée de se prêter aux arrangemens du redevable et de lui ménager quelques facilités , ce qui établit des relations de confiance entre le percepteur et les propriétaires de son canton. Aussi jamais , à aucune époque , la contribution foncière n'a été acquittée plus régu-

lièrement et avec moins d'exercice des voies de contrainte, et lorsque l'année est terminée, il n'y a presque aucune partie du recouvrement en arrière; ce qui est certainement très-remarquable dans un pays où il n'y a pas moins d'un million de propriétaires fonciets qui, entre eux tous, forment un nombre de quotes différentes qui n'est pas moindre de dix millions et demi.

Enfin, conformément à ce que produit la quatrième maxime, l'argent levé pour l'impôt se trouve à la disposition du trésor, au moment même de la perception. Les impôts directs et les taxes indirectes sont également versés dans les caisses des receveurs-généraux des finances, qui sont autant de caisses dépendantes du trésor royal; et comme ces receveurs font passer tous les dix jours au ministre l'état de leur situation, le Gouvernement dispose aussitôt de tous les fonds libres, pour effectuer les paiemens locaux que le receveur exécute moyennant un droit de commission, ce qui épargne le transport des espèces, ainsi que tous frais et retards inutiles.

Les formes de la perception des taxes sont aussi douces qu'il soit possible, et à moins de violences exercées par les fraudeurs, les peines encourues se bornent le plus souvent à des confiscations et à des amendes. Les visites et perquisitions à

domicile ne s'exercent que contre des débitans de boissons au détail, et cet assujettissement est un des inconvéniens attachés au genre de commerce qu'ils ont entrepris, et auxquels ils ont dû s'attendre. La vigilance et la sévérité des douanes ne s'exercent que sur un rayon peu étendu du voisinage des frontières, et ne peuvent causer aucune incommodité aux citoyens qui se soumettent aux lois et rougiraient de se livrer au métier honteux de contrebandier ou d'en favoriser les coupables manœuvres.

Il n'y a aucun système d'imposition, dans quelque pays que ce puisse être, qui ne soit susceptible de beaucoup d'objections, et qui, sous beaucoup de rapports, ne donne prise à la critique; mais on ne craint pas d'assurer qu'il n'en est aucun qui donne moins lieu aux plaintes et aux murmures du peuple, aucun qui s'approche le plus de la justice et de l'égalité, aucun enfin qui soit moins onéreux aux citoyens, à proportion des produits abondans et réguliers qu'il donne au Gouvernement, que le système d'imposition auquel la France est soumise depuis le commencement de ce siècle.

---

## NOTE LXX.

*Sur la fixité de l'impôt foncier.*

(TOME IV, PAGE 280.)

L'IMPOT foncier qui consisterait en une somme d'argent fixe et invariable, assise sur chaque fonds de terre dans la proportion de son produit moyen et ordinaire, d'après une évaluation une fois faite, présente ce grand avantage, que le propriétaire du fonds ainsi imposé n'est pas détourné de faire des amendemens et améliorations sur sa terre, par la crainte que le fisc ne lui enlève une partie des surcroîts de produit dont ces améliorations auront été la cause. Aussi cette considération a-t-elle séduit beaucoup de gens; et, de nos jours, il semble que l'opinion la plus généralement répandue est celle qui préfère ce mode d'impôt à tout autre. L'Assemblée nationale qui fut réunie en France en 1789, était fortement préoccupée de cette idée, lorsque, changeant les formes établies jusques alors pour l'assiette de l'impôt foncier, elle jugea à propos de fixer à 240 millions le total de la contribution foncière qu'elle croyait devoir être levée sur la France, dont le produit

net avait été évalué à cinq fois cette somme.

Ce contingent général une fois fixé, elle décréta qu'il serait réparti entre les divers départemens et districts qui divisaient le territoire du royaume. Mais la nature n'a pas réparti la richesse foncière d'une manière uniforme sur la surface de la France; et pour juger dans quel rapport la richesse territoriale d'un département en particulier était à la richesse totale du royaume, il aurait fallu des informations locales et des connaissances positives dont les premiers élémens étaient encore à chercher. Aussi la répartition présenta-t-elle les inégalités les plus choquantes; tel département se trouva grevé au sixième, tel autre au seizième ou dix-septième de son produit net, et après trente ans, ce désordre subsistait encore, quelques moyens qu'on ait mis en œuvre pour y remédier. On a cru devoir recourir à un arpentage et une évaluation générale des propriétés, mais cette entreprise gigantesque, qui avait déjà dévoré 40 millions, a donné des résultats si défectueux qu'on a été forcé de l'abandonner. Cet exemple, joint à tant d'autres, concourt à démontrer combien il serait difficile de concilier la fixité de l'impôt avec une égalité tant soit peu tolérable.

Mais, indépendamment même de cette consi-

dération, Adam Smith n'adopte point cette fixité de l'impôt et présente d'autres objections qui la font rejeter. Il reconnaît l'avantage d'encourager le propriétaire à faire ses améliorations, en le débarrassant de tout partage avec le fisc ; mais il pense aussi qu'il n'est pas bon de pousser cette mesure au point de rendre le souverain totalement désintéressé dans l'amélioration future des terres, et presque étranger aux progrès de l'agriculture dans ses États. Il regarde, au contraire, comme très-politique d'attirer l'attention du prince par la vue de son propre intérêt vers toutes les mesures propres à favoriser l'accroissement du revenu territorial. Il observe de plus que, dans une longue suite d'années, l'argent peut éprouver des variations dans sa valeur, ou la monnaie subir des changemens ; ce qui mettrait l'impôt fixe au-dessous ou au-dessus de la limite dans laquelle on aurait eu l'intention de le circonscrire. Au reste, il propose (*pag.* 291) un moyen simple et facile d'obtenir tout l'avantage qu'on recherche dans la fixité de l'impôt ; ce serait d'affranchir de toute augmentation d'impôt, pour un certain nombre d'années, le propriétaire qui aurait déclaré l'intention où il serait de faire sur sa terre des améliorations.

La fixité de l'impôt présente encore une autre

sorte d'inconvénient bien plus grave, que Smith n'a pas dû prévoir, et dont, après lui, les finances d'Angleterre ont fourni un exemple. L'impôt ainsi converti en une redevance fixe, perd son véritable caractère, qui est celui d'un tribut annuel d'une portion du produit, d'un sacrifice momentané et volontaire, d'un secours accordé à l'État par les propriétaires; il prend la forme d'une rente foncière ou cens perpétuel que le Gouvernement est bientôt porté à considérer comme une propriété domaniale. Il n'y a qu'une telle illusion qui a pu déterminer M. Pitt, en 1798, à proposer au Parlement une des mesures les plus iniques et les plus attentatoires au droit sacré de la propriété, en faisant passer une loi qui oblige chaque propriétaire foncier à racheter la taxe foncière dont sa terre était grevée, à raison de 20 années de cette taxe, et 6, dans un terme de cinq années; et à faute de faire, dans le temps prescrit, ses offres de rachat, autorise les commissaires nommés à cet effet, à mettre en vente ce prétendu capital. Toute personne a été admise à acquérir, et en vertu d'une telle acquisition, ce tiers acquéreur a pu devenir créancier privilégié du montant de la taxe annuelle, comme d'une rente réelle, foncière et perpétuelle, qui aurait été créée sur le fonds.



Le résultat de cette opération n'a été, en définitive, autre chose qu'une taxe ou subvention extraordinaire, levée sur les propriétaires fonciers, pour être employée au remboursement d'une partie de la dette publique. Le propriétaire qui a fourni ses deniers pour ce rachat n'a point libéré son domaine de la charge à jamais inhérente à la propriété foncière, la charge de contribuer directement ou indirectement aux besoins présents et futurs du Gouvernement, de la protection duquel elle tient toute sa valeur. Cette condition est inséparablement attachée à la qualité de propriétaire, et on ne pourrait les disjoindre sans ébranler tous les fondemens de l'édifice politique. Aussi, dès l'année qui suivit celle dans laquelle fut porté l'acte de rachat de la rente foncière, il fut établi une taxe sur les revenus qui n'était qu'une véritable taxe foncière pour la partie que les propriétaires de terre eurent à supporter dans ce nouvel impôt.

---

## NOTE LXXI.

*Sur la dîme.*

(TOME IV, PAGE 300.)

C'EST une vérité depuis long-temps reconnue, et que Smith démontre encore ici par des raisonnemens et des calculs sans réplique, que la dîme qui se prélève sur les récoltes retombe en définitive sur le fermage du propriétaire, et que ce genre d'impôt est le plus inégal de tous et le plus nuisible aux progrès de la culture.

Cependant M. Ricardo a jugé à propos de soutenir (1) « que la dîme est un impôt qui re- » tombe entièrement sur les consommateurs, at- » tendu, dit-il, que cet impôt fait hausser le » prix des produits agricoles. »

Mais comment la dîme pourrait-elle faire hausser le prix du produit sujet à la dîme? C'est ce que l'auteur n'a point expliqué. Le prix des produits agricoles ne peut hausser que par une seule cause; c'est lorsque l'approvisionnement a

---

(1) *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, chap. 11.

diminué,

diminué, la demande restant la même, parce que, dans ce cas, les consommateurs pressés de se pourvoir enchérissent les uns sur les autres. Mais la dîme n'apporte aucune diminution dans la quantité de l'approvisionnement; le grain perçu par le décimateur ne fait autre chose que d'aller dans la grange de celui-ci, au lieu d'aller dans celle du fermier ou du propriétaire; ce grain sera porté au marché, comme il l'eût été si la dîme n'eût pas existé; toute la différence est que l'argent de la vente ira dans d'autres mains. On ne voit donc pas comment la dîme, même dans le premier moment où elle est établie, pourrait faire hausser le prix des produits agricoles qui y sont assujettis. La suppression des dîmes du clergé qui fut faite en France en 1789, a tourné en entier au profit des propriétaires fonciers, qui ont augmenté le prix de leurs baux de toute la valeur de la dîme, et les consommateurs n'en ont pas pour cela payé le blé une obole de moins qu'avant cette suppression.

La dîme opère sur le revenu du propriétaire plus durement que ne le ferait un fléau tel que la grêle qui aurait détruit un dixième de la récolte; car, si l'on suppose que la même calamité eût ravagé toutes les terres du voisinage dans la même proportion, la perte soudaine et

imprévue d'un dixième de l'approvisionnement de l'année aurait renchéri d'autant, au moins, les neuf dixièmes restans de la récolte, et le propriétaire aurait trouvé dans le renchérissement de la denrée une indemnité de ce qu'il aurait perdu en quantité de produit. Les effets du fléau destructeur eussent été répartis sur la masse totale des consommateurs; au lieu que le propriétaire foncier supporte seul, par une diminution dans son revenu personnel, la charge du prélèvement.

M. Ricardo, en partant de la supposition que la dîme fait hausser le prix des grains et autres produits agricoles sur lesquels elle porte, de toute la valeur dont elle s'empare, en a tiré la conséquence que la dîme n'était pas un impôt inégal. Quand même on lui accorderait ses prémices, il est impossible de comprendre comment une telle conclusion en pourrait être déduite. « Les » meilleures comme les plus mauvaises terres, dit-il, paient la dîme, et la paient dans l'exacte » proportion de la quantité de produit qu'on » retire de chacune d'elles; ainsi la dîme est un » impôt égal. »

Mais, en admettant pour un moment que la dîme ait l'effet que lui suppose M. Ricardo, de faite hausser la valeur pécuniaire des produits,

la charge n'en tomberait pas moins inégalement sur les différens propriétaires. Celui qui, avant que la dîme fût établie, recevait pour son fermage 10 gerbes sur 40, ne pourra plus demander à son fermier que 6 gerbes, lorsque le décimateur en aura prélevé 4; et si le blé hausse d'un tiers dans son prix en argent, ces 6 gerbes vaudront pour le propriétaire autant que 8 auraient valu auparavant; en sorte qu'en définitive, il n'aura perdu qu'un cinquième seulement de son autre revenu. Mais celui qui, sur le même produit de 40 gerbes, était forcé d'en abandonner 35 à son fermier, et qui, après l'établissement de la dîme, se verra dans la nécessité de laisser à ce fermier 4 gerbes de plus pour acquitter la dîme, aura son revenu réduit à une seule gerbe au lieu de 5; et quand bien même cette gerbe aurait gagné par-là le double de sa première valeur pécuniaire, la perte essuyée par le propriétaire sur son premier revenu sera toujours de trois cinquièmes.

---

## NOTE LXXII.

*Sur les effets d'un impôt directement assis sur les salaires.*

(TOME IV, PAGE 362.)

L'UN des commentateurs de Smith, M. Buchanan, fait en cet endroit l'observation suivante :  
« Le docteur Smith, dit-il, et la plupart des autres  
» écrivains en économie politique, ont prétendu  
» que le prix en argent du salaire était réglé  
» par le prix en argent des subsistances, et que,  
» lorsque le prix des vivres venait à monter, les  
» salaires s'élevaient dans la même proportion. Il  
» est cependant certain que le prix du travail n'a  
» point de rapport nécessaire avec le prix des  
» subsistances, puisqu'il dépend entièrement de  
» la quantité de travail offerte, comparée avec  
» celle de travail demandée. Il faut remarquer  
» d'ailleurs que le haut prix des subsistances est  
» l'indice certain d'une diminution dans l'appro-  
» visionnement, et que, dans le cours ordinaire  
» des choses, ce haut prix n'a lieu que pour  
» ralentir la consommation de la denrée. Le prix  
» du blé ne monte que pour empêcher l'ouvrier

» d'en consommer autant qu'il en consommait  
» auparavant. Si, comme on le prétend, les sa-  
» laires montaient en même temps, pour mettre  
» l'ouvrier en état de se procurer la même quan-  
» tité de vivres, alors la nature contrarierait elle-  
» même ses propres desseins, en faisant d'abord  
» monter le prix des subsistances dans la vue d'en  
» diminuer la consommation, et en faisant en-  
» suite monter le salaire pour fournir à l'ouvrier  
» la même provision. »

Nous ne comprenons pas bien ce que cet auteur a voulu dire par ces vues qu'il prête à la nature, dans les cas où une mauvaise récolte fait renchérir la denrée; mais ce qui nous paraît le plus évident dans tout ce raisonnement, c'est qu'il a totalement dénaturé la question, et que, pour combattre Smith, il est allé se placer sur un tout autre terrain. En effet, il ne s'agit ici nullement d'examiner quelle peut être la suite d'une cherté de blé causée par une mauvaise récolte. Les chances alternatives des années de rareté et d'abondance, qui nécessairement se balancent entre elles, sont des circonstances accidentelles qui n'influent pas sur les principes généraux de l'économie politique, la doctrine ne pouvant s'établir que sur le cours moyen et ordinaire des choses. Que dans les an-

nées de disette et de cherté, le fonds destiné habituellement à l'entretien du travail se trouve diminué; que, par conséquent, il y ait moins de demandes pour le travail, et que, par suite de cette rareté de demandes, l'ouvrier soit forcé d'offrir son travail à moindre prix, et qu'ainsi il supporte, encore plus durement que les autres classes, le poids du fardeau qui pèse sur toute la société, c'est ce qui n'a jamais été contredit et ce qui n'a pas besoin de démonstration. Aussi n'est-ce pas là la question dont Smith a voulu s'occuper en cet endroit. Il suppose que la demande pour le travail reste la même et que le prix des subsistances est également resté le même, et, dans ce cas, il recherche quel serait l'effet d'un impôt qui serait directement assis sur les salaires. Il enseigne avec raison que dans de telles circonstances, l'effet de l'impôt serait de faire monter le salaire dans une proportion plus forte que l'impôt, et il appuie sa proposition par un exemple. Il suppose que, dans un lieu, la demande de travail et le prix des vivres sont tels que l'ouvrier reçoit 10 schellings pour son salaire, par semaine. Si, dans cet état de choses, il survient un impôt qui emporte un cinquième du salaire donné à l'ouvrier, celui-ci, dont le travail est demandé autant qu'il l'était avant l'impôt, et qui, par



conséquent, doit recevoir assez d'argent pour se procurer la même quantité de subsistances, aura donc son salaire de la semaine porté à 12 schellings 6 deniers, attendu qu'en prélevant sur cette somme le cinquième, qui est 2 schellings 6 deniers, il restera à l'ouvrier, comme avant l'impôt, 10 schellings net, prix de la quantité de subsistances qu'il eut jusques alors. Ainsi l'impôt du cinquième des salaires aura fait monter ce salaire de 10 schellings à 12 schellings 6 deniers, c'est-à-dire, du quart en sus de ce qu'il était. Telle est la proposition que Smith a voulu établir; on voit qu'elle est totalement étrangère aux chertés momentanées que peut amener une suite de mauvaises récoltes, événement qui amène toujours à sa suite une diminution dans la demande de travail et une hausse considérable dans le prix des subsistances, et, par conséquent, place la société dans de tout autres circonstances que celles supposées par Adam Smith.

M. Buchanan semble ici raisonner d'après l'idée que le haut prix du blé en argent ne peut jamais procéder que d'une seule cause, qui est l'insuffisance réelle de l'approvisionnement; mais cette idée ne seroit pas juste. Le haut prix du blé et la suffisance de l'approvisionnement ne sont pas deux choses

toujours incompatibles, et l'Angleterre en offre un exemple remarquable. Ce pays n'est pas plus exposé qu'un autre aux vicissitudes des bonnes et mauvaises saisons; tous ses marchés sont, année commune, fort bien garnis; et cependant le prix moyen du blé, en argent, y a été depuis 20 ans à peu près au double de ce qu'il a été dans les autres pays de l'Europe. Mais la législation anglaise a donné aux fermiers du pays le privilège exclusif de nourrir le peuple; ils peuvent vendre leur blé à un prix de monopole, tant que ce prix n'excède pas 80 schell. le *quarter*, ce qui est égal à 100 fr. pour deux hectolitres et  $\frac{6}{7}$  d'hectolitre. Ces fermiers n'ont pas besoin de recourir à l'expédient de resserrer leurs grains pour dégarnir les marchés et faire monter le prix; ils sont assurés de vendre à haut prix, sans avoir à redouter la concurrence des blés étrangers. Ce haut prix du blé, si constamment maintenu, a fait monter le taux des salaires à une élévation proportionnée, dans toutes les manufactures pour lesquelles la demande de travail n'a point baissé. Le travail suit la règle commune à toutes les choses consommables. Tant que le prix élevé de la chose n'en diminue pas la consommation, tant qu'il n'éloigne aucun consommateur, et que tous aiment mieux payer ce prix élevé, que de renoncer à cet article

particulier de consommation; alors l'impôt est payé en entier par le consommateur, et le producteur en est affranchi. L'ouvrier est un producteur de travail, et celui qui emploie l'ouvrier est un consommateur de ce travail. Si donc l'impôt mis sur le salaire ne décourage aucun de ceux qui offrent de l'emploi au travail, la condition de l'ouvrier doit être absolument la même après l'impôt comme auparavant. Voilà tout ce que Smith a entendu dire, en nous faisant remarquer de plus que dans un pareil cas, l'impôt assis au cinquième, élève le salaire d'un quart.

En poursuivant ses recherches sur les effets que peut produire un impôt mis sur les salaires du travail, Adam Smith considère cet impôt relativement aux fermiers ou entrepreneurs de la culture, et conformément aux principes qu'il a établis ailleurs, il soutient que toute augmentation dans la dépense de la culture, de quelque part qu'elle procède, amenant un retranchement sur ce surplus, ou produit net qui forme le prix de fermage ou le revenu du propriétaire, le paiement définitif du surhaussement des salaires occasionné par l'impôt, en y ajoutant de plus le profit du capital additionnel du fermier qui fait l'avance de cet impôt, doit retomber sur le propriétaire en diminution de son revenu. Il

en tire cette conclusion, que, dans tous les cas, un impôt direct sur le salaire du travail doit nécessairement, à la longue, causer une plus forte diminution dans la rente de la terre, et en même temps un plus grand surhaussement dans le prix des objets manufacturés que n'en aurait pu causer, ni d'une part ni de l'autre, une imposition directe d'une somme égale qui eût été convenablement assise, partie sur les revenus fonciers, et partie sur les objets de consommation.

M. Ricardo, en convenant que l'impôt sur les salaires, quand la demande pour le travail reste la même, n'a d'autre effet que de faire monter les salaires d'une quantité supérieure même au taux de l'impôt, ne veut cependant pas reconnaître qu'un tel impôt, appliqué aux salaires de l'agriculture, ajoute aux dépenses du fermier, et par conséquent opère une diminution dans le revenu du propriétaire.

« L'erreur d'Adam Smith, dit cet écrivain,  
» vient de ce qu'il suppose que tout impôt payé  
» par le fermier doit nécessairement retomber  
» sur le propriétaire, sous la forme d'une réduction de fermage..... Ou bien il ne sera point accordé de compensation au fermier, pour l'indemniser de l'impôt sur les salaires; ou bien, s'il

» en obtient une, ce ne sera qu'au moyen d'un  
» surhaussement dans le prix des produits agri-  
» coles (1). »

Nous ne croyons pas avoir besoin de justifier cette proposition, que M. Ricardo juge à propos de qualifier d'une erreur d'Adam Smith; mais comme plusieurs personnes sont naturellement portées à comparer le fermier ou entrepreneur de culture à un entrepreneur de manufacture, à raisonner par analogie de la situation de l'un avec celle de l'autre, et à croire que les mêmes principes peuvent s'appliquer à ces deux sortes d'entreprises, il n'est pas inutile d'insister ici sur les caractères qui établissent une différence essentielle entre ces deux classes d'entrepreneurs. Ce qu'il y a de commun entre le fermier d'une terre et le maître d'une manufacture, c'est que l'un comme l'autre fait valoir un capital et exerce une industrie, en vue d'en retirer des profits qui ne soient pas au-dessous du taux réglé par les circonstances de temps et de lieu; que le taux de ce profit est débattu entre l'entrepreneur d'une part, et celui qui le met à l'ouvrage, d'autre part; que, dans ce débat,

---

(1) *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, tome I, page 394 de la traduction française.

les parties opposées d'intérêt sont contenues par la concurrence qui prescrit à chacune d'elles, en sens contraire, une limite qu'elle ne peut dépasser ; d'où il suit que le profit du capital et de l'industrie est aussi bas que possible, dans les circonstances données, et que l'emploi de ce capital et de cette industrie cesserait et irait se porter ailleurs, si on voulait grever leur profit de quelque charge ou déduction nouvelle. Le fermier et le manufacturier se ressemblent en ce point, que la survenance d'un impôt ne peut rien changer à leur condition, et que l'un comme l'autre rejettent nécessairement sur celui qui les emploie, une charge qui n'a pas été prévue, quand ils ont commencé leur entreprise. Mais ce qui forme la distinction principale entre le manufacturier et le fermier, c'est que le premier est agent de la consommation, et que le second est agent de la production ; que le premier travaille pour un consommateur qui demande tel article consommable vers lequel son goût ou ses besoins ont déterminé son choix ; le second travaille pour un propriétaire qui ne lui demande autre chose que des produits, attendu que ces produits seront échangés par ce propriétaire, contre telle espèce de travail qu'il jugera à propos de payer ou de commander. De cette différence de rapport entre l'en-

trepreneur de l'ouvrage et celui qui le met à l'œuvre, il résulte que le manufacturier ne peut se couvrir de la dépense de l'impôt que par le renchérissement du prix de l'article particulier qui lui est spécialement demandé par le consommateur ; tandis que l'autre trouve son indemnité dans la retenue qu'il fait d'une part des produits qu'il devait livrer au maître qui l'emploie. Le fabricant de drap, de souliers, de chapeaux, etc., n'attend le remboursement de ses avances que des personnes qui consomment ces articles, et qui, pour s'en pourvoir, consentent à payer tout ce qu'il en a coûté pour les fabriquer et les mettre en vente, par conséquent l'impôt dont auraient été chargés les salaires des ouvriers de la fabrique. Le cultivateur n'a rien à faire avec le consommateur des produits agricoles ; ce n'est pas de leur volonté qu'il attend le remboursement de ses avances ; il l'attend de la terre même qu'on lui a permis d'exploiter ; c'est cette terre qui doit lui restituer toutes les dépenses de la culture. Tant que cette terre sera assez productive pour rendre l'équivalent de toutes les dépenses et avances faites, elle trouvera toujours un entrepreneur de culture. Ce ne sera que lorsque les frais et avances absorberont la totalité du produit qu'on peut espérer, que l'exploitation de la terre sera abandonnée, parce qu'une telle exploita-

tion n'offrirait plus aucun intérêt à personne. Ainsi cet impôt mis sur les salaires ou sur les objets de première nécessité qui sont représentés par le salaire, s'il ne ruine pas la manufacture, fera renchérir ses produits de manière à ce que le fabricant soit indemnisé par les consommateurs; et s'il n'anéantit pas la culture, il entrera en totalité dans les prélèvements que le fermier a droit de faire sur ses produits bruts, avant de payer un fermage à son propriétaire.

---



*TABLE des Monnaies, Poids et Mesures en usage en Angleterre, et dont il est fait mention dans le cours de cet ouvrage ;*

*AVEC leur évaluation en Monnaies, Poids et Mesures françaises, tant de l'ancienne division que du nouveau système.*

MONNAIES.

1°. *Monnaies de compte.*

La *livre* anglaise, qui est fictive et purement numérique, comme la *livre tournois*, a les mêmes divisions que cette dernière : elle se divise en 20 sous ou *schellings* ; chaque sou ou *schelling* en 12 deniers ou *pennis*, qu'on nomme plus souvent, par abréviation, *pence*. Le penni se divise en 2  *demi-pennis*, et chaque demi-penni en 2 *farthings*.

La livre sterling, évaluée en or, forme les  $\frac{12}{17}$  d'une guinée, et répond par conséquent à une quantité d'or, au titre de  $\frac{11}{12}$  de fin, pesant 150 grains  $\frac{1}{17}$  de notre poids de marc ; soit 7,979 grammes du poids décimal ; ce qui donne en monnaie française, déduction faite de tout droit de fabrication et seigneurage, les valeurs suivantes :

|                        | En numéraire tournois. |    |                  | En fr. et c. |        |
|------------------------|------------------------|----|------------------|--------------|--------|
|                        | l.                     | s. | d.               | fr.          | c. nt. |
| La livre sterling..... | 23                     | 3  | 4                | 22           | 88     |
| Le schelling.....      | 1                      | 3  | 2                | 1            | 14     |
| Le penni.....          | »                      | 1  | 11 $\frac{1}{2}$ | »            | 10     |
| Le demi-penni.....     | »                      | »  | 11 $\frac{1}{4}$ | »            | 05     |
| Le farthing.....       | »                      | »  | 5 $\frac{1}{4}$  | »            | 02     |

## 2°. Monnaies réelles.

*Espèces d'or.*

La *guinée*, pesant 2 gros 13 grains  $\frac{1}{4}$  de notre poids de marc, soit 8,379 grammes d'un or à environ 11 parties de fin sur une d'alliage, vaut 21 schellings, et répond

|        | En num. tourn. |    |    | En fr. et c. |       |
|--------|----------------|----|----|--------------|-------|
|        | l.             | s. | d. | fr.          | cent. |
| à..... | 24             | 6  | 6  | 24           | 03    |

*Espèces d'argent.*

|                                                                    |   |    |    |   |    |
|--------------------------------------------------------------------|---|----|----|---|----|
| La <i>couronne</i> , qui vaut 5 schellings, répond à.....          | 5 | 15 | 10 | 5 | 72 |
| La <i>demi-couronne</i> , à..                                      | 2 | 17 | 11 | 2 | 86 |
| Le <i>schelling</i> (qui est $\frac{1}{2}$ de la couronne), à..... | 1 | 3  | 2  | 1 | 14 |
| Le <i>demi-sch.</i> ou 6 pence.                                    | » | 11 | 7  | » | 57 |

## POIDS.

Les Anglais ont deux poids ou deux sortes de *livre*.

L'une, nommée *livre de Troy*, sert à peser l'or, l'argent, les pierres précieuses, les liqueurs, etc.

L'autre, nommée *livre avoir du poids*, sert à peser les denrées et marchandises communes et volumineuses; le pain, la viande, le fromage, la laine, le chanvre, les métaux grossiers, etc.

La *livre de Troy* se divise en 12 onces, chaque once en 480 grains ou 20 deniers, qu'on nomme aussi *pennis-de-poids*, et chacun de ces deniers en 24 grains. Ainsi cette livre contient, au total, 5,760 grains anglais.

La

La livre *avoir du poids* se divise en 16 onces de 438 grains chacune, et contient, au total, 7,008 grains anglais.

Ainsi le rapport de la livre *de Troy* à la livre *avoir du poids* est celui de 60 à 73, c'est-à-dire que 73 livres *de Troy* ne pèsent que 60 livres *avoir du poids*; et le rapport de l'once *de Troy* à l'once *avoir du poids* est comme 80 à 73; car 73 onces *de Troy* ou 80 onces *avoir du poids* font également un poids de 35,040 grains anglais.

Le grain anglais est un peu plus fort que notre grain, poids de marc.

|                                                     | En poids<br>de marc. |      |       |                  | En poids<br>décimal.<br>grammes. |
|-----------------------------------------------------|----------------------|------|-------|------------------|----------------------------------|
|                                                     | liv.                 | onc. | gros. | grains.          |                                  |
| La livre <i>de Troy</i> égale.                      | »                    | 12   | 1     | 37               | 372,92                           |
| L'once.....                                         | »                    | 1    | »     | 9                | 31,08                            |
| Le denier ou <i>penni-de-</i><br><i>poids</i> ..... | »                    | »    | »     | 29 $\frac{1}{4}$ | 1,55                             |
| Le grain.....                                       | »                    | »    | »     | 1 $\frac{7}{8}$  | 07                               |
| 100 livres <i>de Troy</i> éga-<br>lent. ....        | 76                   | 3    | »     | »                | myriagr.<br>3,73                 |
| La livre <i>avoir du poids</i><br>égale.....        | »                    | 14   | 6     | 46               | grammes.<br>453,7                |
| L'once.....                                         | »                    | »    | 7     | 30               | 28,36                            |
| 100 livres <i>avoir du poids</i><br>égalent. ....   | 92                   | 10   | 5     | 24               | myriagr.<br>4,54                 |

*Poids particuliers pour certaines marchandises.*

|                                                          |    |   |   |   |                 |
|----------------------------------------------------------|----|---|---|---|-----------------|
| Le <i>stone</i> ou pierre, de<br>8 livres anglaises..... | 7  | 6 | » | » | kilogr.<br>3,63 |
| Le <i>stone</i> de 12 livres...                          | 11 | 1 | » | » | 5,44            |
| Le double- <i>stone</i> de 16                            |    |   |   |   |                 |

Tome VI.

E c

|                                 | liv. | onces. | gros. | grains. | kilogr.  |
|---------------------------------|------|--------|-------|---------|----------|
| livres.....                     | 14   | 13     | »     | »       | 7,26     |
| Le <i>stone</i> de 14 livres,   |      |        |       |         |          |
| moitié du <i>tod</i> .....      | 12   | 15     | »     | »       | 6,35     |
| Le <i>tod</i> ou balle de laine |      |        |       |         | myriagr. |
| de 28 livres.....               | 25   | 15     | »     | »       | 1,27     |
| Le <i>pack</i> ou sac de laine  |      |        |       |         |          |
| de 240 livres.....              | 222  | 7      | »     | »       | 10,89    |
| Le <i>quintal</i> de 112 liv.   | 103  | 13     | »     | »       | 5,08     |
| Le <i>tonneau</i> , mesure      |      |        |       |         |          |
| pour évaluer le port des        |      |        |       |         |          |
| vaisseaux et bâtimens de        |      |        |       |         |          |
| mer, pesant 20 quintaux         |      |        |       |         |          |
| ou 2240 livres avoir du         |      |        |       |         |          |
| <i>poids</i> .....              | 2076 | »      | »     | »       | 101,64   |

## MESURES.

## 1°. Mesures de longueur.

|                                                                | Pied-de-roi.            | Mètre. |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------|--------|
|                                                                | pieds. pouc. lign.      |        |
| Le pied anglais égale.....                                     | » 11 3 $\frac{1}{100}$  | 0,305  |
| Il se divise en 12 pouces,                                     |                         |        |
| dont chacun égale.....                                         | » » 11 $\frac{16}{100}$ | 0,025  |
| Trois de ces pieds forment                                     |                         |        |
| l' <i>yard</i> ou <i>verge</i> , qui égale...                  | 2 9 9 $\frac{1}{2}$     | 0,915  |
| C'est à l' <i>yard</i> que se mesurent presque toutes les mar- |                         |        |
| chandises vendues à l'aunage.                                  |                         |        |

On fait quelquefois usage, pour les toiles, de l'*ell*, qui a  $\frac{1}{4}$  en sus de l'*yard*, et de la *godde*, qui est de  $\frac{1}{4}$  plus courte que l'*yard*.

En prenant l'aune pour 526 lignes  $\frac{5}{8}$ , 10 aunes de Paris font 13 *yards* ou verges.

10 mètres font 11 verges.

|                                                            |                              |                   |
|------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------|
| 220 yards mesurent un <i>furlong</i> ou <i>stade</i> ..... | toises.<br>103 $\frac{1}{2}$ | mètres.<br>201,17 |
|------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------|

8 *furlongs* ou stades mesurent un *mille*.

|                                                                |                                |                    |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------|
| Le <i>mille</i> , qui est de 5280<br>pieds anglais, égale..... | toises.<br>825 $\frac{1}{100}$ | mètres.<br>1609,34 |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------|

69  $\frac{1}{6}$  de ces milles font un degré.

Le *mille de Londres* est plus court d'un 20<sup>e</sup> environ. Il y en a 73 au degré ; il est égal à.

1528,87

### 2<sup>o</sup>. Mesures de surface.

L'*acre* de terre est de 4 *fardingales* ou 4840 yards carrés.

Il couvre 38,351 pieds carrés de France ; en *hectares*, il est égal à..... 0,4051

11 acres font un peu plus de 13 arpens de 100 perches à 18 pieds.

### 3<sup>o</sup>. Mesures de capacité.

#### 1. Pour marchandises sèches.

Le *quarter* se divise en 8 boisseaux ; le boisseau, en 4 *pecks* ; le *peck*, en 2 *gallons*.

Le *boisseau*, pour grains, jauge 1801 pouces cubiques (pied-de-roi). Ainsi le boisseau de Paris jaugeant 655,78 pouces cubiques, le *quarter* répond à 21,97 boisseaux de Paris, ou à environ un setier et 10 boisseaux ; ce qui égale, en *hectolitres*..... 2,86.

E e 1

Le *quarter* de Londres, en beau froment, pèse communément 495 livres *avoir du poids*; ce qui répond à 458 livres 13 onces, *poids de marc*. . . 22,46 *myriagr.*

Le boisseau, pour le charbon, est un peu plus fort que celui pour les grains, et répond à 5 *pecks*, la mesure étant comble. Ce boisseau jauge 2270 pouces cubiques, ou. . . . . 45,04 *litres*.

36 de ces boisseaux forment le *chaldron*.

Le boisseau de sel pèse 56 livres anglaises ou 51 liv. 14 onces, *poids de marc*. . . . . 2,54 *myriagr.*

Le *muid* de tabac pèse environ 800 liv. anglaises ou 741  $\frac{1}{3}$  livres, *poids de marc*. 36,29 *myriagr.*

## 2. Pour liquides.

Il y a plusieurs sortes de mesures pour liquides; une pour la bière, une pour l'*aille*, une pour le vin: toutes se divisent en *muid*, *baril*, *gallon*, *pot* et *pinte*.

Le *muid* (*hogshead*) contient deux barils.

Le *baril* de bière a plus de capacité que celui d'*aille*. A Londres, le premier contient 36 gallons; le second n'en contient que 32. En province, le baril de bière contient 54 gallons, et celui pour l'*aille* en contient 48.

(pied-de-roi.)

pouc. cub.    hectolitres.

|                                                  |      |         |
|--------------------------------------------------|------|---------|
| Le baril pour la bière, à Londres,               |      |         |
| jauge. . . . .                                   | 8388 | 1,67    |
| Celui pour l' <i>aille</i> . . . . .             | 7456 | 1,48    |
|                                                  |      | litres. |
| Le <i>gallon</i> jauge. . . . .                  | 233  | 4,62    |
| Il se divise en 4 <i>quarts</i> ou <i>pots</i> . |      |         |
| Ce <i>pot</i> jauge. . . . .                     | 58   | 1,16    |
| Il contient 2 <i>pintes</i> , dont une jauge.    | 29   | 0,58    |

Or, comme la pinte de Paris jauge en pouces cubiques, 46,95, le baril de bière, à Londres, contient environ..... 178  $\frac{2}{3}$  pintes de Paris.

Le baril d'*aile*, environ.... 158  $\frac{1}{2}$ .

Le *gallon*, pour le vin, jauge seulement 231 pouces cubiques anglais, qui répondent à 190  $\frac{9}{16}$  pouces cubiq. du *pied-de-roi*.

Il tient 4  $\frac{1}{13}$  pintes de Paris, ou en *litres*..... 3,79.

Le *tonneau* de vin, composé de 4 muids ou de 8 *barils*, chacun de 31  $\frac{1}{2}$  de ces gallons, contient, au total, 252 gallons.

Ainsi ce tonneau a pour jauge, en pouces cubiques de France, 48,107; en *hectolitres*..... 9,542.

Il contient 1024  $\frac{2}{3}$  pintes de Paris.

F I N.

---

## TABLE DES NOTES

### DU TRADUCTEUR

CONTENUES DANS LE SIXIÈME VOLUME.

---

- NOTE XLII. *Sur les machines employées dans les manufactures.....* Page 1
- NOTE XLIII. *Sur l'accord qui règne entre l'intérêt particulier du propriétaire foncier et l'intérêt général de la société.....* 13
- NOTE XLIV. *Sur les causes qui donnent lieu au progrès et à l'accumulation des richesses; sur la relation qui existe entre la consommation et la production; sur le luxe des particuliers et les dépenses de guerre; sur les bornes où s'arrête l'accroissement du capital productif.....* 30
- NOTE XLV. *Sur le capital circulant et le capital fixe de la société.....* 74
- NOTE XLVI. *Sur la distinction entre le revenu brut et le revenu net d'une nation; sur la richesse publique et les valeurs dont elle se compose.....* 79
- NOTE XLVII. *Sur la banque d'Angleterre.* 97
- NOTE XLVIII. *Sur les projets de banques fondées sur un crédit hypothécaire.....* 106



- NOTE XLIX. *Sur la distinction faite entre un travail productif et un travail non productif.* 120
- NOTE L. *Sur l'épargne faite par les particuliers ; sa cause et ses effets.*..... 140
- NOTE LI. *Sur le sens à donner au mot capital.*..... 159
- NOTE LII. *Sur les différens degrés d'encouragement que donne au travail du pays un capital employé dans le commerce en gros , d'après le genre de commerce dans lequel ce capital est employé.*..... 164
- NOTE LIII. *Sur l'exportation du produit qui excède la consommation intérieure.*..... 173
- NOTE LIV. *Sur la division du territoire entre un nombre plus ou moins grand de propriétaires.* 177
- NOTE LV. *Sur le change.*..... 186
- NOTE LVI. *Sur les réglemens qui tendent à prohiber ou à restreindre l'importation du blé étranger dans les pays qui peuvent en produire assez pour leur consommation.*..... 194
- NOTE LVII. *Sur les gratifications à l'exportation du blé.*..... 224
- NOTE LVIII. *Sur l'importation des fers...* 227
- NOTE LIX. *Sur les colonies.*..... 243
- NOTE LX. *Sur la doctrine des économistes..* 254
- NOTE LXI. *Sur les causes de l'inégalité politique entre les habitans du même pays.*..... 274

|                                                                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| NOTE LXII. <i>Sur la production, la fabrication et le commerce des laines en Angleterre..</i>                       | 292 |
| NOTE LXIII. <i>Sur le produit de la poste aux lettres.....</i>                                                      | 309 |
| NOTE LXIV. <i>Sur les compagnies en société de fonds, et principalement sur la Banque de France.....</i>            | 317 |
| NOTE LXV. <i>Sur le commerce des Indes..</i>                                                                        | 339 |
| NOTE LXVI. <i>Sur les parties du revenu public qui consistent en rente territoriale.....</i>                        | 389 |
| NOTE LXVII. <i>Des parties du revenu public qui consistent en bénéfices de commerce ou profits de capitaux.....</i> | 393 |
| NOTE LXVIII. <i>Sur le revenu national de la France.....</i>                                                        | 396 |
| NOTE LXIX. <i>Sur le système d'impôts suivi en France.....</i>                                                      | 403 |
| NOTE LXX. <i>Sur la fixité de l'impôt foncier.</i>                                                                  | 411 |
| NOTE LXXI. <i>Sur la dîme.....</i>                                                                                  | 416 |
| NOTE LXXII. <i>Sur les effets d'un impôt directement assis sur les salaires.....</i>                                | 420 |
| <i>Table des monnaies, poids et mesures en usage en Angleterre.....</i>                                             | 431 |

FIN DE LA TABLE.

---

# TABLE GÉNÉRALE

## DES MATIERES,

### PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

( Le chiffre romain indique le tome ; le chiffre arabe , la page. )

#### A.

**A**BASSIDES. Voyez SARRASINS.

**ABOT** de Baxinghen , auteur du *Dictionnaire des Monnaies* , cité III , 265.

**ABRAHAM** donne sa monnaie au poids. I , 52.

**ABSINS**. Proposition de les taxer , très-populaire en Irlande. Pourquoi. IV , 434.

**ABULHAZI-KAN** , auteur de l'*Histoire généalogique des Tartares*. II , 478.

**ABYSSINIE** ( l' ). Le sel y est employé pour monnaie. I , 47.

**ACAPULCO** , port du Mexique ; ses vaisseaux ouvrent un commerce direct entre l'Amérique et l'Inde. II , 62. Quel est le principal article de ce commerce. *Idem* , 68 , 73.

**ACCAPAREURS** et *intercepteurs de blé*. Craintes du peuple à l'égard de ceux-ci ressemblent à celle qu'il a des sorciers. III , 230. Devraient être guéries de même. *Id.* , 231.

**ACCISE** ( *droits a'* ) ; sur quels objets ils portent. IV , 393.

Forme de perception préférable à celle des *douanes*.

Pourquoi. *Idem* , 404. Moins exposés à la contrebande.

*Id.* , 406. Leur produit net. *Id.* , 437. Leur produit sur la consommation des boissons seulement. *Id.* , 415. Ré-

forme proposée sur une partie de ces droits. *Id.*, 418.

*Voyez LIQUEURS fermentées.* Projets pour les étendre à l'Irlande, *id.*, 326; et modifications avec lesquelles ils pourraient être appliqués aux colonies. *Id.*, 327.

*ACCUMULATION des capitaux* précède la *division du travail*.

II, 192. Comment ces deux effets de la civilisation réagissent l'un sur l'autre. *Id.*, 193.

*ACTE de navigation.* Ses principales dispositions. III, 74.

Fut dicté par un esprit d'animosité contre les Hollandais.

*Id.*, 75. N'est nullement favorable au commerce. *Id.*, 77.

A attribué à l'Angleterre le commerce exclusif de ses colonies. *Id.*, 360, 403. Dommages qu'il a causés par-là à son commerce général. *Id.*, 364. *Voyez MONOPOLE.*

*ACTION de commun recouvrement.* Moyen ouvert au nouvel acquéreur pour évincer un fermier de son bail. II, 429.

*ACTION d'expulsion.* Quand introduite et combien favorable au fermier. II, 430. Le propriétaire même y a souvent recours. *Id.*, 431.

*ADMIRATION publique* compose le salaire de plusieurs sortes de travail. I, 217.

*AFRIQUE (l').* Pourquoi sa partie intérieure n'a jamais pu sortir de l'état de barbarie. I, 64.

*AGE.* L'une des causes de préséance et de distinction parmi les hommes. IV, 40.

*AGIOR* ou supériorité de valeur de l'*argent de banque* sur la monnaie courante : d'où il procède. III, 115. Fausse explication qu'on en a donnée. II, 307.

*AGRICULTURE.* Penchant naturel de l'homme pour cette occupation. II, 406. Avantages qu'elle a sur les autres emplois. *Id.*, 407. Est une profession vraiment indépendante. *Id.*, 410. Aucun emploi n'exige plus de savoir et d'expérience. I, 262. S'exerce pourtant sans *statuts d'ap-*

*prentissage. Id., id.* Plus favorable au développement de l'intelligence que les professions mécaniques des villes. *Id., 264.* N'est-ce pas, pour un particulier, un emploi plus lucratif qu'un autre. *II., 401.* On y voit moins de grandes fortunes que dans le commerce. *Id., id.* Est susceptible d'absorber plus de capital que tout autre emploi. *Id., 402.* Nombreuse population qu'elle occupe. *III., 546.* Comment elle donne naissance à de grandes manufactures. *II., 459.* Est pour un pays la seule source d'une opulence durable. *Id., 487.* Exemple par la Lombardie, la Toscane et la Flandre. *Id., 488.* Conquêtes qu'elle a faites par la découverte de l'Amérique. *Id., 59.* En Europe, les capitaux ont été détournés de cet emploi. *Id., 402.* Elle y a été sacrifiée aux manufactures et au commerce. *III., 541.* Représentée par quelques systèmes, comme unique ou principale source des richesses. *Idem, 504.* Voyez SYSTÈME agricole, SYSTÈME des économistes. Chez diverses nations a été favorisée par préférence à tout autre emploi. *Id., 541.* Travaux publics qui lui ont été consacrés en Égypte et dans l'Indostan. *Idem, 545.* Elle souffre de tout découragement donné aux manufactures. *Id., 554.*

AGRIGENTE; colonie grecque; rapidité de ses progrès. *III., 297.*

AGRIPPINE. Valeur singulière d'un rossignol qui lui est donné en présent. *II., 93.*

AÏLE. Voyez BIÈRE.

ALCAVALA. Nature de cet impôt. *IV., 444.* A ruiné les manufactures en Espagne. *Id., 445.*

ALEXANDRE III. Sa bulle pour l'affranchissement des esclaves fut moins un ordre qu'une exhortation. *II., 427.*

ALLEMAGNE. Ses progrès en culture et en industrie, depuis

- la découverte de l'Amérique. II, 57. Son marché agrandi par cette découverte. III, 350. On y voit encore, en plusieurs endroits, la servitude de la glèbe. II, 422.
- ALMAGRO. Motif qui le conduit au Chili. III, 288.
- AMBASSADEURS. Institution née du commerce étranger. IV, 83.
- AMÉLIORATION. Ses effets sur le prix des ouvrages de manufactures. II, 147. Quelle qu'elle soit, tourne au profit des propriétaires-fonciers. *Id.*, 158.
- AMÉLIORATION *des terres*. Comment est limitée par la valeur du bétail. II, 97, 100. Est amenée par la hausse graduelle du prix des produits bruts ; comment. *Id.*, 113. Élève le prix de la nourriture animale, en baissant celui de la nourriture végétale. *Id.*, 145. La baisse de celle-ci fait-elle plus que compenser la hausse de l'autre. *Id.*, 146. Fait partie du *capital fixe* de la société. *Id.*, 204.
- AMÉRIQUE. Est un nouveau marché pour le produit de ses mines. II, 58.
- AMÉRIQUE (*découverte de l'*). L'abondance d'or et d'argent a été, de tous ses effets, le moins important et le moins utile pour l'Europe. III, 42. Quels sont actuellement ses plus grands avantages. *Id.*, 44. A augmenté les jouissances des peuples de l'Europe, *id.*, 350 ; et a ajouté à leur industrie, *id.*, *id.* ; même pour ceux qui n'y envoient ni n'en reçoivent rien. *Id.*, 352. Ces bons effets restreints par le monopole. *Id.*, 353. Voyez MONOPOLE. Quels biens ou quels maux cet événement prépare-t-il aux races futures. *Id.*, 425.
- AMÉRIQUE *septentrionale* (*colonies anglaises de l'*). Leur origine. III, 293. Époque de leur établissement. *Id.*, 304. Les plantations y ont suivi les côtes de la mer ou le bord des rivières navigables. I, 41. Sont les colonies

qui ont fait les plus rapides progrès ; pourquoi. III, 308. Cause principale de la rapidité de ces progrès. II, 384. La culture des terres y attire le travail et les capitaux. *Id.*, 409. La population y marche rapidement ; pourquoi. *Id.*, 480. Avantages de leurs institutions politiques. *Id.*, 309. Modicité des dépenses de leurs gouvernemens, *Id.*, 312. Monopole moins oppressif que dans les autres colonies. *Id.*, 319. Commercent en toute liberté avec les *Antilles anglaises*. *Id.*, 328. Avantages de cette liberté. *Id.*, 329. Restrictions sur les produits de leur industrie. *Id.*, *id.* Pourquoi ces restrictions ont été peu senties. *Id.*, 332. Avantages que leurs produits ont obtenus sur les produits étrangers. *Id.*, 333. Combien elles ont coûté à la métropole, et pour quel objet. *Id.*, 404. Leur liberté civile et politique. *Id.*, 337. La proposition de les rendre indépendantes serait mal reçue en Angleterre ; pourquoi. *Id.*, 406. Avantages qu'offrirait une telle mesure. *Id.*, 407. Difficultés d'imposer ces colonies dans une juste proportion. *Id.*, 410. Le plus grand obstacle est dans les *meneurs*. *Id.*, 417. Seul moyen de se les concilier. *Id.*, 419. Les salaires y sont plus hauts qu'en Angleterre. I, 140, 187. Pourquoi. *Id.*, 141. L'intérêt et les profits y sont aussi plus hauts. *Id.*, 187. Mauvais système de culture qui y domine, et à quoi l'attribuer. II, 402. Elles exportent une partie de la viande qu'elles produisent. *Id.*, 116. Il y circule des billets de petites sommes ; inconvéniens qui en résultent. *Id.*, 295. Comment en chassent-ils l'or et l'argent. *Id.*, 296. Nature de leur *papier-monnaie*. *Id.*, 303. Mauvaise foi qui a présidé à cette émission. *Id.*, 304. Sagesse de l'acte du parlement, qui a ôté à ce papier son caractère légal. *Id.*, 305. Comment les nouvelles acquisitions des Anglais, dans ces colonies, ont influé sur

*l'intérêt de l'argent en Angleterre.* I, 191. Leur disette de monnaie d'or et d'argent ne provient nullement de pauvreté. IV, 537. Ne sont, pour l'Angleterre, qu'un vain cortège plus onéreux qu'utile. *Id.*, 552. Qu'elle sera incessamment forcée de quitter. *Idem*, 554. *Voyez* ÉTATS-UNIS.

AMSTERDAM. Circonstance qui a fait monter le prix pécuniaire du blé. II, 34. Mœurs frugales des négocians de cette ville, et d'où elles proviennent. III, 400. Revenus qu'elle retire de sa banque. *Id.*, 130; IV, 259. *Voyez* BANQUE d'Amsterdam.

ANCIENNETÉ de famille. Son influence sur l'esprit des peuples. IV, 44.

ANGLETERRE. Pourquoi les communes ne s'y érigèrent point en république. II, 450. Marche progressive de son opulence depuis l'invasion de Jules-César. *Id.*, 340. Le peuple y est laborieux et économe; pourquoi. II, 322. Les terres s'y vendent à un denier plus élevé qu'en France; pourquoi. *Id.*, 368. N'a pas lieu d'envier les vignes ni les oliviers de France et d'Italie. I, 332. Les fruits n'y mûrissent qu'à l'aide d'un mur, et ce qui en résulte. *Id.*, 321. L'agriculture y est plus encouragée qu'ailleurs. II, 484. Cependant les terres y sont encore mal cultivées. *Id.*, 485. Ses progrès en culture et en industrie, depuis la découverte de l'Amérique. *Id.*, 57. Le prix du travail s'y est élevé depuis un siècle. *Id.*, 53. Y est plus haut qu'en Écosse. *Id.*, 33. A quelle cause rapporter cette hausse. *Id.*, 54. Le taux des salaires dans ce pays; symptôme de sa prospérité. I, 148. Le blé n'y est pas produit à beaucoup meilleur marché qu'en France et en Pologne. *Id.*, 17. Les soieries y sont plus chères; pourquoi. *Id.*, *id.* Les laineries et quincailleries à meilleur marché. *Id.*, 18. Son



blé est moins cher que celui d'Écosse. II, 32. Le bétail y a atteint son plus haut prix. *Id.*, 96. La laine y est au-dessous de son juste prix ; poutquoi. *Id.*, 121. *Voyez* LAINES. Le commerce et les manufactures y sont plus favorisés qu'en aucun autre pays de l'Europe. *Id.*, 483. Dans quel genre surtout ses manufactures ont étonné les ouvriers des autres pays. *Id.*, 149. Constitution fragile et incertaine de son commerce actuel , et ce qui l'a rendue ainsi. III, 381. Dangers qu'elle court en cet état. *Id.*, 382. Remèdes et précautions qui lui sont nécessaires. *Id.*, 383. La masse générale de son commerce extérieur diminuée par son commerce exclusif avec ses colonies. *Id.*, 360. *Voyez* MONOPOLE. État de sa marine avant qu'elle eût ce commerce exclusif. *Id.*, 364. Circonstances particulières qui ont rendu moins sensible l'interruption de son commerce des colonies. *Id.*, 385. Par quels moyens elle a pu surmonter les mauvais effets du monopole dans le commerce de ses colonies. *Id.*, 393. Tire peu d'avantage du commerce de Portugal. *Id.*, 258. Quel est le principal avantage qu'elle y trouve. *Id.*, 259. Fait un grand commerce de *transport* ; poutquoi. II, 399. Ce qui constitue son principal commerce en ce genre. *Id.*, 400. Valeur du thé qu'elle consomme. *Id.*, 63. Véritable cause de sa prospérité. III, 244. Cette cause y surmonte l'effet de ses mauvaises lois commerciales. *Id.*, 245. Vices de sa législation sur les pauvres. I, 283. Son clergé trop richement salarié. *Id.*, 274. Pourquoi ses universités si faibles en professeurs. IV, 246. Évaluation de son produit territorial. *Id.*, 269. Son système d'imposition , préférable à celui de tout autre pays. *Id.*, 511. Histoire de sa dette publique. *Id.*, 472.

ANIMAUX. Dans quelle proportion ils multiplient. I, 161.

ANNIBAL. A quoi il faut attribuer ses triomphes sur les armées romaines. IV, 24; et sa défaite. *Id.*, 25.

ANSÉATIQUES (*villes*). Origine de leurs privilèges. II, 449.

Pourquoi leur opulence fut si peu durable. *Id.*, 488.

ANTILLES *anglaises* ou colonies des Indes occidentales.

Ont moins retiré d'avantage du système politique de l'Angleterre, que les colonies de l'Amérique septentrionale; pourquoi. III, 341. N'ont prospéré qu'avec des capitaux anglais. *Id.*, 345.

ANVERS. Comme elle a perdu son commerce. II, 488.

APOTHICAIRES. Leurs salaires modérés ont l'air de profits exorbitans. I, 229.

APPENDICE. III, 559.

APPRENTIS. Leur nombre limité par les divers statuts des corps de métier. I, 246. Effet de cette limitation. *Id.*, 247.

Sont naturellement paresseux, et pourquoi. *Id.*, 253.

Ce mot, autrefois synonyme d'*étudiants*. *Id.*, 249.

APPRENTISSAGE. Ce que c'est. I, 207. Onéreux à l'apprenti, et sans avantage pour le maître. *Id.*, 208. Institution inconnue chez les anciens. *Id.*, 254. Combien oppressive, *id.*, 252; et absurde. *Id.*, 253. Comment sa durée fut réglée en Angleterre. *Id.*, 249. Comment ce règlement y fut restreint. *Id.*, 250. En France. *Id.*, *id.* En Écosse. *Id.*, 251.

ARBUTHNOT (*le docteur*). Cité III, 553.

ARGENT. Plus cher que l'or; dans quel sens. II, 81. Et dans quel marché. *Id.*, 82. La rente entre pour peu dans le prix de cette marchandise. I, 358. Mais pour plus que dans le prix de l'or. *Id.*, *id.* La découverte de l'Amérique a influé sur sa valeur, plus que sur celle de l'or. II, 76. Quantité qui s'en importe annuellement en Espagne. *Id.*, 70. Comparée à celle de l'or importé. *Id.*, 77. La valeur  
de

de tout ce qui en existe au marché, excède celle de tout l'or. *Id.*, 78. Se vend plus avantageusement que l'or dans les marchés de l'Inde, et pourquoi. *Id.*, 67. Proportion de sa valeur, relativement à l'or, en Europe et aux Indes. *Id.*, 68, 76. Comment sa valeur varie relativement au blé. *Id.*, 4. Variations qu'elle a subies pendant les quatre derniers siècles. *Id.*, 5 *et suiv.* Sa valeur à Rome dans les derniers temps de la république. *Id.*, 91. Causes qui ont dû la faire augmenter à la fin du quinzième siècle. *Id.*, 14. La demande de ce métal a été toujours croissant depuis la découverte de l'Amérique. *Id.*, 56. Sa valeur, relativement au blé, paraît s'être élevée pendant le dix-huitième siècle. *Id.*, 45. Il commande moins de travail en Europe qu'à la Chine. *Id.*, 33, 64. Il augmente en quantité dans un pays qui s'enrichit. *Id.*, 28, 87. Fausse conclusion qu'on en tire vulgairement. *Id.*, *id.* Cette augmentation de quantité peut provenir de deux causes. *Id.*, 29. Différence dans leurs effets sur la valeur de l'argent. *Id.*, *id.* Son abondance dans un pays ne tend point à baisser sa valeur. *Id.*, 132. A moins qu'elle ne procède d'une découverte de mines plus fécondes. *Id.*, 133. Son abondance *relative*, dans un pays, est signe et cause de richesses. *Id.*, 132. Son abondance *absolue*, dans le monde commerçant, est une circonstance indifférente. *Id.*, 135. Sa valeur, avant et depuis la découverte de l'Amérique. V, 152. Sa valeur aux treizième et quatorzième siècles. *Id.*, 522. *Voyez MÉTAUX précieux.* Est matière de monnaie chez les peuples riches et commerçans. I, 49. Ne s'introduisit que fort tard dans les monnaies romaines. *Id.*, 78. Existait dans celles d'Angleterre dès le temps des Saxons. *Id.*, *id.* Tous les comptes évalués en argent, dans tous les pays de l'Europe; pourquoi. *Id.*, 79. Sa proportion,

en quantité, relativement à l'or, dans diverses monnaies d'Europe. II, 80.

**ARGENT.** Ce mot se prend pour la totalité de la monnaie en circulation. II, 105. Fait partie du *capital circulant* de la société. *Id.*, 106. Comment s'use et se répare. *Id.*, 108. Seule partie du *capital circulant*, dont l'entretien diminue le revenu *net* national. *Id.*, 119. Sous quels rapports ressemble au *capital fixe*. *Id.*, *id.* Ne fait partie ni du revenu *net*, ni du revenu *brut* de la société. *Id.*, 120. Est la roue de la circulation, mais n'est pas proprement la chose circulante. *Id.*, *id.* Ambiguïté du langage vulgaire sur ce point. *Id.*, 121. Combien sa valeur est inférieure à la masse qu'il fait circuler. *Id.*, 124. Ne fait pas partie du capital qui met l'industrie en activité. *Id.*, 134. Comment il s'échappe de la circulation dans un pays qui va en déclinant. *Id.*, 330. Comment sa masse se grossit dans un pays qui s'enrichit. *Id.*, 332. Cette augmentation est l'effet, non la cause de la prospérité générale. *Id.*, *id.* Sa plus grande abondance ne peut influer sur le taux de l'*intérêt*. *Id.*, 360. Elle ne multiplie point les capitaux. *Id.*, 361. Sa proportion avec le produit annuel, impossible à déterminer. *Id.*, 136. Il n'est pas nécessaire pour soutenir une guerre étrangère. III, 18. Pourquoi semble-t-il préférable à la marchandise. *Id.*, 12. Court plus nécessairement après la marchandise, que celle-ci après lui. *Id.*, 23. Voyez CIRCULATION, PAPIER-MONNAIE, RARETÉ de l'argent.

**ARGENT**, dans les sens abusifs qu'on donne à ce mot. Est pris souvent pour les choses consommables qu'il peut acheter. II, 111. Éclaircissement de cette ambiguïté d'expression. *Id.*, 122. Est pris pour synonyme de *richesse*. III, 3. Les meilleurs écrivains n'ont pas su souvent se défendre de

cette idée populaire. *Id.*, 48. Voyez SYSTÈME du commerce.

ARGENT de banque. Ce que c'est. III, 113. Pourquoi a plus de valeur que la monnaie courante. *Id.*, 114.

ARGENT du Pérou. Quelle étendue de chemin il parcourt pour arriver à son marché. I, 352. Son prix influe sur celui de l'argent d'Europe et de la Chine, *Id.*, 353.

ARISTOTE entrichi, ne dédaigna pas de reprendre sa chaire. I, 279 ; cité II, 423 ; IV, 169.

ARME-A-FEU. Changement que cette invention a opéré dans le métier de soldat. IV, 17. A rendu les guerres plus coûteuses. *Id.* 35. Comment elle a contribué à protéger la civilisation contre l'invasion de la barbarie. *Id.*, 36.

ARTISANS. Classe nombreuse du peuple. I, 159. L'amélioration de leur sort est-elle un mal pour la société? *Id.*, *id.* Ce qu'on entend par travail d'*artisans*. *Id.*, 204, 207. De quoi se compose leur *capital fixe*. II, 199. Ceux des villes bien moins nombreux que les ouvriers de la culture ; pourquoi. III, 548.

ARTISTES. Leurs gains ne peuvent être la matière d'un impôt. IV, 366.

ARTS. Combien leur empire s'est étendu par la découverte de l'Amérique. II, 59. Ne sont pas, aux Indes, fort au-dessous de ce qu'ils sont en Europe. *Id.*, 66. Pourquoi les arts *libéraux* sont richement salariés. I, 209. Les arts *mécaniques* sont faciles à enseigner. *Id.*, 263. Quel est celui qui exige le plus d'étude. *Id.*, 262, 263.

As romain. Son poids original et ses divisions. I, 53.

Les réductions qu'il essuya. *Id.*, 55 ; IV, 516 ; V, 102.

ASIE (l'). Pourquoi une partie de ce continent n'a pu sortir de l'état de barbarie. I, 44.

ASINIUS CÉLER. Prix énorme qu'il donne d'un poisson. II, 93.

ASSEMBLÉES entre gens de même métier; toujours nuisibles à l'intérêt public. I, 268. Réglemens qui les provoquent. *Id.*, *id.*

ASSEMBLÉES nationales. Quelle classe de la société y doit être le plus écoutée, et pourquoi. II, 161. Quelle est celle dont on doit le plus se défier, et pourquoi. *Id.*, 165.

ASSURANCES (*commerce des*). Peu avantageux, et pourquoi. I, 221.

ATHÈNES. Combien les professeurs y étaient richement payés. I, 278. Le peuple y était, par le fait, exclus des métiers lucratifs. III, 549.

AUBERGISTE. Son commerce est un de ceux qui rend de plus gros profits; pourquoi. I, 205.

AUGUSTE. Affranchit tous les esclaves de Védius-Pollion, pour le punir de sa cruauté envers l'un d'eux. III, 344. Établit un impôt sur les successions. IV, 450.

AUTRICHE (*l'*). Pourquoi elle tire peu d'avantage de la navigation du Danube. I, 45.

AVANCEMENT d'un pays vers une plus grande richesse. *Voyez* AMÉLIORATION.

AVENTURE (*commerce d'*). Définition de ce mot. III, 203.

AVOCAT. Causes qui tendent à élever la récompense pécuniaire de son travail. I, 214. Son gain doit se grossir des dépenses faites par ceux qui échouent dans l'étude de cette profession. *Id.*, 216.

AYR (*banque d'*). *Voyez* BANQUE territoriale.

AYR-SHIRE, Comté d'Écosse. Ses progrès récents. I, 155.

## B.

**B**ALANCE *du commerce*. Ce qu'on entend par ce mot. III, 8. Comment les gouvernemens vinrent à s'en occuper. *Id.*, 14. Est ce qu'on a pu imaginer de plus absurde. *Id.*, 133. Inductions ridicules qu'on en tire. *Id.*, 151. Combien ont été vains les efforts faits pour la rendre favorable. *Id.*, 152.

**BALANCE** *entre le produit annuel et la consommation*, diffère totalement de ce qu'on nomme *balance du commerce*. III, 152. Vrai signe de prospérité ou de décadence. *Id.*, 153. Peut être très-favorable, quoique la *balance du commerce* soit contraire. *Id.*, 154.

**BALE**. Bonne foi des marchands dans le paiement du droit de douane. IV, 332.

**BANQUE** (*compagnie de*). Dépenses particulières à ce commerce. II, 145. Ses opérations sont nécessairement bornées ; par quoi. *Id.*, 146. Pertes et risques auxquels elle s'expose en dépassant ces limites. *Id.*, 146. Commerce est borné le crédit qu'elle peut faire à un commerçant. *Id.*, 152. Voyez CRÉDIT. Comment elle encourage l'industrie nationale. *Id.*, 190. Voyez INDUSTRIE. L'émission de ses billets peut être soumise à des réglemens. *Id.*, 198. Voyez PAPIER-MONNAIE. A quelles conditions il faut laisser ce commerce ouvert à tout le monde. *Id.*, 309. Voyez BANQUIERS.

**BANQUE de France**. De sa fondation. VI, 318. Devient une compagnie privilégiée. *Id.*, 320. Changement dans son organisation. Motifs. *Id.*, 325. Sa situation financière en 1820. *Id.*, 335.

**BANQUE d'Amsterdam**. Son origine et son utilité. III, 112.

Sa constitution. *Id.*, 113. Ce qu'elle donne en *argent de banque* sur les lingots et espèces. *Id.*, 118. Forme de sa direction. *Id.*, 128. Fidélité observée dans son administration. *Id.*, 129. Conjectures sur le montant de son trésor. *Id.*, 130. Son *argent* gagne sur l'espèce courante. II, 307. Voyez AGIOT.

BANQUE d'Angleterre. Dommage qu'elle a éprouvé par son imprudence. II, 248. Est tenue de pourvoir aux besoins d'espèces dans tout le royaume. *Id.*, 252. Difficultés qu'elle apporte aux escomptes ; pourquoi. *Id.*, 273. Clameurs qui s'ensuivirent, et de quel part. *Id.*, 274. Son origine et son histoire. *Id.*, 284. Sa solidité. *Id.*, 288. Étendue des services qu'elle rend à l'État. *Id.*, *id.* Et au commerce. *Id.*, 289. Son histoire continuée jusques au moment actuel. VI, 97. Perte qu'essuient ses billets. *Id.*, 101.

BANQUE d'Écosse. Son établissement. II, 237. Ses heureux effets sur le commerce du pays. *Id.*, 238. Nature de ses opérations. *Id.*, 240.

BANQUE royale d'Édimbourg. Quand établie. II, 237. A contribué aux progrès de l'industrie en Écosse. *Id.*, 238. Nature de ses opérations. *Id.*, 240.

BANQUE territoriale ou fondée sur un crédit hypothécaire. Projet tenté à Ayr en Écosse. II, 274. Son objet et nature de ses opérations. *Id.*, 275. Son issue et ses pertes. *Id.*, 276. Ses effets nuisibles au pays. *Id.*, 278. Mais utiles aux banques rivales ; comment. *Id.*, 279. Vices inhérens à un projet de ce genre. *Id.*, *id.* Tourne infailliblement au dommage des entrepreneurs ; pourquoi. *Id.*, 280. Et à celui du pays. *Id.*, 281.

BANQUES d'Écosse. Lente imprudence et pertes qui s'en sont suivies. II, 249. Facilités qu'elles accordent, et



avantages qui en résultent. *Id.*, 140, 154. Attention qu'elles ont portée aux remboursemens, et combien elle leur a été utile. *Id.*, 156. Clameurs qu'excita leur sage réserve. *Id.*, 174.

BANQUES de dépôt. Leur origine et leur utilité. III, 110.

BANQUEROUTE. Accident plus rare qu'on ne croit communément. II, 335. La chance n'excède guère un sur mille. *Id.*, *id.* Assez ordinaire aux gouvernemens. IV, 513. Comment ils la déguisent. *Id.*, 514. Faite ouvertement serait moins nuisible. *Id.*, 515.

BANQUIERS. A Londres, ne paient pas d'intérêts de l'argent qu'on leur dépose. I, 183. A Édimbourg, ils paient l'intérêt de leurs bons à vue. *Id.*, *id.* Opérations de leur commerce, II, 127. D'où procède leur gain. *Id.*, 128. Sous quelles conditions leur commerce peut être permis à tout le monde. *Id.* 309. Leur concurrence ne peut qu'être avantageuse à la société. *Id.*, *id.* Et à leurs correspondans. *Id.*, 310.

BARBARES. Les peuples ainsi nommés sont, sous un rapport essentiel, supérieurs aux peuples civilisés. IV, 183.

BARBARIE (*côte de*). A été autrefois un peu industrielle et commerçante. II, 454.

BARONS (*anciens*). Sur quoi était fondée leur puissance. II, 468. Comment elle se perdit. *Id.*, 472. Voyez GRANDS SEIGNEURS.

BARRIÈRES ou *turn-pikes*. Ce que c'est. I, 308. Combien il importe que ces droits ne fassent pas partie du revenu public. IV, 72, 431.

BAS. Pourquoi si chers autrefois. II, 154. Quand a-t-on commencé à les tricoter? *Id.*, *id.* Ceux tricotés, moins

- chers que ceux *au métier*, en certains endroits, et pour-  
quoi. I, 242.
- BATAILLES. En quoi les modernes diffèrent des anciennes.  
IV, 18.
- BATAVIA. Causes de la prospérité de cet établissement.  
III, 447. Ont surmonté les effets du régime d'une com-  
pagnie exclusive. *Id.*, 448.
- BATIMENS *d'exploitation*. Font partie du *capital fixe* de la  
société. II, 203.
- BAUX. Combien leur longue durée est favorable à l'agricul-  
ture. II, 429. Plus garantis par les lois en Angleterre, que  
partout ailleurs. *Id.*, 430. Avantages qui résultent de cette  
garantie. *Id.*, 432. Leur durée trop courte en France  
nuît à la culture. *Id.* 433. Ce qui donna naissance aux  
longs baux. *Id.*, 477.
- BAVIÈRE (*la*). La navigation du Danube lui est peu  
utile, et pourquoi. I, 45.
- BEAUTÉ. Constitue en grande partie le mérite des métaux  
précieux. I, 360. Constitue tout celui des pierres précieu-  
ses. *Id.*, 361.
- BISSET (*Thomas*); archevêque de Cantorbéry. Singulier  
trait de sa magnificence. II, 466.
- BÉNÉFICE *de Clergie*. Origine et causes naturelles de ce  
privilege. IV, 153, 226.
- BÉNÉFICES *ecclésiastiques*. Ce que c'est. IV, 218. Étaient  
autrefois à la disposition du clergé. *Id.*, 221. Furent  
ensuite, pour la plupart, à celle du pape. *Id.*, 222. Com-  
ment le souverain parvint à influencer sur leur distribution.  
*Id.*, 230. Furent la cause qui divisa la religion réformée  
en deux sectes. *Id.*, 237. Leur égalité dans la secte pres-  
bytérienne. *Id.*, 242. Il est bon qu'ils soient modiques ;

pourquoi. *Id.*, 243. Avantages que les sciences en retirent. *Id.*, 245.

BENGAL. Ses progrès datent de la plus haute antiquité. I, 43. Ils sont dus à l'étendue de sa navigation. *Id.*, *id.* Son état déplorable actuel, et à quoi l'attribuer. *Id.*, 147. Ce que prouvent les grandes fortunes qu'on y fait. *Id.*, 192. Combien le profit y est excessif. *Id.*, 198. La consommation de ses étoffes, augmentée en Europe depuis un siècle. II, 63. A toujours\* exporté plus d'ouvrages de manufactures que de produit brut ; pourquoi. III, 548.

BERNE (*canton de*). Origine de cette république. II, 450. Richesse des fermiers de ce pays. *Id.*, 437. Droits qui s'y paient à l'État lors des ventes de bien-fonds. IV, 353. Est la seule république qui ait un trésor. *Id.*, 466. Et le seul gouvernement qui ait des fonds prêtés à des gouvernemens étrangers. *Idem*, 263. Inconvéniens d'un tel placement. *Id.*, *id.*

BÉTAIL. Son bas prix dans un pays pauvre. II, 24, 88. Pourquoi. *Id.*, 25. Ce qu'on peut conclure de son prix, relativement à celui du blé. *Id.*, 139. Prix qu'il ne peut dépasser. *Id.*, 95. Ce qu'il faut pour qu'il atteigne ce prix. *Id.*, 96. Est le premier article de sa classe qui y arrive. *Id.*, 97, 104. Comment son bas prix fait obstacle à l'amélioration des terres. *Id.*, 98. Dans quel cas est-il capital fixe, et dans quels, capital circulant ? *Id.*, 200. Est une denrée de libre exportation dans les colonies anglaises d'Amérique. III, 320. Avantages qui en résultent. *Id.*, 321.

BIENFAISANCE. Ne conduit guère à se ruiner. III, 39 ; IV, 463.

BIÈRE. Sa cherté artificielle par l'impôt, plus onéreuse au

- peuple que la cherté naturelle de presque toute autre denrée. II, 147. Comment imposée. IV, 417, 420.
- BILLETS des banques.** A quelles conditions ils ont cours comme l'argent. II, 227. Avantages de ceux qui ne sont pas au-dessous de 10 liv. sterl. *Id.*, 294. Inconvéniens de ceux de trop petites sommes. *Id.*, 295. Ne devraient être, nulle part, moindres de 5 liv. sterl., et pourquoi. *Id.*, 296.
- BIRCH (le docteur)**, auteur de la *Vie du prince Henri*, cité I, 316.
- BIRMINGHAM.** Doit ses belles manufactures à l'agriculture. II, 461. Pourquoi plusieurs métiers de ses manufactures ne sont pas compris dans les statuts d'apprentissage. I, 250. Ses manufactures soumises à la mode, et ce qui en résulte. *Id.*, 236. Bon marché de ses quincailleries; à quoi l'attribuer. II, 149. Combien il se consomme de métaux précieux dans ses manufactures. *Id.*, 69.
- BLACK.** A été l'un des exécuteurs testamentaires de *Smith*. I, *Préf.*, cliv.
- BLACKSTONE (le docteur)**, cité I, 69; II, 19, 428.
- BLAIR (Hugh).** A eu connaissance du cours de Belles-Lettres de *Smith*. I, *Préf.*, cliij.
- BLATIERS ou colporteurs de blé.** Combien leur métier a été découragé par la police réglementaire de l'Europe. III, 217.
- BLÉ.** Variation de son prix en Angleterre. I, *Préface*, cxxvij; VI, 194. Coûte autant à produire dans un pays riche que dans un pays pauvre. I, 17. Ce qui détermine son prix moyen en argent. *Id.*, 72. Dans tout autre état de société, est le produit de quantités de travail à peu près égales. II, 26. Est moins favorable à la valeur de l'argent que n'est le riz, et pourquoi. *Id.*, 64. Ce qu'on peut con-

clure de son prix , relativement à celui de certaines autres denrées. *Id.* , 139. Est une mesure plus exacte des valeurs que toute autre marchandise. I , 70. Sa valeur règle celle de tous les autres produits des terres cultivées et non cultivées. *Id.* , 311 , 318 , 323 , 331. Son *prix en argent* règle le prix du travail ; pourquoi. II , 28 ; III , 176. Et de tout autre produit brut. *Id.* , *id.* Et de tout autre produit manufacturé. *Id.* , 177. Sa *valeur réelle* est immuable. *Id.* , 188. Est le régulateur universel de toutes les autres valeurs. *Id.* , 189. Son prix moyen en argent au quatorzième siècle. II , 10. Et dans les siècles suivans. *Id.* , 11. Tables chronologiques de son *prix en argent* , en Angleterre. *Id.* , 167 , 173 , 176. En France , *Id.* , 183. Son prix , depuis un siècle , s'est rapproché de celui de la viande , et pourquoi. I , 317. De sa valeur réelle et relative. V , 193 , 465. De l'importation des blés étrangers. *Id.* , 467. Comparaison des importations et exportations en France , de 1778 à 1790. VI , 217. *Voyez* DISETTE.

BOHÈME. On y voit encore la servitude de la *glèbe*. II , 422. Impôt très-lourd qui y grève l'industrie. IV , 366.

BOIS. Comment son prix varie , et d'après quelles circonstances. I , 347. Pourrit sur place en quelques endroits de l'Écosse ; pourquoi. *Id.* , 341. En Norwège et sur les côtes de la Baltique , fournit une *rente* , et comment. *Id.* , 342. Est marchandise *non énumérée* ou de libre exportation dans les colonies anglaises d'Amérique , excepté celui de marine. III , 320. Avantages de cette disposition. *Id.* , 321. De leur revenu. V , 489.

BOIS de chauffage. Son prix limite celui du charbon de terre ; pourquoi. I , 347 , 349.

BONHEUR , *bonne fortune* , *chances de gain* ; chacun porté à

se les exagérer. I, 219. Causes du succès des loteries. *Id.*, 220. Et du peu d'avantage du commerce des assurances. *Id.*, 221. A quel âge cette erreur agit plus puissamment. *Id.*, 222. Multiplie les soldats et les marins. *Id.*, 223. Les contrebandiers. *Id.*, 227.

BORDEAUX. Ville industrielle et commerçante, quoique siège d'un parlement; pourquoi. II, 323.

BORLASE (M.), garde des mines de Cornouailles; ce qu'il rapporte de leur produit. I, 354.

BORN (*Raoul de*), prieur de Saint-Augustin de Cantorbéry. Prix des denrées consommées à son repas d'installation. II, 8.

BOSTON, ville d'Amérique. Les salaires y sont très-élevés. I, 165. Le travail de l'ouvrier libre y est pourtant moins cher que celui des esclaves. *Id.*, *id.*

BOURGEOIS ou *habitans des villes*. Combien leur condition était servile. II, 440. Comment ils s'affranchirent peu à peu. *Id.*, 442. Voyez FRANCS-BOURGEOIS.

BOURGOGNE. La culture du blé y est-elle négligée? I, 325.

BOURREAU. Le métier de tous le mieux payé; pourquoi. I, 204.

BOURSES, dans les collèges ou séminaires; comment elles multiplient trop la concurrence en certaines professions. I, 271. Avantages qui balancent cet inconvénient. *Id.*, 280.

BOUTIQUES (*taxes sur les*). Établie, mais révoquée peu après. IV, 337.

BRÉSIL. Quantité de l'or qui s'en exporte annuellement. II, 72. Les arts et la culture s'y sont introduits avec les Européens. II, 59. Ses mines d'or et de diamans ne furent découvertes que long-temps après l'établissement

formé. III, 292. Doit sa prospérité à l'indifférence de la métropole. *Id.*, 302.

BRUGES. Les guerres civiles en ont chassé le commerce. II, 488.

BRULH (*le comte de*). Cité comme exemple de la prodigalité du genre le plus frivole. II, 346.

BRUTUS. A quel intérêt il prêtait son argent. I, 192; V, 405. Sa conduite envers les habitans de Salamine. *Id.*, 406.

BUCCLEUGH (*duc de*), élève du docteur *Smith*, lui donne des témoignages de sa reconnaissance. I, *Préf.*, clj.

BUCHANAN (*M.*). Cité V, 218, 225, 235, 545, 550; VI, 21, 420 *et suiv.*

BUENOS-AYRES. Peu de valeur du bétail en ce lieu, et pourquoi. I, 309. Ce qu'y coûte un bœuf. II, 25. La peau et le suif y constituent toute la valeur de la bête; pourquoi. *Id.*, 118.

BUFFON. Cité II, 109.

BURN (*le docteur*), auteur de l'*Histoire de la législation des pauvres*. Cité I, 156, 286, 290, 292, 295.

BYRON, voyageur. Cité II, 25.

## C.

CADASTRE (*grand*). Fait sous Guillaume-le-conquérant. II, 442. Dans quelle vue. IV, 294. Pareille opération faite en quelques autres pays. *Id.*, 295.

CADIX. Évaluation de ce qui s'y importe annuellement en métaux précieux. II, 70. Fastes des négocians de cette ville; à quoi l'attribuer. III, 400.

CAILLOUX d'*Écosse*. Leur prix se compose uniquement de salaires. I, 104.

CALCUTTA, ville du Bengale. I, 40. L'or évalué trop haut

dans ses monnaies. II, 77. Talens que son conseil a déployés dans la guerre et les négociations ; à quoi il en est redevable. III, 459, 460.

CALVIN. Voyez PRESBYTÉRIEN (*régime*).

CAMERON de Lochiel (M.), quoique simple gentilhomme écossais, exerçait sur ses vassaux la juridiction la plus étendue. II, 470.

CAMPAGNE. Ses rapports et son commerce avec la ville. I, 258. Ce commerce est le principal de toute société civilisée. II, 403. En quoi il consiste. *Id.*, 404. Est profitable à la ville et aux campagnes, *Id.*, 405.

CANADA. Ne commença à prospérer qu'après la suppression de sa compagnie. III, 307.

CANAUX de navigation. Augmentent la rente des terres, et comment. I, 307. Peuvent être construits et entretenus aux frais de ceux qui en usent. IV, 66. Avantage qui résulte de cette méthode. *Id.*, 67. L'intérêt public demande qu'ils soient une propriété privée. *Id.*, 68. Pourquoi si bien entretenus à la Chine. *Id.*, 77. Et si négligés en Europe. *Id.*, 79.

CANTILLON, auteur de l'*Essai sur la nature du commerce*. Cité I, 136.

CAP de Bonne-Espérance. A quelle circonstance cette colonie doit sa prospérité. III, 447. Malgré sa compagnie exclusive. *Id.*, 448.

CAPITAL. Ce qui le distingue d'un fonds. II, 191, 197. Est un préalable nécessaire à la division du travail. *Id.*, 193. Sur le sens à donner à ce mot. VI, 159. Est fixe ou circulant. *Id.*, 198. Voyez CAPITAL fixe et CAPITAL circulant. Comment augmente et comment diminue. *Id.*, 316. Au moment où on l'emploie, devient revenu pour ceux à qui il est distribué. *Id.*, 316. Se



porte à l'agriculture par préférence à tout autre emploi. *Id.*, 407. Et aux manufactures, par préférence au commerce étranger. *Id.*, 411. Se dirige de lui-même vers l'emploi le plus profitable au pays. *Id.*, 431. Même quand il préfère un emploi plus éloigné. *Id.*, 434. Pourvu qu'il y soit attiré naturellement. *Id.*, 435. Ajoute plus ou moins au produit annuel, selon la nature d'emploi qu'on lui donne. *Id.*, 369. Comment ces divers emplois se prêtent l'un à l'autre un encouragement mutuel. *Id.*, 370. Est remplacé par trois sources primitives; comment. *Id.*, 209. Sa quantité relative, dans un pays, influe sur le caractère général des habitans, et comment. *Id.*, 322, 325.

**CAPITAL circulant.** Ce que c'est. *Id.*, 197. Sa proportion avec le *capital fixe* dans divers métiers. *Id.*, 199. Celui de la société, pris en masse, de quoi se compose. *Id.*, 205. VI, 74. Sa destination finale. *Id.*, 207. Comment renouvelé à mesure qu'il passe dans les autres branches du fonds national. *Id.*, 208. La dépense de son entretien comparée à celle du *capital fixe*, et comment elles diffèrent. *Id.*, 218. En quoi celui d'une société diffère de celui d'un individu. *Id.*, *id.* Comment l'introduction d'un *papier-monnaie* tend indirectement à le faire augmenter. *Id.*, 235.

**CAPITAL fixe.** Ce que c'est. *Id.*, 198; VI, 75. Presque nul chez plusieurs artisans. *Id.*, 199. En quoi consiste celui du fermier. *Id.*, 200. De quoi se compose celui de la société pris en masse. *Id.*, 203. Ne peut être productif qu'à l'aide d'un *capital circulant*. *Id.*, 207. Sa destination finale. *Id.*, *id.* La dépense de son entretien est à déduire du revenu *net*, et pourquoi. *Id.*, 214. Quelle est sa fonction et son utilité. *Id.*, 215. Ce qu'il coûte à entretenir. *Id.*, 216. En quoi la dépense de son entretien diffère de

celle qui entretient le *capital circulant*. *Id.*, 218. A ses rentrées trop lentes pour qu'il puisse être avancé par une banque. *Id.*, 260.

**CAPITAL national** ou *masse des capitaux dans un pays*. N'est point augmenté par les opérations de banque ni par le *papier-monnaie*. II, 289. Ne reçoit d'accroissement que par la multiplication des choses consommables. *Id.*, 364. Son accroissement fait hausser les salaires. I, 177. Mais augmente la puissance productive du travail, dans une proportion encore plus forte. *Id.*, 178. Cet accroissement tend à faire baisser le taux du *profit*. *Id.*, 179. Et à enrichir la classe des propriétaires; comment. II, 159.

**CAPITALISTE**. Comment il prend une part dans le produit du travail de l'ouvrier. I, 99. Ce qui le détermine à choisir, pour son capital, un emploi plutôt qu'un autre, II, 400. Moyens qu'il a d'échapper à l'impôt.

**CAPITATION**. Impôt arbitraire ou inégal. IV, 369. Comment est assise en Angleterre. *Id.*, 730. En France. *Id.*, 371. Est quelquefois un impôt sur le revenu foncier. *Id.*, 345. En quoi celle sur les esclaves diffère de celle sur l'homme libre. *Id.*, 346.

**CARNÉADES l'académicien**. Envoyé en ambassade à Rome, par les Athéniens. I, 279.

**CAROLINE**, province des États-Unis. La culture du riz y est préférée à celle du blé, et pourquoi. I, 333.

**CARRIÈRE**. Sa valeur ne peut augmenter qu'avec la population du lieu où elle est située. II, 3.

**CARRON**, ville d'Écosse, près du Forth. Ses progrès. I, 155.

**CARTHAGE**. Ce qui décida ses succès et sa chute. IV, 23.

**CARTHAGINOIS**. Seuls peuples de l'antiquité, avec les Phéniciens,

Phéniciens , qui osèrent franchir le détroit de Gibraltar. I, 42.

CASTRUCCIO-CASTRACANI , bannit l'industrie de la ville de Lucques. II , 457.

CATHOLIQUES (pays). Ont fait la part du clergé trop forte. I, 274.

CATON l'ancien. Cité I, 313. Eloge qu'il fait de la profession de cultivateur. III, 73.

CÉDÉES (îles). Ce qu'on entend désigner par ce mot. III, 323 ; IV, 499.

CERTIFICATS qu'on exige des pauvres. Leur origine. I, 289. Opinion du docteur Burn à ce sujet. *Id.*, 290.

CHAMBRES ou compagnies pour la pêche. Encouragemens qu'elles ont reçus. III, 202. Leur peu de succès. *Idem.*, 203.

CHANDELLES. Leur cherté artificielle par l'impôt, plus onéreuse au peuple, que la cherté naturelle de beaucoup d'autres denrées. II, 147. Impôt qu'elles supportent en Angleterre. IV, 383.

CHANGE (cours du). Comment est affecté par la valeur de la monnaie circulante dans le pays. II, 302, 305. Comment il l'est par le mauvais état des monnaies. III, 106. Par les frais de fabrication et droit de monnayage. *Id.*, 107. Est plus haut, en apparence, avec les pays qui paient en argent de banque, et pour quelle raison. *Id.*, 109. Son haut prix n'occasionne pas une plus forte exportation d'argent. *Id.*, 11. Est un indice très-incertain pour juger de l'état du commerce étranger. *Id.*, 102. Comment l'évaluer. VI, 186.

CHANTEURS et danseurs de l'Opéra sont des travailleurs non-productifs. Dans quel sens, II, 313. Reçoivent des salaires excessifs ; pourquoi. I, 218.

Tome VI.

G g

CHARBON *de terre*. Son prix est borné par celui du bois ; pourquoi. I, 347, 349. Quel est son prix le plus bas possible. *Id.*, 350. Est objet de nécessité en Angleterre. IV, 384. Comment y est imposé. *Id.*, 385.

CHARBONNIER *de mines*. Gagne le triple du salaire ordinaire ; pourquoi. I, 212.

CHARLEMAGNE. Cité V, 90, 93, 95, 100, 165 à 175 ; 525 à 541.

CHARLES-QUINT. Son mot sur l'Espagne comparée à la France. II, 58.

CHARPENTERIE. Dans ce genre de manufacture, l'ouvrage renchérit à mesure que le pays s'améliore ; pourquoi. II, 148.

CHARTRES accordées aux habitans des villes, témoignent de leur ancienne servitude. II, 440.

CHASSEUR. Un des emplois les plus mal payés, et pourquoi. I, 205.

CHERTÉ. Cause de maladies chez les gens du peuple. I, 169. Ne peut avoir l'effet de rendre les ouvriers plus laborieux. *Id.*, *id.* Fait baisser les salaires des domestiques et journaliers. *Id.*, 170. Est favorable à l'intérêt des maîtres. *Id.*, 171. Tend à diminuer le nombre des ouvriers indépendans. *Id.*, 172. Son influence sur le produit des manufactures. *Id.*, *id.* Ne provient jamais que d'une rareté réelle de la denrée. III, 212.

CHIMÈRES qu'enfante la cupidité des hommes sur l'abondance des métaux précieux. III, 289. Partagées quelquefois par les hommes les plus sages. *Id.*, 290. Réalisées jusques à un certain point dans la découverte du Mexique et du Pérou. *Id.*, 291. Ont été cause de la plupart des établissemens européens en Amérique. *Id.*, 292.

CHILI. Les bêtes à cornes n'y valent que pour leur cuir et

leur suif. II, 118. Bas prix d'un cheval en ce pays. *Id.*, 25. Accroissement remarquable de sa population depuis un siècle. *Id.*, 61.

CHINE (*la*). Sa grande navigation intérieure. I, 43. Condition misérable des ouvriers en ce pays. *Id.*, 144. A quoi l'attribuer. *Id.*, 145. La subsistance bien moins chère qu'en Europe; pourquoi. II, 32. Ainsi que le travail. *Id.*, 33. Pourquoi l'argent y commande plus de travail. *Id.*, 64. Les grands y ont un train plus nombreux; pourquoi. *Id.*, 65. L'industrie n'y est pas très-inférieure à celle de l'Europe. *Id.*, 66. N'est pas à la hauteur de richesse qu'elle peut atteindre. I, 194. Les ouvriers de la campagne y sont plus considérés et mieux payés que les artisans des villes. *Id.*, 265. A quel taux y est l'intérêt. *Id.*, 195. Peu de cas qu'on y fait du commerce étranger. *Id.*, 44, 194; II, 385; III, 542. N'en a pas moins atteint une grande opulence. II, 412. L'étendue de son marché intérieur supplée au défaut de commerce étranger. III, 543. Trouverait pourtant à gagner à étendre sa navigation et son commerce. *Id.*, 544. Préférence qu'on y accorde à l'agriculture sur toute autre industrie. *Id.*, 541. Comment les terres y sont imposées. IV, 302. Influence du mode de l'impôt sur la culture. *Id.*, 303.

CICÉRON. Ce qu'il rapporte de *Brutus* dans ses lettres à *Atticus*. I, 192. Cité V, 68, 167, 404, 406, 475, 478.

CIRCULATION. Comment elle s'opère. II, 209. L'argent n'en est que l'instrument. *Id.*, 220. Toute économie dans la dépense de cette opération ajoute au revenu net. *Id.*, 226. Comment peut se faire avec un instrument moins coûteux que l'argent. *Id.*, 227. Voyez PAPIER-MONNAIE. L'instrument se proportionne au volume du produit à faire circuler. *Id.*, 229. L'excédant forcé de refluer au dehors. *Id.*,

230. Comment elle se divise en deux branches. *Id.*, 292. L'une de ces branches admet des instrumens d'un plus gros volume que l'autre. *Id.*, 293. Dommages qu'y causent des billets de trop petites sommes. II, 294. Ce qui arrive quand le papier y est trop abondant. *Id.*, 295. Dans quel cas le papier en chasse l'or et l'argent. *Id.*, 296.
- CIRCULATION (*faire de l'argent par*). Explication de cette manœuvre. II, 266, 268. Combien elle est ruineuse. *Id.*, 267, 269. Comment elle est fatale aux banques. *Id.*, 271. Manière de la déguiser. *Id.*, 272.
- CLASSES différentes qui constituent le corps de la société. II, 160. Voyez PROPRIÉTAIRES, MARCHANDS et manufacturiers; et OUVRIERS.
- CLERGÉ. Considéré comme profession lucrative, est une loterie trop avantageuse en Angleterre et dans les pays catholiques romains. I, 274.
- CLERGÉ de France. Quand et pourquoi a commencé à se soumettre à l'autorité royale. IV, 231.
- CLERGÉ romain. Pourquoi son zèle est plus actif que celui du clergé protestant. IV, 198. Élisait autrefois ses évêques. *Id.*, 221. Comment il se trouva tout entier aux ordres du pape. *Id.*, 222. Était l'armée la plus formidable au tepos des souverains. *Id.*, 223, 227. Son influence prodigieuse sur le peuple. *Id.*, 225. Comment a changé cet état de choses. *Id.*, 228. Ce qu'était sa puissance temporelle à l'époque de la réformation. *Id.*, 232.
- CLOTURE des terres. Ses avantages. I, 315.
- CLOUS. Font service de monnaie en un village d'Écosse. I, 48.
- COCHINCHINE. Bas prix du sucre dans ce pays. I, 327.
- COCHON. Est mis au marché à un bas prix; et pourquoi. II, 108. Quand ce prix s'élève-t-il. *Id.*, *id.* Rapport de cette

viande à celle de bœuf, en France et en Angleterre. *Id.*, 109.

COIN ou empreinte des *monnaies*. Son origine et ses avantages. I, 52.

COLBERT (*Marquis de*). Cité I, *Préf.*, xxxiv, xxxv. Ses réglemens sur le commerce, peu avantageux à la France. III, 85. Avait naturellement l'esprit réglementaire. *Id.*, 504. Ses erreurs ont amené le système des *économistes*. *Id.*, 506.

COLLÈGES. Leur constitution vicieuse. I, 180: *Voyez ÉDUCATION de la jeunesse.*

COLOMB projette d'arriver aux Indes par l'ouest. III, 182. Cherche à se persuader qu'il y était parvenu. *Id.*, 183. Pourquoi il porte son attention sur les métaux existans à Saint-Domingue. *Idem*, 185. Il détermine le conseil de Castille à s'emparer de cette île; et sur quel motif. *Id.*, 187.

COLONIES. Leur établissement est un des expédiens du système commercial. III, 50. Celles de l'antiquité, fondées sur d'autres principes que nos colonies modernes. *Idem*, 275. Celles-ci ne sont pas nées de la nécessité. *Id.*, 280. *Voyez COLONIES anciennes et COLONIES modernes.* Causes de la prospérité de toute colonie nouvelle. *Idem*, 293, 308. Une colonie nouvelle offre à la fois de hauts salaires et de hauts profits; pourquoi. I, 187. Circonstances favorables qui y surmontent les vices du gouvernement. II, 61. Causes qui y retardent le progrès de la culture. *Id.*, 101.

COLONIES *anciennes*. Sur quels principes elles étaient fondées. III, 275. Fournissaient à leurs métropoles des forces et des revenus. *Id.*, 355. Rapidité des progrès des colonies *grecques*, et quelle en fut la cause. *Idem*, 297. Les

colonies *romaines* prospérèrent moins rapidement ; pourquoi. *Id.* , 298.

**COLONIES modernes de l'Europe.** Histoire sommaire de leur établissement. III , 280 ; VI , 243. L'Europe n'a pas à s'en glorifier. III , 345. N'ont fourni aucunes forces à leur métropole. *Id.* , 355. Ne lui donnent d'autre avantage que le monopole qu'elle y exerce. *Id.* , 356. Avantage illusoire et plus que balancé par les désavantages. *Id.* , 357 , 360. Chaque métropole n'a pu s'en réserver exclusivement que la charge et non les avantages. *Id.* , 430. Pourquoi moins nombreuses en Afrique et aux Indes , qu'en Amérique. *Idem* , 445. Les terres incultes y sont achetées et mises en valeur par des négocians d'Europe ; pourquoi. I , 328.

**COLONIES anglaises.** Voyez AMÉRIQUE septentrionale.

**COLONIES danoises.** Époque de leur établissement en Amérique. III , 304. Ont prospéré , quoique mises sous le régime d'une compagnie. *Id.* , 305.

**COLONIES espagnoles.** Leur origine. III , 280. Ont prospéré , malgré les soins de la métropole. *Id.* , 299. Leur état florissant. *Id.* , 300. Leurs avantages naturels comprimés par des institutions vicieuses. *Id.* , 308. Combien leur gouvernement dépense en ostentation. *Id.* , 314. Sont assujetties à la dîme ecclésiastique. *Id.* , 315. Le monopole qui y est établi a tous les effets d'une compagnie exclusive. *Idem* , 318. Sont gouvernées despotiquement. *Idem* , 339. Ont fourni un revenu à la métropole. *Idem* , 355. Encouragent l'industrie de quelques nations étrangères , plus que celle de l'Espagne. *Id.* , 428.

**COLONIES françaises.** Époque de leur établissement en Amérique. III , 304. Ont été d'abord mises sous une compagnie exclusive , et ce qui en est résulté. *Idem* , 308.



Leurs lois peu favorables à la division des terres. *Idem*, 311. Le monopole y est du genre le moins oppressif. *Id.*, 319. Sont soumises à un pouvoir arbitraire, quoique doux et modéré. *Id.*, 340. Ont prospéré sur leurs propres capitaux. *Id.*, 344. Cause particulière de leur supériorité sur les Antilles anglaises. *Id.*, 341.

COLONIES hollandaises. Époque de leur établissement en Amérique. III, 304. Leur constitution. *Id.*, 305.

COLONIES portugaises. Leur origine. III, 302. Secouent le joug des Hollandais. *Id.*, 303. Abondent en bonnes terres, mais gémissent sous de mauvaises institutions. *Id.*, 308. Dépenses excessives de leur gouvernement. *Id.*, 314. La dîme du clergé y est levée avec rigueur. *Id.*, 315. Le monopole qui y est établi, aussi pernicieux qu'une compagnie exclusive. *Id.*, 318. Sont sous le joug d'un pouvoir arbitraire. *Id.*, 339. Ont fourni un revenu à leur métropole. *Id.*, 355. Donnent plus d'encouragement à certaines industries étrangères, qu'à celle du Portugal. *Id.*, 428. Celles d'Afrique et de l'Inde sont régies sans compagnie exclusive. *Id.*, 446.

COLONIES suédoises. Leur origine et leur fin. III, 304.

COLUMELLE indique une clôture économique. I, 320. Son opinion sur la plantation des vignes. *Id.*, 321. Cité II, 104, 423.

COMÉDIENS. Leur travail excessivement payé, et pourquoi. I, 218. Sont des travailleurs *non-productifs* ; dans quel sens. II, 313.

COMMERÇANT. Caractère que lui donnent ses habitudes. II, 464. N'est citoyen d'aucun pays. *Id.*, 487. Comment, dans l'état de liberté, son intérêt privé le dirige dans la route de l'intérêt général de la société. III, 55. Rap-

port entre ses méurs et la nature de ses profits. *Id.*, 400.

*Voyez* MARCHANDS et manufacturiers.

COMMERCE Réflexions générales. I, *Préface*, xviii et suiv.

Comment le capital qui y est employé, encourage l'agriculture et les manufactures. II, 371. Emploie aujourd'hui de plus grands capitaux qu'autrefois. *Id.*, 320. Celui qui n'offre pas de hasards, ne produit pas de grandes fortunes.

I, 234. Exige certains travaux et établissemens qui ne peuvent être faits et entretenus que par l'État. IV, 64.

*Voyez* COMMERCE et manufactures, et les autres articles COMMERCE.

COMMERCE en gros. Peut se réduire à trois espèces. II, 386.

Toutes ne sont pas également utiles à l'encouragement de l'industrie nationale. *Id.*, 395. L'économie politique ne doit de préférence à aucune des trois. *Id.*, 396. Toutes sont utiles et même nécessaires quand elles sont amenées sans effort. *Id.*, *id.*

COMMERCE intérieur. Ce que c'est. II, 386. Remplace, à chaque opération, deux capitaux nationaux. *Id.*, 387.

Fréquence de ses recours. *Id.*, 388. A égalité de capi-

taux, peut donner vingt-quatre fois plus d'encouragement à l'industrie, que le commerce étranger. *Id.*, 389. Quelles

sont ses limites. *Id.*, 400. Celui par cabotage est quelque-

fois plus propre que le commerce étranger, à former une puissante marine. *Id.*, 395. Est le plus productif de

tous, et pourtant sacrifié souvent au commerce étranger.

III, 14.

COMMERCE étranger. Son utilité pour les pays entre lesquels il se fait. III, 41. Comment il est avantageux à tous deux.

*Id.*, 133. Même au pays qui ne donnerait en retour que de l'or et de l'argent. *Id.*, 137. Devrait être pour les na-

tions un lien de concorde et d'amitié. *Id.*, 144. Celui

d'entre la France et l'Angleterre serait pour chacune des deux nations , le plus avantageux qu'elle pût faire. *Id.* , 148 , 149. De combien d'entraves il est chargé des deux parts. *Id.* , 99. Pertes qui en résultent pour l'Angleterre. *Id.* , 100. L'esprit mercantile seul a fait du commerce étranger une source de haines et de guerres. *Id.* , 145. Emploie plus de métaux précieux que l'orfèvrerie et les monnaies. *Id.* , 160. Est méprisé à la Chine. *Id.* , 541. Est , dans certains pays , nécessaire au progrès des manufactures ; pourquoi. *Id.* , 542. Comment introduit de grandes manufactures dans un pays. II , 456.

COMMERCE étranger de consommation. Ce que c'est. II , 387. Remplace , à chaque opération , deux capitaux , dont un seulement est national. *Id.* , 388. Ses retours moins prompts que ceux du commerce intérieur ; dans quelle proportion. *Id.* , 389. Est direct ou par circuit. *Id.* , *id.* Différence de ses effets dans les deux cas. *Id.* , 391. Il est indifférent que ce commerce exporte de l'or et de l'argent , ou toute autre marchandise. *Id.* , 392. Quelles sont ses limites. *Id.* , 400.

COMMERCE de transport. Ce que c'est. II , 387. N'encourage que l'industrie étrangère. *Id.* , 393. N'est pas nécessaire pour former une marine puissante. *Id.* , 395. Quand une nation peut-elle s'y livrer. *Id.* , 398. Quelles sont ses limites. *Id.* , 400.

COMMERCE des blés. En quoi il consiste. III , 106. Dans le commerce intérieur , l'intérêt du marchand d'accord avec celui du peuple. *Id.* , 107. Le monopole y est impraticable. *Id.* , 110. La grande liberté laissée à ce commerce , est le plus sûr préservatif contre la famine. *Id.* , 114. A plus besoin que tout autre de la protection du gouvernement. *Id.* , 115. Réglemens qui tendent à rendre ce

commerce odieux et dangereux. *Id.*, 216. Le commerce d'importation tend à encourager la production dans l'intérieur. *Id.*, 234. Comment l'exportation des blés, sans gratification, encourage la culture. *Id.*, 237. Le commerce de transport assure l'abondance au dedans; comment. *Id.*, 243.

COMMERCE des colonies. Est le moins avantageux pour la métropole, à cause de la distance. III, 372. Cause particulière qui en rend les retours plus lents. *Id.*, 373. Est forcément grossi par l'effet du monopole, et ce qui en résulte. *Id.*, 362. Voyez MONOPOLE. Ses bons effets surmontent de beaucoup les mauvais effets du monopole. *Id.*, 387. Ce qu'il serait dans l'état libre et naturel. *Id.*, 388. Ouvre un marché au produit manufacturé, et non au produit brut. *Id.*, 391. Les divers réglemens de celui de l'Angleterre avec ses colonies de l'Amérique, dictés par quel intérêt. *Id.*, 339. C'est à cet intérêt qu'ont été sacrifiés les intérêts des colonies et ceux de la métropole. *Id.*, 336.

COMMERCE des Indes. Voyez INDES.

COMMERCE et manufactures. Ont rendu la liberté aux habitans des campagnes; comment. II, 464. Empêchent les richesses de rester long-temps dans les mêmes familles. *Id.*, 479. Sont, pour un pays, une voie lente et incertaine d'arriver au meilleur état de culture et d'amélioration. *Id.*, 480. Exemple par l'Angleterre. *Id.*, 483. Par la France. *Id.*, 485. Par l'Espagne et le Portugal. *Id.*, 486. Par l'Italie. *Id.*, 487. Ne donnent qu'une opulence précaire. *Id.*, *id.* Exemple par les villes anseatiques. *Id.*, 488. Par Anvers, Gand et Bruges. *Id.*, *id.*

COMMUNS. Leur origine, II, 445. Leur entrée aux états-généraux. *Id.*, 451.

**COMPAGNIE exclusive.** Le régime le plus funeste qu'on puisse donner à une colonie. III, 317. Est le plus absurde de tous les monopoles. *Id.*, 438. Dans les pays pauvres, elle attire le capital; dans les pays riches, elle le repousse. *Id.*, 439. N'est avantageuse dans aucun cas. *Id.*, 442. Voyez COMPAGNIES de commerce.

**COMPAGNIE d'Afrique.** Histoire sommaire de cet établissement. IV, 96.

**COMPAGNIE de Hambourg.** Histoire sommaire de cet établissement. IV, 88.

**COMPAGNIE de la baie d'Hudson.** Histoire sommaire de cette compagnie, et son état actuel. IV, 108.

**COMPAGNIE de la mer du Sud.** Histoire sommaire de cette compagnie, jusques au moment où elle a cessé tout commerce. IV, 110. La banque d'Angleterre a acheté partie de ses fonds. II, 287.

**COMPAGNIE de Russie.** Histoire sommaire de cet établissement. IV, 89.

**COMPAGNIE des Indes, anglaise.** Esprit qui dirige son administration, et effets qui en résultent. I, 147, 148. Tend à détruire les productions du pays qu'elle gouverne. III, 449. Combien son système est contraire à ses intérêts comme souverain. *Id.*, 451. Mais ses habitudes mercantiles lui empêchent de prendre ce caractère. *Id.*, 452. Son intérêt, comme compagnie marchande, opposé à celui des pays qu'elle gouverne. *Id.*, 453; IV, 126. Vices et abus de son administration dans l'Inde. *Id.*, 454. Les agens encore plus destructeurs que leurs maîtres; pourquoi. *Id.*, 457. Commerce que ces agens font au Bengale. I, 198. Histoire sommaire de la compagnie actuelle, et de celle qui l'a précédée. IV, 115. Continuation de cette Histoire jusques à ce jour. VI, 339 et suiv.

- COMPAGNIE *des Indes, hollandaise*. Son système destructeur. III, 448.
- COMPAGNIE *des Terres orientales ou de la mer du Nord*. Histoire sommaire de cet établissement. IV, 89.
- COMPAGNIE *de Turquie*. Histoire sommaire de cet établissement. IV, 90.
- COMPAGNIE ROYALE *d'Afrique*. Histoire sommaire de cet établissement et de sa dissolution. IV, 106.
- COMPAGNIES *de commerce*. Toujours nuisibles ou au moins inutiles. IV, 85. Sont de deux sortes. *Id.*, 86. Voyez COMPAGNIES *en société de fonds* et COMPAGNIES *réglementées*.
- COMPAGNIES *en société de fonds*. Ce que c'est. IV, 86. En quoi diffèrent des autres compagnies et sociétés de commerce. *Id.*, 102. Attirent à elles une grande quantité de capitaux. *Id.*, 104. Ne pourraient se soutenir sans privilège exclusif. *Id.*, 105, 132. Seuls genres d'affaires auxquels elles soient propres. *Id.*, 133.
- COMPAGNIES *réglementées*. Ce que c'est. IV, 86. Leur tendance nuisible au commerce. *Id.*, 87. Quelles sont celles existantes en Angleterre, pour le commerce étranger. *Id.*, *id.* Sont moins propres que celles *en société de fonds*, à bien tenir des forts et garnisons, et pourquoi. *Id.*, 94.
- COMPAGNONAGE. Ce que c'est. I, 251.
- COMPARAISON et rapprochement des principes des économistes français, et de la doctrine de Smith. I, *Préface*, xliij à lxxix. Conformité de résultats sur quelques points. *Id.*, cl.
- COMPIÈGNE. Le peuple y est paresseux, et pourquoi. II, 322.
- COMPTES *courans*. Sont encouragés, en Écosse, par des facilités accordées aux emprunteurs. II, 240. Avantages

qui en résultent par les banques. *Id.*, 241. Et pour les commerçans du pays. *Id.*, 242.

CONCORDAT. Comment il a contribué à affermir, en France, l'autorité royale. IV, 231.

CONCURRENCE. Toute loi tendante à la restreindre, agit comme monopole. I, 124. Dans toute branche utile de commerce, ne saurait être trop étendue. II, 310.

CONFIANCE qu'exige un emploi, entraîne un plus haut salaire. I, 203, 214. Ne peut influer sur les profits. *Id.*, 215.

CONSEILS-DE-VILLE. Institués en France ; à quelle occasion. II, 449.

CONSOMMATEUR. Ses intérêts ont été sacrifiés à ceux du producteur. III, 500. Surtout dans le système qui régit l'Inde et les colonies. *Id.*, 502.

CONSUMMATION. Se fait par deux classes différentes de consommateurs. II, 314. Celle des classes inférieures du peuple l'emporte de beaucoup en valeur sur celle des autres classes. IV, 413.

CONTREBANDIER. Le plus hasardeux des métiers. I, 227. Le gain n'y est pas dans la proportion des risques, et pourquoi. *Id.*, *id.* Comment il est entraîné à sa ruine. IV, 442.

CONTRÔLE. Réclamations élevées, en France, contre ce genre d'impôt. IV, 359.

COPENHAGUE. Ville de commerce, quoique résidence d'une cour ; pourquoi. II, 324.

COQUILLAGES. Employés, dans l'Inde, comme instrument de commerce. I, 47.

CORDONNIER. En quoi consiste son capital fixe. II, 199.

CORDONNIERS. Se sont fait donner, en Angleterre, un monopole contre les producteurs de bestiaux. III, 488.

- CORNOUAILLES. Produit de ses mines d'étain. I, 354.
- CORPORATIONS. Leurs effets nuisibles. I, 146. Se nommaient autrefois *Universités*. *Id.*, 148. Ne sont point une garantie pour le public. *Id.*, 153. Leur origine. *Id.*, 156, 157. Pourquoi ne sont nées que dans les villes. *Id.*, 161.
- CORTEZ. Motif qui le porta au Mexique. III, 188.
- CÔTES de la mer et des rivières navigables. Situation la plus favorable aux premiers degrés de l'industrie. I, 41. Comment avantageuses à l'industrie. II, 307. Sont causes de la splendeur de certaines villes. *Id.*, 453.
- COTTAGERS. Espèce de journaliers de campagne, en Écosse. I, 140. Pourquoi leurs salaires semblent si bas. *Id.*, 141. Contribuaient à maintenir certaines viandes à un bas prix. II, 109.
- COUTELLERIE. Pourquoi les ouvrages de ce genre de manufacture ont-ils acquis autant de bon marché depuis deux siècles. II, 149.
- CRAINTE. Mauvais ressort de gouvernement. IV, 118. Pourquoi les hommes puissans l'emploient-ils de préférence. *Id.*, 120.
- CRÉANCIERS de l'État. Classe inutile dans l'État par défaut d'intérêt. IV, 509.
- CRÉDIT qu'une banque peut faire à un particulier; comment borné. II, 152, 159. Moyen de l'étendre sans inconvénient. *Id.*, 154. A quels signes reconnaître qu'il n'excède pas les bornes convenables. *Id.*, 155.
- CRÉDIT hypothécaire. Ne peut servir de base à une banque. II, 180. Voyez BANQUE territoriale. Dans quel cas peut-il être employé. *Id.*, 161. Voyez EMPRUNTS.
- CROISADES. Combien elles furent favorables à l'industrie de certaines villes d'Italie. II, 454.



CUBA. Ses mines abandonnées ; pourquoi. I, 353. A quoi tenait le mépris des naturels du pays pour l'or. *Id.*, 365.

CUIR. Employé comme monnaie. I, 48. Est moins propre à l'exportation que la laine ; pourquoi. II, 125. Sa cherté artificielle plus onéreuse au peuple , que la cherté naturelle de beaucoup d'autres produits bruts. *Id.*, 147. Comment est imposé en Angleterre. IV, 383.

CUIVRE. Adopté , par les Romains, pour matière de leurs monnaies. I, 49. Mesure des valeurs chez ce peuple, et pourquoi. *Id.*, 78. Ne s'introduisit que tard dans les monnaies anglaises. I, 79. Le prix de celui du Japon influe sur le prix de celui d'Europe ; pourquoi. *Id.*, 352.

CULTE. Objet de ce genre d'instruction. IV, 195. Régime suivant lequel il doit être administré. *Id.*, 204. Jusques à quel point le gouvernement devrait s'en occuper. *Id.*, 214. Peut, sans injustice, être défrayé par le revenu public. *Id.*, 256. Il serait plus convenable qu'il le fût par ceux qui croient en avoir besoin. *Id.*, *id.*

CULTIVATEURS. Leur condition servile et dépendante sous le gouvernement féodal. II, 319. Sont peu enclins à l'esprit de monopole. III, 72. N'ont pas leurs secrets, comme les fabricans. *Id.*, 73. Anciens peuples chez lesquels ils étaient plus honorés que les marchands et les manufacturiers. *Id.*, 545. Leur travail dirige la fertilité de la nature, plutôt qu'il n'y ajoute. II, 377.

CULTURE. Voyez AMÉLIORATION des terres et LABOURAGE.

CURAÇAO. La franchise de son port, source de sa prospérité. III, 306.

CURÉ. Ses honoraires au-dessous du salaire des ouvriers, en Angleterre. I, 273. Pourquoi. *Id.*, 271.

## D.

**DAIM.** Mers recherché en Angleterre. II, 105. Quoique très-cher, n'est pas encore à son juste prix; pourquoi. *Id.*, 104.

**DANEMARCK.** Ses progrès en culture et en industrie depuis la découverte de l'Amérique. II, 57. Son commerce avec l'Inde. *Id.*, 63. Ses établissemens en Amérique. III, 304.

**DANSEURS d'Opéra.** Sont excessivement payés; pourquoi. I, 218.

**DANTZICK.** L'argent n'y a pas plus de valeur qu'ailleurs, quoiqu'il y achète plus de blé. II, 34.

**DANUBE (le).** Sa navigation peu utile aux pays qu'il parcourt, et pourquoi. I, 45.

**DAVENANT (le docteur).** Cité I, 156. Ses objections contre le projet de réformer une branche de l'accise. IV, 425. Leur réfutation. *Id.*, 426.

**DÉCHET.** Définition de ce mot. I, 39.

**DECKER (sir Mathieu)** s'est trompé sur la cause du dépérissement de certaines branches du commerce étranger de l'Angleterre. III, 363. Son plan de réforme de l'accise. IV, 390, 529.

**DÉCOUVERTE de mines nouvelles.** Dépend presque en entier du hasard. II, 134. Serait peu important pour la richesse du monde. *Id.*, 135.

**DÉPENSE publique.** Le premier des devoirs du souverain. III, 557.

**DÉGRADATION des monnaies** tend à élever nominalement le prix-de-marché. II, 42.

**DEMANDE.** Comment ces variations influent sur les profits. I, 237. N'influe pas également sur tous les genres d'industrie.

d'industrie. *Id.*, 139. Détermine s'il y aura ou non lieu à payer une *rente* au propriétaire du sol. *Id.*, 303. Ce qui arrive quand elle est au-delà de ce que la terre peut produire. *Id.*, 324, 326. Accroissement progressif de celle pour l'argent. II, 57.

DEMANDE *effective* diffère de la demande *absolue*. I, 113. Comment elle détermine le *prix-de-marché*. *Idem, idem*. Règle la quantité mise au marché, et pourquoi. *Id.*, 115, 117.

DÉMOCRITE. Cité I, 320.

DENIER (*le*) d'Angleterre, d'Écosse et de France, originellement du même poids. I, 54. Ses variations dans ces différens pays. *Id.*, 55. De l'évaluation du denier romain. V, 408.

DENRÉES. Le prix en était autrefois fixé par un règlement. I, 297. Dans quel cas un tel règlement peut être utile. *Id., id.* Leur prix en argent, de 1594 à 1610, exprimé en monnaie actuelle. V, 569 *et suiv.*

DÉPENSE pour apprendre un métier doit se retrouver dans le salaire. I, 203. Pourquoi. *Id.*, 206. Celle faite par ceux qui échouent, profite nécessairement à ceux qui réussissent. *Idem*, 215.

DÉPENSES *des particuliers*. Comment leur nature différente influe sur la richesse publique. II, 345. Quel est le genre de *dépense privée* le plus favorable à l'opulence nationale. *Id.*, 347. Quelle est celle qui s'accorde le mieux avec l'économie. *Idem*, 349. Quelle est celle qui fait subsister plus de monde. *Id.*, 350. Comment peuvent servir à indiquer le caractère ou les habitudes de l'individu. *Id.*, 351.

DARCYLIDAS, général lacédémonien. Son mot sur la cour

du roi de Perse , applicable à plusieurs cours de l'Europe.  
III , 40.

DÉSAGRÈMENT d'un emploi doit se compenser par un plus  
haur salaire. I , 203. A la même influence sur les profits  
des capitaux. *Id.* , 205.

DÉSHONNEUR attaché à certaines professions tend à y ren-  
dre les salaires très-élevés. I , 204 , 218.

DÉTAIL. Pourquoi les marchandises ainsi vendues sont à  
meilleur marché dans la capitale que dans une petite ville.  
I , 231.

DÉTAILLEUR. Comment son commerce profite à tous les  
autres emplois de capital. II , 371. Préventions injustes  
de quelques écrivains contre ce genre de commerçant. *Id.* ,  
372. Comment son capital opère. *Id.* , 374. Ce capital  
appartient presque toujours à des résidens. *Id.* 379.

DETTE de l'Angleterre. Son origine et ses progrès. IV , 472.

DETTE publique. Causes morales qui ont amené cette ins-  
tirution. IV , 464. Sous quels rapports elle peut tendre  
à appauvrir l'État. *Id.* , 507. Combien paraît avoir été  
funeste à diverses nations de l'Europe. *Id.* , 510. Presque  
toujours suivie d'une banqueroute. *Id.* , 513.

DEUIL public. Ses effets sur le prix du drap noir. I , 119.  
Sur les profits des marchands. *Id.* , *id.* Sur les salaires  
des tailleurs. *Id.* , 120. Sur le prix des soieries et draps de  
couleur. *Id.* , *id.* Sur les salaires des ouvriers en ce dernier  
genre , *Id.* , *id.*

DEXTÉRITÉ qu'un ouvrier acquiert , considérée comme une  
machine qui rend avec profit la dépense de sa construction.  
II , 205.

DIAMANS et pierres précieuses sont une marchandise moins  
chère que l'argent. II , 83. Dans quel sens. *Id.* , 81.  
S'achète dans l'Inde avec moins d'argent qu'en Eu-

rope ; pourquoi. *Id.* , 65. Leur haut prix ne se compose que de salaires et de profits. I , 361.

DIFFICULTÉ d'apprendre un emploi doit se compenser par le salaire. I , 203. Pourquoi. *Id.* , 206. Ne peut influer sur le taux du profit. *Id.* , 209.

DÎME. Grande inégalité de cet impôt. IV , 300. Ses effets sur la culture. *Id.* , 301 ; VI , 416.

DIOGÈNE le stoïcien , envoyé en ambassade à Rome par les Ahénichs. I , 279.

DIOMÈDE. Son armure évaluée en bœufs dans Homère. I , 47.

DION-CASSIUS. A expliqué la nature de l'impôt établi par Auguste sur les successions. IV , 450.

DISETTE. Le meilleur moyen de les prévenir. III , 214. Voyez COMMERCE des blés.

DIVERTISSEMENTS publics. Leur influence salutaire sur les mœurs du peuple. IV , 213.

DIVIDENDE de la banque d'Angleterre. Comment a varié , et d'après quoi. II , 288.

DIVISION du travail. Principale cause du perfectionnement dans les facultés productives du travail. I , 11. Exemple de ses effets. *Id.* , 13. S'étend à mesure des progrès de la civilisation. *Id.* , 15. Moins susceptible d'étendue dans l'agriculture que dans les manufactures. *Id.* , *id.* Pourquoi tend à perfectionner le travail. *Id.* , 18. Abondance générale qu'elle répand dans la société. *Id.* , 25. Du principe qui lui a donné naissance. *Id.* , 29. Elle suppose un capital accumulé. II , 192. Est cause d'une accumulation ultérieure. *Id.* , 193. Sera d'autant plus avantageuse à la société , que la concurrence y sera plus libre et plus générale. *Id.* , 310.

DOCTEUR était jadis synonyme de *maître*. I, 149.

DOMESTIQUES. Classe nombreuse du peuple. I, 159. L'amélioration de leur sort est-elle un mal pour la société.

*Id.*, *id.* Ils s'usent et vieillissent aux dépens de leurs maîtres, tout comme les esclaves. *Id.*, 163. Leur travail est *non-productif*. En quel sens. II, 311.

DOUANES (*droit de*). Leur origine. IV, 394. Favorisent l'industrie des villes au préjudice de celle des campagnes.

I, 165. Retombent en définitive sur les propriétaires. *Id.*,

*id.* Produit de ces droits en Angleterre. IV, 402. Amélioration à faire dans cette branche d'imposition. *Id.*,

404, 406. Proposition d'un nouveau système de régie.

*Id.*, 407. Projet de les étendre à l'Irlande et aux colonies.

*Id.*, 525. Avantages de ce projet. *Id.*, 526.

DOUGLASS (*le docteur*). Cité I, 331; II, 304.

DRAPERIE. Cette manufacture a moins gagné que d'autres, sous le rapport du bon marché; pourquoi. II, 150.

Prix de ses ouvrages à la fin du quinzième siècle. *Id.*, 151.

Le prix du gros drap a moins baissé que celui du drap fin à proportion. *Id.*, 152. Largeur des draps; comment

fixée. *Idem*, 153. Pourquoi les draps, tant fins que gros,

étaient autrefois bien plus chers que maintenant. *Id.*,

155.

DRÊCHE. Sa cherté artificielle par l'impôt, plus onéreuse au peuple que la cherté naturelle de presque toute autre den-

rée. II, 147. Impôt qu'elle supporte. IV, 419. Réforme

proposée sur l'imposition de cette denrée. *Id.*, 420.

DUNDAS (M.). Son discours pour le renouvellement de la chartre de la compagnie des Indes. VI, 342. Ses

différens rapports sur la situation de la compagnie. *Id.*,

347 et suiv.

DUNSTABLE. Bourg d'Angleterre dans le Bedfordshire. Sa chronique citée. II, 178.

DUPRÉ DE SAINT-MAUR, auteur de *l'Essai sur les Monnaies*. Cité II, 113, 23, 49, 142; V, 173, 352, 353, 506, 529, 532, 569.

DUTOT, auteur des *Réflexions politiques sur le commerce et les finances*. Réfuté par M. Duverney. II, 284.

DUVERNEY (Paris), auteur de *l'Examen des Réflexions politiques sur le commerce et les finances*, a parfaitement développé les opérations du système de Law. II, 284.

## E.

ÉCCLÉSIASTIQUES sont de la classe *non-productive*. Dans quel sens. II, 313. Reçoivent souvent une éducation gratuite. I, 271. Inconvénients qui en résultent. *Id.*, *id.* Avantages qui balancent ces inconvénients. *Id.*, 280. Voyez MINISTRES du culte.

ÉCHANGES. Lois qui les régissent. I, 56.

ÉCOLE de Droit. Loterie où peu de gens retirent ce qu'ils y ont dépensé. I, 215.

ÉCOLES publiques chez les Anciens, n'étaient point entretenues aux frais de l'État. IV, 172. N'en étaient que plus florissantes. *Id.*, 177.

ÉCOLIERS sont pottés naturellement à la bienveillance envers leurs maîtres. IV, 150. Ceux des Universités avaient autrefois des permissions de mendier; pourquoi. I, 277.

ÉCONOMIE. Cause immédiate de l'augmentation du capital. II, 326. Comment elle ajoute à la quantité du travail productif. *Id.*, 327. Comment cette addition se trouve assurée à perpétuité. *Id.*, 328.

ÉCONOMIE politique se propose deux objets: quels sont-ils? III, 1. Divers systèmes adoptés pour y parvenir. *Id.*, 2.

*Voyez* SYSTÈME du commerce; SYSTÈME agricole; SYSTÈME des économistes. L'économie politique de l'Europe, opposée à celle des autres nations. III, 541.

ECONOMISTES. Services importants qu'ils ont rendus à leur pays. III, 538. Leurs écrivains suivent invariablement la doctrine de M. Quesnay. *Id.*, 539. *Voyez* SYSTÈME des économistes. Leur opinion sur l'impôt. IV, 189. Considérations sur leurs doctrines. VI, 254.

ÉCRIVAINS qui ont pensé que la valeur de l'argent avait été en décroissant jusqu'à la découverte de l'Amérique. II, 15. Circonstances qui les ont induits en erreur sur le prix du blé. *Id.*, *id.*

ÉCOSSE. Le blé y est plus cher qu'en Angleterre. I, 152; II, 32. Le prix du travail moins cher. I, 152, 155; II, 33. Le bétail n'y a pas atteint son plus haut prix. Pourquoi. *Id.*, 96. Mauvais système de culture qui y domine. *Id.*, 99, 100. Le plus grand avantage que lui ait procuré l'union. *Id.*, 101. Y a fait bais et le prix des laines; comment. *Id.*, 128. Les lois de corporations y sont moins oppressives qu'ailleurs. I, 252. La loi des établissements n'y a pas lieu. *Id.*, 293. Effets de l'union sur la valeur de ses terres. *Id.*, 311. Rareté des clôtures en ce pays, et ce qui en résulte. *Id.*, 314. Le taux de l'intérêt plus haut qu'en Angleterre. *Id.*, 183. Le prix du pain n'y est pas taxé; pourquoi. *Id.*, 296. Moins riche que la France, mais fait des progrès plus rapides. *Id.*, 185. Le tiers des propriétés foncières sous le lien des substitutions. II, 419. Ce qui détruit le bon effet de la loi sur la durée des baux. *Id.*, 432. La classe des paysans moins considérée qu'en Angleterre; pourquoi. *Id.*, *id.* Comment les banques y ont fait prospérer l'industrie. *Id.*, 237. Combien les espèces circulantes y ont diminué depuis un siècle.



*Id.*, 138. N'en a pas moins prospéré. *Id.*, 139. Il y circule de très-petits billets, et ce qui en résulte. *Id.*, 195. Comment y a-t-on adouci la rareté des espèces. *Id.*, 197. Le papier-monnaie n'y a pas fait hausser le prix des denrées. *Id.*, 300. Abus qui y rendit le change avec l'Angleterre défavorable. *Id.*, 302. Son clergé y est sagement doté. I, 274. Caractère respectable de ce clergé. IV, 143. Combien le service du culte y est peu dispendieux. *Id.*, 259. Cause du fanatisme qui s'y fait encore sentir. *Id.*, 242.

ÉDIMBOURG. Prix du travail dans cette ville et aux environs. I, 151, 155. Les logemens plus chers qu'à Londres; pourquoi. *Id.*, 245. Dans la ville neuve, pas un morceau de bois écossais; pourquoi. *Id.*, 349. Les banquiers y paient un intérêt de leurs bons payables à vue. *Id.*, 183. Effets de ses banques sur le commerce d'Écosse. II, 237. Est devenue plus industrielle depuis l'union; pourquoi. *Id.*, 324. Moins commerçante que Glasgow, et pour quelle raison. *Id.*, 325.

ÉDOUARD III. La prohibition d'exporter les laines lui est communément attribuée, mais à tort. II, 128.

ÉDUCATION de la jeunesse (*Institutions pour l'*). Quand elles sont gratuites, tendent à multiplier les concurrens au-delà du nécessaire, en certaines professions. I, 271. Avantages qui balancent cet inconvénient. *Id.*, 280. Peuvent être défrayés par le service qu'elles rendent. IV, 140. Ou par des dotations, soit publiques, soit privées. *Id.*, *id.* Inconvéniens de ces dotations. *Id.*, 141. Mauvaise constitution des collèges et universités. *Id.*, 142.

Voyez UNIVERSITÉS.

ÉGLISE. Voyez MINISTRES du culte.

ÉGYPTE (*l'*) industrielle et commerçante jusques à la conquête des Turcs ; pourquoi. II , 454.

ÉGYPTE (*l'ancienne*). État de sa civilisation et de son opulence dans les temps de la plus haute antiquité. V , 13. Le premier pays sur les côtes de la Méditerranée , connu par son industrie. I , 42. Causes de son opulence. *Id.* , 43. N'a point encouragé le commerce étranger. *Id.* 44. Pourquoi. II , 385. N'en est pas moins parvenue à une grande prospérité. *Id.* , 412. Les enfans y étaient voués à la profession de leurs pères ; pourquoi. I , 126. Effets de cette coutume sur le taux des salaires et des profits. *Id.* , *id.* Favorisait l'agriculture par préférence à tout autre emploi. III , 544. La caste des laboureurs y était supérieure à celle des marchands et manufacturiers. *Id.* , 545. Travaux publics exécutés en faveur de l'agriculture. *Id.* , *id.* Pourquoi renommée pour ses abondantes exportations de grains. *Id.* , 548.

EL-DORADO ou *Manda*. Pays imaginaire , supposé par le voyageur Martinecz. III , 190.

ÉLECTION (*droit d'*). Ne fut favorable qu'au fapatismc. IV , 139. Fut une source de discordes civiles. *Id.* , 140.

ÉLISABETH (*la reine*). La première personne qui ait porté, en Angleterre, des bas tricotés. II , 154. A fixé la durée de l'apprentissage. I , 249.

EMPIRE d'*Occident*. Principale cause de sa chute. IV , 18.

EMPIRE *grec*, remarquable par son industrie. II , 453.

EMPLOIS *du travail ou des capitaux*. Sont également avantageux dans un même lieu, tout compensé. I , 101.

EMPRUNTS. Quels sont de nature à n'être faits que par obligation à long terme. II , 160 , 261.

EMPRUNTS *publics ou création de fonds perpétuels*. Inconvéniens et avantages de cette méthode. IV , 503.

ENCOURAGEMENTS. Quel est le plus puissant de tous pour tous les genres de travail et d'industrie. III, 394.

ENREGISTREMENT. Forme d'imposition qui porte sur les valeurs capitales. IV, 349. N'existe pas en Angleterre. *Id.*, 354. Ce qu'il est en Hollande. *Id.*, *id.* En France, *Id.*, 355. *Voyez* CONTRÔLE.

ENTREPRENEURS de mines d'or et d'argent. Font en général de mauvaises affaires. I, 356.

ENTREPRISES nouvelles, fournissent de plus forts salaires, et pourquoi. I, 236. Donnent quelquefois de gros profits. *Id.*, *id.* Quand cessent ces profits. *Id.*, 237.

ÉNUMÉRÉES et non énumérées (marchandises). Objet de cette distinction. III, 320. Pourquoi certains articles ont-ils été affranchis de l'énumération. *Id.*, 324. Restriction de cet affranchissement. *Id.*, *id.* Deux classes de marchandises énumérées. *Id.*, 325.

ENVILLE (la duchesse d') accueille Smith en France. I, Préface, cxlvj.

ÉPHÈSE. Progrès rapides de cette colonie grecque. III, 297.

ÉPICES des Moluques. Combien la consommation en a augmenté en Europe depuis un siècle. II, 63.

ÉPICIER. Connaissances qu'exige ce commerce. I, 230. Ce qui y semble profit est souvent salaire. *Id.*, 231.

ÉPISCOPAL (gouvernement): Est le plus favorable à la paix et à l'ordre. IV, 237. Caractère qu'il donne au clergé. *Id.*, 238.

ESSAI. Sa conduite est l'image de celle des grands propriétaires. II, 477.

ESCLAVÉS. De leur condition et de celle des affranchis. I, Préface, iij. Leur travail estimé au double de leur subsistance. I, 137. Est plus cher que celui de l'ouvrier libre. *Id.*, 165; II, 423. Pourquoi leur service préféré à celui

des hommes libres. *Id.*, 424. La nature du gouvernement des îles françaises leur a été plus favorable que celle du gouvernement des îles anglaises. III, 341. Sont moins protégés sous un gouvernement libre ; pourquoi. *Id.*, 342. Dans les gouvernemens arbitraires leur condition se rapproche de celle des domestiques libres. *Id.*, 343. Sont peu inventifs. *Id.*, 550.

ESCOMPTE des lettres-de-change. L'une des principales opérations des banques. II, 239. D'où procède le bénéfice qui en résulte. *Id.*, 240.

ESPAGNE. Est encore un des plus pauvres pays de l'Europe, et pourquoi. II, 139. Raisons de croire qu'elle a peu décliné depuis la découverte de l'Amérique. *Id.*, 58. Le commerce étranger n'y a pas fait fleurir l'agriculture. *Id.*, 486. Quantité de métaux précieux qui s'y importent annuellement. *Id.*, 70, 71. L'argent y est plus cher que l'or ; dans quel sens. *Id.*, 81. L'or et l'argent y sont à plus bas prix que dans le reste de l'Europe ; pourquoi. III, 179. Ce prix encore artificiellement rabaisé par des taxes. *Id.*, 189. Combien elle gagnerait à supprimer ces taxes. *Id.*, 182. Impuissance de ses lois sanguinaires, pour retenir chez elle l'argent. *Id.*, 187. Sa prétention à la propriété de l'Amérique. *Id.*, 303. Effets ruineux de son commerce avec ses colonies. *Id.*, 392. Ancienneté de sa dette, et combien elle en a souffert. IV, 510.

ESTAME ou *étain*. Sorte de fil de laine ; l'exportation en est prohibée. III, 489.

ÉTABLISSEMENS (*loi des*). Son origine. I, 283. Ses effets nuisibles sur la circulation et le prix du travail. *Id.*, 293. Elle blesse les droits naturels. *Id.*, 294. Peu d'ouvriers qui n'en aient ressenti l'oppression. *Id.*, 295.

ÉTABLISSEMENS nécessaires à la société. En quels cas doi-

vent être faits et entretenus aux frais de l'État ou du souverain. III, 557; IV, 63.

ÉTALAGE. Droit qui se levait autrefois sur les marchands. II, 441.

ÉTATS-GÉNÉRAUX. Leur origine. II, 451. Pourquoi les communes y furent représentées. *Id.*, *id.*

ÉTOFFES du Bengale. La consommation en augmente continuellement en Europe. II, 63.

ÉTON (*collège d'*). Ses comptes cités en témoignage des prix du blé. II, 38, 39, 44.

ÉTUDIANT. Était autrefois synonyme d'apprenti. I, 149. Et de mendiant. *Id.*, 276.

EUROPE Sa police réglementaire, contraire à la liberté. I, 202. A détruit l'équilibre entre les divers emplois. *Id.*, 245. Comment. *Id.*, 246. L'industrie des villes y est plus profitable que celle des campagnes. *Id.*, 208, 260. Pourquoi. *Id.*, 261. Comment la culture des terres y est découragée. II, 436. Cours forcé qu'y ont pris les capitaux. I, 267. La marche naturelle de l'opulence y a été partout intervertie; pourquoi. II, 413. S'est considérablement enrichie depuis trois siècles. *Id.*, 557. Par quelles causes. *Id.*, 137. L'intérêt de l'argent y est généralement plus bas qu'autrefois; pourquoi. *Id.*, 320. Ne gênait pas autrefois l'importation des objets de manufacture étrangère. *Id.*, 157. Ce qui y a ramené la liberté et la sûreté. *Id.*, 465. La population y a une marche lente; pourquoi. *Id.*, 480. Le travail et la subsistance plus chers qu'à la Chine; pourquoi. *Id.*, 32, 64. Le blé y règle la rente de toutes les terres cultivées; pourquoi. I, 331. Pourquoi les *gens de lettres* y sont si multipliés. *Id.*, 275. Progrès de ses relations avec l'Inde. II, 62. Motifs qui l'ont portée à fonder des colonies. III,

280. N'a pas à s'en glorifier. *Id.*, 345. N'a contribué à les peupler que par ses folies ou par ses vices. *Id.*, 346. N'a fait que les opprimer quand elles ont été formées. *Id.*, 347. Seule manière dont sa politique ait contribué à la fondation et à la grandeur de ces établissements. *Id.*, 349. Avantages qu'elle a retirés de la découverte de l'Amérique. *Id.*, 350. Eussent été plus grands sans le monopole. *Id.*, 353. Voyez MONOPOLE.

EXERCICES *gymnastiques*. Partie essentielle de l'éducation chez les Anciens. IV, 168.

EXERCICES *militaires*. Étaient une partie de l'éducation dans les républiques anciennes. IV, 11, 191. Comment ils viennent à être négligés. *Id.*, 14, 29, 190. Effets funestes de cette négligence. *Id.*, 192.

EXPORTATION. Le capital employé à ce commerce est le moins profitable au pays. II, 383. Encouragée par le *système commercial*. III, 49. Par quels moyens. *Id.*, 50. Est, dans ce système, préférée à la *production*. *Id.*, 191. Est, dans le même système, découragée pour certains articles. *Id.*, 461.

EXPORTATION *des grains*. A quel prix permise ou prohibée en Angleterre. II, 12, 13. Dans quel rapport elle y est avec le produit annuel. III, 232. A été encouragée de plusieurs manières. *Id.*, 239. Peut, dans certains cas, être nuisible au peuple. *Id.*, *id.* Est généralement un moyen indirect d'encourager la culture. *Id.*, 237.

## F.

**FABRICATION des monnaies.** Ce qu'elle ajoute à leur valeur. III, 264. Est, en Angleterre, franche de droits et de frais. *Id.*, 266. Dans la vue d'avantager la banque. *Id.*, 267. Cet avantage est purement illusoire. *Id.*, 271.

**FABRIQUE de ménage.** Ce que c'est. II, 156.

**FACTIONS.** Ce qui leur donne naissance et les entretient. III, 417. C'est à leur caractère, chez un peuple libre, qu'on peut juger des mœurs publiques. IV, 169.

**FAINÉANTISE.** N'est pas un vice général chez les ouvriers. I, 166. Pourquoi nos ancêtres y étaient plus portés que nous. II, 322. Ce qui donne ce caractère au peuple de certaines villes. *Id.*, *id.* Suit la proportion existante entre la masse des capitaux et celle des revenus. *Id.*, 325.

**FAISEURS de peignes.** Ont obtenu une prohibition contre l'exportation des cornes de bestiaux. III, 489.

**FAMINE ou disette de blé.** N'est jamais provenue que des mesures violentes et absurdes du gouvernement, pour remédier à une cherté naturelle. III, 212. Voyez COMMERCE des blés.

**FANATISME.** Moyens d'en préserver le peuple. IV, 213. Pourquoi se fait-il sentir encore en Écosse. *Id.*, 242.

**FEMMES.** Sont beaucoup mieux élevées que les hommes, et pourquoi. IV, 179.

**FENÊTRES (taxe des).** A quel taux elle est. IV, 321. Son effet sur le prix des loyers. *Id.*, 322.

**FÉODAL (gouvernement).** Condition servile des cultivateurs à cette époque. II, 319. Les trésors trouvés formaient une branche importante de son revenu public; pourquoi. *Id.*, 211; IV, 466.

- FÉODALITÉ, ne fut pas la cause du pouvoir des anciens barons. II, 469. Fut introduite pour le réprimer. *Id.*, 471. Mais insuffisante pour cet objet. *Id.*, 472.
- FER. Adopté par les Spartiates pour matière des monnaies. I, 49. Celui d'Espagne est un des articles du commerce du Chili et du Pérou. *Idem*, 352. Sa fabrication encouragée en Amérique, et effet de cet encouragement. III, 328. Sur son importation. VI, 227.
- FERME *du revenu public*. Combien ce mode de percevoir l'impôt est dispendieux pour l'État. IV, 451. Est oppressif pour le peuple. *Id.*, 452.
- FERMIER. En quoi consiste son capital *fixe*. II, 199. Et son capital *circulant*. *Id.*, 200. Son capital est le plus productif de tous ; pourquoi. *Idem*, 376, 382. Ce capital appartient presque toujours à des résidens. *Id.*, 379. N'a point à souffrir des réglemens qui rabaisent le prix des peaux ou des laines ; comment. *Id.*, 127.
- FERMIERS. Comment succédèrent aux anciens *tenanciers*. II, 428. Leur possession long-temps précaire. *Idem*, 429. Étaient exposés à des vexations ; pourquoi. *Idem*, 434. Comment devinrent indépendans du propriétaire. *Idem*, 477. Leur jouissance en Angleterre, aussi assurée que la propriété. *Id.*, 431. Exemple singulier de leur confiance en leur propriétaire. *Id.*, 432.
- FERNAMBOUC, province du Brésil, mise sous une compagnie exclusive. III, 317.
- FERTILITÉ est *absolue* ou *relative*. I, 362. A quels produits de la terre cette distinction est applicable. *Id.*, 363.
- FIARS, relevés du prix des grains en Écosse. I, 154 ; II, 16.
- FIL. L'importation en est encouragée par des réglemens. III, 463. Pourquoi cet article de main-d'œuvre a été moins favorisé que d'autres. *Id.*, 464.



FILATURE *pour toile*, à grand matché en Écosse ; pourquoi. I, 243.

FINANCES. Projet de réforme pour celles de la France. IV, 455. *Voyez DETTE de l'Angleterre.*

FLANDRES. En quel temps les Anglais consommaient le produit de ses fabriques. II, 156. Comment s'y établirent ses belles manufactures. *Id.*, 457. Quelles laines on y employait. *Id.*, 458. Est restée opulente malgré ses guerres civiles ; pourquoi. *Id.*, 488. Son industrie a été encouragée par la découverte de l'Amérique. III, 350.

FLEETWOOD, évêque d'Ély, auteur du *Chronicon pretiosum*. Cité II, 17, 21, 22, 23, 122, 117.

FLORISSANT. Définition de ce mot. II, 148.

FOIRES et marchés (*privilege des*). Combien nuisibles à la culture des terres. II, 438.

FONCTIONNAIRES *publics*. Distinction à faire en réglant leur traitement en argent. II, 144.

FONDATEURS *pour l'éducation*. Leurs inconvéniens et leurs avantages. I, 271, 280. *Voyez ÉDUCATION de la jeunesse.*

FONDER. Signification de ce mot. IV, 475. Combien cette méthode d'emprunter a contribué à odérer l'État. *Id.*, 480.

FONDS. Différentes acceptions de ce mot. II, 191. Comment se divisent. *Id.*, 196. *Voyez CAPITAL et FONDS de consommation.*

FONDS *accumulé*. Ne peut être employé que de trois manières, et quelles elles sont. II, 210.

FONDS *d'amortissement*. Leur origine. IV, 482. Ont été presque toujours détournés de leur destination ; pourquoi. *Id.*, 493. Ceux créés par M. Pitt ont été fidèlement servis. *Id.*, 494.

- FONDS de consommation.** En quoi il consiste : dans la fortune d'un particulier. II, 197. Dans la fortune nationale. *Id.*, 201. Comment est continuellement alimenté. *Id.*, 207. Son abondance constitue la richesse nationale. *Id.*, 208.
- FONDS prêtés à intérêt.** Sont presque toujours employés à entretenir un travail productif. II, 353. La quantité de ces fonds existans dans le pays, par quoi déterminée. *Id.*, 355. Cette quantité est très-supérieure à la masse d'argent employée aux différens prêts. *Id.*, 356. Comment cette quantité vient à s'augmenter. *Id.*, 358.
- FONTAINEBLEAU.** Le peuple y est porté à la paresse; pourquoi. II, 322.
- FORCE militaire.** Comment sa dépense varie dans les différens âges de la société. IV, 2, 34. En quoi elle consiste dans un État civilisé. *Id.*, 15.
- FORTS et garnisons.** Pourquoi nécessaires à certains commerces étrangers. IV, 82. Quelles compagnies sont plus propres à bien faire ce service. *Id.*, 94.
- FRAIS de perception des impôts.** Plus forts pour l'impôt indirect. IV, 436. Leur taux actuel en Angleterre. *Id.*, 438.
- FRAIS de régie pour la dette publique; comment sont fondés en Angleterre.** II, 285.
- FRANCE.** Sa richesse comparée à celle de l'Angleterre. I, 184. Le taux de l'intérêt y est plus haut. *Id.*, 185. Ainsi que les profits. *Id.*, *id.* Les salaires plus bas. *Id.*, *id.* A quel taux y est le salaire. II, 54. Le prix des terres plus bas qu'en Angleterre; pourquoi. *Id.*, 368. La culture y est inférieure; pourquoi. *Id.*, 486. Les cinq sixièmes des terres exploitées par des *métayers*, et ce qui en résulte. *Id.*, 428. Durée des baux trop courte. *Id.*, 433. Les paysans assujettis à des traitemens arbitraires. *Id.*, 434. Vexés par la

la *taille*. *Id.*, 435. Ses blés à aussi bon marché que ceux d'Angleterre. I, 17. Ses soieries à meilleur marché. *Id.*, *id.* Ses quincailleries et laineries plus chères. *Id.*, 18. L'ouvrier pauvre n'y consomme presque jamais de viande. II, 28. Est plus riche que l'Écosse, mais fait des progrès moins rapides. I, 185. L'opulence n'y paraît pas décliner. *Id.*, *id.* Ses progrès en culture et en industrie, depuis la découverte de l'Amérique. II, 57. Son commerce avec l'Inde. *Id.*, 62. Versait du rhé en Angleterre, par contrebande, quand elle avait une compagnie des Indes. *Id.*, 63. Droits énormes dont on charge ses marchandises à leur entrée en Angleterre. III, 98. Conditions dures sous lesquelles ces marchandises y sont importées. *Id.*, 159. Les intérêts du commerce devraient être un lien entre elle et l'Angleterre. *Id.*, 148. Fausse doctrine qui a rendu ces nations ennemies. *Id.*, 150. Ses vignes sont-elles nuisibles à la culture du blé. I, 323. Le prix des blés y a monté malgré la défense d'exporter. *Id.*, 49. Pourquoi ses communes ne s'érigèrent point en républiques. *Id.*, 450. Vices de son système d'imposition. IV, 453. Réformes dont il serait susceptible. *Id.*, 455. Combien est accablée par sa dette publique. *Id.*, 511. *Voyez PROPRIÉTÉ.*

FRANCHISE. Abus à réformer dans l'administration des postes. VI, 314.

FRANCS-BOURGEOIS. Comment ce titre s'acquerrait. II, 443. Quelles en étaient les conséquences. *Id.*, 444.

FRANCS-MARCHANDS. Comment on acquerrait ce titre. II, 441.

FRUITS. En Angleterre et dans le nord de l'Europe, leur prix doit suffire à payer les frais d'un mur d'espallier. I, 328.

FRÉZIER, ingénieur ordinaire du roi, auteur d'un *Voyage dans l'Amérique méridionale*. Cité I, 354, 356, 357; II, 61.

## G.

**G**RANGE (*le*). L'étendue de sa navigation est la cause de l'opulence du Bengale. I, 43.

**G**AND. Son grand commerce chassé par les guerres civiles. II, 488.

**G**ARANCE. La *dîme* était un obstacle à sa culture. IV, 302.

**G**ASSENDI. Pourquoi quitta sa chaire pour entrer dans l'église. IV, 246.

**G**EMELLI CARRETI. Ce qu'il rapporte de l'état actuel de Mexico. III, 300.

**G**ÈNES. Pourquoi le blé y est si cher. II, 34. Combien sa marine reçut d'encouragement par les croisades. *Id.*, 454. Origine de sa banque. III, 112. Combien a été affaiblie par la création d'une dette publique. IV, 510.

**G**ENÈSE (*la*). Citée V, 17, 32, 34, 40, 41, 64, 70.

**G**ENÈVE. Son église sagement dotée. I, 274. Caractère respectable de son clergé. IV, 243. Pourquoi a-t-elle eu, parmi ses professeurs, autant de littérateurs distingués. *Idem*, 246.

**G**ENS-DE-LETTRES. Pourquoi si multipliés en Europe. I, 275. Sont des travailleurs *non-productifs* ; en quel sens. II, 313. Ceux du premier ordre, chez les Anciens, étaient presque tous professeurs. IV, 247.

**G**ENS DE LOI. Leur travail mieux payé qu'un autre ; pourquoi. I, 209. Autre cause qui tend à élever leurs salaires. *Id.*, 214. Peu de chances de succès dans leur profession. *Id.*, 215. Sont des travailleurs *non-productifs* ; dans quel sens. II, 313.

**G**ENTOUS. Leur gouvernement dans l'Inde favorisait l'agriculture par préférence à tout autre emploi. III, 544.

**GIBIER.** Le dernier article de sa classe qui atteinne son plus haut prix ; pourquoi. II, 104. Son prix, relativement à celui du blé, est important à observer. *Id.*, 139. Est à bas prix dans un pays pauvre ; pourquoi. *Id.*, 24, 88. Ce qu'on doit en conclure. *Id.*, 25. Pourquoi son prix n'a pas de bornes. *Id.*, 90.

**GIBRALTAR** (*détroit de*) était le terme de la navigation dans l'antiquité. I, 42.

**GLASGOW**, ville d'Écosse. Ses progrès. I, 159. Combien a prospéré depuis l'établissement des banques. II, 237.

**GLAUCUS**. Son armure évaluée, dans Homère, à cent bœufs. I, 47.

**GOLCONDE**. Ses mines de diamans la plupart fermées ; pourquoi. I, 361.

**GORGAS**, *sophiste de Léontium*. Son luxe. I, 279.

**GOTTEMBOURG en Suède**, verse du thé en Angleterre par contrebande. II, 63.

**GOVERNEMENT**. Ce que lui demande l'industrie. II, 137. Comment il l'opprime en Pologne. *Id.*, 138. En Espagne et en Portugal. *Id.*, 139. A quoi se bornent ses devoirs. III, 556.

**GRAINS**. Ont été plus chers, année commune, pendant le dix-septième siècle, que pendant le dix-huitième. I, 153. Combien la prohibition de les exporter a été nuisible à la culture. II, 438. Sont, dans les colonies anglaises d'Amérique, marchandise *non-énumérée* ou de libre exportation. III, 321. Tableaux des différens prix en France et en Angleterre. V, 178, 180.

**GRAND-SEIGNEUR**. Entretient plus de gens oisifs que de gens laborieux. II, 318. Combien son voisinage est nuisible à l'industrie. *Id.*, 325. A un train plus nombreux et

plus magnifique à la Chine et dans l'Inde, qu'en Europe ; pour quoi. *Id.*, 64.

GRATIFICATIONS ou *primes d'encouragement*. Objet de cette institution. III, 50', 176. Combien leur but prétendu est illusoire. *Id.*, 167. Ne servent qu'à encourager un commerce avantageux. *Id.*, 168. Très-profitables aux marchands et manufacturiers, mais au détriment de la société. *Id.*, 191. Seuls cas où elles puissent être justifiées. *Id.*, 203. Ne sont quelquefois que des *retours de droits*. *Id.*, 204. Sont quelquefois données pour l'importation de certains articles ; et dans quelles vues. *Id.*, 466. Celles sur la *production*, moins déraisonnables que sur l'*exportation*. *Id.*, 192. Celle sur la *pêche du hareng* est de ce genre. *Id.*, 193. Combien elle a été illusoire, et pour quoi. *Id.*, 194. Compte de ce qu'elle coûte au gouvernement. *Id.*, 560. Celle sur l'importation des munitions navales de l'Amérique, à quel propos établie. *Id.*, 327. A plus que compensé les effets du monopole sur cette denrée. *Id.*, 328. Combien elles encouragent la fraude. IV, 401.

GRATIFICATION pour l'*exportation du blé*. A causé une hausse forcée dans le prix de cette denrée. II, 40. Influence sur ce prix, même dans les années où elle est suspendue. *Id.*, 48. Ne profite qu'aux marchands de blé. III, 71, 186. N'a nullement contribué à faire baisser le prix. *Id.*, 170. Double impôt dont elle grève le peuple. *Id.*, 173. N'encourage point la production du blé. *Id.*, 175. Ses effets sur le *prix en argent* de toutes les marchandises. *Id.*, 176. Est la plus illusoire et la plus absurde de toutes les gratifications. *Id.*, 190. VI, 224. Rend nécessaires les lois qui gênent l'importation des blés. III, 236.

**GRENADE** (*la nouvelle*). Les Européens y ont porté les arts et l'agriculture. II, 59.

**GUERRE**. Ce n'est pas précisément avec l'argent qu'on pourvoit à ses dépenses. III, 32. Méthode du gouvernement anglais en pareil cas. *Id.*, *id.*

**GUERRE civile** d'Angleterre, au dix-septième siècle, a occasionné une hausse forcée dans le prix des grains. II, 39.

**GUERRIERS**. Moins nombreux dans un État civilisé ; pourquoi. IV, 10.

**GUET et garde**. Privilège des communes ; son origine. II, 445.

**GUICHARDIN**. Ce qu'il rapporte de l'état de la culture en Italie. II, 487.

**GUIENNE**, province de France. Ses vignes y ont-elles découragé la culture du blé. I, 323.

**GUILLAUME le conquérant**. Introduit l'usage de payer en monnaie le revenu du roi. I, 52.

**GUILLAUME-LE-ROUX**. La salle de Westminster était sa salle à manger. II, 466.

**GUILLAUME III**, *roi d'Angleterre*. Obligé de ménager les propriétaires-fonciers. II, 47.

**GUMILA**, jésuite, servent missionnaire. Ce qui excitait son zèle. III, 290.

## H.

**HABILLEMENT**. Pourquoi était si peu diversifié chez les Anciens. III, 553.

**HALES** (*lord*), *chef de justice*. Ses calculs sur la consommation d'une famille d'ouvrier. I, 156.

HALLIFAX. Ses belles manufactures nées du progrès de la culture. II, 461.

HAMBOURG. Le commerce de cette place, secouru par la banque d'Angleterre. II, 189. Cause et origine de sa banque. III, 112. Comment y sont imposés les profits des capitaux. IV, 330.

HARENG (*pêche du*). Encouragement qu'on a voulu lui donner. III, 193. Prix énorme que le gouvernement a payé pour chaque batil de harengs. *Id.*, 197, 560. A découragé l'ancienne méthode de pêcher, qui était la plus convenable. *Id.*, 199. A renchéri le prix de la denrée. *Id.*, 200.

HASTINGS (M.), gouverneur de l'Inde. Cité VI, 366.

HÉNAULT (*le président*). Son observation sur les Mémoires écrits dans des temps de faction. III, 410. Cité VI, 186.

HENRI, comte de Northumberland. Son journal de dépense. II, 11.

HERBERT (M.), auteur de l'*Essai sur la police des grains*. Cité II, 13, 49.

HIPPIAS, professeur célèbre. Son luxe. I, 279.

HISTOIRE des arts et métiers, publiée par l'Académie des sciences de France. I, 263.

HOBBS. Sa définition de la richesse. I, 61.

HOLLANDE. Plus riche à proportion que l'Angleterre. I, 186. Il n'est pas vrai que le commerce y décline. *Id.*, *id.* Pourquoi le blé y est si cher. II, 34. Le produit des prés y est plus précieux que celui des terres à blé; pourquoi. I, 313. Tout le monde y est dans les affaires; pourquoi. *Id.*, 197. Le peuple y est laborieux et frugal. II, 312. Ses progrès en industrie, dans ces derniers siècles. *Id.*, 57. Son commerce avec l'Inde. *Id.*, 92. Verse



du thé par fraude en Angleterre. *Id.*, 63. Fait la plus grande partie du commerce de *transport* de l'Europe ; pourquoi. *Id.*, 399. La banque d'Angleterre est venue au secours de son commerce. *Id.*, 289. Est le pays de l'Europe où les impôts sur les besoins de la vie sont le plus multipliés. III, 83. Impôts ruineux qui y sont établis. IV, 386. Combien ils sont oppressifs pour l'industrie. *Id.*, 459. Les capitaux y ont été imposés. *Id.*, 334. En quelles circonstances. *Id.*, 333. Comment y sont imposées les successions. *Id.*, 350. Caractère respectable des ecclésiastiques de ce pays. *Id.*, 243. La forme républicaine est essentielle à son existence ; pourquoi. *Id.*, 460.

HOLLANDAIS. Chassés du Brésil par les colons portugais. III, 303.

HOMÈRE évalue en bœufs les armures de ses héros. I, 47. Cité V, 17, 19, 28, 41, 45, 48, 77, 639, 659.

HOMME (*l'*) est de tous les bagages le plus difficile à déplacer. I, 151. Comme les autres productions, il se multiplie à proportion de la demande. *Id.*, 163.

HOMME d'État. En quoi ses vues diffèrent de celles du législateur. III, 87.

HONGRIE (*la*). La navigation du Danube lui est peu utile, et pourquoi. I, 45. La servitude de la *glèbe* y subsiste encore. II, 422. Pourquoi ses mines exploitées avec plus de profit que celles de Turquie. III, 550. Son industrie a été encouragée par la découverte de l'Amérique, quoiqu'elle n'y envoie aucun article. *Id.*, 351.

HOPE (*Henri*), d'Amsterdam. A fourni à *Smith* des instructions sur la banque. I, 3.

HORLOGERIE. Grande réduction du prix qu'a obtenu cette manufacture. II, 149.

- HORLOGERS.** Ont obtenu une prohibition contre l'exportation des boîtes et cadrans. III, 490.
- HOSPITALITÉ des grands propriétaires.** N'en pouvaient faire des dissipateurs. II, 478; III, 39; IV, 461.
- HOUBLONNIÈRE.** Paraît rendre plus de profits qu'une terre à blé. I, 318. Cause de cette apparence. *Id.*, 319.
- HUMBOLDT (M.).** Cité V, 377, 479, 597, 601, 608, 614, 622, 626; VI, 231.
- HUME (David).** Est chargé par *Smith*, de brûler ses manuscrits. I, *Préf.*, clij. Cité II, 117, 178, 300, 360, 464; III, 38; IV, 199; V, 171.
- HUTTON (le docteur).** L'un des exécuteurs testamentaires de *Smith*. I, *Préf.*, cliv.

## I.

**I**MPORTATION. Celle des articles de manufacture étrangère n'était pas autrefois gênée par de gros droits. II, 157. Le *système commercial* s'attache à les restreindre. III, 49. Pour quelles marchandises principalement. *Id.*, *id.* Par quels moyens. *Id.*, 50. En la gênant, on se propose toujours de créer un monopole. *Id.*, 52. Ces restrictions, aussi nuisibles au revenu public qu'à l'extension du commerce. *Id.*, 96. Est quelquefois encouragée dans ce *système*, et pour quels objets. *Id.*, 461.

**IMPORTATION des grains.** A quel prix fut défendue en Angleterre. II, 12. Dans quel rapport elle y est avec la consommation. III, 231. Est gênée par la législation. *Id.*, 234. Ce qui rend nécessaire d'y déroger temporairement. *Id.*, 236. Sur les réglemens qui tendent à la prohiber ou à la restreindre. VI, 194.

**IMPÔTS.** Sont nécessaires dans un grand État. IV, 273.

Règles à observer dans leur établissement. *Id.*, 275. Sont soumis à un système uniforme dans toute la Grande-Bretagne, et grands avantages qui en résultent. IV, 446. N'y gênent point le commerce et l'industrie. *Id.*, 512. Système contraire établi en France, et ses inconvénients. *Id.*, 447. Peuvent être mis en régie ou donnés à ferme. *Id.*, 450. Raisons pour rejeter ce dernier mode. *Id.*, 451. Sont quelquefois levés à l'aide d'un monopole. *Id.*, 453. Abus qui en résultent. *Id.*, 454. Montant de ce qui s'en lève annuellement dans la Grande-Bretagne. *Id.*, 457. Sur le système d'impôts suivi en France. VI, 403. Sur les effets d'un impôt directement assis sur les salaires. *Id.*, 420.

**IMPÔTS fonciers.** Leurs divers modes de perception. IV, 305. Sont fixes en Angleterre, et des effets de cette fixité. *Id.*, 281. Objections contre ceux qui sont variables. *Id.*, 291. Inconvénient d'un cadastre général. *Id.*, 297. Sont toujours supportés par le propriétaire. *Idem*, 299. Vices de la perception en nature. *Id.*, 304. Sont favorables à l'agriculture; comment. *Id.*, *id.* Sur la fixité de l'impôt foncier. VI, 411.

**IMPÔTS indirects, ou sur les consommations.** Leur origine. IV, 374. Sur quels objets ils peuvent porter sans inconvénient. *Id.*, 376. Comment ils opèrent sur certains articles. *Id.*, 382. Amènent une cherté artificielle plus onéreuse au peuple, que la cherté naturelle de presque tous les produits bruts. II, 147. Ceux sur les dentées de nécessité opèrent comme ferait un sol ingrat. III, 82. Sur les choses de *luxe*, ils agissent comme loi somptuaire. IV, 379. Peuvent être établis de deux manières. *Id.*, 388. Leur régie est dispendieuse. *Id.*, 436. Voyez **FRAIS de perception.** Ils découragent quelquefois le travail. *Id.*,

440. Encouragent la violation de la loi. *Id.*, 441. Entraînent des vexations. *Id.*, 442.

IMPRIMERIE. Ce qu'étaient les *gens-de-lettres* avant cette invention. I, 276.

INDÉPENDANCE *des colonies*. Est une des plus puissantes causes de leur prospérité. III, 298. La grande distance de la métropole amène une sorte d'indépendance. *Id.*, *id.*

INDES. Comment ce nom fut donné aux îles de l'Amérique. III, 283.

INDES (*commerce des*). Pourquoi n'a pas encore été aussi utile à l'Europe, que celui avec l'Amérique. III, 45. Est presque partout sous le régime d'une compagnie exclusive. *Id.*, 437. Voyez COMPAGNIE *des Indes*. Nature particulière de ce commerce. VI, 339. Son importance générale. *Id.*, 377.

INDES *orientales*. Combien la demande d'argent y a augmenté depuis la découverte de l'Amérique. II, 62. Progrès de leur commerce avec l'Europe. *Id.*, 63. Les métaux précieux y ont plus de valeur qu'en Europe; pourquoi. *Id.*, 64. Les grands y ont un train plus nombreux et plus magnifique. *Id.*, 65. L'industrie n'y est pas très-inférieure à celle de l'Europe. *Id.*, 66. Les nouvelles acquisitions des Anglais dans ce pays ont fait monter en Angleterre l'intérêt de l'argent, et comment. I, 191. Situation déplorable de leurs établissemens dans ces contrées, et à quoi l'attribuer. *Id.*, 147. L'intérêt, les salaires et les profits, plus élevés qu'en Angleterre. *Id.*, 187. Ce que prouvent les grandes fortunes qu'on y fait. *Id.*, 192.

INDIENS (*les*). N'ont jamais encouragé le commerce étranger. I, 44.

INDOSTAN. Quelle cause y a tenu constamment les salaires

et les profits au-dessous de leur taux naturel I, 126. Les ouvriers de la campagne, plus considérés et mieux payés que ceux des villes. *Id.*, 265. La pratique d'enfouir l'argent y est commune; pourquoi. II, 211. A toujours fait peu de commerce étranger. *Id.*, 385. N'en est pas moins parvenu à un haut degré d'opulence. *Id.*, 412. Travaux qui y ont été exécutés en faveur de l'agriculture. III, 545.

INDUSTRIE. Tâche de proportionner ses produits à la demande. I, 117, 239. Ne peut obtenir ce résultat dans tous les emplois. *Id.*, *id.* N'a aucune influence sur la multiplication de certains produits bruts. II, 89. Pourquoi bornée et dépendante, quant à la multiplication de quelques autres. *Id.*, 129. Nature de son pouvoir sur la multiplication des minéraux. *Id.*, 131. Trois choses nécessaires pour la mettre en activité. *Id.*, 234. L'argent n'est pas une de ces trois choses; pourquoi. *Id.*, 235. Le fonds destiné à l'entretenir, beaucoup accru par l'introduction du papier-monnaie, et comment. *Id.*, 236. Comment se trouve augmentée par l'effet des banques et de leur papier. *Id.*, 289. Mais alors repose sur une base fragile. *Idem*, 291. Celle des campagnes doit naturellement précéder celle des villes; pourquoi. *Idem*, 406. Celle des villes a été, en Europe, favorisée au préjudice de celle des campagnes. I, 260. Comment cette dernière a fini par en profiter. *Id.*, 266, 267. Fut forcée, en Europe, de se réfugier dans les villes; pourquoi. II, 451. Comment a détruit la tyrannie des grands seigneurs. *Id.*, 465, 472. Quelle étendue de territoire elle a gagné par la découverte de l'Amérique. *Id.*, 59. N'est pas, dans les Indes, très-inférieure à celle de l'Europe. *Id.*, 66.

INSTRUCTION. Est le plus sûr antidote contre la superstition

et le fanatisme. IV, 213. Comment elle gagne à ce que l'Eglise ne soit pas richement dotée. *Id.*, 248. Les parties les mieux enseignées sont celles pour lesquelles il n'y a pas d'institutions publiques. *Id.*, 151. Exige deux sortes d'institutions. *Id.*, 64. Voyez ÉDUCATION de la jeunesse et CULTE.

INSTRUMENS de métier. Leur exportation est sous une prohibition absolue. III, 496.

INTERCEPTEURS de blé. Ce qu'on entend par ce mot. III, 227.

INTÉRÊT de l'argent. Ce que c'est. I, 105. En quoi diffère de la rente et des profits. II, 355. Est une délégation sur le produit annuel. *Id.*, 357. Comment et pourquoi vient à baisser. *Id.*, 358. Erreur de plusieurs écrivains à ce sujet. *Id.*, 359. Comment est affecté par les vices de la loi. I, 195. Est haussé par la loi qui le prohibe. *Id.*, *id.*; II, 365. Dans quel rapport il est avec les profits. I, 198. Variations de ce rapport, et ce qui les détermine. *Id.*, 199. Comment est affecté par l'extension du territoire et du commerce. *Id.*, 190. Est l'indication la plus sûre du taux ordinaire des profits. *Id.*, 181. Était très-haut dans l'ancien état de l'Europe, et pourquoi. II, 320. Ses variations en Angleterre. I, 181. En Écosse. *Id.*, 183. En France. *Id.*, 184. Ce qu'il est au Bengale. *Id.*, 192. A la Chine. *Id.*, 195. Comment son taux légal devrait être réglé. II, 365. Danger de le fixer trop bas. *Id.*, 366. De le fixer trop au-dessus du cours. *Id.*, *id.* N'est pas un objet propre à être imposé; pourquoi. IV, 326. Quels impôts retombent sur lui. *Id.*, 347. Quelques États en ont fait une branche de revenu public. *Id.*, 262. Ressource précaire. *Id.*, 263. Et insuffisante. *Id.*, 265. Intérêt de l'argent prêté. V, 386.

- INTÉRÊT *privé* ou *personnel*. Dans l'état de liberté, dirige l'industrie vers la route la plus profitable à toute la société.
- III, 58. Et tour capital vers l'emploi le plus conforme à l'intérêt général. *Id.*, 435. Est un guide plus sûr, à cet égard, que tout homme d'État ou législateur quelconque. *Id.*, 60. Ce concours entre l'intérêt privé et l'intérêt public est dérangé par les réglemens du *système commercial*, et comment. *Id.*, 436.
- INTERRUPTION *de travail*, dans un emploi, doit être compensée par un plus haut salaire. I, 203. Ne peut affecter les profits. *Id.*, 213.
- IRLANDE. Fournit, dans le bas peuple, beaucoup d'hommes robustes et de belles femmes; pourquoi. I, 337. Exporte une partie de la viande qu'elle produit. II, 116. Réglemens qui y découragent la production et fabrique des laines. *Id.*, 121. Le commerce de ses cuits moins gêné que celui de ses laines. *Id.*, 126. Avantages de son *union* à la Grande-Bretagne. IV, 547.
- ISOCRATE. Prouve combien, de son temps, les professeurs étaient richement payés. I, 277. Cité V, 413, 415.
- ITALIE (*ancienne*). L'exploitation des prés y était plus profitable que le labourage, et pourquoi. I, 313.
- ITALIE. Ses villes, les premières en Europe, qui se soient enrichies par le commerce; pourquoi. II, 454. Seul pays d'Europe, qui semble être arrivé à une culture complète par la voie du commerce et des manufactures. *Id.*, 486. Cependant, raison d'en douter. *Id.*, 487. N'a pas rétrogradé depuis la découverte de l'Amérique. *Id.*, 57. Ses monumens contribuent encore à la faire honorer. *Id.*, 348. Origine de ses nombreuses républiques. *Id.*, 450.
-

## J.

**JAMAÏQUE** (*commerce de la*). Plus hasardeux que celui de l'Amérique septentrionale. I, 127. Ses retours peu assurés et peu réguliers ; pourquoi. IV, 543.

**JAPON**. Proportion qui y a lieu entre les valeurs de l'or et de l'argent. II, 77.

**JARDINIERS**. Leur métier peu lucratif, et pourquoi. I, 319.

**JEAN, roi d'Angleterre**. L'un des premiers bienfaiteurs des communes ; par quel motif. II, 449.

**JEAN, roi de France**. Précautions qu'il fut obligé de prendre en altérant les monnaies. IV, 520.

**JOAILLIERS**. Ce qui élève leur salaire. I, 214.

**JUSTICE** (*administration de la*). Fut long-temps pour le souverain une source de revenu. IV, 48. Abus qui dûrent s'ensuivre. *Id.*, 50. Comment elle commença à devenir ce qu'on nomme *gratuite*. *Id.*, 53. Moyens de défrayer cette dépense sans en charger le revenu général de l'État. *Id.*, 55. Combien il est nécessaire que ce service soit hors de la dépendance du pouvoir exécutif. *Id.*, 62.

## K.

**KAIMES** (*lord*), auteur de *l'Esquisse de l'Histoire de l'homme*. IV, 279.

**KALM**. Voyageur suédois. Cité II, 102.

**KELP**. Voyez **SALICORNE**.

**KING** (*Grégoire*). Cité I, 156 ; II, 45, 46, 47.



## L.

**LABOURAGE.** Comment il agit sur le prix de la viande. II, 95. Comment il est borné par le bas prix du bétail. *Idem*, 97.

**LAINE.** Sa multiplication limitée par celle d'une autre sorte de produit, et ce qui en résulte. II, 116. Quand et comment son marché diffère de celui de la viande. *Id.*, 117. Comment varie son prix dans sa proportion avec celui de la bête. *Idem*, *idem*.

**LAINÉRIES.** Diverses améliorations que cette manufacture a acquises depuis deux siècles. II, 155.

**LAINES anglaises.** Fausses assertions des fabricans sur leur qualité. III, 480. S'exportaient autrefois en Flandres; pourquoi. I, 340. S'échangeaient contre des articles de manufacture étrangère. II, 455. Combien leur prix a baissé depuis le quatorzième siècle. *Id.*, 119. Pourquoi. *Id.*, 121. Comment juger de leur prix dans les temps anciens. *Id.*, 122. Leur exportation prohibée par des lois sanguinaires. III, 472. Leur commerce soumis aux gênes les plus dures. *Id.*, 476. Ainsi que leur transport de côte en côte. *Idem*, 478. Combien leur prix a souffert de ces réglemens. *Id.*, 481. Influence de cet avilissement de prix sur leur quantité. *Idem*, 482. Sur leur qualité. *Id.*, 485. S'exportent en dépit des prohibitions. *Idem*, 487. Avantages d'un impôt sur cette exportation. *Id.*, 486. Étendue de leur fabrication, et ses bénéfices. VI, 292.

**LAITAGE.** Peut aller au marché à très-bas prix; pourquoi. II, 110. Comment sa valeur monte à mesure de l'amélioration des terres. *Id.*, 111. Quand et comment atteint-il

- son plus haut prix. *Idem*, 112. Il paraît y être arrivé dans la majeure partie de l'Angleterre. *Idem*, *idem*.
- LAMARRE, auteur du *Traité de la Police*. Cité II, 180.
- LANGUEDOC (*haut*), vignoble de France. La culture du blé y est-elle découragée. I, 323.
- LATIUM. Combien la culture du blé y était découragée. I, 314.
- LAW. Cité I, *Préf.*, xliij. Fausse opinion sur laquelle il fonda son *système*. II, 283. Ses principes exposés dans son *Discours sur le Commerce et l'Argent*. *Idem*, 284. Son erreur sur l'intérêt de l'argent. *Id.*, 359.
- LERWICK, capitale des îles de Shetland. Prix du travail dans cette ville. I, 242.
- LEBLANC, auteur du *Traité historique des Monnaies*. Cité V, 186.
- LEEDS. Ses manufactures sont nées de l'agriculture. II, 461.
- LESTAGE. Ce que c'était que ce droit. II, 441.
- LETTRES-DE-CHANGE. Leur origine. II, 265. Quelquefois simulées. *Id.*, 272. Voyez NAVETTE (*faire la*).
- LIBERTÉ civile. Commença par s'établir dans les villes; pourquoi. II, 451.
- LIBERTÉ de commerce ne doit être rétablie que par gradation. III, 88. Raisons de croire que son rétablissement en Angleterre causerait pour le moment moins d'inconvéniens qu'on ne pense. *Id.*, 89. Il n'en est pas moins chimérique de l'espérer, et pourquoi. *Id.*, 93. A été profitable aux nations qui s'en sont le plus rapprochées. *Id.*, 152.
- LIBERTÉ naturelle doit quelquefois être restreinte, et dans quels cas. II, 298. Voyez RÉGLEMENS. Est le système le plus favorable à la prospérité du commerce et de l'industrie. III, 556. Voyez SYSTÈMES d'économie politique.

**LIMA.** Accroissement de sa population dans le dix-huitième siècle. II, 61 ; III, 300.

**LINGOTS**, monnaie des nations. III, 34. Mouvement qu'elle reçoit à l'époque d'une guerre générale. *Id.*, *id.*

**LIQUEURS fermentées et spiritueuses.** Comment sont imposées en Angleterre. IV, 417. Moyen proposé pour améliorer cette branche d'impôt. *Id.*, 418. Voyez DAVENANT.

**LISBONNE**, ville commerçante, quoique résidence d'une cour ; pourquoi. II, 324. Évaluation de la quantité de métaux précieux qui s'y importe annuellement. *Id.*, 70. Mœurs de ses commerçans. III, 400.

**LIVRE de France.** Valeur de ce numéraire au temps de Charlemagne. I, 53. Ses variations jusques à nos jours. *Idem*, 56 ; V, 90, 184 et suiv.

**LIVRE de la Tour.** Valeur de ce poids. I, 53.

**LIVRE de Troy.** Valeur de ce poids, et quand introduit dans les monnaies d'Angleterre. I, 53 ; V, 91.

**LIVRE sterling.** Sa valeur originaire. I, 53. Ses variations jusques à présent. *Id.*, 55.

**LIVRÉS.** Ce qu'on entendait par ce mot. II, 6.

**LOCKE.** Erreurs de ce philosophe sur le haut prix des matières d'argent. I, 87. Sur la cause qui a fait baisser l'intérêt. II, 359. Sur la nature de l'argent. III, 5.

**LOÛRES**, colonie grecque en Italie. Ses progrès rapides. III, 297.

**LODS et ventes.** Origine et nature de cet impôt. IV, 351, 352.

**LOGEMENT**, l'un des premiers besoins après la nourriture. I, 338. Quand il surabonde. *Id.*, *id.* Et quand il devient rare. *Idem*, 340. Quand les matières qui le fournissent, donnent-elles une rente au propriétaire. *Id.*, 341. Exige peu de travail. *Idem*, 342. Est matière de luxe, bien plus

que la nourriture. *Idem*, 343. Pourquoi moins cher à Londres qu'à Paris. *Id.*, 243.

LOI de primogéniture. Voyez PRIMOGÉNITURE.

LOIS. Leur impuissance pour élever ou abaisser les *salaires*.

I, 273. Leur injustice dans les tentatives de ce genre.

*Id.*, 296. Celles qui prohibent l'*intérêt*, tendent à le faire

montrer. *Id.*, 195 ; II, 365. Celles qui se proposent de

le réduire, toujours éludées. *Id.*, 367. Celles contre les

*accapareurs et revendeurs de grains*, combien absurdes et

dangereuses. *Id.*, 438. Celles sur les *blés* ressemblent à

celles sur la religion ; comment. III, 243. Celles de l'An-

gleterre sur cet article, les moins mauvaises pour les cir-

constances. *Id.*, 249.

LOIS romaines conservèrent l'ordre naturel des successions ;

pourquoi. II, 415. Ne connaissaient pas nos substitutions.

*Id.*, 417.

LOIS somptuaires sont une preuve de la folle présomption

des gouvernemens. II, 344.

LOMBARDIE, encore opulente malgré les calamités qui ont

désolé ses villes ; pourquoi. II, 488.

LONDRES. Prix du travail dans cette ville et aux environs.

I, 151. Circonstance qui tend à y élever le salaire des

ouvriers. *Id.*, 211. Son port y règle le taux du salaire des

matelots dans les autres ports. *Id.*, 225. Les logemens

y sont moins chers qu'à Paris ; pourquoi. *Idem*, 243.

Les banquiers n'y paient pas d'intérêt des fonds à eux dé-

posés. *Id.*, 183. Il n'y circule pas de billets de banque au-

dessous de 10 liv. st., et pourquoi. II, 294, 296.

Est l'une des trois villes de l'Europe, qui sont à la fois

commerçantes et résidence de la cour. *Id.*, 324.

LOTÉRIES. Cause de leur succès. I, 219. Celles qui offrent

les plus gros lots , sont les plus courues. *Idem* , 220. Faux calculs de ceux qui y mettent. *Id.* , *id.*

LOUIS-LE-GROS établir des municipalités en France ; dans quelles vues. II , 449.

LOYER *du sol*. Ce que c'est. IV , 307. Circonstances qui en élèvent ou abaissent le prix. *Idem* , 309. Est un\*objet propre à être imposé. *Id.* , 315 , 316. Encore plus que le fermage des terres ; pourquoi. *Id.* , 317. N'a jamais été imposé séparément du loyer de la superficie. *Id.* , 318.

LOYERS *de maison* gardent une certaine proportion avec l'intérêt de l'argent. IV , 307. En quoi diffèrent du fermage des terres. *Idem* , 313. S'ils sont imposés , sur qui retombe l'impôt. *Idem* , 310. Ne donnent qu'un revenu relatif , procédant d'une autre source. II , 202.

LOWNDES ( M. ) , auteur de l'Essai sur la monnaie d'argent. Cité II , 42 , 43.

LUCERNE. Comment les ventes de biens-fonds y sont imposées. IV , 353.

LUCIEN. Cité IV , 173.

LUCQUES. Comment les riches manufactures s'y étaient introduites. II , 456. Comment elles en furent chassées. *Idem* , 457.

LUTHER. Voyez ÉPISCOPAL ( gouvernement ).

LUXE. Deux espèces fort différentes dans leurs effets. V , 495. Ce qu'on doit entendre par articles de *luxe*. IV , 374. Ces articles sont très-propres à être imposés. *Idem* , 377 , 412 , 416 ; V , 497.

LYCURGUE. Ses lois ne purent empêcher l'or et l'argent de pénétrer dans Lacédémone. III , 17.

LYON. Est éloigné du lieu où croît la matière première de ses manufactures , et de celui où elles se consomment. II , 379. Comment s'établirent ses belles manufactures.

*Idem*, 457. Plus de la moitié des soies qu'elles emploient sont étrangères. *Id.*, 458.

## M.

**MACHIAVEL.** Un de ses héros bannir l'industrie de la ville de Lucques. II, 457. Ce qu'il dit sur les gens d'affaires de Laurent de Médicis. IV, 261. Et sur les ordres mendiants. *Id.*, 198.

**MACHINES.** Leur invention est souvent due à la *division du travail*. I, 21. Font partie du capital *fixe* de la société. II, 203. Leur emploi dans les manufactures. VI, 1.

**MAÇONS.** Ont un salaire double des autres ouvriers ; pourquoi. I, 210.

**MADÈRE (vins de).** Pourquoi si fort en vogue dans les colonies. III, 162.

**MADRAS (conseil de).** Sa sagesse et sa fermeté dans les guerres et les négociations. III, 459. A quelles circonstances est redevable de ces vertus. *Id.*, 460.

**MADRID.** N'emploie de capital que pour fournir à sa consommation. II, 323.

**MAGISTRATS.** Sont des travailleurs *non-productifs* ; dans quel sens. II, 313. Le premier magistrat d'une république ne doit pas avoir le faste d'un monarque. IV, 253.

**MAIN-D'ŒUVRE.** Pourquoi est-elle à si bas prix dans l'Inde. II, 66. Son prix baisse , dans les manufactures , avec les progrès de l'industrie ; pourquoi. *Id.*, 148.

**MAINTENON (Madame de).** Sa lettre à son frère ; inductions à tirer de cette pièce. V, 575, 581.

**MAÏS ou blé d'Inde ;** une des plus riches acquisitions que l'Europe doit aux progrès de sa navigation. II, 146.

**MAISONS d'habitation.** Ne font pas partie du capital natio-

nal , et pourquoi. II , 201. Comment imposées en Angleterre. IV , 318. En Hollande. *Id.* , 319.

**MAÎTRES.** Partagent dans le produit du travail des ouvriers ; pourquoi. I , 132. Avantages qu'ils ont sur ceux-ci pour régler le taux du salaire. *Id.* , 133. Leur ligue tacite plus efficace que celle des ouvriers. *Id.* , 135. Toujours consultés par la législation , au préjudice des ouvriers. *Id.* , 296. Les lois qui leur sont favorables , presque toujours injustes ; pourquoi. *Id.* , *id.* Voyez **MARCHANDS** et **Manufacturiers**.

**MAÎTRISES** ou *corporation des métiers*. Combien cette institution est oppressive et absurde. I , 247 , 252 , 253. A été imaginée par les marchands et artisans. *Id.* , 256. Comment et dans quelles vues. *Id.* , 257. Est dirigée contre l'intérêt des propriétaires et des ouvriers de la campagne. *Id.* , 259. Provoque des réunions toujours contraires à l'intérêt public. *Id.* , 268. Est plus efficace qu'une ligue volontaire. *Id.* , 269. Est plus nuisible qu'utile à la discipline des ouvriers. *Id.* , *id.*

**MALTHUS (M.)**. Cité I, *Préf.*, cxxxv, cxxxviii ; V , 124 , 128 , 132 , 150 , 227 , 229 , 231 , 242 , 292 , 349 , 351 , 385 , 455 , 458 ; VI , 21 , 95 , 132 , 204 , 210.

**MANCHESTER.** Divers métiers de ses manufactures , non sujets à la loi de l'apprentissage ; pourquoi. I , 250.

**MANILLE.** Son commerce direct avec l'Amérique. II , 68. Ce qu'elle en reçoit principalement. *Id.* , 73.

**MANŒUVRE.** Son travail opposé à celui de l'artisan. I , 204 , 207.

**MANUFACTURES.** Comment elles s'élèvent. II , 410. Leur origine dans l'Europe occidentale. *Id.* , 455. Celles pour la vente au loin , introduites de deux manières. *Id.* , 456. Par le commerce étranger. *Id.* , 457. Par l'agri-

- culture. *Id.*, 459. Comment se sont établies dans leur enfance. *Id.*, 156. Celles d'ouvrages grossiers à bien plus bas prix autrefois, relativement à celles d'ouvrages fins; pourquoi. *Id.*, 157. Emploient de plus grands capitaux qu'autrefois. *Id.*, 320. Le prix réel de leurs ouvrages va en baissant dans le pays qui s'enrichit; pourquoi. *Id.*, 147. Comment la hausse de prix du travail se trouve compensée. *Id.*, 148. Exceptions. *Id.*, *id.* Celles où la diminution de prix est plus sensible. *Id.*, 149. Avantages de celles qui travaillent les métaux grossiers. *Id.*, 150. Celles soumises à l'influence de la mode paient de plus forts salaires. I, 236. Sont moins productives dans les temps de cherté. *Id.*, 172. Celles pour la vente au loin, moins affectées par cette circonstance. *Id.*, 174. Comment retirent du service du capital employé à l'agriculture. II, 370. Ne peuvent être découragées sans dommage pour la culture des terres. III, 554. Fleurissent souvent pendant la guerre, et déclinent à la paix; pourquoi. *Id.*, 37. Comment elles ont contribué à détourner les citoyens du service militaire. IV, 9. Ont amené l'institution des troupes réglées. *Id.*, 29. Voyez COMMERCE et Manufactures.
- MANUFACTURIER.** Ce qui compose son capital fixe. II, 199. Comment se distribue son capital. *Id.*, 375. Son capital est le plus productif de tous ceux placés dans le commerce. *Id.*, 376, 382.
- MARAGNAN**, province du Brésil, est sous le régime d'une compagnie exclusive. III, 317, 318.
- MARCHAND.** N'a point de capital fixe. II, 198. Est le rôle le moins compatible avec celui de souverain. IV, 262. Voyez COMMERÇANT.
- MARCHAND en gros.** Comment opère son capital. II, 375. Ce capital n'a point de résidence fixe. *Id.*, 379.



**MARCHANDISES étrangères.** Leur importation n'était pas autrefois gênée par de forts droits. II, 157.

**MARCHANDS et manufacturiers.** Leur intérêt privé presque toujours opposé à l'intérêt général. II, 163. Par leurs clameurs et leurs subtilités arrachent souvent à la législature des réglemens contraires à l'intérêt public. I, 266. Combien on doit se défier de leurs propositions. II, 165. Abusent souvent de la candeur de la classe propriétaire. *Id.*, 164. L'État ne peut tirer aucune ressource de cette classe, séparément des autres classes. III, 409. Se plaignent souvent de la cherté des *salaires*, jamais de celle des *profits*. I, 201; III, 369.

**MARCHÉ.** Définition de ce mot. I, 36. Son étendue borne celle de la *division du travail*. *Id.*, *id.* Comment ses bornes étroites tendent à élever le taux du *profit*. *Id.*, 230.

**MARC-PAUL ou MARCO-PAOLO**, noble vénitien. Ce qu'il rapporte de l'état de la Chine. I, 144. Est le premier Européen qui nous ait laissé une description des Indes. III, 283.

**MARINE.** Observations sur sa situation en France. VI, 247.

**MARINS.** Ce qui porte beaucoup de gens à ce métier. I, 223.

**MARYLAND.** Pourquoi le tabac y est-il cultivé de préférence au blé. I, 329. Moyens violens qu'on emploie pour restreindre la multiplication de cette denrée. *Id.*, 330.

**MATÉLOT.** Métier mal payé. I, 224. Pourquoi si couru. *Id.*, 223, 226.

**MATIÈRES brutes ou non totalement manufacturées** font partie du *capital circulant* de la société. II, 206.

**MATIÈRES premières de manufactures.** Comment la hausse de leur prix réel influe sur le prix total de l'ouvrage. II, 148, 149. Leur exportation est, ou prohibée, ou gênée par de gros droits. III, 491. Leur importation encouragée par des franchises ou diminutions de droits. *Id.*, 492.

MAURES. Quelques provinces d'Espagne, sous leur gouvernement, ont été industrieuses et commerçantes. II, 454.

MAZEPPA, chef des Cosaques, avait d'immenses trésors. III, 39.

MÉDECINS. Leur travail mieux payé qu'un autre; pourquoi. I, 109. Autre cause qui tend à élever leurs salaires. *Id.*, 214. Sont des travailleurs *non-productifs*; dans quel sens. II, 313.

MÉDICIS (*Laurent de*) prouve par son exemple, qu'un souverain est un mauvais marchand. IV, 261.

MÉDITERRANÉE. Mer la plus favorable à l'enfance de la navigation. I, 42. Les peuples qui ont habité ses côtes, ont été les premiers civilisés. *Id.*, *id.*

MEGGENS, auteur de *Négociant universel*. Son évaluation de la quantité des métaux précieux importés annuellement en Europe. II, 70.

MENUISERIE. Pourquoi les ouvrages de ce genre deviennent plus chers à mesure que le pays s'enrichit. II, 148.

MERCIER *de la Rivière* (*M.*) a donné l'exposé le plus clair et le plus méthodique de la doctrine des économistes. III, 540.

MESSANCE, auteur de *Recherches sur la population*. Cité II, 49, 142, 179; V, 345, 357, 358.

MÉTAUX. Ont un marché très-étendu; pourquoi. I, 351. Influencent les uns sur les autres à de grandes distances. *Id.*, 352. Généralement préférés pour servir de monnaie; pourquoi. *Id.*, 48. Employés d'abord en barres pour cet usage. *Id.*, 49. Plusieurs employés concurremment à ce service. *Id.*, 77. L'un d'eux néanmoins adopté de préférence pour mesure générale. *Id.*, *id.* La valeur du plus précieux règle-t-elle la valeur de la totalité de la monnaie. *Id.*, 82.

Varient de valeur comme toute autre marchandise, et par les mêmes causes. I, 91. Sont le produit brut le moins variable dans son prix. II, 74. Pourquoi. *Id.*, 75. Voyez **MÉTALX grossiers** et **MÉTALX précieux**.

**MÉTALX grossiers**. Leur consommation plus rapide que celle des métaux précieux ; pourquoi. II, 74. Considérés comme matières premières de manufactures ; leurs avantages. *Id.*, 149, 150.

**MÉTALX précieux**. Causes qui les font rechercher. I, 360. Qui les rendent susceptibles du plus haut prix. *Id.*, 361. Quel est leur plus bas prix possible. *Id.*, 359. L'usage de la monnaie a ajouté à leur valeur ; comment. *Id.*, 361. Comment la demande s'en multiplie. *Id.*, 364. Leur abondance n'ajoute rien à la richesse du monde. *Id.*, 363 ; II, 29. En monnaie ou en vaisselle, ne doivent être considérés que comme des ustensiles. III, 27. Leur prix moins variable que tout autre, et pourquoi. *Id.*, 18. Moins que celui des métaux *grossiers*. II, 75. Causes naturelles de leur haute valeur. III, 289. Leur quantité dans un pays, dépend de deux circonstances. II, 132. Effets différens de chacune d'elles sur leur prix réel. *Id.*, 133. Leur abondance *relative* dans un pays est un avantage. *Id.*, 132. Mais non leur abondance *absolue*. *Id.*, 135. Leur haute valeur dans un pays prise mal-à-propos pour signe de pauvreté. *Id.*, 136. Leur baisse, en Europe, procède de toute autre cause que de l'opulence actuelle de cette contrée. *Id.*, 137. Étendue de la consommation qui s'en fait en Europe. *Id.*, 69. Évaluation des quantités annuellement importées. *Id.*, 70, 72, 73. Leur abondance extraordinaire au Mexique et au Pérou. III, 291. Balance entre leur consommation et leur produit annuel. II, 74. Leur importation et leur consommation annuelles tendent

à se balancer. *Id.*, 86. Leur quantité limitée, en tout pays, à l'étendue du service qu'ils ont à faire. III, 25. Se rendent plus aisément et plus vite que toute autre marchandise aux lieux où ils sont demandés. *Id.*, 16. Leur disette moins fâcheuse que celle de toute autre chose. *Id.*, 19. Leur exportation par le commerce étranger n'appauvrit pas plus le pays que celle de toute autre marchandise. II, 393. Le gouvernement ne leur doit aucune attention particulière. III, 15. Chaque nation de l'Europe a voulu les retenir chez so par des prohibitions. *Id.*, 7. Sont naturellement moins chers en Espagne et en Portugal, qu'en tout autre pays d'Europe. *Id.*, 179. Leur prix encore artificiellement rabaisé dans ces pays; comment. *Id.*, 180. Sont presque sans valeur chez les peuples non civilisés; pourquoi. II, 34, 88. Pourquoi ont plus de valeur aux Indes qu'en Europe. *Id.*, 64, 137. Pourquoi y ont plus de supériorité sur les pierres précieuses. *Id.*, 65. Sont la marchandise qu'il est le plus profitable de porter d'Europe aux Indes; pourquoi. *Id.*, 67. Leur valeur chez les peuples de l'antiquité. V, 28, 63.

MÉTAYERS. Succédèrent aux cultivateurs serfs. II, 425. Leur nom même actuellement inconnu en Angleterre; inconvéniens de ce genre de culture. *Id.*, 427.

MEXIQUE. Ce qu'il était avant la conquête des Espagnols. III, 300. Combien il a gagné en civilisation depuis l'arrivée des Européens. II, 59. N'a pas ajouté un seul article à l'industrie européenne. *Id.*, 60.

MILET. Progrès rapides de cette colonie grecque. III, 297.

MILICES. En quoi diffèrent des troupes réglées. IV, 16. Leur sont inférieures; pourquoi. *Id.*, 19. Comment elles acquièrent le caractère de troupes réglées. *Id.*, 21. Celles

d'une nation civilisée, inférieures à celles d'une nation barbare. *Id.*, 31.

**MINE de charbon.** Ne donne pas toujours une rente. I, 345.

Pourquoi. *Id.*, 346. Quelle est celle qui règle le prix du charbon dans le voisinage. *Id.*, 350. Comment la rente y est au produit total. *Id.*, 351. Combien sa valeur est subordonnée à sa situation. *Id.*, *id.* N'a pas d'influence sur une autre mine à quelque distance. *Id.*, 352.

**MINE métallique.** Sa valeur est peu subordonnée à sa situation locale; pourquoi. I, 351. Influe sur une autre mine semblable, à toutes distances. *Id.*, 352.

**MINÉRAUX.** Quel est le pouvoir de l'industrie sur la multiplication de ce genre de produit brut. II, 131.

**MINES.** L'une des sources primitives qui alimentent le capital circulant national. II, 208. S'exploient avec le produit de la surface de la terre. *Id.*, 209. Leur produit en raison composée de leur fécondité et des capitaux qu'on y applique. *Id.*, 210. Comment on doit entendre leur fécondité. I, 345. L'industrie humaine ne peut rien pour les multiplier. II, 134. Comment se règle le prix du produit. V, 516.

**MINES de diamans.** Ne rapportent presque jamais de rente. I, 361. Celle qu'elles peuvent donner est en raison de leur fécondité relative seulement. *Id.*, 362.

**MINES de l'Amérique.** Leur découverte a baissé la valeur de l'or et de l'argent. I, 64, 68. N'est pas la cause de la richesse actuelle de l'Europe. II, 137. Cette découverte n'a pu influencer sur le taux de l'intérêt. *Id.*, 360. Devenant de jour en jour plus dispendieuses à exploiter. *Id.*, 83. Ce qui doit en résulter. *Id.*, 84.

**MINES de plomb,** en Écosse. Ce que leur rente est à leur produit total. I, 354.

**MINES d'étain** de Cornouailles; ee que leur rente est à leur produit total. I, 354. Plus profitables au propriétaire, que celles du Pérou. *Id.*, 335. Encouragemens donnés à leur exploitation. *Id.*, 357.

**MINES d'or et d'argent.** Sont la propriété la moins utile et l'entreprise la moins profitable. I, 354, 356. Leur exploitation presque toujours ruineuse. III, 288. Celles d'or encore moins avantageuses que celles d'argent. I, 357. Leur valeur est en raison de leur fécondité relative et non absolue. *Id.*, 362. Leur abondance rabaisse la valeur des métaux précieux. II, 29. Réservées au souverain comme droit régalien. *Id.*, 212.

**MINES du Pérou.** Faible rente qu'elles rapportent. I, 354. Ne rendent qu'un profit très-bas aux entrepreneurs. *Id.*, 356; II, 56. Malgré les encouragemens donnés à cette exploitation. I, 357. La taxe du roi d'Espagne emporte la totalité de la rente de ces propriétés. II, 55. Réductions que cette taxe a subies. *Id.*, *id.*

**MINISTRES du culte.** Leur activité dépend du mode de leur paiement. IV, 195. Danger de trop stimuler leur zèle. *Id.*, 201. Par prudence l'État doit leur assigner un revenu fixe. *Id.*, 202. Forment la corporation la plus redoutable pour le gouvernement. *Id.*, 215. Moyens qu'il a d'influer sur eux. *Id.*, 217. Voyez BÉNÉFICES. Combien il est funeste d'employer contre eux les voies de rigueur. *Id.*, 220. Quel régime est le plus propre à les tenir dans la soumission et le bon ordre. *Id.*, 237.

**MIRABEAU (le marquis de).** Ce qu'il dit de la découverte du tableau économique. III, 540.

**MODE.** Comment elle influe sur le taux des salaires. I, 236.

**MŒURS et usages** de l'ancien État de l'Europe, seule origine de la tyrannie des seigneurs. II, 470.

**MOLUQUES.** La consommation de leurs épices en Europe , augmentée depuis un siècle. II , 63.

**MONARQUE.** Doit faire plus de dépense personnelle que le premier magistrat d'une république. IV , 253.

**MONARQUES européens.** Favorisent les bourgeois contre les seigneurs ; dans quelles vues. II , 447.

**MONNAYAGE.** Voyez FABRICATION de la monnaie et SEIGNEURIAGE.

**MONNAIE** Son origine. I , 47. Marchandises employées à cet usage dans le premier âge des sociétés. *Id.* , *id.* Origine de sa forme chez les peuples civilisés. *Id.* , 51. Sa supériorité de valeur sur le lingot. *Id.* , 89. Cesse d'être mesure exacte des valeurs quand elle est dégradée. *Id.* , 93. Dans quel cas il peut y avoir intérêt à la fondre ou à l'exporter. II , 251 ; III , 164. Cette institution a augmenté la demande de métaux précieux. I , 361. Ne consomme pas une grande quantité de ces métaux. III , 162. Est en totalité un fonds *non-productif*. II , 290. Sa valeur ne peut être affectée par celle d'un *papier-monnaie* quelconque. *Id.* , 308. Voyez PAPIER-MONNAIE. Au lieu d'être un article de dépense pour l'État , est souvent une branche de revenu. IV , 66. Voyez SEIGNEURIAGE et TRAITE.

**MONNAIES.** Valeur de celles des peuples de l'antiquité. V , 28 , 63 et suiv. Voyez MONNAIES anglaises et MONNAIES françaises.

**MONNAIES anglaises.** L'or y domine beaucoup. II , 80. L'argent y est évalué trop bas. I , 86. Valeur nominale de la monnaie d'or. *Id.* , 83. De celle d'argent. *Id.* , 85. Proportion légale entre ces deux métaux. *Id.* , 86. L'or y élève la valeur de l'argent. *Id.* , 83. La mauvaise mon-

naie d'argent , comment soutenue au-dessus de sa valeur.  
II , 42.

MONNAIES *françaises*. L'argent y domine beaucoup sur l'or.  
II , 80. Comparaison des diverses valeurs de l'or et de  
l'argent sous Constantin. V , 97. Différence de valeur du  
sol , évalué en deniers. *Id.* , 98. Cette différence n'était  
pas réelle , sous le règne des rois de France de la pre-  
mière et de la deuxième race. *Id.* , 101. Ordonnances de  
Pepin et Louis-le-Débonnaire sur la fixation de valeur ,  
quand elle n'était pas spécifiée dans les transactions. *Id.* ,  
100. Voyez TRAITE.

MONOPOLE. Comment il opère. I , 123. N'encourage  
un genre d'industrie qu'au préjudice de tous les autres.  
III , 53. A plus troublé la paix des nations , que ne l'a  
fait l'ambition des princes. *Id.* , 144. Comment est con-  
traire à l'intérêt du peuple. *Id.* , 145. Tend même à  
l'anéantissement du commerce étranger. *Id.* , 148. Som-  
mes énormes dépensées par l'Angleterre pour le maintien  
d'un monopole. *Id.* , 502. A quelle espèce de gens est le  
plus avantageux. *Id.* , 66. Combien il est dangereux  
de l'attaquer. *Id.* , 94. A été imposé sur toutes les colo-  
nies d'Europe. *Id.* , 316. De deux manières. *Id.* , *id.*  
Système de monopole adopté par l'Espagne et le Portugal.  
*Id.* , 318. Système plus doux qu'ont suivi l'Angleterre et  
la France. *Id.* , 319. Le monopole imposé aux colonies ,  
nuisible à l'Europe comme à l'Amérique. *Id.* , 353.  
N'est pour la métropole qui en jouit , qu'un avantage re-  
latif. *Id.* , 357. Acheté par un désavantage *absolu* beau-  
cou plus important. *Id.* , 360. Détourne les capitaux  
d'emplois plus avantageux au pays. *Id.* , 362. Fait mon-  
ter le taux des profits dans sa branche , et par suite dans  
toutes les autres. *Id.* , 367. Fait refluer les capitaux



étrangers dans les autres branches de commerce en les chassant de la sienne, c'est ce qui en résulte. *Id.*, 371. Tend à grossir le commerce de *transport* aux dépens des autres genres de commerce. *Id.*, 380. Donne au commerce général une constitution précaire et incertaine. *Id.*, 381. Opprime l'industrie de tous les autres pays, sans rien ajouter à celle du pays pour lequel il est établi. *Id.*, 395. Tend même à y restreindre toutes les sources de revenu. *Id.*, 396. Ses réglemens plus nuisibles souvent au pays qu'il entend favoriser, qu'au pays qu'il voudrait exclure. *Id.*, 428. Sorte de monopoles qu'une nation établit contre elle-même. *Id.*, 437. Voyez *INDES (commerce des)*. Ces deux genres de monopoles comparés dans leurs effets. *Id.*, 438. En quels cas il peut être excusable d'en accorder un. IV, 130.

**MONTESQUIEU.** Comment il explique le haut intérêt de l'argent chez les peuples mahométans. I, 196. A fausement supposé que la découverte de l'Amérique avait influé sur le taux de l'intérêt. II, 359. Son observation sur le travail des mines de Hongrie et de Turquie. III, 550. Sur l'éducation musicale des Grecs. IV, 169.

**MORALE.** Se trouve partout divisée en deux systèmes. IV, 268.

**MORAVIE.** Les terres y sont encore cultivées par des serfs attachés à la glèbe. II, 422.

**MORUE.** Instrument de commerce à Terre-Neuve. I, 47.

**MOULIN-à-Foulon.** Une des améliorations capitales dans les manufactures de laineries. II, 155.

**MOULINS à vent et à eau.** Quand introduits en Europe. II, 155.

**MUN,** auteur du *Trésor de l'Angleterre dans le commerce étranger*. III, 8, 14.

MUNICIPALITÉS. Ce qui leur donna naissance en Europe. II, 446. En France. *Id.*, 449.

MUSICIENS. Sont des travailleurs *non-productifs* ; dans quel sens. II, 313.

MUSIQUE. Était une partie essentielle de l'éducation chez les Grecs. IV, 168. Ne paraît pas avoir influé sur leurs mœurs. *Id.*, 169.

## N.

NAISSANCE. Cause de distinction et de prééminence dans le corps social, et pourquoi. IV, 43, 45. *Voyez* NOBLESSE *de naissance*.

NATIONS. Ont adopté des systèmes d'économie politique opposés. I, 84 ; III, 504, 541. *Voyez* SYSTÈMES *d'économie politique*. Le commerce devrait les unir, au lieu de les diviser. *Id.*, 144. Sont intéressées, sous le rapport du commerce, à ce que leurs voisins soient riches. *Id.*, 146. Combien elles gagneraient à une liberté universelle de l'exportation des grains. *Id.*, 240.

NAVETTE (*faire la*), terme usité dans le commerce. Ce que c'est. II, 264. *Voyez* TRAITES *successives* et CIRCULATION (*faire de l'argent par*).

NAVIGATION *intérieure*. Ses effets sur le prix des ouvrages de manufactures, à la Chine et dans l'Indostan. II, 67. *Voyez* CANAUX *navigables*, GANGE, NIL.

NÉCESSAIRES (*choses*). Leur prix s'élève en sens inverse de celui des choses superflues ; pourquoi. II, 35.

NÉCESSITÉ (*objets de*). Ce qu'il faut entendre par-là. IV, 374. Ne peuvent être imposées sans inconvénient. *Id.*, 376.

NECKER. Cité V, 382, 625.

NÈGRES. *Voyez* ESCLAVES.

NEW-YORK.

**NEW-YORCK.** Taux élevé des salaires dans cette province.

I, 140. Le travail de l'ouvrier libre y coûte pourtant moins que celui d'un esclave. *Id.*, 165.

**NIL (le).** Par sa navigation, a enrichi l'Égypte. I, 43.

**NOBLESSE.** Les villes où elle réside, sont peu industrielles ; pourquoi. II, 325. *Voyez* GRAND SEIGNEUR.

**NOBLESSE de naissance.** Institution inique qui fut soutenue par des privilèges iniques. II, 419.

**NORWICH en Norfolk.** Combien le nombre des apprentis y est limité. I, 247.

**NOURRITURE (la).** Est toujours assez en demande pour fournir une *rente* au propriétaire. I, 305, 364. C'est d'elle que toute partie quelconque de la terre tient l'avantage de fournir une *rente*. *Id.*, 345. Source de valeur pour toutes les autres richesses. *Id.*, 365. La quantité que la terre en fournit, détermine la valeur de la *rente*. *Id.*, 332. N'est pas matière de luxe comme le vêtement ou le logement. *Id.*, 343.

**NOURRITURE de bestiaux.** Était le meilleur genre d'exploitation dans le voisinage de l'ancienne Rome, et pourquoi. I, 313.

**NUMÉRAIRE.** Évaluation de la quantité existante en Europe, et particulièrement en France. V, 624.

**NUREMBERG.** Cause et origine de sa banque. III, 112.

## O.

**OFFICES.** Leurs émolumens sont un sujet très convenable d'imposition. IV, 367.

**OISEAUX sauvages.** Leur prix peut monter jusques à l'extravagance ; pourquoi. II, 90. Exemple chez les Romains. *Id.*, 91.

OISIFS. Consomment une grande partie du produit annuel de la société. I, 109.

OPTION (*clause d'*). Condition imposée aux porteurs des billets de banque en Écosse. II, 301. Ses effets sur le change de ce pays avec l'Angleterre. *Id.*, 302. Voyez PAPIER-MONNAIE.

OR. Est moins cher que l'argent ; dans quel sens. II, 81. La rente n'entre presque pour rien dans le prix de cette marchandise. I, 358. La totalité de ce qui en existe, inférieure en valeur à la totalité de l'argent. II, 78. Son importation annuelle, comparée à celle de l'argent. *Id.*, 77. Quantité de cette importation. *Id.*, 70. Sa valeur moins affectée que celle de l'argent, par la découverte de l'Amérique. *Id.*, 76. Moins avantageux à porter aux Indes que l'argent. II, 67. Sa proportion de valeur avec l'argent aux Indes et en Europe. *Id.*, 68, 76. Sort du Portugal en dépit des prohibitions. III, 254. Quantité qui en passe, dit-on, de ce pays en Angleterre. *Id.*, 255. Doit en ressortir pour aller acheter des denrées consommables. *Id.*, 256. Viendrait en Angleterre à meilleur compte, si elle n'avait point de commerce avec le Portugal. *Id.*, 257. Est matière des monnaies chez les peuples riches et commerçans. I, 49. Quand fut introduit dans les monnaies actuelles de l'Europe. *Id.*, 78. Dans celles d'Angleterre. *Id.*, 79. Monnaies dans lesquelles il domine sur l'argent, en quantité. II, 80. Voyez CHANGE (*cours du*).

OR et argent. Voyez MÉTAUX précieux.

ORFÈVRE. N'absorbe pas une grande quantité de métaux précieux. III, 261.

ORFÈVRES. Ce qui élève leurs salaires. I, 214.

ORLÉANS (*le duc d'*), régent de France, accueille le projet de Law. II, 283.

ORTOLANS. S'engraissent avec profit en France. II, 105.

OUVRAGE *fait et parfait*. Est une des parties du *capital circulant* de la société. II, 206.

OUVRAGES *de manufacture*. Pourquoi ils sont à bien plus bas prix aux Indes et à la Chine, que dans l'Europe II, 66, 67. Sont la marchandise la plus utile pour faire la guerre au loin. III, 35. Et pour la soutenir long-temps. *Id.*, 36. Voyez MANUFACTURES.

OUVRIERS. Ne peuvent travailler sans le concours d'un *maître*. I, 132. Désavantages qu'ils ont dans leurs débats avec les *maîtres*, sur le salaire. *Id.*, 133. Circonstances qui leur sont plus favorables. *Id.*, 138. Leur malheureuse condition dans un pays stationnaire. *Id.*, 143. Encore pire dans celui qui décline. *Id.*, 146. Leur sort heureux en Angleterre. *Id.*, 148. Et beaucoup amélioré depuis un demi-siècle. *Id.*, 158. Leur condition n'est jamais plus douce que dans la période progressive. *Id.*, 165. Sont plus laborieux dans les temps d'abondance. *Id.*, 169. Ceux qui sont indépendans d'un *maître*, plus laborieux. *Id.*, 171. La meilleure discipline qui puisse s'exercer sur eux, est celle de leurs pratiques. *Id.*, 269. Les lois qui leur sont favorables, sont toujours justes; pourquoi *Id.*, 296. Partialité de la législation contre eux, en faveur des *maîtres*. *Id.*, 297. Leur intérêt privé lié à l'intérêt général. II, 161. Sont souvent égarés par des suggestions étrangères. *Id.*, 163. Leur travail est *productif*; en quel sens. *Id.*, 311. Leur salaire en argent, plus bas dans l'Inde qu'en Europe, sous deux rapports. *Id.*, 66. Lois sévères qui les retiennent en Angleterre. III, 497. A quels intérêts leur liberté a été sacrifiée. *Id.*, 499.

OUVRIERS (*statuts des*), porté sous Édouard III. Preuve du prix du blé en argent, à cette époque. II, 6.

OXFORD (*comté d'*). Le charbon de terre y est à son plus haut prix. I, 349.

## P.

PAIN. N'est pas plus cher dans la capitale, que dans les petits endroits; pourquoi. I, 231. Seule denrée dont on taxe actuellement le prix. *Idem*, 297. N'est pas taxé en Écosse; pourquoi. *Id.*, 298. Sa valeur, relativement à la viande, varie selon l'état de la culture. *Idem*, 309. Ce qu'est cette valeur relative en Angleterre. *Id.*, 311.

PAIN d'avoine. Raisons de croire que cette nourriture est peu favorable à la constitution de l'homme. I, 336.

PALLADIUS. Cité I, 320.

PAPIER-MONNAIE. De plusieurs sortes; et quel est la plus propre à la circulation. II, 227. Comment il se met à la place de l'argent, dans la circulation intérieure. *Id.*, 228. Et l'envoi au dehors chercher emploi. *Id.*, 230. Extension qui en résulte en faveur du commerce et de l'industrie. *Id.*, 231. Raisons de croire qu'il ajoutera à la quantité du travail productif. *Idem*, 233. En augmentant la masse du capital circulant. *Idem*, 235. Comment sert à rendre productif un capital qui ne l'était pas. *Idem*, 290. Quand a-t-il une valeur parfaitement égale à la monnaie métallique, et à quelles conditions. *Id.*, 299. Ne produit alors aucune hausse dans les prix. *Id.*, 300. Dans quel cas influe-t-il sur le prix courant des denrées et du change. *Id.*, 302. Dans quelle branche de circulation doit-il être restreint. *Idem*, 294. Ainsi restreint, n'en est pas moins utile au commerce et à l'industrie; pourquoi.

*Idem*, 297. Son émission doit être soumise à des réglemens. *Id.*, 298. Comment est bornée la quantité que la circulation du pays en peut admettre sans inconvénient.

*Idem*, 244. Quand fait-il disparaître l'or et l'argent. *Id.*, 296. Ce qui est résulté de sa surabondance en Angleterre et en Écosse. *Idem*, 248. Causes de cette surabondance.

*Idem*, 252. Moyen de la prévenir. *Id.*, 257. Risques inséparables de sa multiplication ; même non surabondante. *Id.*, 292. Moyen d'ajouter à sa valeur. *Idem*, 306. Et de lui faire même gagner une prime sur l'argent. *Id.*, 307. Voyez BANQUE territoriale et PAPIERS-PROMESSES.

PAPIERS-PROMESSES. Voyez BANQUE territoriale.

PARAGUAY. Pays sauvage avant l'arrivée des Européens. II, 59.

PARIS. Les logemens y sont plus chers qu'à Londres ; pourquoi. I, 245. Durée de l'apprentissage dans cette ville. *Id.*, 250. N'a de commerce que pour sa propre consommation. II, 323. Supporta une famine plutôt que d'ouvrir ses portes au meilleur des rois ; pourquoi. III, 421.

PARLEMENS. Comment ils influaient, en France, sur le caractère des habitans des villes où ils résidaient. II, 322.

PARTIES constituantes du prix des marchandises. Quelles sont-elles. I, 100. Proportion entre ces parties, et comment elle varie. *Id.*, 102.

PASSAGE aux Indes par le Cap de Bonne-Espérance. L'un des plus grands événemens de l'Histoire. III, 425. Quel en sera le résultat pour les siècles futurs. *Id.*, *id.*

PASSAGE du Nord. Tentative infructueuse jusques à présent. III, 293.

PASTEURS (*peuples*). Plus redoutables en guerre, que les peuples *chasseurs*. IV, 5.

PAUSANIAS. Cité V, 49, 50.

PAUVRES. Dans les républiques anciennes, étaient dans la dépendance des riches, et comment. IV, 516. Causes qui les ont tant multipliés en Europe. V, 419. Quel est leur nombre, relativement à celui des riches. IV, 38. Leur mauvais régime est un mal particulier à l'Angleterre. I, 283. Histoire de la législation à leur égard. *Id.*, 284.

PAUVRES (*pays*). Consommement, à proportion, bien moins d'articles de manufacture étrangère, que les pays riches. II, 436. A quelles indications reconnaître la pauvreté d'un pays. *Id.*, 139.

PAUVRETÉ (*la*). Paraît favorable à la génération, mais non à la population. I, 160.

PAVÉ. Celui des rues de Londres a fait rapporter une rente à ce qui n'en avait jamais fourni, et comment. I, 341.

PAYSANS. Sens dans lequel est employé ce mot. II, 430. Considération dont cette classe jouit en Angleterre. *Id.*, 431. Combien cette circonstance contribue à la prospérité publique. *Id.*, 432, 485. Vexations auxquelles ils étaient autrefois assujettis. *Id.*, 434.

PÉAGE, ancienne taxe qui se levait sur les marchands. II, 441. Son origine. IV, 431. Vice de ce genre d'impôt. *Id.*, 432. Voyez TAXE des routes.

PEAUX crues. Comment leur multiplication est limitée. II, 116. Leur marché n'est pas le même que celui de la viande; pourquoi. *Id.*, 117. Leur prix, relativement à celui de la bête; comment varie, et pourquoi. *Id.*, *id.* Leur prix en Angleterre, dans les temps anciens, difficile à connaître; pourquoi. *Idem.*, 122. Raisons de croire qu'il était plus haut qu'il ne l'est maintenant. *Idem.*,



123. Pourquoi il a encore baissé depuis quelque temps. *Id.*,

124. Raisons qui tendent à hausser le prix des peaux dans le marché où elles sont produites et manufacturées. *Idem.*

125. Sont instrument de commerce en quelques pays.

I, 48.

**PÊCHERIES.** L'une des sources primitives qui alimentent le *capital circulant*. II, 208. S'exploitent avec les produits de la terre. *Idem.*, 209. Leur produit en raison composée de leur fécondité et des capitaux qu'on y applique. *Idem.*, 210. Voyez HARENG (*flèche du*).

**PÊCHEUR.** Un des emplois les plus mal payés, et pourquoi. I, 105.

**PEINTRES.** Leur travail mieux payé qu'un autre ; pourquoi. I, 109.

**PELHAM (M.)**, premier ministre d'Angleterre. Cité, *Préface*, xxxviii. Son observation sur les dépenses de la gratification. II, 52. Comment il opéra une grande réduction dans la dette publique. IV, 496.

**PENSYLVANIE (gouvernement de).** Absurdité de son règlement pour soutenir la valeur du *papier-monnaie*. II, 304. Plus modéré que les autres dans ses émissions de papier. *Id.*, 305. Absurdité de son règlement pour prévenir l'exportation de l'or et de l'argent. *Id.*, 306.

**PÉROU** Son état agreste avant l'arrivée des Européens. III, 300. Combien il a acquis par ses relations avec l'Europe. II, 59. Accroissement de sa population depuis un siècle. *Id.*, 61. N'a pas ajouté un seul art à l'industrie de l'ancien continent. *Id.*, 60.

**PEUPLE.** Combien les progrès de l'industrie contribuent à dégrader ses facultés morales et intellectuelles. IV, 182. Soins que l'État doit prendre à cet égard. *Idem.*, 185. Moyens de prévenir ce mal. *Idem.*, 187. Combien

son instruction importe à la tranquillité de l'État. *Idem*, 194.

PHÉNICIENS (*les*) et les Carthaginois. Seuls peuples de l'antiquité, qui osèrent traverser le détroit de Gibraltar. I, 42.

PHILADELPHIE, ville d'Amérique. Les salaires y sont très-élevés. I, 165. Le travail des mains libres y est pourtant moins cher. *Id.*, *id.*

PHILIPPE de Macédoine. A quelle cause il dut ses victoires. IV, 22.

PHILOSOPHIE. Récompense que se proposent ceux qui la cultivent. I, 217. Sa culture est une suite de la *division du travail*. *Id.*, 24. Comment son étude se divisait autrefois. IV, 156. Pourquoi cette méthode a été changée dans nos écoles. *Id.*, 160. Combien la science a perdu à ce changement. *Id.*, 164.

PIÈCES de monnaie. Les plus petites circulent plus rapidement que les autres. II, 193.

PIERRES précieuses. Ce qui les fait rechercher. I, 361. Leur prix ne se compose que de salaires et de profits. *Id.*, *id.* Leur abondance n'ajoute rien à la richesse du monde. *Id.*, 363. S'échangent contre les métaux précieux, avec plus d'avantage, en Europe, que dans l'Inde; pourquoi. II, 65. Voyez DIAMANS.

PINTO, auteur d'un *Traité de la circulation et du crédit*. Cité IV, 501. Réfutation de son opinion sur les fonds publics. *Id.*, *id.*

PITT (M.), principal ministre en Angleterre, depuis 1782 jusques à 1801. Cité VI, 340.

PISE. Combien les croisades donnèrent d'encouragement à sa marine. II, 454.

PIZARRE. Motif qui le conduir au Pérou. III, 288.

PLANTAGENÈTES, dynastie des rois d'Angleterre. Les famines fréquentes sous leur gouvernement ; pourquoi. II, 21.

PLATON. Vivait somptueusement. I, 279. Cité IV, 169.

PLINE *l'ancien*. Cité I, 49, 78 ; II, 93, 423 ; III, 552 ; V, 114, 159, 465, 660.

PLUTARQUE. Cité I, 278.

POCOCK, voyageur au Levant. Cité II, 466.

POÉSIE. Récompense que se proposent ceux qui la cultivent. I, 217.

POISSON. Fournit quelquefois une *rente*. I, 103, 302. Le prix de certaines espèces peut monter sans bornes, et pourquoi. II, 90. Exemple chez les Romains. *Id.*, 91. Causes qui s'opposent à ce que l'industrie puisse le multiplier à l'égal de la demande. *Id.*, 119. La quantité qui en viendra au marché, est soumise à des circonstances étrangères à l'opulence nationale. *Id.*, 131. Son prix *réel* augmente à mesure que le pays s'enrichit ; pourquoi. *Id.*, 130. Est, dans les colonies anglaises d'Amérique, denrée *non-énumérée* ou de libre exportation. III, 320. Avantages de cette liberté. *Id.*, 322.

POIVRE (*M.*). Ce qu'il rapporte du bas prix du sucre à la Cochinchine. I, 327.

POLICE *intérieure des divers pays de l'Europe*. Gêne la liberté du travail et des capitaux. I, 201. Distinction par elle établie entre deux genres de travail. *Id.*, 207. A tantôt restreindre la concurrence naturelle. *Id.*, 246. Tantôt l'a trop étendue. *Id.*, 270. Détruire l'équilibre entre les divers emplois du travail et des capitaux. *Id.*, 245. De trois manières. *Id.*, 246. Par quels moyens. *Id.*, *id.* Combien elle a découragé et rendu odieux le commerce des grains. III, 216. Son inconséquence sur ce point.

*Id.*, 218. Son injustice et son absurdité. *Id.*, 223. *Voyez*  
**COMMERCE des blés**

**POLOGNE.** Ses blés, à aussi bon marché que ceux de France. I, 17. Manque de manufactures. *Id.*, 18. Est encore misérable; pourqubi. II, 138. Les terres y sont encore cultivées par des serfs. *Id.*, 422. Son industrie augmentée par la découverte de l'Amérique, quoiqu'elle n'y fasse passer aucun article de son produit. III, 351.

**POMMES DE TERRE.** Une des plus importantes acquisitions qu'on doive au commerce et à la navigation. II, 146. Avantages de cette culture, comparée à celle du blé. I, 334. Quel accroissement elle pourrait donner à la valeur des terres et à la population. *Id.*, 335. Elle réglerait, comme le blé, la valeur de toutes les terres cultivées. *Id.*, 336. Combien cette nourriture est favorable à la constitution de l'homme. *Id.*, *id.* Ce qui s'oppose à ce qu'elle soit généralement adoptée. *Id.*, 337.

**PONT**, peut être construit et réparé aux frais de ceux qui en font usage. IV, 66. Abus qui est prévenu par cette méthode. *Id.*, 68.

**PONTONNAGE.** Ancien droit qui se levait sur les marchands. II, 441.

**POPULATION.** Lenteur de sa marche en Europe. II, 480. Son accroissement depuis la découverte de l'Amérique. *Id.*, 61. Ses progrès rapides dans les colonies de l'Amérique. *Id.*, 480; I, 141. Comment elle y est encouragée. *Id.*, 142. Dépend de l'abondance des subsistances. *Id.*, 161. Considérations sur l'influence que doit nécessairement exercer son accroissement, relativement au tarif des salaires. V, 360. Du principe qui la régit. *Id.*, 372.

**PORCELAINÉ de la Chine.** Combien la consommation en a augmenté en Europe depuis un siècle. II, 63.

**PORÉE (le Père),** jésuite ; en quoi a été remarquable. IV, 245.

**PORTUGAL.** Son déclin dans ces derniers siècles. II, 57.

Les Hollandais lui ont enlevé le commerce de l'Inde. *Id.*, 62. Ce qui s'y importe annuellement de métaux précieux. *Id.*, 70, 71. L'or y est naturellement à bas prix. III, 179. Ce prix encore dégradé par des prohibitions. *Id.*, 180. Ce qu'il gagnerait à les lever. *Id.*, 182. Ancienneté de son commerce étranger. II, 486. Ce commerce n'a pas rendu le pays plus florissant ; pourquoi. *Id.*, *id.* Ses manufactures détruites par l'effet de son commerce avec ses colonies ; pourquoi. III, 392. Pourquoi est encore si pauvre. II, 139. Le commerce avec ce pays, peu avantageux à l'Angleterre. III, 258. Fausses idées à cet égard. *Id.*, 259.

**POSTE AUX LETTRES.** Fournit partout un revenu au souverain. IV, 66. Son produit en France et en Angleterre, à diverses époques. VI, 309 *et suiv.*

**POSTLEIWAITE (James),** auteur de l'*Histoire du revenu public d'Angleterre*. Cité II, 286 ; IV, 496.

**POTAGER,** paraît rendre plus qu'une terre en blé. I, 318. Raison de cette apparence. *Id.*, 319. Vaut à peine les frais d'une clôture. *Id.*, 320, 321.

**POTOSI.** Ses mines ont fait abandonner plusieurs de celles du Pérou. I, 353. Sont les plus fécondes de l'Amérique. II, 56. Voyez MINES d'or et d'argent.

**POUDRE A CANON.** Voyez ARME A FEU.

**POUNDAGE.** Ancien droit sur l'importation des marchandises étrangères. II, 157. Son origine. IV, 396.

PRAGMATIQUE-SANCTION. Comment elle a contribué à rendre le clergé plus soumis à l'autorité civile. IV, 230.

PRAIRIES artificielles. Ont rapproché la valeur de la viande de celle du pain. I, 315. Preuve de cette assertion dans le marché de Londres. *Id.*, 316.

PRÉJUGÉS populaires contre le commerce des grains, encouragés par la police intérieure des divers pays de l'Europe. III, 216. Par des statuts modernes. *Id.*, 228. Ressemblent aux terreurs inspirées par les sorciers, et doivent être guéris de même. *Id.*, 230. Voyez COMMERCE des blés.

PRÉS. Leur produit tend à se mettre au niveau de celui des terres à blé. I, 311. Exceptions à cette règle et leur cause. *Id.*, 312. D'où ils tirent leur grande valeur quand ils sont clos. *Id.*, 314.

PRESBYTÉRIEN (*régime*). En quoi il consiste. IV, 239. Établit deux sortes d'égalités. *Id.*, 242. Donne au clergé plus d'influence sur le peuple, et comment. *Id.*, 244.

PRÊT A INTÉRÊT se fait en argent, mais l'argent n'en est pas l'objet réel. II, 354. Est une sorte de délégation sur le produit annuel. *Id.*, 355, 357.

PRÊTRES. Voyez MINISTRES du culte.

PRIMOGÉNITURE (*loi de*). S'opposa à la division naturelle des terres par succession. II, 414. Ce qui donna lieu à cette institution. *Id.*, 415. Pourquoi cette loi s'introduisit dans les monarchies pour la succession au trône. *Id.*, 416. Pourquoi elle règle encore certaines successions. *Id.*, 417. Comment elle donne aux terres un prix de monopole. *Id.*, 481.

PRINCIPE de vie et de croissance dans le corps politique. Quel est-il? II, 334. Universellement répandu. *Id.*, *id.* Prévaut de beaucoup sur le principe contraire. *Id.*, 335. Même contre les effets du mauvais régime des gouverne-

mens. *Id.*, 337; III, 244, 529. A conduit presque toutes les nations à la prospérité, malgré les fautes de leurs chefs. II, 339. Exemple, quant à l'Angleterre. *Id.*, 344. Ce principe y existe dans toute son énergie, et pourquoi. III, 245.

PRIVILÈGES *exclusifs*, opèrent comme des monopoles. I, 124. Leurs effets. *Id.*, 246, 281. Voyez MONOPOLE.

PRIX. Éléments dont il est composé. I, 100. Voyez PARTIES *constituentes du prix*, etc. Certains prix dans lesquels n'entrent qu'une ou deux de ces parties. *Id.*, 103; II, 212. Combien de sortes de prix. I, 57, 58, 66. Voyez PRIX *naturel*, PRIX DE MARCHÉ, PRIX *réel*, PRIX *nominal*.

PRIX *de conversion*. Ce que c'est. II, 16. A induit des écrivains en erreur. *Id.*, *id.*

PRIX DE MARCHÉ. En quoi diffère du *prix naturel*. I, 58. Comment s'établit. *Id.*, 62. Ce qui le détermine. *Id.*, 112. Causes qui le tiennent plus ou moins long-temps au-dessus du *prix naturel*. *Id.*, 120. Mais ne peut rester long-temps au-dessous; pourquoi. *Id.*, 125. Suit les variations de la demande. *Id.*, 239. Plus celle des produits en certains emplois. *Id.*, *id.* S'élève nominalelement à mesure que la monnaie se dégrade. II, 42.

PRIX *de monopole*. Est le plus haut que puisse donner l'acheteur. I, 124. En quoi il est opposé au *prix naturel*. *Id.*, *id.* Voyez MONOPOLE.

PRIX *des vivres*. Son influence sur le prix du travail. I, 175. Comment est affectée par l'état de la *monnaie*. V, 569. Voyez DENRÉES.

PRIX *naturel*. Ce que c'est. I, 111. En quoi diffère du *prix de marché*. *Id.*, 112. Est le point central vers lequel tendent tous les prix. *Id.*, 116. Causes qui tiennent long-temps certaines marchandises au-dessus de ce point cen-

tral. *Id.*, 120. Aucunes ne restent long-temps au dessous ; pourquoi. *Id.*, 125.

**PRIX nominal ou prix en argent.** Ce qu'il faut entendre par ce mot. I, 94. En quoi diffère du prix réel. *Id.*, 66. Varie par un changement de valeur, soit dans l'argent, soit dans la denrée. II, 143. Comment distinguer duquel des deux côtés s'est opéré le changement, et utilité de cette distinction. *Id.*, *id.* Est le seul prix auquel on s'attache dans le commerce ordinaire de la vie. I, 76.

**PRIX réel.** En quoi consiste. I, 57. Quelles parties intégrantes le composent. *Id.*, 58. Son rapport avec le travail. *Id.*, 60. Est peu considéré dans les affaires. *Id.*, 76. Est pourtant utile à reconnaître ; en quel cas. *Id.*, *id.* En certains produits bruts, peut s'élever sans mesure ; pourquoi. II, 89. De ses variations, suivant la rareté ou l'abondance. V, 285 à 339.

**PRIX accordés à certains artistes comme récompense et encouragement ; en quoi diffèrent de ce qu'on nomme gratifications ou primes.** III, 205.

**PROBABILITÉ de succès, dans un emploi, influe sur le salaire ou le profit.** I, 203, 215.

**PROCUREUR.** L'importance de ses fonctions exige une récompense libérale. I, 214.

**PRODIGES.** Comment sont nuisibles à leur pays. II, 329. Leur nombre très-petit, relativement à celui des gens économes. *Id.*, 353. Contribuent dans l'impôt indirect, au-delà de sa juste proportion. IV, 433.

**PRODUIT annuel des terres et du travail.** Comment se distribue. I, 105. Peut toujours acheter plus de travail qu'il n'en a coûté. *Id.*, 109. Ne peut s'augmenter que de deux manières. II, 338. Toutes deux supportent une augmentation de capital. *Id.*, *id.* Est consommé par deux



classes différentes. *Id.*, 314. Voyez CONSOMMATION. Quelle patrie est consommée par la classe productive, et quelle par l'autre classe. *Id.*, 315. Voyez CAPITAL et REVENU. Se divise en deux parts, dont l'une remplace des capitaux, l'autre forme des revenus. *Id.*, 314. La proportion entre ces deux parts est très-variable, et d'après quelles circonstances. *Id.*, 318.

PRODUIT net. Voyez PROPRIÉTÉ et RENTE.

PRODUITS de la terre ou produits bruts. Divisés en deux classes. I, 303, 304. Ceux qui se mettent au niveau de la demande et ceux qui ne le peuvent. *Id.*, 139. Le prix des premiers moins variable. *Id.*, *id.* Comment reçoivent leur valeur du capital employé dans les manufactures. II, 370. Leur valeur différemment affectée par les progrès de la richesse nationale. *Id.*, 89. Raisons de cette différence. *Id.*, *id.* Fournissent peu de moyens de soutenir une guerre étrangère; pourquoi. III, 37. Retirent peu d'encouragement des monopoles établis en leur faveur; pourquoi. *Id.*, 67.

PROFESSEURS. Ce mot était jadis synonyme de *maîtres*. I, 149. Pourquoi si mal payés. *Id.*, 176. Dans l'antiquité, étaient richement salariés. *Id.*, 177. Et très-considérés. *Id.*, 179. Leur grande influence sur leurs élèves. IV, 177. N'étaient point, à Rome et à Athènes, payés par l'État. *Id.*, 170. Cependant ne manquèrent dans aucune partie des sciences et des arts. *Id.*, 176.

PROFESSIONS libérales. Plus richement salariées que les autres, et pourquoi. I, 109. Peu de chances pour y réussir. *Id.*, 115. Causes qui y attirent beaucoup d'élèves. *Id.*, 117. Leur gain ne peut être la matière d'un impôt. IV, 367.

PROFITS. Leur taux naturel. I, 110. Circonstances qui en

déterminent le taux. *Id.*, 779. Difficulté de connaître leur taux moyen. *Id.*, 180. Quel en est l'indice le plus certain. *Id.*, 181. Comment une extension de territoire ou de commerce les fait monter. *Id.*, 190. Haussent en raison du peu d'étendue du marché. *Id.*, 230. Sont à un taux plus bas dans les grandes villes, que dans les petites. *Id.*, *id.* Dans les pays riches, que dans les pays pauvres. II, 321. Ce qu'ils seraient dans un pays monté au plus haut degré d'opulence. I, 193. Quel est le taux le plus élevé où ils puissent aller. *Id.*, 197. Leur rapport avec l'intérêt de l'argent. *Id.*, 198. Comment varie ce rapport. *Id.*, 199. Ont baissé, en Angleterre, avec le taux de l'intérêt. *Id.*, 182. Sont plus multipliés dans les endroits riches. *Id.*, 233. Suivent les variations des demandes. *Id.*, 237. Celles du prix des marchandises. *Id.*, 238. Leur taux élevé tend, plus que celui des salaires, à renchérir l'ouvrage. *Id.*, 199. Leur hausse opère sur les prix comme l'intérêt composé. *Id.*, 201. Leur baisse, dans le commerce des villes, profite à l'industrie des campagnes, et comment. *Id.*, 267. Diffèrent essentiellement des salaires. *Id.*, 97. Ne sont souvent que des salaires déguisés. *Id.*, 229. Se calculent tout autrement que les salaires. II, 363. Forment le revenu d'une des trois grandes classes de la société. *Id.*, 160. Étaient plus hauts dans l'ancien état de l'Europe, et pourquoi. *Id.*, 320. Leur taux élevé détruit l'esprit d'économie dans les particuliers. III, 398. Dans certains États, forment un revenu public. IV, 258. Pourquoi sont peu propres à ce service. *Id.*, 265. Ne peuvent être matière d'une imposition; pourquoi. *Id.*, 323.

PROGRÈS d'un pays, en culture et en industrie. Voyez AMÉLIORATION.

PROHIBITION

**PROHIBITION des marchandises de fabrique étrangère.** Combien absurde et nuisible. III, 60. N'est avantageuse qu'en deux cas. *Id.*, 74.

**PROJETS (gens à).** Combien dangereux pour les banques. II, 262. Leurs déclamations. *Id.*, 263. Leur expédient ordinaire pour faire de l'argent. *Id.*, 264. Voyez **CIRCULATION (faire de l'argent par)** ; **NAVETTE (faire la)** et **TRAITES successives**.

**PROJETS imprudens.** Sont nuisibles à la société comme à leur auteur. II, 333.

**PROPORTION** entre les salaires dans les divers emplois du travail. I, 128. De même entre les profits dans les divers emplois des capitaux. *Id.*, *id.* Elle ne varie point dans les différentes périodes d'avancement de la société. *Id.*, *id.* Se maintient au milieu des diverses révolutions ou favorables ou contraires à l'opulence nationale. *Id.*, 298.

**PROPORTION entrè l'or et l'argent.** Pour leur valeur. II, 76. Pour les quantités qui s'en impotent annuellement. *Id.*, 77. Ces deux proportions influent-elles l'une sur l'autre. *Idem*, 78. Quand celle de valeur fut-elle réglée par une loi. I, 80. Ce qu'elle est dans les diverses monnaies de l'Europe. *Id.*, 86 ; V, 583 et suiv. Voyez **MONNAIES anglaises**, **MONNAIES françaises**.

**PROPRIÉTAIRES fonciers.** Étaient autrefois les législateurs de leur pays. II, 433. Ce qui en résulta dans la législation sur les biens-fonds. *Id.*, *id.* Leur condition dans l'ancien état de l'Europe. *Id.*, 465. Fondement de leur autorité. *Id.*, 468. Leur pouvoir antérieur à la féodalité. *Id.*, 469. Comment ce pouvoir fut détruit. *Id.*, 472. Gagnent à toute amélioration, soit dans la culture, soit dans les manufactures. *Id.*, 158, 159. Le déclin de l'industrie les appauvrit. *Id.*, 160. Leur intérêt privé, inséparable de

l'intérêt général. *Id.*, 161. Sont la classe la moins infectée de l'esprit de monopole. III, 72. Pourquoi. *Id.*, 73. Pourquoi si peu actifs dans les assemblées nationales. II, 161. Leur bonne foi souvent surprise par une classe insidieuse. *Voyez* MARCHANDS et Manufacturiers. Ont méconnu leur intérêt en sollicitant une gratification pour l'exportation du blé. III, 190. *Voyez* GRATIFICATION pour l'exportation des grains. Sont peu lésés par les réglemens qui rabaisent le prix des laines ou des peaux ; pourquoi. II, 127. *Voyez* LAINES, PEaux. Comment partagent dans le produit du travail de l'ouvrier. I, 99, 131. Les grands propriétaires sont peu disposés à améliorer ; pourquoi. II, 119. Les petits, plus industrieux, plus intelligens et plus attentifs. *Id.*, 480. Sous quel nom sont désignés en Angleterre. II, 46.

PROPRIÉTÉ (*droit de*). A fait de l'administration de la justice un besoin public. IV, 37. Est la source du pouvoir. II, 470. *Voyez* GÉOCRATIE.

PROPRIÉTÉS. Ne restent long-temps à la même famille, que dans les pays sans commerce. II, 478. *Voyez* TERRES.

PROTAGORAS, professeur célèbre. Son luxe. I, 279.

PROTESTANS (*pays*). Ont été plus modérés que les pays catholiques, dans les rétributions accordées au clergé. I, 274.

PRUSSE (*le roi de*). Seul des princes actuels de l'Europe, qui se soit avisé de se faire un trésor. III, 30 ; IV, 466. Pourquoi a imposé les terres selon la nature de la propriété. IV, 296.

## Q.

QUALITÉS personnelles. Pourquoi ne peuvent faire une base constante de subordination dans le corps social. IV, 40.

- QUESNAY** (*le docteur*). Comparaison de ses principes avec ceux de *Smith*. I, *Préf.*, lvj. VI, 85, 256 et suiv. *Id.*, 308. Fondateur de l'école des *économistes*. III, 526. Ses spéculations physiologiques ont influé sur ses idées en économie politique. *Id.*, 528. Attachement de ses élèves à sa doctrine. *Id.*, 539. Leur admiration pour sa personne. *Id.*, 540. Ses liaisons avec *Smith*. I, *Préface*, cxlvj. *Smith* se proposait de lui dédier son ouvrage. *Id.*
- QUINCAILLERIE**. Devenue à bien meilleur marché depuis deux siècles, et pourquoi. II, 149.
- QUITO**. Progrès de sa population. III, 300.

## R.

- RALEIGH** (*sir Walter*). Sa crédulité sur l'existence du pays d'*El-Dorado*. III, 290.
- RAMAZINI**, *médecin italien*. Cité I, 167.
- RARETÉ**. Contribue à faire rechercher les métaux précieux. I, 360. Comment elle ajoute au prix des pierres précieuses. *Id.*, 361. Comment fait monter le prix de certains produits bruts, et encourage l'industrie à les multiplier. II, 107.
- RARETÉ de l'argent**. Vrai sens de ce mot. III, 20. Source des plaintes qu'on entend à ce sujet. *Id.*, 32.
- RAYNAL**. Son évaluation des quantités de métaux précieux importées annuellement en Europe. II, 71.
- RÉCÉPISSES de la banque d'Amsterdam**. Ce que c'est. III, 116. Leur usage et leur valeur. *Id.*, 119. Abus qu'on en pourrait faire dans un cas de détresse. *Id.*, 125. Comment la banque pourrait y parer. *Id.*, 126.
- RÉFORMATION**. Son origine et ses succès. IV, 233. Principales causes de ces succès. *Id.*, 234. Offrit aux sou-

verains les moyens de s'affranchir du joug papal. *Id.*, 235. Quelquefois même renversa l'État qui voulait soutenir l'église romaine. *Id.*, 236. Ce qui la divisa en deux sectes. *Id.*, 237. Voyez ÉPISCOPAL (gouvernement) et PRESBYTÉRIEN (régime).

REGISTRES des douanes. Combien sont trompeurs. IV, 403.

RÈGLEMENS. Sont nécessaires pour restreindre l'émission des papiers-monnaies. II, 298. Voyez BANQUES et PAPIER-MONNAIE. Ceux qui tendent à rabaisser le prix des laines et des peaux, ne nuisent ni aux propriétaires ni aux fermiers ; comment. *Id.*, 127. Voyez LAINES, PEAUX.

RELIEF. Origine et nature de ce droit féodal. IV, 352.

RELIGION. Voyez CULTE.

REMBOURSEMENT d'un capital emprunté est une délégation sur le produit annuel. II, 357.

RENCHÉRISSEMENT de divers produits bruts, symptôme de la plus grande prospérité du pays. II, 114.

RENTE de la terre. Définition de ce mot. I, 99. Est la première déduction que souffre le produit du travail appliqué à la terre. *Id.*, 131. Son taux naturel, et d'après quelles circonstances il est déterminé. *Id.*, 110. Comment ce taux est déterminé par la demande. *Id.*, 303. Dérive partout de la multiplication des subsistances. *Id.*, 345. Augmente à raison de la fertilité de la terre, à égalité de produit. *Id.*, 306. En raison de la situation, à des degrés égaux de fertilité. *Id.*, *id.* Pourquoi. *Id.*, 307. Quelle nature de production en détermine le taux. *Id.*, 311, 323, 331. A moins que la terre ne soit plus bornée que la demande. *Id.*, 324. Augmente de valeur en raison de la quantité de nourriture produite. *Id.*, 332. Sur quoi se règle, en Europe, celle des terres cultivées. *Id.*, 331. Dans les pays qui cultivent le riz, ne peut être réglée par cette culture ;

pourquoi. *Id.*, 334. Sa proportion avec le produit total de la terre varie, et comment. II, 318. Cette proportion très-haute dans les temps de la féodalité; pourquoi. *Id.*, 319. Aujourd'hui n'est que du tiers ou du quart. *Id.*, 320. Augmente indirectement par tout ce qui ajoute à l'énergie ou à l'étendue du travail. *Id.*, 359. Forme le revenu d'une des trois grandes classes de la société. *Id.*, 160. Est le prix le plus haut que le fermier puisse donner. I, 199. N'est ni un *intérêt* ni un *profit*. *Id.*, 300. Se confond pourtant quelquefois avec le profit. *Id.*, 107. Entre comme partie constituante dans le prix de la plupart des marchandises. *Id.*, 100. Comment elle y entre. *Id.*, 303. En quoi elle diffère, à cet égard, essentiellement du *salairé* et du *profit*. *Id.*, 304. Entre rarement dans le prix des pêcheries maritimes. *Id.*, 103. Entre, pour une faible portion, dans le prix des fossiles. *Id.*, 351. Surtout dans celui des métaux. *Id.*, 353. Presque nulle dans le prix des métaux précieux. *Id.*, 354, 355. Encore moindre dans le prix de l'or que dans celui de l'argent. *Id.*, 358. Ce genre de revenu ne pourrait composer la totalité du *revenu public*. IV, 268.

RENTES ou *redevances foncières*. Celles stipulées en argent, sujettes à éprouver des diminutions de valeur par plusieurs causes. I, 68.

RENTES *viagères*. Sont de deux sortes. IV, 486. Plus multipliées dans la dette publique de France, que dans celle de l'Angleterre. *Id.*, 487. Pour quelle raison. *Id.*, 488.

REPRÉSAILLES entre les nations, en fait de commerce, à quoi peuvent servir. III, 86.

REPRÉSENTATION *politique* était une forme inconnue aux Anciens. III, 421. Combien elle eût été utile à la république romaine. *Id.*, 422.

RÉPUBLIQUES *anciennes*. Leurs institutions tendaient à décourager le commerce et les manufactures. III, 549.

RÉPUBLIQUES *modernes*. Circonstances auxquelles elles doivent leur forme de gouvernement. II, 450.

RESTITUTION ou *retour de droits*. L'un des expédiens du *système commercial*. III, 50. Est le moins déraisonnable. *Id.*, 155. N'a guère d'effets nuisibles. *Id.*, 163. Est utile au revenu public. *Id.*, 164. Mais est en pure perte sur l'exportation à certains pays ; pourquoi. *Id.*, 165. Comment encourage les fraudes. IV, 401.

REVENU. De deux sortes, *brut* ou *net*. II, 213. Ce que c'est que le revenu *brut* d'une nation. *Id.*, 214 ; VI, 79. Ce qu'il en faut déduire pour avoir son revenu *net*. II, 214. Est destiné à entretenir des salariés *productifs*, comme des *non-productifs*. *Id.*, 315. Lequel donne plus matière à épargner. *Id.*, 317.

REVENU *public* ou *revenu de l'État*. Différentes sources d'où il peut provenir. IV, 257. Sur le revenu national en France. VI, 396.

RHUM. Marchandise *non-énumérée* ou de libre exportation dans le commerce des colonies anglaises de l'Amérique. III, 320. Avantages de cette liberté. *Id.*, 324. Est une denrée très-propre à être imposée. IV, 529.

RICARDO (M.). Cité I, *Préface*, cxxix, cxxxvj ; V, 126, 128, 130, 197, 214, 217, 222, 224, 232, 243, 248, 329, 331, 361, 363, 371, 444, 448, 452, 459, 481, 487, 491, 520, 557 *et suiv.* ; VI, 4, 13 *et suiv.* ; 68, 82, 89 *et suiv.* ; 104, 119, 167, 174, 191, 206, 215, 416, 418, 426.

RICHEs. La vanité et l'ostentation entrent pour beaucoup dans leurs jouissances. I, 360. Le seront d'autant plus, que la nourriture du peuple sera moins chère ; pourquoi.



II, 64. Font vivre plus de personnes qu'autrefois , mais ne les tiennent pas sous leur dépendance. *Id.* , 474.

**RICHESSSES.** Causes de leur accumulation. VI, 30.

**RICHESSSE nationale.** Dépend de l'abondance des sources qui alimentent le *fonds de consommation*. II, 207. Est en raison du revenu *net* , et non du revenu *brut* de la société. *Id.* , 214 Ne dépend nullement d'une abondance d'or et d'argent. *Id.* , 115. Signes auxquels on peut la reconnaître. *Id.* , 139 Son progrès ou son déclin affecte , dans le même sens , la classe des propriétaires. *Id.* , 158. Voyez PROPRIÉTAIRES Ses effets sur la valeur de diverses sortes de produits. *Id.* , 89. Voyez MANUFACTURES , PRODUITS bruts.

**RICHESSSE privée.** Fondement d'autorité et de prééminence dans le corps social. IV, 41. Excepté chez les peuples *chasseurs* , et pourquoi. *Id.* , 43. Cette distinction plus marquée chez les peuples *pasteurs* que chez tout autre. *Id.* , *id.*

**RISQUES** Influent sur le taux du profit. I, 226. Ne l'élèvent jamais en proportion des chances , et pourquoi. *Id.* , 227, 228.

**RIVIÈRES navigables.** Leurs bords sont les lieux les plus favorables aux progrès de l'industrie. I, 41. Augmentent la *rente* des terres , et comment. *Id.* , 307.

**RIZ** Sa culture plus profitable que celle du blé , et pourquoi. I, 333. Ne peut régler comme le blé la *rente* des autres terres cultivées , et pourquoi. *Id.* , 334. Est beaucoup meilleur marché à la Chine , que le blé en Europe. II, 32. L'argent commande plus de travail dans les pays à riz que dans ceux à blé ; pourquoi. *Id.* , 64. Les pays qui s'en nourrissent , plus exposés aux disettes. III, 214.

RIZIÈRE. Fournit plus de nourriture qu'un champ de blé. I, 333. N'est propre à aucune autre production. *Id.*, 334.

ROCHEFOUCAULD (*le duc de la*) accueille en France le docteur *Smith*. I, *Préf.*, clvj. Preuve du respect particulier de *Smith* pour ce nom. *Id.*, clv.

ROIS. Dans l'ancien état de l'Europe, leur peu d'autorité. II, 468.

ROMAINS. Adoptèrent le cuivre pour matière de leurs monnaies. I, 49. L'employèrent en barres jusqu'à *Servius-Tullius*. *Id.*, *id.* Mesurèrent toutes les valeurs en cuivre; pourquoi. *Id.*, 78. Prix excessifs qu'ils payaient pour certains oiseaux ou poissons; pourquoi. II, 91, 94. Excluaient par le fait les gens pauvres de tout emploi lucratif. III, 549. Cherté excessive de certains articles de manufacture qu'ils consommaient. *Id.*, 551. Leur système d'éducation, comparé à celui des Grecs. IV, 168. Effets de ces systèmes sur la morale des deux peuples. *Id.*, 169. Pourquoi celle des Romains paraît supérieure. *Id.*, 176.

ROME ancienne. Ce qui fut cause de ses revers et de ses triomphes dans ses guerres contre Carthage. IV, 25. Pourquoi elle eut tant de peine à subjuguier le roi de Macédoine et celui de Pont. *Id.*, 26. Pourquoi elle ne put résister aux Scythes et aux Germains. *Id.*, 28.

ROME moderne. Le peuple y est paresseux; pourquoi. II, 322.

ROUEN. Était une ville commerçante, quoique résidence d'un parlement; pourquoi. II, 323.

ROUET. Substitué au fuscau; ce qui en est résulté en faveur des manufactures. II, 155.

ROUTES. Augmentent la *rente* des terres. I, 307. Peuvent être entretenues par le service même qu'elles rendent. IV, 65. Abus que prévient une telle mesure. *Id.*, 68. Incon-

vénions d'aliéner à des particuliers le droit à percevoir sur les routes. *Id.*, 69. Idées qu'on s'est formées du produit du droit sur les routes en Angleterre. *Id.*, 71. Inconvéniens qu'il y aurait à faire de ces droits une source de revenu pour l'État. *Id.*, 72. Voyez *TAXE des routes*. Pourquoi si bien entretenues à la Chine. *Id.*, 77. Et si mal en Europe. *Id.*, 79.

RUDIMAN (M.), éditeur du *Recueil des Chartres d'Écosse*. Cité II, 20, 238.

RUFFHEAD. (M.). Sa nouvelle édition des *Statuts*. Cité II, 18.

RUSSIE. La servitude de la glèbe y subsiste encore. II, 422. Ses progrès en culture et en industrie depuis la découverte de l'Amérique. *Id.*, 57. Son commerce avec l'Inde et la Chine. *Id.*, 63.

## S.

SAINT-CHAMANS (M.). Cité V, 145 ; VI, 54, 143, 161.

SAINT-DOMINGUE. Sa pauvreté en végétaux et en animaux lors de la découverte. III, 284. Les naturels surpris de la passion des Européens pour l'or, et à quoi tenait cette surprise. I, 366. Comment l'exploitation de ses mines fut abandonnée, et pourquoi. *Id.*, 353 ; III, 287. Causes de la prospérité de cette colonie. *Id.*, 307. Son produit vaut seul plus que celui de toutes les colonies à sucre de l'Angleterre, prises ensemble. *Id.*, 308. Cause particulière de sa supériorité sur celles-ci. *Id.*, 341. A prospéré avec ses propres capitaux. *Id.*, 344.

SAINT-EUSTACHE. Doit sa prospérité à la franchise de son port. III, 306.

**SALAIRES.** Quelles circonstances déterminent leur taux naturel. I, 110. Ne peuvent se tenir long-temps au-dessous de ce taux ; pourquoi. *Id.*, 126. Leur taux commun se détermine par la convention entre les maîtres et les ouvriers. *Id.*, 133. Voyez **MAÎTRES et OUVRIERS**. Le taux le plus bas où ils puissent être réduits. *Id.*, 136. Dans quel pays doivent-ils être le plus haut. *Id.*, 140. Leur taux très-élevé dans une colonie nouvelle ; pourquoi. III, 294. Ce qu'ils sont dans un pays stationnaire. I, 143. Leur *prix en argent*, plus bas aux Indes qu'en Europe, sous un double rapport. II, 66. Leur taux en Angleterre. *Id.*, 148. Y a augmenté en raison inverse du taux de l'intérêt. *Id.*, 182. Leur taux dans un pays, symptôme de progrès ou de déclin. *Id.*, 148. Leur taux élevé encourage la population. *Id.*, 165. Et l'industrie. *Id.*, 166. Leur taux élevé tend moins que celui des *profits* à renchérir l'ouvrage. *Id.*, 199. Ce qu'ils seraient dans un pays parvenu au plus haut degré d'opulence. *Id.*, 193. Se confondent souvent avec les *profits*. *Id.*, 107, 108, 229. Se calculent tout autrement. II, 362. Dans certaines marchandises constituent la totalité du prix. I, 103. Forment le revenu de l'une des trois grandes classes de la société. II, 160. Absurdité des anciens réglemens qui voulaient en fixer le taux. I, 295. Cette tentative encore quelquefois renouvelée. *Id.*, 296. Ne peuvent être imposés directement ; pourquoi. IV, 362. Salaires du travail. V, 339.

**SALARIÉS productifs et non-productifs.** Comment sont distingués par l'auteur. II, 311. Subsistent sur des fonds différens. *Id.*, 314.

**SALICORNE.** Fournit une *rente* au propriétaire du sol. I, 301.  
**ŞARRASINS (empire des).** Industriels et commerçans sous les *Abassides*. II, 453.

- SAUMON (*pêcherie de*). Paie une rente. I, [103](#).
- SAVON. Sa cherté artificielle plus onéreuse au peuple, que la cherté naturelle de beaucoup d'autres denrées. II, [147](#).  
Comment est imposé en Angleterre. IV, [183](#).
- SAY (M. J. B.). Cité V, [132](#), [135](#), [292](#), [321](#), [324](#), [327](#); VI, [39](#), [45](#), [51](#), [64](#), [68](#), [95](#).
- SCIENCES. Combien les universités et collèges ont nui à leur culture. IV, [178](#) Voyez UNIVERSITÉS.
- SCULPTEURS. Leur travail mieux payé qu'un autre; pourquoi. I, [209](#).
- SCYTHIE (*la*) ancienne. Pauvre dans tous les temps; pourquoi. I, [44](#).
- SECRETS. Donnent lieu à des profits extraordinaires. I, [122](#).  
Se gardent plus long-temps dans les manufactures que dans le commerce. *Id.*, [121](#).
- SECTES religieuses. Pourquoi les nouvelles ont plus de crédit et de vogue que les anciennes. IV, [197](#). Leur accord avec les factions politiques. *Id.*, [203](#). Avantages qu'elles en ont retirés. *Id.*, [204](#). Leur multiplicité empêche qu'aucune d'elles puisse nuire. *Id.*, [208](#). Quel système de morale elles adoptent à leur naissance. *Id.*, [210](#). Moyens de corriger leur influence sur les mœurs du peuple. *Id.*, [212](#).
- SEIGNEURIAGE (*droit de*). Ce que c'est, et ses effets sur la valeur de la monnaie. I, [90](#). Raisons pour l'établir en Angleterre. *Id.*, *id.*; III, [264](#). Ce qu'il est en France. I, [91](#); III, [265](#); V, [273](#). Ote la tentation de fondre ou exporter la monnaie. III, [265](#). Ajoute-t-il à la valeur réelle de la monnaie. V, [276](#).
- SEIGNEURS. La jalousie qu'ils donnent au roi, amène l'affranchissement des bourgeois. II, [446](#).
- SEIUS. Somme énorme qu'il paie pour un rossignol blanc. II, [21](#).

- SEL.** Instrument de commerce en quelques pays. I, 47. Renchééri artificiellement par l'impôt, et ce qui en résulte. II, 147. Comment est imposé en Angleterre. IV, 383. Sa régie particulière, supprimée par M. Pitt. *Id.*, 406.
- SERFS de la glèbe.** Étaient autrefois les seuls cultivateurs en Europe. II, 421. Pays où ils subsistent encore. *Id.*, 422. Causes qui firent abandonner ce mode de culture. *Id.*, 426.
- SERRURERIE.** Les ouvrages de ce genre de manufacture sont à beaucoup meilleur marché depuis deux siècles, et pourquoi. II, 149.
- SETIER de blé, mesure de Paris.** Table chronologique de son prix en argent depuis deux siècles. II, 183.
- SHEFFIELD**, ville du comté d'Yorck. Ses belles manufactures dues aux progrès de l'agriculture. II, 461. Non assujetties à la mode, et ce qui en résulte. I, 236. Combien y est limité le nombre des apprentis. *Id.*, 247.
- SHETLAND (îles de).** Grande quantité de bas qu'on y fabrique, et pourquoi à si bon compte. I, 242. Le poisson y fournit une *rente*, et pourquoi. *Id.*, 302.
- SIBÉRIE (la).** Pays pauvre de tout temps, et pourquoi. I, 44.
- SMITH (Adam).** Précis historique de sa vie. I, *Préf.*, cxliij. Son portrait. *Id.*, cxliv. Notice de ses principaux ouvrages. *Id.*, *id.* Exposition de sa doctrine, et comparaison avec les principes de Quesnay. *Id.*, lvj. En quoi diffère principalement de celle des économistes. *Id.*, xliij; VI, 254 et suiv. Méthode pour faciliter celle de Smith. I, lxxxvij.
- SMITH (John),** auteur des *Mémoires sur les luines*. Cité II, 120; III, 481.
- SOLDAT.** Ce qui porte beaucoup de jeunes gens dans ce métier. I, 223.

SOLORZANO, *Pereira* (Joan.), auteur de la *Politique des Indes*. Cité II, 56.

SOU ou *schelling*. Était originairement la dénomination d'un poids. I, 54. Les variations qu'il éprouva dans sa valeur. *Id.*, *id.*

SOVERAIN (*le*). Est un travailleur *non-productif*. II, 313. Dans le système de la *liberté naturelle* se trouve débarrassé des soins les plus difficiles. III, 556. A quoi se bornent ses devoirs. *Id.*, 557.

SPARTIATES. Adoptèrent le fet pour matière de leurs monnaies. I, 49.

SPECTACLES. Pourquoi tant réprouvés par les fanatiques. IV, 214

SPÉCULATIONS (*faiseurs de*). Voyez PROJETS.

SPITAL-FIELDS. Origine de cette manufacture. II, 457. N'emploiera jamais probablement que des matières premières venues de l'étranger. *Id.*, 458.

STATUTS. La négligence avec laquelle ils ont été rédigés ou copiés a induit les écrivains en erreur. II, 17.

STATUTS d'*apprentissage*. Opèrent comme les monopoles. I, 124.

STEWART (M. *Dugald*) a recueilli les œuvres posthumes de *Smith*. I, *Préf.*, cxlix.

STOWE. Est un embellissement pour l'Angleterre. II, 348.

SUBORDINATION. Causes qui l'établissent naturellement. IV, 39.

SUBSISTANCE. Plus abondante et plus variée depuis un demi-siècle. I, 158. Les effets de cette abondance sur la population. *Id.*, 162. Sur l'industrie. *Id.*, 166.

SUBSTITUTIONS. Empêchèrent la division naturelle des terres par aliénation. II, 414. Futent une conséquence de la loi de primogéniture. *Id.*, 417. Inconnues dans les lois

romaines. *Id.*, 418. Leur absurdité dans notre système actuel. *Id.*, *id.* Plus restreintes en Angleterre qu'ailleurs. *Id.*, 419. Très-étendues en Écosse. *Id.*, *id.* Donnent aux terres un prix de monopole. *Id.*, 481.

SUCCESSION *de ligne*. Son origine. II, 417.

SUCCESSIONS. Furent soumises par Auguste, à un impôt du vingtième. IV, 450. Comment imposées en Hollande. *Id.*, *id.*

SUCRE. Employé comme monnaie. I, 48. La quantité qu'en produisent les îles, est inférieure à la demande. *Id.*, 326. Effets de cette insuffisance sur le prix de la denrée. *Id.*, 327. Sa culture assez lucrative pour supporter d'être faite par des esclaves. II, 425. Celui des îles anglaises, favorisé par un *retour de droit*; pourquoi. III, 158. Est déclaré de libre exportation. *Id.*, 320. Mais ne retire aucun avantage de cette liberté; pourquoi. *Id.*, 323. Est un objet très-propre à être imposé. IV, 529.

SUÈDE. Ses progrès en culture et en industrie depuis la découverte de l'Amérique. II, 57. Commerce avec l'Inde. *Id.*, 63. Forme un établissement à New-Jersey. III, 300.

SUISSE. Pourquoi la plupart de ses villes se formèrent en république. II, 450. Caractère respectable de son clergé. IV, 243. Combien l'église protestante y coûte peu. *Id.*, 251.

SUND (*passage du*). Droit qu'en retire la couronne de Danemarck. IV, 432. Produit de ce droit. *Id.*, 433.

SUPERFLU d'un pays reçoit souvent sa valeur de capitaux étrangers. II, 381.

SURHAUSSEMENT *des monnaies*. But de cette opération, et ses effets. I, 56; IV, 513. Ce qui en arriva en Pensylvanie. II, 305. Cet expédient est moins funeste qu'une altération du titre. IV, 520.

SURINAM. Pourquoi cette colonie est inférieure aux autres



colonies européennes. III, 305. Avantages qu'elle a trouvés dans l'adoucissement du monopole auquel elle est assujettie. *Id.*, 306.

SWIFT (*le docteur*). Son mot sur l'impôt indirect. IV, 400.

SYRACUSE. Colonies grecques ; rapidité de ses progrès. III, 297.

SYSTÈME *agricole* ou qui favorise par préférence l'agriculture. III, 504. A été adopté par le gouvernement de la Chine. *Id.*, 541. Et par d'autres peuples de l'Asie. *Id.*, 545. Est encore plus inconséquent que le *système commercial*, et comment. *Id.*, 555.

SYSTÈME *de la liberté naturelle*. Se trouve tout établi de lui-même, par la suppression des systèmes vicieux. III, 556. En quoi il consiste. *Id.*, *id.* A quoi il borne les devoirs du souverain. *Id.*, 557.

SYSTÈME *des économistes français*. Est né des erreurs de Colbert. III, 506. Exposition de sa doctrine. *Id.*, 507. Est celui qui approche le plus de la vérité. *Id.*, 537. N'a jamais fait et ne fera jamais aucun mal. *Id.*, 504. Sa doctrine est juste et libérale. *Id.*, 538. Objections contre ce système. *Id.*, 529. Rapports et différences entre cette doctrine et celle de *Smith*. I, *Préf.*, xliij. Pourquoi elles diffèrent. VI, 254.

SYSTÈME *du commerce*. Ce que c'est. III, 2. Principe sur lequel il est fondé. *Id.*, 3. Ses divers effets. *Id.*, 50. Voyez IMPORTATION et EXPORTATION, GRATIFICATIONS, RESTITUTION *de droits*, COLONIES, TRAITÉS *de commerce* et MONOPOLE. Combien le mal qu'il a fait est difficile à guérir. *Id.*, 384. Deux grands événemens ont contribué à le mettre en crédit. *Id.*, 426. N'entend pas encourager l'industrie du pauvre. *Id.*, 465. Quels ont

été les artisans de ce *système*. *Id.*, 503. Combien a été préjudiciable au revenu des douanes. IV, 399.

*SYSTÈME féodal*. Sa chute, une des principales causes de la prospérité actuelle de l'Europe. II, 137. Domine encore en Pologne, et ce qui en résulte. *Id.*, 138.

*SYSTÈME de Law ou de Mississipi*. Sur quelle erreur il fut fondé. II, 284.

*SYSTÈMES d'économie politique* différens. Ce qui leur a donné naissance. III, 2. *Voyez SYSTÈME du commerce et SYSTÈME agricole*. Ceux qui encouragent ou gênent une industrie particulière, plus que toute autre, tendent à retarder les progrès de la société et à diminuer ses produits. *Id.*, 556. Quel est celui qui atteint le but qu'on doit se proposer. *Id.*, *id.* *Voyez SYSTÈME de la liberté naturelle*.

## T.

**T**ABAC. Employé comme monnaie. I, 48. Pourquoi sa culture est plus profitable que celle du blé. *Id.*, 329. Cette culture, comparée à celle du sucre. *Id.*, *id.* Moyens violens employés pour le soutenir à haut prix. *Id.*, 330. Ce prix assez haut pour supporter la dépense d'une culture par des esclaves. II, 425. Excédant énorme de cette denrée, importée en Angleterre. *Id.*, 397. Comment cet excédant encourage l'industrie anglaise. *Id.*, 398. Celui de la Virginie et du Maryland favorisé par un *retour de droits* à sa réexportation; pourquoi. III, 157. Est un objet très-propre à être imposé. IV, 529.

*TABLES du prix des blés*. Leur importance. II, 177. Les chertés excessives en doivent être rejetées; pourquoi. *Id.*, 179. Inexactitude de celles données par *Smith*, *Idem*, 177.

TABLES

**TABLES des monnaies.** Leurs diverses évaluations. VI, 431.

**TACITE.** Cité V, 161, 162.

**TAILLE personnelle.** Son origine. IV, 338. Montant de cet impôt en France, et mode de sa perception. *Id.*, 340.

Combien est funeste à la culture. II, 435; IV, 345.

Retombe en définitive sur le propriétaire. *Id.*, 344.

**TAILLEUR.** N'a presque aucun *capital fixe*. II, 199.

**TALENS.** Les individus ne diffèrent, sous ce rapport, que par suite de la *division du travail*. I, 33. Leur diversité n'est utile qu'à cause de la disposition à faire des échanges. *Id.*, 35. Ceux acquis font partie du *capital fixe* de la société. II, 204.

**TANNEURS.** Moins favorisés en Angleterre, que les fabricans de draps. II, 125.

**TARENTE.** Colonie grecque; ses progrès rapides. III, 297.

**TARTARIE (la).** Toujours pauvre; pourquoi. I, 44.

**TAVERNIER le voyageur.** Cité I, 361.

**TAXE ou Préciput du roi d'Espagne sur le produit des mines d'Amérique.** Constitue toute la *rente* de ces mines. I, 354.

Est mal payée. *Id.*, 355. Réductions successives qu'elle a subies. *Id.*, *id.*; III, 288. Moins forte sur l'or. I, 357.

Et plus mal payée. *Id.*, 358. Ses effets sur la valeur de l'argent. II, 85. Arrête l'exploitation des mines de Saint-Domingue. III, 287.

**TAXE du duc de Cornouaille sur l'étain,** plus forte que celle du roi d'Espagne sur l'argent du Pérou. I, 354.

Et mieux payée. *Id.*, 355.

**TAXE foncière.** Ce que c'est en Angleterre. II, 47. Projet pour l'étendre à toutes les parties de l'Empire britannique. IV, 523.

TENANCIERS *à l'arc-de-fer*. Sorte de *métayers* en Écosse. II, 428.

TENANCIERS *à volonté*. Ce que c'est. II, 319. Étaient les seuls cultivateurs dans l'ancien état de l'Europe. *Id.*, 421. Leur condition servile. *Id.*, 422. Pourquoi étaient dans la dépendance du propriétaire. *Id.*, 467. Comment devinrent indépendans. *Id.*, 477.

TENANCIERS (*petits*). Leur diminution en Europe a élevé le prix de certaines viandes ; pourquoi. II, 109.

TENANS *par copie*. Ce que c'est. IV, 338.

TERRE. Source primitive qui alimente le capital *circulant* de la société. II, 208. Son produit nécessaire pour féconder les autres sources. *Id.*, 209. Voyez MINES et PÊCHERIES. Son produit est en raison composée de sa fécondité naturelle et des capitaux qu'on y applique. *Id.*, 210. Le revenu qu'elle donne aux habitans, est en raison de son produit brut, et non de la *rente* qu'elle rapporte. IV, 270. Produit toujours de la nourriture au-delà de ce qu'en consomment le travail et le capital employés. I, 305. D'où procède la faculté qu'elle a de fournir une *rente*. *Id.*, 345, 364. A égalité de produire, la plus fertile donne la plus forte *rente*. *Id.*, 306. A égale fertilité, ce sera la mieux située. *Id.*, *id.* Pourquoi. *Id.*, 307. Sur quoi se règlent les *rentes* et *profits* de ses diverses productions. *Id.*, 323. A moins qu'elle ne soit trop bornée pour remplir la demande. *Id.*, 324. Les *rentes* et *profits* de celle qui est cultivée, déterminent même les *rentes* et *profits* de celle qui est inculte. *Id.*, 322. Ce qu'elle gagne en fertilité dans une partie, ajoute à la valeur des parties même demeurées stériles. *Id.*, 364. Produit plus de subsistances pour l'homme, exploitée en blé, qu'en nature de prés. *Id.*, 308. Différence essentielle entre les biens renfermés

dans ses entrailles et ceux produits à sa surface. *Id.*, 363.

TERRE-NEUVE. La morue y est employée comme monnaie.

I, 47.

TERRES ou *propriétés foncières*. Comment furent usurpées par les capitaines des Barbares qui envahirent l'Empire romain. II, 414. Et réunies par grandes masses. *Id.*, *id.* Dommages que la culture éprouva de cette réunion. *Id.*, 419. Sont encore incultes ou mal cultivées dans tous les grands pays de l'Europe; pourquoi. *Id.*, 401. Celles appartenantes à la couronne forment un objet considérable dans toutes les grandes monarchies de l'Europe. IV, 271. Parti qu'on pourrait en tirer. *Id.*, 272. Leur bon marché, dans une colonie nouvelle, est une source de sa prospérité. III, 294, 308. Leur grande division n'y est pas moins avantageuse. *Id.*, 309. Sont à bas prix dans les colonies de l'Amérique. II, 482. Ont, en Europe, un prix de monopole. *Id.*, 481. Leur prix plus haut en Angleterre qu'en France. *Id.*, 368. Leur prix courant dépend du taux courant de l'intérêt; comment. *Id.*, 367.

THÉ. Accroissement prodigieux de l'importation de cette denrée en Europe. II, 63. Évaluation de sa consommation en Angleterre. *Id.*, *id.*

THÉOCRITE. Ce qu'il dit de la pauvreté des pêcheurs. I, 205.

THORN (*Guillaume*). Cité II, 8.

TIMBRE (*droit de*). Manière d'imposer les valeurs capitales. IV, 349. Ce qu'est ce droit en Angleterre. *Id.*, 353. En Hollande. *Id.*, 354. En France. *Id.*, 355. Sur qui tombe ce genre d'impôt. *Id.*, 358. Projet pour appliquer à l'Irlande et aux colonies l'impôt qui se paie, sous ce nom, en Angleterre. *Id.*, 525.

TIMÉE ou *Remée*, ancien historien cité par *Plin.* I, 49.

TISSERAND. A peu de *capital fixe*. II, 199.

TITE-LIVE. Cité *Préf.*, v, x; V, 105, 106, 112, 160.

TITRE ou *degré de fin* dans les monnaies. Souvent altéré pour déguiser une banqueroute. IV, 518. Injustice plus révoltante qu'un surhaussement des monnaies. *Id.*, 520.

TONNAGE. Ancien droit sur l'importation des marchandises étrangères. II, 157. Son origine et son objet. IV, 396.

TONTINES. Leur origine et leur nature. IV, 486. *Voyez RENTES viagères.*

TOSCANE. Les calamités qui ont désolé ses villes, n'ont pu l'appauvrir; pourquoi. II, 488.

TOURNEURS *en corne*. Ont obtenu une prohibition contre l'exportation des cornes de bestiaux. III, 489.

TRAITES *successives*. Expédient pour faire de l'argent. II, 264. Comment se fait cette opération. *Id.*, 266. *Voyez CIRCULATION (faire de l'argent par).*

TRAITÉS *de commerce*. Ce qui leur a donné naissance. III, 50. Ont pour objet de créer un monopole en faveur de quelques marchands. *Id.*, 250. Aux dépens du pays qui s'y soumet. *Id.*, 251. Quelquefois accordent un monopole, dans la vue d'en obtenir un autre. *Id.*, 252. Celui d'entre l'Angleterre et le Portugal, dicté par ce motif. *Id.*, 254. Combien le commerce, favorisé par ce traité, est peu avantageux à l'Angleterre. *Id.*, 256. Ce traité a sacrifié tout l'intérêt du consommateur à celui du producteur. *Id.*, 501.

TRANSFERT. Ce que c'est que cette opération. II, 308.

TRANSIT (*droit de*). Ce que c'est. IV, 432. *Voyez SUND.*

TRANSPORTS *par eau*. Ouvrent un marché plus étendu que ceux par terre. I, 38.

TRAVAIL. Source primitive où la nation puise tout ce

qu'elle consomme. I, 5. Deux circonstances rendent cette source plus abondante. *Id.*, 6. Comment l'accumulation des capitaux tend à augmenter son *étendue*. II, 193. Et son *énergie*. *Id.*, 194. Voyez CAPITAUX, DIVISION du travail. Toute augmentation, soit dans son *étendue*, soit dans son *énergie*, tend à enrichir la classe des propriétaires. *Id.*, 159. Voyez PROPRIÉTAIRES. Est la seule mesure universelle et la seule exacte des valeurs. I, 73. Il mesure celle de l'argent, comme toute autre. II, 25. Son *prix en argent* surtout, réglé par celui du blé; pourquoi. *Id.*, 28. Quel est celui dont le produit n'entre pas dans le revenu net de la société. *Id.*, 215. Se paie avec moins d'argent à la Chine qu'en Europe; pourquoi. *Id.*, 33. Son haut *prix*, dans une colonie nouvelle, est source de prospérité. III, 295. Voyez SALAIRES. Celui qui est modéré, fournit, à la longue, plus de profit qu'un travail forcé. I, 168. Celui fait par des esclaves est le plus cher de tous. II, 423; I, 165. Celui d'un esclave bien constitué, esstimé au double de sa subsistance. *Id.*, 137. Considéré comme source primitive des richesses. V, 1. Il est la mesure naturelle des valeurs. *Id.*, 117.

TRAVAIL *productif ou non-productif*. En quel sens l'auteur emploie cette distinction. II, 311. Observations sur cette partie de sa doctrine. VI, 120 et suiv.

TRAVAIL *secondaire*. Ce que c'est. I, 240. N'exige qu'un salaire modique. *Id.*, 242. Produit à meilleur marché qu'un autre; pourquoi. II, 156. N'a lieu que dans les petites villes ou villages; pourquoi. I, 243.

TRAVAUX *publics*. Voyez ÉTABLISSEMENTS.

TRÉSOR *du prince*. Ressource pour les besoins extraordinaires de l'État, dans les anciens temps. III, 30. Son importance chez les Francs et les Saxons. *Id.*, 40. Ne se

trouve pas chez les souverains des pays commerçans , et pourquoi. *Id.* , *id.* Cette pratique , conservée en Europe par les rois de Prusse seulement. IV, 466.

TRÉSORS. La pratique de les enfouir , dans les pays asiatiques, est cause d'une grande perte de métaux précieux. II, 70. La propriété de ceux trouvés étant considérée comme droit régalien; pourquoi. *Id.* , 211. Pourquoi si communs sous le régime féodal. IV, 464.

TRICLINAIRES. Prix excessifs de ce meuble chez les Romains. III, 552.

TROC ou échange. Acte particulier à l'espèce humaine. I, 29. Comment il a amené la division du travail. *Id.* , 32.

TROUPES réglées. En quoi diffèrent des *milices*. IV, 16. Sous quels rapports elles leur sont supérieures. *Id.* , 19. Exemples de cette supériorité. *Id.* , 22. Combien cette institution est nécessaire aux progrès de la civilisation. *Id.* , 32. Comment elle est même favorable à la liberté. *Id.* , 33.

TROYES en Champagne. Les poids et mesures usités dans ses foires ont cours dans toute l'Europe. I, 54.

TUDORS. Dynastie des rois d'Angleterre. Le prix du blé a essuyé de moins fortes variations sous leur gouvernement; pourquoi. II, 22.

TURDI. Sorte de grives : s'élevaient avec profit chez les Romains. II, 104.

TURGOT. Ses liaisons avec *Smith*. I, *Préf.* , cxlvj. Cité V, 279

TURQUIE. La pratique d'enfouir l'argent y est commune , et pourquoi. II, 211. Ses mines exploitées avec moins de profit que d'autres qui ne sont pas plus riches; pourquoi. III, 550.



## U.

ULLOA (*D. Anton. de*), auteur d'un *Voyage historique dans l'Amérique méridionale*. Cité I, 309, 354, 356, 357; II, 25, 61; III, 300, 318.

UNDERWALD. Canton suisse. Mode d'imposition pratiqué en ce pays. IV, 331.

UNION de l'Angleterre avec ses colonies. Serait le complément de la constitution britannique. III, 422. Les craintes que cette mesure inspire des deux parts, sont peu fondées. *Id.*, 423, 424. Projet qui faciliterait cette mesure. IV, 522.

UNION de l'Écosse à l'Angleterre. Ce qu'elle a produit sur le prix du bétail d'Écosse. I, 311. Le plus grand bien qu'en ait retiré l'Écosse. II, 101. Dommage qu'elle en a éprouvé, mais largement compensé d'ailleurs. *Idem*, 128.

UNION de l'Irlande à la Grande-Bretagne. Projet pour faciliter cette mesure. IV, 522. Ses avantages. *Id.*, 547.

UNIVERSITÉS. Leur origine. IV, 152. Leur mauvaise constitution. *Id.*, 142. Leur discipline instituée pour la commodité du maître, et non pour l'avantage de l'écolier. *Id.*, 149. Ce qui y a introduit un cours d'études absurde ou inutile. *Id.*, 153. Leur attachement opiniâtre aux vieilles erreurs. *Idem*, 165. Tort que leur cause une église trop bien dotée. *Id.*, 248. Ce que ce mot signifiait autrefois. I, 248.

USTARITZ (*Don*), auteur du *Traité de la théorie et pratique du Commerce*. Cité IV, 445.

UTILITÉ. Constitue une grande partie du mérite des métaux précieux. I, 360.

---

## V.

**V**AISSELLE des particuliers portée à la monnaie ; pauvre ressource pour l'État. III, 30.

**V**ALEUR. Diverses significations de ce mot. I, 57. Principes qui déterminent la valeur d'échange. *Id.*, *id.* Se mesure sur le travail. *Id.*, 60 ; V, 140. Comment, dans certains produits bruts, les mêmes causes qui la font monter, tendent ensuite à la faire descendre. II, 107. *Voyez* PRIX. La dégradation de celle de l'argent a des effets différens, selon la cause d'où elle procède. III, 178. *Voyez* ARGENT.

**V**AN-ROBAIS (*Josse*), hollandais, obtient en France un privilège exclusif. III, 72.

**V**ARRON. Cité I, 320 ; II, 104.

**V**EAU-MARIN (*peaux de*). Encouragement donné à leur importation, et son effet sur le prix des autres peaux crues. II, 124.

**V**ÉDIUS POLLION. Sa cruauté envers un esclave, arrêtée et punie par l'empereur Auguste. III, 344.

**V**ENAISSON. *Voyez* DAIM.

**V**ENISE. Combien sa marine fut encouragée par les croisades. II, 454. Elle donne retraite aux manufacturiers de Lucques. *Idem*, 457. Cause et origine de sa banque. III, 112. Combien s'est affaiblie par sa dette publique. IV, 510. Comment s'y pratique la perception de l'impôt sur les terres. *Id.*, 285.

**V**ENTES de biens-fonds. Comment peuvent être imposées. IV, 353.

**V**ERGER. Paraît être plus lucratif que la terre labourée. I, 318. Raison de cette apparence. *Id.*, 319.

VERSAILLES. La magnificence de ce lieu sert à embellir et à honorer la France. II, 348. Pourquoi le peuple de cette ville est adonné à la paresse. *Id.*, 322.

VERS-A-SOIE. L'art de les élever, devenu commun en Italie; à quelle époque. II, 458. Quand introduit en France. *Id.*, *id.*

VÎTEMENT. L'un des premiers besoins, après la nourriture. I, 338. Surabonde quand la terre est inculte, et est rare quand elle est cultivée. *Id.*, *id.* Comment peut fournir une rente au propriétaire du sol. *Id.*, 339. Exige peu de travail. *Id.*, 342. Est, bien plus que la nourriture, matière de luxe. *Id.*, 343.

VIANDE. Son marché presque toujours borné au pays qui la produit. II, 116. Comment son prix est affecté par les réglemens qui tendent à faire baisser celui de la laine ou de la peau. *Idem.*, 126. Devient plus chère à mesure que s'étend la culture du blé; par deux raisons. *Id.*, 95. Circonstances qui ont fait baisser son prix aux environs de Londres. *Id.*, 108. Pourquoi est à aussi bon marché dans la capitale que dans les petits endroits, quoique venue de plus loin. I, 231. Sa valeur, relativement au pain, varie selon l'état de la culture. *Id.*, 309. Ce qu'est cette valeur en Angleterre. *Id.*, 311.

VIENNE. N'emploie de capital que pour fournir à sa propre consommation. II, 323.

VIGNES. Est-il avantageux d'en planter. I, 321. Leur multiplication restreinte en France, et sous quel prétexte. *Id.*, 322. Leur culture nuit-elle à celle du blé. *Id.*, 323. Voyez VIGNOBLES.

VIGNOBLES. Pourquoi donnent quelquefois une rente au-dessus du taux naturel. I, 323. Donnent souvent à la terre une valeur extraordinaire. *Idem.*, 325. Sont les pays

où le blé est le mieux cultivé ; pourquoi. *Idem* , 313. Le peuple de ces pays , plus sobre qu'un autre. III , 141. Les plus renommés en France sont ceux où le commerce a été le moins gêné. IV , 449.

**VILLAGE.** Le même genre de commerce y exige moins de capital que dans une ville. I , 282. Les salaires y sont plus bas et les profits plus hauts. *Id.* , 183.

**VILLES.** Leur première origine. II , 408. Ce qu'elles étaient à l'époque qui suivit la chute de l'Empire romain. *Idem* , 440. Ont contribué à l'amélioration des campagnes , de trois manières. *Id.* , 462. Dans l'ordre naturel , leurs progrès marchent à la suite de ceux des campagnes. *Id.* , 409. Le commerce qu'elles font avec la campagne , est le grand commerce de toute société civilisée. *Idem* , 403. En quoi consiste ce commerce. *Id.* , 404. Comment profite à tous. *Idem* , 405. Celles où se dépensent de gros revenus , peu industrieuses ; pourquoi. *Id.* , 322 , 324.

**VILLES incorporées.** Ce que c'est. I , 251. Par qui elles étaient régies. *Id.* , 257.

**VINS de France.** Ne sont pas , pour l'Angleterre , un article d'importation moins avantageux que tout autre. III , 140.

**VIRGINIE.** Le tabac y fait fonction de monnaie. I , 48. Pourquoi cette culture y est plus profitable que celle du blé. *Id.* , 329. Comment on y restreint la production du tabac. *Id.* 330.

**VISAPOUR.** Ses mines de diamant , presque toutes fermées ; pourquoi. I , 362.

**VIVRES.** Dans la possession de ceux qui en font commerce , font partie du *capital circulant* de la société. II , 205.

**VOLAILLE.** Est portée au marché long-temps avant d'arriver à son plus haut prix ; pourquoi. II. 105. Quand y arrive-

elle. *Idem*, 106. S'élève avec plus de profit en France qu'en Angleterre. *Id.*, 107. Son bas prix dans un pays mal cultivé. *Idem*, 24, 88. Pourquoi. *Idem*, 25. Conclusion importante à tirer de son prix, relativement à celui du blé. *Id.*, 139.

VOLTAIRE. Cité IV, 245; V, 509.

VOYAGES. Adoptés en Angleterre comme moyen d'éducation pour la jeunesse. IV, 166. Mauvais effets de cette pratique. *Id.*, 167.

## W.

WALPOLE (*Robert*), ministre principal sous Georges I et Georges II. Son projet d'accise. IV, 412.

WARWICK (*le comte de*) nourrissait trente mille personnes tous les jours. II, 466.

WESTMINSTER (*salle de*). Était la salle à manger de Guillaume le-Roux. II, 466.

WILTON. Contribue à embellir et à honorer l'Angleterre. II, 348.

WOLVERHAMPTON. Doit aux progrès de la culture ses riches manufactures. II, 461. Plusieurs métiers de ses manufactures non soumis aux statuts des apprentis; pourquoi. I, 150.

## X.

XENOPHON. Cité I, *Préface*, xiiij.

## Y.

YORCK SHIRE, province d'Angleterre. A eu dans sa circulation des billets de petites sommes; leurs inconvénients.

572 TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES.

II, 195. Ont été supprimés par acte du parlement. *Id.*, 303. Ses draps ont baissé de prix plus que le drap superfine; pourquoi. *Id.*, 150.

YOUNG (*Arthur*). Cité I, *Préf.*, cxxv; V, 420; VI, 399.

YUCATAN. Les Européens y ont introduit les arts et la culture. II, 59.

Z.

ZURICH. Admet la réformation. IV, 235. L'impôt s'y percevoit sur la déclaration du contribuable. *Id.*, 331.

PIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



22816









